

M. Chevardnadze à Paris

La visite que le ministre soviétique des affaires étrangères a commencée lundi à Paris pourrait n'être, à première vue, qu'un de ces contacts innombrables qu'ont de nos jours les chefs des diplomatie de la plupart des pays du monde. M. Chevardnadze n'a-t-il pas déjà rencontré régulièrement ses homologues français à l'occasion des sessions de l'ONU (et pas plus tard que le mois dernier à New-York) ainsi que des divers sommets franco-soviétiques ?

Pourtant, l'occasion pourrait être plus importante cette fois. D'abord parce qu'aucun ministre soviétique des affaires étrangères n'avait fait une visite officielle en France depuis M. Gromyko en 1980, et que les trois jours prévus pour les conversations permettront d'aller plus au fond des choses. Ensuite, parce qu'après les derniers rapprochements au Kremlin l'équipe chargée de conduire la diplomatie soviétique est nettement plus homogène, et porte plus que jamais la marque de M. Gorbatchev.

Enfin, cette diplomatie, après avoir été dominée pendant plus d'un an par les sommets soviéto-américains, et dans l'attente de l'élection présidentielle aux États-Unis, est devenue plus active vis-à-vis de l'Europe : le chef du gouvernement italien se rend cette semaine à Moscou, il suit de près le chancelier d'Autriche, et précède M. Kohl, dont la visite à la fin de ce mois est déjà présentée comme une importante relance de l'Ostpolitik allemande.

Les Soviétiques ont récemment pris conscience des modifications que le grand marché de 1993 apportera au paysage européen, non seulement à l'Ouest, mais à l'Est, pour les pays du COMECON, dont le développement est très en retard et l'intégration embryonnaire. A défaut d'une solide économie, ce n'est guère que par les ressources de la diplomatie qu'ils peuvent marquer leur présence dans cette évolution. Une raison de plus pour M. Chevardnadze de montrer que la France a toujours sa place dans ce jeu.

Un entretien avec le responsable du programme nucléaire soviétique

Moscou souhaite la coopération de la France

Lire page 41

M 0147-1011 0-450 F



3790147004500 10110

Au moins deux cents morts depuis le début des événements

Le chef de l'Etat algérien joue son va-tout en s'adressant à la nation

Après six jours d'émeutes qui se sont étendues à de nombreuses villes de province et ont fait au moins deux cents morts, l'Algérie vivait, lundi 10 octobre, dans l'attente du discours télévisé du président de la République, M. Chadli, en fin de journée.

ALGER de notre correspondant

« C'est pire que l'Afrique du Sud, c'est pire que le Chili », et enfin pour faire bonne mesure : « Ils sont pires que les sionistes ! Les sionistes ne tirent pas sur les mosquées, il faut l'écrire, vous devez l'écrire », nous crient ces jeunes en état de choc. Trois de leurs proches viennent de tomber sous les balles des kalachnikovs. A grandes rafales, les soldats ont tiré « dans le tas ». Ils ont des instructions. Les rassemblements et les manifestations sont interdits. Le commandement militaire l'a clairement annoncé en précisant que « l'ordre a été donné aux unités d'intervention d'user de leurs armes contre tous ceux qui refusent d'obtempérer immédiatement aux injonctions de se disperser dans le calme ».

Quelques secondes ont suffi pour que la cérémonie funèbre tourne au drame. Samedi 8 octobre, à la mi-journée, ils étaient si nombreux que la mosquée d'Alger à Kouba ne les contenait pas tous. Ils priaient pour le repos de Saadi, trente-huit ans, tué la veille lors d'un contrôle d'identité. En passant dans la rue, les militaires, à bord du camion, ont vu le rassemblement. Que s'est-il passé ? En tout cas, ils ont ouvert le feu. Lorsque nous sommes arrivés, le sang gouttait encore, de marche en marche, sur l'escalier menant à la salle de prière.

A l'hôpital de Kouba, tout proche, les membres du personnel médical et para-médical des urgences ont les traits tirés. Ils ont reçu dans la seule matinée de samedi « dix morts et trente-cinq blessés par balle ». Ils ont accueilli le premier, « un enfant de six ans, avec une balle dans la tête, qui est mort peu après son arrivée », le 5 octobre. Ils estiment avoir comptabilisé depuis cette date « une soixantaine de tués ». Le Grand Alger compte une quinzaine d'hôpitaux. Tous ne sont pas situés dans des zones exposées, mais la plupart ont admis des victimes des affrontements. De bonne source on indique que la morgue de l'hôpital Mustapha (au centre d'Alger) est saturée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite et l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE page 3.)

Face aux mouvements et aux menaces de grèves

M. Rocard veut régler les conflits sociaux au coup par coup

Poursuite de la grève des infirmières, arrêts de travail à la RATP, tension dans les lycées et menaces de grève des enseignants dans le secondaire et l'université. Face à l'agitation sociale, M. Rocard, soucieux de rigueur économique, veut éviter toute mesure salariale dont l'effet de contagion serait fulgurant. Aussi le premier ministre cherche-t-il à régler les conflits sociaux au coup par coup.



(Lire l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI page 8 et nos informations pages 13, 20, 43 et 48.)

Violents affrontements dans une République yougoslave

La révolte des Monténégrins

La malaise social qui secoue la Yougoslavie a maintenant gagné le Monténégro, où des dizaines de milliers de personnes ont manifesté les 8 et 9 octobre dans les rues de Titograd contre la baisse du niveau de vie. Des mesures d'urgence sont appliquées depuis dimanche dans la région pour « empêcher la situation de dégénérer ».

BELGRADE de notre correspondant

Fait sans précédent en Yougoslavie depuis l'allocution, en juin 1968, du maréchal Tito appelant les étudiants à mettre fin à leur grève, le président de la direction collégiale de la République, M. Raif Dizdarevic, s'est adressé

à la nation, dimanche soir 9 octobre, dans un message de trente-cinq minutes retransmis par la radio et la télévision. Il a déclaré que les rassemblements de masse de ces derniers jours, les grèves et les heurts qui se sont produits entre manifestants et forces de l'ordre au Monténégro risquaient de déboucher sur une « situation d'exception » et que « tous les moyens constitutionnels » seraient employés pour maintenir l'ordre dans le pays.

Le chef de l'Etat n'a cependant pas évoqué l'éventualité de l'instauration de l'état d'urgence dans la République du Monténégro, contrairement à certaines rumeurs qui circulaient la veille à Belgrade : « La présidence de l'Etat entend fermement trouver une solution démocratique susceptible de sortir de la crise

actuelle et de surmonter les événements de ces derniers jours. » Faisant allusion aux troubles qui se sont déroulés en Vojvodine, où le gouvernement a donné la semaine dernière sa démission collective, et au Monténégro, le président a dénoncé les « pressions politiques » qui ont abouti dans certains cas à la « paralysie du système » et « mettent en péril l'ordre constitutionnel ». « Nous ne pouvons tolérer, a-t-il dit, des agissements anarchiques, la violence politique d'individus ou de groupes, et des méthodes qui sapent les fondements de la démocratie socialiste. » A l'évidence, il dénonçait les excès nationalistes des manifestations serbes qui se succèdent depuis le mois de juillet, en divers endroits du pays. PAUL YANKOVITCH (Lire la suite page 6.)

Jean-Paul II en Alsace et en Lorraine

Le pape appelle à une « nouvelle évangélisation » de l'Europe.

PAGE 12

Lire également page 2 un entretien avec M. JACQUES DELORS

Le président chypriote à Paris

« J'espère que mon pays sera contaminé par l'épidémie de paix », nous déclare M. Vassiliou

PAGE 5

Les élections en Belgique

Un bon point pour la coalition gouvernementale

PAGE 5

La tension dans les territoires occupés

Nouvelle vague de violences

PAGE 5

Le sommaire complet se trouve en page 48

La 40^e Foire internationale du livre fait ses comptes

La cruelle lumière de Francfort

Un rapport de la Fondation Bertelsmann sur « les comportements culturels et les médias » et publié au moment où s'ouvrait à Francfort, la quarantième Foire internationale du livre, qui s'achève le 10 octobre, a fait courir un certain vent de pessimisme parmi les huit mille éditeurs présents.

FRANCFORT de notre envoyé spécial

Ce rapport, établi à partir de travaux solides, à la demande du premier groupe mondial d'édition et de communication, montre en effet que si la consommation de télévision et de radio continue à augmenter fortement partout, si la lecture des magazines progresse légèrement tandis que celle de la presse quotidienne demeure stable, la lecture de livres ne cesse de décroître dans toutes les classes d'âge de la population.

M. Ulrich Vechter, qui est tout à la fois l'un des organisateurs de la Foire de Francfort et

un dirigeant du groupe Bertelsmann, peut en tirer la conclusion suivante : le livre doit développer sa promotion sur les petits écrans et à la radio, les professionnels de l'édition ne s'en rassurent pas pour autant.

Le climat particulier de la Foire de Francfort veut pourtant que si l'on s'alarme on ne le montre pas. Cette rencontre annuelle du monde des livres - quatre-

vingt-cinq pays représentés cette année - est un théâtre où personne n'endosse le rôle de perdant. Les grands éditeurs internationaux y prennent des poses de magnats de la finance, les agents littéraires et les vendeurs de droits miment la nervosité et l'affairement des boursiers de Wall Street et chacun affiche un sourire affamé et les signes extérieurs de la prospérité. Personne n'osera vous dire que les affaires sont médiocres, les découvertes infimes, les intérêts économiques et intellectuels de cette grande célébration contestables. La Foire de Francfort est un rite et personne ne cherche plus à en justifier le sens ni la perpétuation.

Pourtant, l'enthousiasme a disparu. Dans les 100 000 mètres carrés des interminables halles d'exposition, les 2 000 exposants allemands, les 800 anglais, les 281 français et les autres se rendent des visites de politesse et d'entretiens plutôt qu'ils ne s'affrontent aux cours d'enchères passionnées.

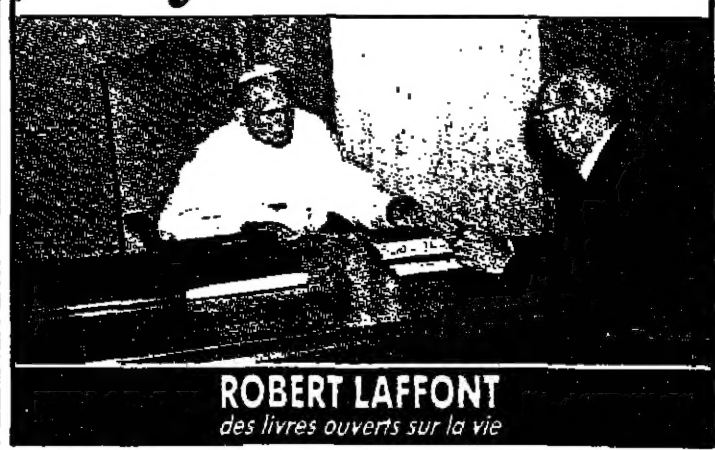
PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

LE LIVRE DU 10^e ANNIVERSAIRE

ANDRÉ FROSSARD de l'Académie française

Portrait de JEAN-PAUL II



ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie

Débats

Un entretien avec le président de la Commission de Bruxelles

Jacques Delors et le message européen de Jean-Paul II

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne de Bruxelles, sera présent, mardi 11 octobre à Strasbourg, pour écouter le discours que doit prononcer Jean-Paul II devant le Parlement européen. M. Delors n'a jamais caché ses convictions de chrétien. Nous lui avons demandé comment il percevait l'importance donnée par le pape à la construction communautaire.

« A plusieurs reprises le pape a lancé des appels à l'unité de l'Europe : à Saint-Jacques-de-Compostelle en 1982, à Vienne en 1983, à Spire en 1987. Je ne crois pas que ce soit seulement parce qu'il est Polonais, c'est-à-dire d'un peuple qui a souffert jusque dans sa chair à cause de l'Europe et pour l'Europe.

« J'y vois trois significations majeures : un avertissement adressé à tout un continent en proie, selon lui, à une crise spirituelle et morale ; une volonté de réconcilier les « deux familles » de l'Europe, l'Europe de saint Benoît à l'Ouest, celle de Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves à l'Est, et, à plus long terme, l'espérance d'une réunification dans le réveil des valeurs et le pluralisme vécu. A charge pour lui, dans sa mission pastorale, de frapper à nos portes. A charge pour nous, acteurs politiques, de faire ce qu'il est possible avec les ressources humaines que nous avons et en respectant le cours du temps. En d'autres termes, la foi éclaire et motive. Elle ne confère aux chrétiens aucune supériorité.

« Le pape rappelle que la civilisation chrétienne a profondément marqué un ensemble de pays, qu'on appelle l'Europe au sens large, de l'Atlantique à l'Oural. Une Europe qui, en plus de ses tragédies politiques, militaires et humaines, a connu des schismes religieux. C'est la force de son message de souligner les analogies entre nos divisions temporelles et spirituelles. Un regard toujours plus large et plus aigu vers les autres Européens est peut-être le geste le plus fondamental qui nous est demandé pour faire avancer la construction de l'Europe. Le pape, à ce point de vue, ouvre une voie.

« Partagez-vous complètement l'analyse de Jean-Paul II sur la crise de l'Europe comme conséquence d'un effondrement spirituel ?

« Je ne partage pas vraiment sa vision d'une sorte d'âge d'or de l'Europe chrétienne dont les Européens s'éloigneraient aujourd'hui. S'il est vrai que les fondations de l'Europe sont chrétiennes, celle-ci est loin d'avoir toujours vécu dans l'harmonie. Au contraire, comme les autres continents, l'Europe a été labourée par les guerres civiles, la soif de pouvoir et de richesse, l'esprit de croisade et de domination.

« Il ne faut pas oublier que ma génération a été confrontée avec l'athéisme contemporain, porteur lui aussi de valeurs de générosité. Et je le dis avec force : s'il y a aujourd'hui un déclin de ces valeurs, c'est autant la faute des croyants que des non-croyants. Durant cette période, l'Eglise de France, injustement critiquée, a fait preuve d'humilité et de capacité d'écoute des autres. Rappelez-vous cette déclaration

« une référence pour moi — des évènements de France en 1982 : « Pour de nouveaux modes de vie. »

« Cela dit, que la crise de l'Europe ne soit pas seulement économique, politique, mais aussi morale et intellectuelle, c'est ma conviction depuis fort longtemps. Dans les années 70, je tenais déjà ce discours. Même s'il nous choque, le pape n'a pas tort, effectivement, de dire que l'Europe s'enferme dans ses petites ambitions matérialistes, ses égoïsmes, renonce à sa vocation et à son rôle historique, qu'elle risque de succomber dans l'angoisse et l'insignifiance, au lieu de promouvoir une civilisation mue par des valeurs de solidarité et d'espérance.

« Nous nous sommes laissés aller »

« Quelle est votre explication de ce déclin spirituel et moral ?

« Nous nous sommes laissés aller. L'Europe avait tiré les leçons de la guerre, retenu les enseignements économiques de Keynes ou de Beveridge, mais aussi de l'extraordinaire travail social effectué, bien avant la guerre, par les grandes organisations militantes chrétiennes. Elle a connu ainsi une trentaine d'années de prospérité, d'ailleurs bien méritée. Puis elle s'est assoupie, s'est enfermée dans ses contradictions, s'en remettant trop aux Etats et à l'économie pure.

« Bref, dans les années 70, nous étions au croisement de la survie et du déclin. Je dis bien survie. La concurrence n'a cessé de resserrer ses griffes sur nous, celle de pays dominants, comme les Etats-Unis, celle de systèmes très encadrés exerçant, comme au Japon, une forte contrainte sur les individus, celle de peuples qui légitimement voulaient avoir leur place au soleil.

« Nous avons assisté à ces phénomènes avec une sorte de condescendance teintée d'autosatisfaction. Nous n'avons pas compris à temps qu'il fallait nous battre, et en même temps être solidaires, et généreux. L'individualisme a causé des ravages. Certes nous avons parlé des droits de l'homme, c'est bien, mais en oubliant l'autre paramètre : la solidarité vécue dans une aventure collective. Pour moi, qui demeure attaché au personnalisme communautaire d'inspiration chrétienne, il a manqué précisément cette dimension communautaire.

« Le pape vient défendre devant l'Europe un certain nombre de valeurs et de grandes causes. Son message peut nous choquer, croyants ou non-croyants. Mais il porte.

« Distinguer la foi et la politique »

« Cet avertissement ne vient-il pas trop tard ? Pourquoi faut-il que ce soit un pape qui vienne rappeler aux responsables européens ces vérités premières ?

« J'ai toujours été un militant européen. Quand je suis arrivé à Bruxelles, la seule Europe possible à promouvoir était l'Europe de la nécessité. Devais-je me détourner de

mon chemin pour me consacrer uniquement à de grands discours sur l'Europe de l'idéal ?

« Les vocations sont différentes. J'ai toujours voulu, dans ma vie, distinguer la foi et la politique. Le prophète et l'homme d'action. Le pape parle de l'Europe qui devrait être, celle de l'Atlantique à l'Oural. Et nous, nous faisons l'Europe avec la passion du possible en essayant d'en repousser constamment les limites. Notre Europe des Douze est le fruit combiné de l'histoire, de la nécessité et de la volonté. De l'histoire à cause de Yalta qui a coupé l'Europe en deux. De la nécessité, car nous étions menacés, dans notre niveau de vie et aussi dans notre conception de la société. La volonté, c'était de partir de là, des domaines économiques et sociaux, pour susciter un regain de vitalité.

« Sur quels principes éthiques reposer cette Europe ?

« Ils sont aussi essentiels pour les croyants que pour les non-croyants : la liberté des individus, la solidarité entre eux, la démocratie pluraliste. Mais la mise en œuvre de ces principes n'est pas possible sans l'exercice par chacun de sa pleine responsabilité dans les collectivités auxquelles il appartient et plus largement à l'égard des autres. En d'autres termes, le rayonnement des Européens dépend de leur générosité à l'égard de l'extérieur. Car l'Europe est dépositaire, même si elle n'en est pas toujours consciente, d'un modèle qui échappe à la fois au capitalisme libéral et au totalitarisme marxiste. La doctrine sociale de l'Eglise propose précisément des voies différentes pour développer paisiblement Jean-Paul II dans sa dernière encyclique « *Sollicitudo Rei Socialis* » sur le développement. S'il y a un domaine dans lequel l'Europe a frôlé, je ne dis pas épuisé totalement, ce principe de solidarité et de générosité, c'est bien celui-là.

Une Europe à deux dimensions

« Si la politique de détente de M. Gorbatchev se poursuit, on peut assister à une remise en cause du statu quo de l'Europe divisée. Dans cette perspective, ne peut-on craindre que la Commission des Douze devienne un frein par rapport aux efforts entrepris pour rassembler cette division ?

« Si M. Gorbatchev réussit dans son entreprise et atteint ses objectifs, l'Europe pourrait connaître demain deux systèmes concurrents, aussi forts sur le plan économique, dont l'un sera fondé sur la démocratie pluraliste, alors que l'autre se rattacherait toujours au centralisme dit démocratique.

« D'où une approche facile à comprendre et combinant l'esprit d'ouverture et la vigilance. Ouverture aux autres, c'est indispensable dans la pensée chrétienne telle que je la conçois, mais vigilance parce que, si j'ose dire, la vie est dure. Tout est possible. Si demain les échanges de biens de services, de capitaux, peuvent s'étendre aux trois continents, l'Europe des Douze, l'Europe de l'Association européenne de libre-échange, l'Europe des pays du COMECON — sans oublier les orphelins comme la You-

goslavie, — ce sera parfait. Les échanges économiques entraînent, en effet, des échanges de personnes, qui eux-mêmes conduisent à des échanges culturels et à une meilleure compréhension.

« Mais comment cet ensemble de plus de vingt pays pourrait-il valablement fonctionner ? Serait-il en mesure d'accomplir la mission que se sont fixée les pères du traité de Rome, à savoir l'instauration d'une Union européenne ? Certainement pas, il faut donc inventer, intellectuellement et politiquement, la coexistence de deux formes d'organisation, l'une plus large qui permet des échanges, mais aussi l'expression d'une certaine identité européenne plus générale. Je suis sûr que nous en trouverons les voies, mais il y a tellement de paramètres commandant cette évolution qu'il ne faut pas chercher à les fixer prématurément. Chacun choisira, le moment venu, ce qui lui convient dans une Europe qui, par hypothèse, vivrait alors sous le règne de la paix, de l'échange et de la coopération. Ce serait déjà bien. Mais il ne faudra jamais que notre entreprise à douze se dilue dans un ensemble sans âme et sans volonté.

« Quel de plus enthousiasmant ? »

« Le nationalisme est-il encore un obstacle à la construction européenne ou au contraire peut-on le considérer comme un point de départ utile pour bâtir l'identité européenne ?

« La marge de manœuvre de nos Etats souverains est limitée. Si nous voulons être réalistes, il faut exercer en commun une partie au moins de nos souverainetés respectives. Je crois que la grandeur de la France passe par l'ouverture européenne et que les Français se sentiront davantage fidèles à leurs traditions en réalisant l'Union européenne. C'est la même chose pour les Belges, les Italiens, les Allemands, les Anglais et les autres. Là encore, il s'agit d'opposer des visions crispées ou erronées du monde à une volonté d'agir ensemble, une ambition, un élan.

« Pour revenir au christianisme, je ne conçois l'avenir humain que comme un perpétuel dépassement de ce que nous sommes. La grandeur de la politique, c'est d'appeler les citoyens à assumer leurs responsabilités dans la communauté qui les concerne. Or, aujourd'hui, quel de plus enthousiasmant, de plus nécessaire, que le réveil et l'unité de notre Europe ?

« Mgr Lustiger le disait récemment dans vos colonnes : « Notre civilisation n'a pas plus que les autres le pouvoir de l'éternité. » Autrement dit, croyons-nous au modèle européen, combinaison d'efficacité économique et de cohésion sociale ? Pour ma part, j'y crois comme beaucoup d'autres, quelles que soient leurs convictions spirituelles. Pour être fidèles à nous-mêmes, il faut nous réveiller et nous dépasser. Telle est la vision d'une Europe reconstruite à partir d'un pragmatisme respectueux des faits, et d'un pluralisme authentique. »

Propos recueillis par
PHILIPPE LEMAITRE
et HENRI TINCO.

SÉCURITÉ

Enfants seuls après l'école

par SÉGOLENE ROYAL (*)

CÉLINE, Delphine, Sandrine, Ludvina. La série noire des petites filles assassinées révèle aussi la solitude des jeunes enfants. L'une d'elle a trouvé porte close en sortant de l'école ; l'autre est venue chercher sa maman au bureau.

En France, sur les huit millions d'enfants scolarisés de moins de douze ans, deux millions sont seuls après l'école : ni famille proche, ni grands-parents, ni voisins disponibles, ni garderie. A l'âge de huit ans, un enfant sur deux fait déjà seul le trajet école-domicile. Et c'est dans une même proportion qu'ils se retrouvent seuls chez eux en rentrant de l'école et le mercredi.

Au risque d'agression, lié à cet isolement, il faut ajouter l'hécatombe, les accidents qui subit l'enfant-piéton (plus d'une centaine d'enfants écrasés). Autre conséquence : les effets néfastes de la solitude sur le développement psychologique et scolaire de l'enfant. Un enfant de cadre supérieur ou d'enseignant possède, à sept ans, un vocabulaire trois fois plus varié que celui d'un enfant d'ouvrier et ses chances d'accès à l'enseignement supérieur sont vingt fois plus grandes. Or ce sont les parents de cet enfant déjà défavorisés qui n'ont pas les moyens de payer une tierce personne. La solitude, c'est un fait, est surtout subie par les enfants des milieux moyens et modestes. Les quatre petites filles mortes ne venaient pas des beaux quartiers. Victimes de l'absurdité des rythmes de vie, et de la faiblesse des solidarités de voisinage.

Harmoniser les rythmes de vie. Plus de la moitié des femmes qui travaillent à plein-temps se sentent harcassées. 80 % des femmes affirment n'avoir jamais « le loisir de rêver » et près d'un enfant sur deux voudrait que sa mère ou son père passe plus de temps avec lui. L'aménagement de la semaine, des petites vacances et d'une partie des grandes est l'un des problèmes les plus aigus de l'organisation familiale. Et pourtant la collectivité devrait comprendre que l'harmonisation des rythmes de vie serait un atout qualitatif qui, en fin de compte, rend une nation plus compétitive.

Est-ce si révolutionnaire d'imaginer, pour la mère ou le père, la généralisation du travail à trois-quarts de temps, ce quart qui manque pour être à la sortie de l'école ? En assoupissant les contraintes de temps,

on allègera les coûts sociaux : échec scolaire, angoisse, maladie. En France, le monde du travail reste incroyablement rigide, le temps partiel est encore une incongruité, le temps choisi demeure un slogan creux, et l'étalement des vacances une plaisanterie qui ne fait rire que Bison futé.

Les décideurs, au fond, ont toujours plus ou moins estimé que la garde des jeunes enfants relevait de l'action gratuite, et plus précisément de la « compétence » exclusive des mères de famille. Les économistes ont du mal à faire passer dans la sphère marchande ce qui relève auparavant des services domestiques. L'idée ne leur vient jamais de comparer cette charge avec ce que le travail féminin apporte à l'économie : cotisations sociales sans contrepartie, prélèvements fiscaux directs ou indirects, sans parler de la rentabilité de ce travail sous-payé dans de nombreux secteurs d'activité. Pis, l'année dernière, les femmes ont été remises au travail de nuit, sans qu'à un seul moment les promoteurs de cette pauvre glorieuse réforme se soient préoccupés des problèmes de l'organisation de la vie familiale. Il serait juste que la collectivité prenne en charge le coût de l'assoupissement des temps de travail.

Renforcer les solidarités de voisinage. Dans les villages, il y a toujours un grand-mère, une voisine. Dans les villes, les solidarités familiales ou de voisinage sont moins solides. Mais alors, comment comprendre que tant d'enfants en panne de compagnie puissent coexister avec tant de jeunes chômeurs et tant de volontés bénévoles ? Est-ce si révolutionnaire d'imaginer l'organisation de nouvelles solidarités de voisinage : associations intermédiaires agréées par l'école et par le collège ; associations de retraités volontaires pour le soutien scolaire ou pour les trajets... Les services publics peuvent encourager, à leur périphérie, ces agents de liaison pour rythmes de vie décalés.

Et s'il fallait trouver des moyens pour financer cet assoupissement du temps de travail et ce renforcement des solidarités de voisinage, deux actions pour l'égalité des chances, alors pourquoi pas l'intégration des prestations familiales dans le revenu imposable ? Pour que les enfants des uns soient moins seuls que ceux des autres...

(*) Député (PS) des Deux-Sèvres.

● RECTIFICATIF : à propos de Munich. — C'est par erreur qu'en note rajoutée à l'article d'Hubert Beuve-Méry publié en 1938 à la suite de l'accord de Munich (*Le Monde* du 29 septembre) nous avons indiqué qu'Anthony Eden avait à l'époque quitté le gouvernement britannique. Anthony Eden avait en fait démissionné du cabinet Chamberlain, où il était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dès le 20 février 1938.

Duff Cooper, qui occupait la charge de Premier Lord de l'Amirauté au moment de Munich, se démit en revanche de ses fonctions au lendemain de l'accord et prononça à cette occasion à la Chambre des communes un discours sévère sur la politique d'apaisement suivie par Chamberlain.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDOPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 — Tappez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et Index du *Monde* au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 — Tappez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-95-91-82 ou 45-95-91-71
Tél. MONDUPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	SWISS	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	584 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	994 F	1 089 F	1 484 F	1 932 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 880 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVER CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

LA DÉCENNIE JEAN-PAUL II

Depuis dix ans déjà, l'Eglise catholique a, à sa
tête, une star, grand communicateur et grand
voyageur.

« La décennie Jean-Paul II » retrace dix ans
de l'histoire de l'Eglise :

- le « gouvernement » de Rome et les
grandes encycliques ;
- la situation polonaise et les pays de
l'Est ;
- la France et le conflit avec les inté-
gristes ;
- le second évangelisation de l'Europe ;
- le tiers-monde et le conflit avec les
théologues de la libération ;
- le dialogue avec les autres religions et
les non-chrétiens.

Avec les articles de René Rémond, Jean
Dalumeau et Gérard Defois.

UN NUMÉRO
HORS SÉRIE
36 PAGES
26 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

L'extension des émeutes en Algérie

La Mitidja après la tourmente

A mesure que l'information circule, il apparaît que les troubles se sont étendus à plusieurs villes ces derniers jours. Mostaganem, Blida et Annaba ont été particulièrement touchés et les morts s'y compteraient par dizaines. Les autorités ont fait état de violences à Ouzargue, à Djelfa et dans d'autres villes du désert, sans donner de précisions. Malgré quelques incidents, à Fort-National et dans la région de Bouira notamment, la Kabylie n'avait pas bougé massivement lundi matin.

Blida (AFP). — Blida, « la ville des roses », 250 000 habitants, à 50 kilomètres d'Alger, a vécu deux après-midi chauds, les 6 et 7 octobre, avec sa place centrale livrée au pillage, aux destructions et aux incendies fomentés par des adolescents en colère.

A Boufarik, au centre de la fertile plaine de la Mitidja, 100 000 habitants environ, les manifestants ont choisi leur cible : la mairie. Il n'en reste plus désormais que la carcasse calcinée. Des centaines de registres de l'état-civil ont été brûlés ou dispersés par les manifestants. Les éboueurs s'employaient à enlever des centaines de mètres cubes de papier brûlé et de gravats, dans l'indifférence générale.

Des actes similaires de destruction et de pillage ont été accomplis dans plusieurs villages de cette plaine célèbre naguère pour son rangelier. Le mouvement de contestation, parti d'Alger, semble avoir rapidement contaminé l'ensemble de la plaine, considérée comme le verger de la capitale.

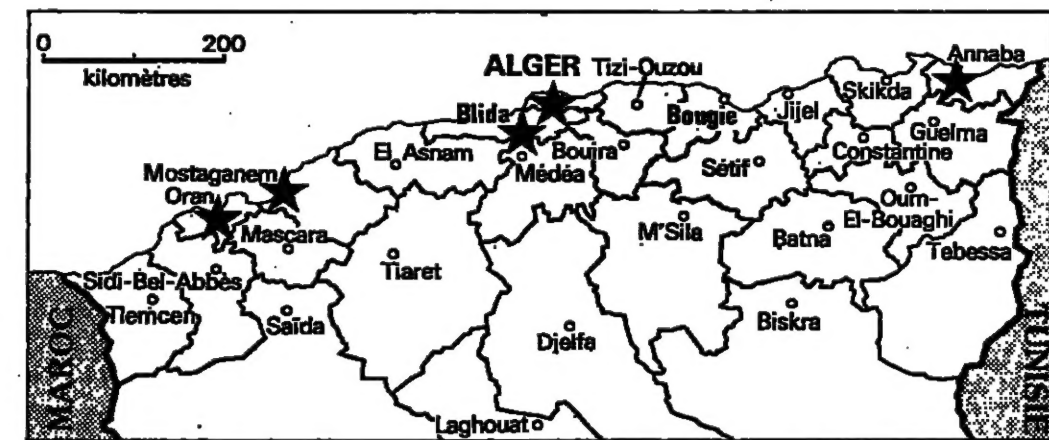
Dans les artères principales de ces villes, des cordons noirs étalés sur la chaussée indiquent que les manifestants — des adolescents, selon tous les témoignages — ont mis le feu à des pneus probablement, comme à Alger, pour barrer la route aux forces de l'ordre.

A Blida, la place centrale, à l'architecture coloniale typique, avec au milieu son kiosque à musique, ses boutiques abritées sous les arcades, a reçu de plein fouet la vague de violence. Les sièges des banques nationales, un bureau des postes, la mairie et surtout le grand magasin d'alimentation d'Etat ont été saccagés, incendiés et pillés. A

proximité de la place, les manifestants se sont également attaqués au palais de justice, dont les archives ont été brûlées, en particulier, a indiqué un employé, les registres du casier judiciaire. Une annexe de la Moudjahidat (commission du parti unique au pouvoir du FLN) a subi le même sort.

Seul établissement bancaire épargné, la Banque centrale présentait une façade bariolée en rouge, noir et violet par les manifestants qui ont projeté des pots de peinture et d'encre contre les fenêtres et les balcons.

La situation semblait normale, en fin de semaine, dans l'ensemble de la ville, et aucune effervescence n'était perceptible. Des centaines de curieux et de badauds défilaient devant les immeubles sinistrés. Ils étaient à la fois stupéfaits par



l'ampleur des dégâts, et parfois même un peu goguenards en constatant que seuls les établissements appartenant à l'Etat avaient été atteints. Les plus vieux passants étaient choqués et commentaient sévèrement les déprédations, notamment à la mairie, où les fonctionnaires avaient réussi, en discutant avec les émeutiers, à sauver du feu leur mobilier et une partie des registres.

Dans les villages de la côte touristique, aucun signe de manifestation violente n'était visible à Zeralda, mais, à Sétif, un dépôt de bus et deux établissements scolaires ont été incendiés.

Solitude du pouvoir dans les régions de parti unique! Alors que des milliers de cellules du FLN sont censées quadriller le pays, il ne s'est pas trouvé un groupe de militants pour soutenir le gouvernement face aux manifestants. Le discours officiel de M. Chadli pourrait remonter des organisations « de masse » bien défilantes. Cette intervention s'annonçait essentielle s'il veut être un candidat encore crédible à l'élection présidentielle du début de 1989, à supposer que son régime ait résisté à la tourmente d'ici au congrès du parti prévu en décembre.

La dernière manifestation théorique de l'adhésion du peuple algérien à la politique de M. Chadli fut

te et de politique intérieure, parce que M. Chadli n'a pas osé aller jusqu'au bout de ses idées novatrices.

Pierres angulaires du « développement » de l'Algérie, les grandes entreprises publiques sont censées avoir renoncé aux vieilles habitudes bureaucratiques depuis la publication de directives visant à l'autonomie et à la rentabilité. « Je dis oui aux bénéfices à condition qu'ils soient réels, et non du populisme aux dépens des intérêts de l'Etat et de la nation », avait déclaré le président de la République en 1984. Mais la nouvelle charte continue à présenter le socialisme comme une option irréversible et, même impar-

consentant à payer un prix supérieur au cours mondial, la France pensait contribuer au sauvetage économique d'un des grands pays francophones tout en assurant des débouchés à son commerce extérieur. Ce fut la brève idylle des « grands contrats », dans l'habitat, les transports, etc. On s'aperçut vite que l'approche « globalisante » de l'Algérie, liant le commerce et les relations d'Etat à l'Etat, laissait ouverte la concurrence des entreprises étrangères.

Au cours de très nombreuses visites ministérielles, le gouvernement de M. Chadli apaisait ses interlocuteurs français, faisant valoir qu'une saine gestion, favorisant le mieux-disant en matière de conditions de crédit, n'était pas incompatible avec l'amitié. Mais le ton très souvent acrimonieux de la presse — pourtant contrôlée par le pouvoir — à l'égard de la France rendait perplexe jusqu'au lecteur algérien si habitué à faire la part des choses. Un sommet fut atteint en mai 1985 quand la télévision algérienne accusa la France d'avoir utilisé des prisonniers comme cobayes lors du premier essai nucléaire de Reggane, en 1960.

La question, combien complexe et délicate, du type de relations qu'il convient d'entretenir avec l'ancien colonisateur, ses entreprises et sa culture, n'a jamais été tranchée. L'affaire du lycée Descartes en est l'illustration la plus récente. Il n'était pas scandaleux en soi que l'Algérie interdise l'accès des établissements d'enseignement français à des élèves issus des plus souvent des catégories privilégiées, voire de la nomenklatura, pour des raisons d'égalité des chances, d'identité culturelle et de cohésion sociale. Mais la brutalité avec laquelle fut menée l'opération ressemblait plutôt à une fuite en avant par incapacité à trouver une solution au problème du bilinguisme.

Après des centaines de milliers d'immigrés, dont les départs ont en principe cessé, les classes moyennes ont eu, sous M. Chadli, la possibilité de séjourner en France grâce à la délivrance plus aisée des passeports et à l'octroi de devises (allocation supprimée depuis peu). Les uns et les autres ont beaucoup plus sensiblement qu'on ne l'imagine généralement aux fluctuations des relations politiques avec la France et aux contrechocs qui peuvent en résulter pour eux.

Dans le même ordre d'idées, la normalisation avec le Maroc et l'ouverture des frontières communes ont suscité autant d'espoir que d'interrogations. Une décision majeure du chef de l'Etat a été sa première rencontre avec le roi Hassan II, en 1983. Tout de suite, il fut clair que les deux hommes désiraient trouver une solution au conflit du Sahara occidental, obstacle à la création d'un Grand Maghreb proposé en idéal à leurs peuples.

Sans doute M. Chadli avait-il compris que son interlocuteur, vainqueur sur le plan militaire, ne ferait pas de concession majeure dans une partie sur la réussite de laquelle il avait fondé la stabilité de son régime. Mais, longtemps après cette première rencontre, sa diplomatie a contribué à compliquer le problème

par ses efforts en vue de la reconnaissance de la République arabe sahraoui démocratique (RASD).

Certains pays, comme l'Inde et la Yougoslavie, désireux de signer des contrats commerciaux avec l'Algérie, ont été priés de s'acquiescer de cette formalité au préalable. Alors que le Polisario fait des objections au plan de paix de l'ONU, le gouvernement algérien entretient toujours la fiction du conflit entre seuls Marocains et Sahraouis. Après les grandes secousses actuelles, il lui faudra bien parler clair s'il veut faire du Grand Maghreb autre chose qu'un de ces thèmes à révéries qu'on développe régulièrement dans la région pour atténuer les tristes réalités.

1984
l'occasion manquée

En dehors de la semoule, ce qui manque aux Algériens, c'est une relation harmonieuse avec leur histoire de jeune nation. Ce peuple, dont le combat en a inspiré tant d'autres, est obligé d'occuper les événements toujours frais dans la mémoire de toute une génération en raison des conflits entre ses premiers dirigeants. Présenté comme un simple gestionnaire, le président Chadli a eu une intuition assez remarquable de ce malaise fondamental avant la célébration du trentième anniversaire de l'insurrection, en novembre 1984, mais sans oser briser les tabous.

Il fit réhabiliter le Kabyle Krim Belkacem, un des « chefs historiques » du FLN, assassiné à Francofort en 1970, où il était en exil depuis l'arrivée au pouvoir de Boumedienne. D'autres noms repaurent dans la presse algérienne, et le chef de l'Etat fit remettre la médaille de résistant à Fehat Abbas, qu'il avait arraché à son assignation à résidence peu après son accession au pouvoir.

Rongé par le cancer qui devait l'emporter peu après, l'ancien président du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) en fut fort ému, mais le livre *l'Indépendance conquise* (Flammarion, 1984), dans lequel il racontait crânement les rivalités personnelles et les dérives idéologiques du début de l'indépendance, n'a jamais été autorisé dans son pays. Les velléités d'écriture de l'histoire — sans inhibitions s'arrêtaient là.

Le deuxième volet de l'opération comportait une négociation secrète avec certains grands exilés en vue de leur retour au pays. Quelques-uns se laisseront séduire, mais les ralliements qui auraient pu redonner de la substance au FLN n'auront pas lieu. M. Hocine Ali Ahmed, un des rares « historiques » encore vivants, demandait en vain l'ouverture d'un « dialogue amorçant un processus progressif du multipartisme ».

Déjà, l'ancien chef du Front des forces socialistes (parti clandestin d'opposition) se retourna vers M. Ben Bella, qui l'avait fait condamner à mort avant de le gracier en avril 1965. Non sans créer une certaine surprise parmi les sympathisants, l'ancien animateur de la contestation kabyle lançait avec son ancien adversaire un appel « pour l'instauration de la démocratie », à Londres en décembre 1985.

Il n'avait jamais été question pour M. Chadli de négocier avec l'ancien président Ben Bella qui avait lancé une violente campagne contre le régime après sa libération. On faisait valoir dans l'entourage du chef de l'Etat que les pays européens où s'exprimait le chef du Mouvement avaient la mémoire courte pour oublier le comportement de celui-ci en matière de libertés quand il était au pouvoir.

Alger a obtenu sans difficulté l'interdiction par M. Pasqua puis M. Joxe de la revue *El Badil démocratique* de l'ancien président, un moment en flirt avec les islamistes. Des groupuscules affrontent de temps en temps les militants de l'Amicale des Algériens en Europe, relégués du FLN par l'émigration. Il est difficile de mesurer l'audience réelle de MM. Ben Bella et Ali Ahmed qui se sont beaucoup exprimés ces temps-ci dans les médias français.

Les exilés sont convaincus que l'assassinat d'un des amis de M. Ali Ahmed, l'avocat Ali Meddi, l'an dernier à Paris, fut commis par les services spéciaux algériens. Les plus indulgents y voient une provocation des durs pour embarrasser les partisans du dialogue. Si ce crime a bien été l'œuvre de l'Algérie, on imagine quel doit être le débat parmi les responsables quand il s'agit de neutraliser non plus un homme mais une partie de la population en révolte.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le chef de l'Etat joue son va-tout en s'adressant à la nation

(Suite de la première page.)

Au moins deux cents personnes ont été tuées par balle depuis mardi 4 octobre. Les forces de l'ordre utilisent des pistolets automatiques, des fusils d'assaut, et des fusils-mitrailleurs particulièrement meurtriers. Les commandos de parachutistes munis de kalachnikovs, baléoutiques fixées au canon, n'hésitent pas à joner de l'arme blanche, comme nous l'a confirmé un médecin hospitalier, traumatisé par les scènes qu'il vient de vivre dans son service d'urgence.

Le crépitement des rafales d'armes automatiques a déchiré les nuits de vendredi à samedi puis de samedi à dimanche, en réponse à la violation du couvre-feu. La réplique à la désobéissance a été particulièrement violente samedi soir aux environs de 23 heures, dans le centre d'Alger, alors que le couvre-feu était entré en vigueur une heure plus tôt. Une macabre poursuite entre les « unités d'intervention » et des groupes de manifestants s'est déroulée pendant plus de deux heures, sous l'œil de centaines de « spectateurs » qui ont assisté de leurs balcons à ces scènes fustées de chasse à l'homme.

Le réveil
intégriste

Les « you-you » des femmes suivaient de proche en proche la course folle de ceux qui défilent l'ordre. Les lufes des hommes répondaient aux tirs des soldats, ponctués également de « Allah ou Akbar » (Dieu est grand) qui s'élevaient en clameur dans la nuit algéroise. Seuls les hurlements de détresse et de douleur des manifestants tombés sous les balles rappelaient que la mort était aussi de la partie.

Ces groupes de jeunes ont commencé à évoluer après la prière du soir dans les mosquées, au lendemain de l'apparition au grand jour des islamistes, réunis en immense manifestation au Champ de manoeuvre où ils ont écouté un

imam de Bab-el-Oued (Le Monde daté 9-10 octobre). Apparemment exclus des manifestations ouvrières de la zone industrielle de Rouiba-Réghaia et de Bouira, puis pris de vitesse par le démarrage des mouvements écoliers et lycéens mercredi 5 octobre dans Alger, les intégristes ont saisi l'occasion de la grande prière du vendredi pour essayer de prendre en marche le train des revendications.

Des imams se sont proposés pour aller négocier avec les autorités algériennes le remplacement de l'état de siège par la loi islamique. Certaines sources parlent même d'un ultimatum aux dirigeants algériens : mettre fin aux mouvements et à la violence à condition que le pouvoir se démette. Selon une source proche des milieux intégristes, la préparation puis la coordination des événements de ces derniers jours sont l'œuvre de proches de Mustapha Bouyali, un chef intégriste romantique mais violent qui avait pris les armes et tenu le maquis face au pouvoir pendant deux ans et demi avant d'être tué dans une embuscade tendue par les services de police. Selon d'autres sources, cheikh Mahfoud, une personnalité religieuse de Blida unanimement respectée, a demandé une audience au président Chadli qui l'a éconduit, choquant profondément toute une frange de la population.

L'apparition sur la scène, il y a quelques jours, du Mouvement pour le renouveau de l'Algérie (MPRA) — totalement inconnu jusqu'à présent — revendiquant la paternité des troubles ne laisse pas de surprendre. D'autant que ce parti exige la démission du président Chadli, celle du gouvernement ainsi que la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du FLN, qu'il propose de remplacer par des Comités populaires locaux pour pallier la vacance de pouvoir ainsi créée. Toutes ces conditions étant, bien entendu, posées en préalable à un retour à la « normale ».

Interrogé sur l'existence d'éventuelles négociations, le

ministre de l'information, M. Bachir Rouis, a répondu, au cours d'une conférence de presse, samedi 8 octobre, qu'il n'y avait « aucun contact entre les autorités algériennes et ceux qui pourraient être à l'origine des troubles ». M. Rouis, qui est membre suppléant du bureau politique du parti, a estimé « la situation précisée ». Il a également précisé que « le service d'ordre n'est pas dépassé ». De son côté, le ministre de l'intérieur, M. El Hadi Khédir, est intervenu vers 23 heures samedi, à la télévision, interrompant une émission. Le visage grave, sur un plateau désert, il a retracé la chronologie des événements, reconnaissant l'extension des troubles « à d'autres villes du pays, Oran, Mostaganem, Annaba, Tiaret ». Il a admis que les forces de l'ordre avaient « en vain tenté d'enrayer les troubles », et a déploré « des pertes considérables ».

Les rumeurs les plus folles ont couru sur le président Chadli. Certaines affirmaient qu'il avait quitté le pays, d'autres qu'il avait été victime d'un attentat en compagnie du général Attalia, commandant la 1^{re} région militaire dont le siège est à Blida. En tout cas, les Algériens s'interrogeaient sur les raisons de son silence qu'ils ne comprenaient pas, dans la conjoncture actuelle. Un communiqué de la présidence de la République a mis un terme à ces rumeurs en annonçant que le président s'adresserait à la nation lundi soir à 20 heures.

L'effet a été immédiat. Alors que depuis deux jours des dérapages risquant d'entraîner le pays dans le chaos survenaient au moment du couvre-feu, la nuit de dimanche à lundi n'a connu aucun accroc à Alger. Les autorités ont déjà obtenu un répit de vingt-quatre heures. Reste à savoir si les propos du président Chadli satisfiront la frange revendicatrice d'une population chauffée à blanc.

FREDERIC FRITSCHER.

Relations ambiguës
avec la France

Premier chef d'Etat algérien à s'être rendu en visite officielle à Paris, en novembre 1983, M. Chadli affirmait alors n'avoir « ni rancune ni complexe à l'égard du passé ». Son voyage faisait suite à la signature de grands contrats gaziers à des conditions particulièrement avantageuses pour le producteur. En

Catherine
HERMARY-VIEILLE



Le Jardin
des Henderson
roman

GALLIMARD

Afrique

L'extension des émeutes en Algérie

Une armée à majorité de conscrits mais d'importantes forces de sécurité

L'Algérie dispose, outre ses forces classiques de défense, de forces paramilitaires dites de sécurité, qui réunissent des effectifs relativement importants. Héritière de l'armée de libération nationale (ALN) qui affronta l'armée française pendant la guerre d'Algérie, l'armée nationale populaire (ANP), qui est l'organisme permanent de défense en Algérie, est forte de 140 000 hommes environ, dont l'essentiel (120 000 hommes) forme l'armée de terre républicaine en six régions militaires (Blida, Oran, Béchar, Ouargla, Constantine et Tlemcen). Cette ANP mobilise une bonne part de conscrits (il y a plus de 70 000 recrues dans la seule année de terre) qui effectuent un service de base d'une durée de deux ans. Mais beaucoup de jeunes Algériens font en réalité un service national civil.

Pour son équipement et, même, pour la formation de ses cadres, l'ANP a longtemps été

tributaire de l'Union soviétique. Depuis ces dernières années, elle s'est tournée vers d'autres fournisseurs, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, les États-Unis et la France qui détachent quelques conseillers techniques d'assistance.

A côté de l'ANP, les forces de sécurité sont assez diversifiées et relèvent, pour la plupart d'entre elles, du ministère de l'Intérieur. C'est le cas de la gendarmerie, forte de 20 000 hommes et équipée de matériels français, dont l'organisation est calquée sur les six commandements régionaux de l'armée de terre. La Sécurité générale est forte de 30 000 policiers. Enfin, il existe une Garde républicaine de 5 000 hommes (dotée de blindés légers AMX-13 et d'automitrailleuses) et une Garde présidentielle (deux bataillons) qui a reçu du matériel Panhard de maintien de l'ordre.

Une lettre de l'ambassade en France au sujet du lycée Descartes

Au sujet de la création à Alger d'un lycée international dans les locaux de l'ancien lycée français Descartes, où ont dû s'inscrire les élèves algériens qui fréquentaient précédemment le principal établissement de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA) (le Monde du 27 septembre), l'ambassade d'Algérie en France nous a adressé une lettre dont voici un extrait :

En ce qui concerne les enfants algériens scolarisés antérieurement dans les établissements de l'OUCFA, les autorités algériennes ont pris toutes les mesures appropriées pour assurer leur prise en charge tant sur le plan pédagogique que linguistique, afin qu'ils puissent poursuivre normalement le cycle entamé et terminer leurs études dans des conditions satisfaisantes.

A cet égard, un grand nombre de disciplines continueront à être dispensées en langue française. Bien entendu, il sera donné toute leur place à la langue et à la culture

nationale, éléments fondamentaux d'une intégration pleine et entière à la société algérienne.

A cette fin, un nouvel établissement a été créé à Alger. Il s'agit d'un lycée à vocation internationale qui dispensera ce type d'enseignement spécifique à l'ensemble des enfants algériens qui pour diverses raisons ont commencé ou sont appelés à poursuivre leurs études dans un système éducatif étranger. Sont donc également concernés les enfants de travailleurs émigrés ou ceux des agents de l'Etat en service à l'étranger.

En outre, cette nouvelle institution s'ouvrira progressivement à l'ensemble des grandes langues de communication internationale, lui permettant ainsi d'accueillir également dans ses différentes sections les enfants d'une communauté étrangère de plus en plus nombreuse en Algérie, et notamment à Alger, ville dont la rapide expansion en fait aujourd'hui une importante place continentale et internationale.

● Accord sur un retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, selon le New York Times. — Des négociateurs cubains, sud-africains et angolais se sont mis d'accord, le dimanche 9 octobre, à New-York, sous la médiation des États-Unis, sur un calendrier de retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, a rapporté lundi le New York Times, citant des responsables américains. A l'issue de trois jours de discussions, les différentes parties ont réaffirmé leur « engagement politique » en faveur de l'application du plan de l'ONU pour l'indépendance de la Namibie à partir du 1^{er} novembre, ainsi que leur intention de tenir avant cette date de nouveaux pourparlers quadripartites à Brazzaville (Congo), a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

● Accord sur un retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, selon le New York Times. — Des négociateurs cubains, sud-africains et angolais se sont mis d'accord, le dimanche 9 octobre, à New-York, sous la médiation des États-Unis, sur un calendrier de retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, a rapporté lundi le New York Times, citant des responsables américains. A l'issue de trois jours de discussions, les différentes parties ont réaffirmé leur « engagement politique » en faveur de l'application du plan de l'ONU pour l'indépendance de la Namibie à partir du 1^{er} novembre, ainsi que leur intention de tenir avant cette date de nouveaux pourparlers quadripartites à Brazzaville (Congo), a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

A Marseille, c'est également un cocktail Molotov qui a été lancé, lundi matin, sans faire de dégâts, contre la façade de l'immeuble qui abrite le siège de l'Amicale. Le président de l'Amicale avait qualifié, dimanche matin, les fusées en Algérie de « chahut de gamins qui a

Prudence et inquiétude en France et dans le monde arabe

M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Élysée, a indiqué, dimanche 9 octobre, que la France « ne pouvait pas observer ce qui se passe en Algérie sans une extrême attention et sans préoccupation ». Tout en affirmant, lors du « Forum FR3-RMC », que la France n'avait pas à « s'ingérer dans les problèmes entre Algériens », il a souligné que notre pays « ne peut que souhaiter un Maghreb stable et prospère qui trouve le chemin du développement dans une coopération étroite avec la France et l'ensemble de la Communauté européenne ».

« C'est le sens de la politique du président de la République menée depuis 1981 et c'est dans cet esprit et dans ce but qu'il a noué avec le président algérien Chadli Bendjedid, comme avec le roi du Maroc et comme avec M. Ben Ali, des rapports étroits et confiants », a ajouté M. Védrine.

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, samedi, à Leon, siège du séminaire franco-espagnol : « Nous suivons de très près une situation qui nous paraît préoccupante. Nous espérons que l'Algérie retrouvera son point d'équilibre et que la paix reviendra à Alger et dans les grandes villes de ce pays ».

Le ministre a estimé que « le développement démographique et les difficultés économiques et sociales qui se posent actuellement à l'Algérie » pouvaient être « de nature suffisante pour mettre le feu aux poudres ». Il a cependant souligné qu'il était trop tôt pour « porter un jugement » sur l'origine précise des émeutes.

À Washington, un porte-parole du département d'État a approuvé les mesures prises par le gouvernement algérien pour assurer la sécurité des ressortissants américains dans le pays et a affirmé « comprendre » ses efforts pour rétablir l'ordre.

Au Maroc et en Tunisie, le ministère officiel est total. Tous les journaux tunisiens observent la même prudence : aucun commentaire n'a été publié et les médias se bornent à reproduire des dépêches de l'agence officielle algérienne APS et quelques dépêches d'agences étrangères.

Le président Ben Ali avait eu vendredi une communication téléphonique avec le président Chadli Bendjedid pour s'enquérir de la situation.

Même discrétion au Maroc, où les autorités se taisent. Des médias officiels vont même jusqu'à ignorer

purement et simplement les événements. Toutefois, les quelques commentaires de la presse d'opposition ou les indications recueillies auprès des milliers informés montrent que les Marocains suivent avec une extrême attention l'évolution de la situation de l'autre côté de la frontière.

La presse du Proche et du Moyen-Orient rapporte prudemment les événements sans commentaires, reprenant généralement les informations diffusées par l'APS.

Principale exception dimanche dans les médias, le quotidien *Al Bayane* de Dubaï (Émirats arabes unis) exprime, dans un éditorial, sa « douleur pour cette nouvelle blessure dans le corps arabe ».

Le journal s'interroge sur l'opportunité du recours à la violence de la part des manifestants. Pour sa part, un quotidien du Qatar, *Al Kays*, souligne le « droit » du gouvernement algérien de protéger les « acquis de la révolution » et d'empêcher que les incidents ne « servent les intérêts des ennemis de l'Algérie et de la nation arabe ».

Du côté des responsables de la région, l'émir de Koweït, cheikh Jaber al Ahmad al Sabah, a eu samedi un entretien téléphonique avec le président Chadli qui l'a informé, selon l'agence koweïtienne KUNA, de la « normalisation progressive de la situation » en Algérie. Au Yémen du Nord, le colonel Ali Abdallah Saleh a assuré M. Chadli du soutien de son pays à l'Algérie face aux « complots sionistes ».

L'agence saoudienne SPA a rapporté que M. Chadli avait reçu un message de soutien du roi Fahd.

● M. Léotard : main tendue. M. François Léotard, interrogé dimanche 9 octobre au Club de la presse d'Europe 1, a demandé au gouvernement français d'œuvrer « pour l'apaisement » en Algérie « comme il l'a fait en Tunisie comme il le fait régulièrement pour le Maroc ». Le secrétaire général du Parti républicain s'est dit « préoccupé » par les émeutes en Algérie, estimant que « la France devait être très attentive. Elle a, à-t-il ajouté, de multiples moyens de parler aux Algériens. Le main tendue doit être la règle. Elle doit faire en sorte que rien de ce qui se passe dans le bassin méditerranéen ne nous soit étranger ».

A Paris

Manifestation à Barbès

dérapé », soulignant qu'il fallait que « l'ordre soit rétabli ».

D'autre part, une manifestation réunissant un millier de personnes, selon les organisateurs, environ trois cents selon la police, s'est déroulée à Barbès, dimanche matin à Paris, à l'appel de plusieurs organisations et mouvements politiques algériens pour protester contre la « dictature » en Algérie.

Portant des banderoles réclamant la « démission de Chadli » et la « démocratie en Algérie », les manifestants ont tenté de marcher en direction de la place Clichy. Bloqués

par des CRS, ils ont organisé un sit-in au cours duquel plusieurs orateurs ont stigmatisé « la complexité et le mystère » du gouvernement français. Une étudiante s'étonnait, pour sa part, du « silence de SOS-Racisme ».

« Alger tente d'isoler l'insurrection populaire en agitant l'épouvantail de l'intégrisme », a affirmé un responsable du Comité des droits de l'homme et des libertés en Algérie, et proclame à l'Occident « nous en avons assez ». Il n'y a pas de poussée d'intégrisme en Algérie, simplement un ras-le-bol général.

Une petite manifestation a aussi eu lieu à Marseille.

LEON de notre envoyée spéciale

Comme l'a souligné M. Roland Dumas, le séminaire ministériel franco-espagnol organisé les 8 et 9 octobre à Leon a pris l'allure d'un véritable « conseil des ministres conjoint ». Le fait que dix-huit ministres (dix Français et huit Espagnols) aient été réunis témoigne à lui seul, en effet, du nouvel équilibre qui s'est instauré dans la Communauté européenne depuis l'entrée de l'Espagne, et dont la France, plus que tout autre pays européen, fait l'expérience.

Plus la coopération est étroite, plus elle va dans le détail et moins elle donne lieu à mesures ou déclarations spectaculaires. D'autant moins qu'il ne subsiste entre les deux pays aucun réel sujet de contentieux et que l'essentiel des conversations de Leon portait sur la mise au point d'une méthode de concertation dans la perspective de l'année 1989, au cours de laquelle l'Espagne et la France se succéderont à la présidence du conseil des ministres de la CEE. Les journalistes, épuisés donc de nous d'inviter à écouter les dirigeants, à la sortie de leurs entretiens en tête à tête, vantaient l'un après l'autre la bonne entente entre les deux pays, si le suspense n'était venu des deux ministres de l'Intérieur, MM. Pierre Joxe et José Luis Corcuera.

Tous leurs collègues s'étaient déjà égarés samedi en fin de journée, les uns profitant du somptueux monastère San Marcos de Leon, ancienne halte des pèlerins de Compostelle revisitée par le génie flamboyant d'autres poussant jusqu'à la cathédrale. L'heure du dîner approchait, l'heure du dîner passait... et MM. Joxe et Corcuera restaient enfermés hermétiquement dans un salon dont ils ne sortirent qu'à 22 heures passées pour opposer à la presse un implacable silence.

Les deux hommes avaient eu effectivement du pain sur la planche. Ils devaient, en premier lieu, faire plus ample connaissance puis, comme M. Corcuera, ancien syndicaliste et ami personnel de M. Felipe Gonzalez, n'est arrivé que cet été au ministère de l'Intérieur espagnol, où il succède à M. Barionuevo qui fut l'interlocuteur de M. Pierre Joxe, puis celui de M. Charles Pasqua. Il leur fallait surtout essayer de dissiper les malentendus qui pèsent depuis le changement de gouvernement à Paris sur la coopération franco-espagnole en matière de lutte antiterroriste et, pour M. Pierre Joxe, résumer la méfiance et les critiques dont il fait l'objet outre-Pyrénées. Il est clair en effet que pour les Espagnols l'époque Pasqua-Panhard, c'était « le bon temps » et les autorités madrilènes ne se sont pas cachées ces derniers mois de redouter, avec le retour de M. Joxe, un relâchement de l'effort français dans la lutte contre l'ETA.

Le ministre français aura donc dû mener une contre-offensive en règle en commençant par rappeler que c'est en 1984, avec lui, que furent prises les premières mesures d'extradition de Basques espagnols soup-

onnés d'avoir participé à l'ETA, puis les expulsions selon une procédure d'urgence dont M. Charles Pasqua allait par la suite user sans retenue. S'il n'entend pas, bien au contraire, remettre en question la coopération avec les Espagnols dans ce domaine, M. Joxe ne se résout pas pour autant, semble-t-il, à se couler purement et simplement dans les méthodes Pasqua. Aux Espagnols qui estiment que ces expulsions massives avaient un effet « désstabilisateur » sur le réseau de l'ETA, on répond du côté français que cela n'est pas confirmé par les statistiques concernant les attentats, et on fait remarquer que la moitié des expulsés sont aujourd'hui en liberté en Espagne.

Le noyau dur de l'ETA, sa direction militaire, nul ne le conteste, se trouve actuellement en France, et c'est ce qui explique notamment que le dialogue tenu ces derniers mois par les autorités madrilènes avec des militants moins jusqu'au-boutistes résidant en Algérie n'ait pas donné de résultats. La bonne foi des autorités françaises n'est au demeurant pas mise en cause à Madrid lorsqu'elles font valoir les difficultés qu'il y a à mettre la main sur ces « gros poissons ».

De nouvelles mesures

Mais M. Joxe est allé un peu plus loin à Leon, en retournant en quelque sorte les critiques contre ses interlocuteurs espagnols. Depuis des années, leur a-t-il dit en substance, vous nous annoncez une issue prochaine, vous nous parlez de l'ouverture d'un dialogue avec l'ETA et nous jouons le jeu... mais le problème basque est toujours au même point.

Le ministre de l'Intérieur paraît considérer que ce dialogue — dont Madrid, selon la presse espagnole, souhaite aujourd'hui la relance avec les Euzkades cachés en France — restera voué à l'échec tant que les autorités espagnoles voudront le limiter aux questions d'assistance, de libération des détenus et de réintégration des militants et qu'elles se refusent à aborder le problème basque en termes politiques. C'est là une approche que le gouvernement de Madrid n'est pas disposé à adopter, d'autant moins aujourd'hui que les attentats ont repris et que l'ETA dément toujours en otage (depuis février 1988) l'homme d'affaires Emiliano Revilla.

M. Pierre Joxe a fait valoir enfin que la question basque est aussi à ses yeux un problème de sécurité français ayant sa source en Espagne (et pas seulement l'inverse), que ce problème coûte cher à la France aussi, en vies humaines (vingt-sept morts) et en argent (0,5 milliard de francs par an pour les mesures de police spéciales dans les Pyrénées-Atlantiques).

Cette explication n'a, semble-t-il, pas empêché les deux hommes d'envisager de nouvelles mesures antiterroristes, dont ils n'ont évidemment rien dit publiquement.

Outre la préparation des grands dossiers communautaires pour 1989, notamment celui de l'« Europe sociale », auquel les deux pays sont attachés, les ministres réunis à Leon ont évoqué différents projets de coopération en matière de tourisme et de transports notamment. Il semble à cet égard que l'entreprise Alstom ait la préférence sur ses concurrents allemand et japonais en ce qui concerne le train rapide qui, dans un premier temps, doit relier Madrid à Séville. M. Chevènement s'est entretenu avec son homologue Narcis Serra de la coopération en matière de production d'armements. Mais en ce qui concerne le « gros morceau » en ce domaine, à savoir le projet Rafale qui s'oppose au projet concurrent d'avion de combat européen (Orion-italo-allemand), la France a perdu la partie. Le gouvernement de M. Gonzalez a, en effet, donné son accord de principe à la participation de l'Espagne au second de ces projets, même si ce n'était à Leon ni le moment ni le lieu pour le rappeler.

CLAIRE TRÉAN.

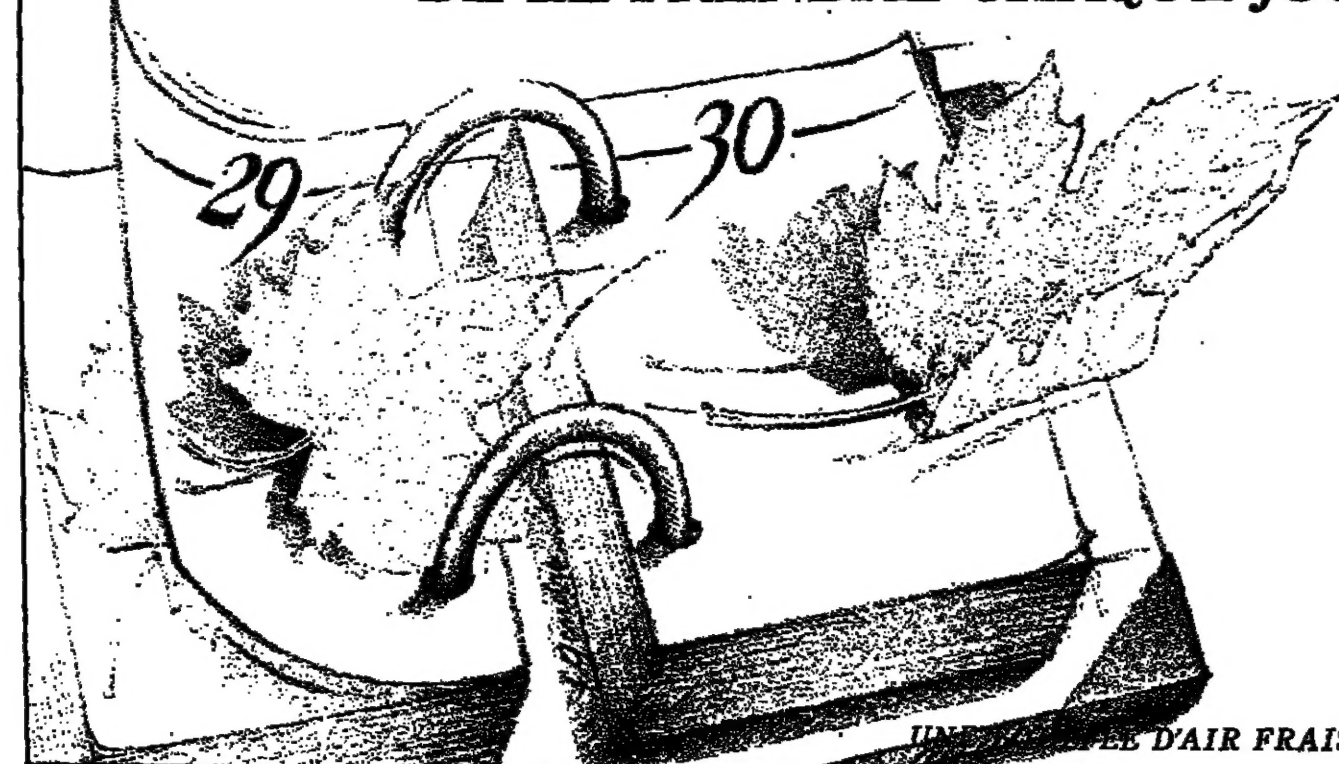
(Publicité)

L'AVERTISSEMENT SÉNÉGALAIS

« Au Sénégal, comme au Mali, le plurielisme est de droit. Au Sénégal, comme au Mali, on a le droit de dire non à l'oppression, à l'oppression économique, à l'oppression sociale. Dans les deux cas, une révolution constitutionnelle est en cours ».

Dans le n° 19
GÉOPOLITIQUE AFRICAINE
en vente en librairie
ou par correspondance
contre 50 F et 1 Livre Postale,
2, rue H.-Buisson, 75016,
6 & 8, square Saint-Germain-de-la-Grande,
75004 Paris.

VOL QUOTIDIEN PARIS-MONTREAL
NATURELLEMENT, VOUS N'ETES PAS OBLIGE
DE LE PRENDRE CHAQUE JOUR.



Désormais avec Air Canada, les affaires se traitent sept jours sur sept, sans interruption.

Air Canada est la seule compagnie aérienne à proposer un départ quotidien. Mais Air Canada sait aussi mieux que n'importe quelle autre compagnie donner à chacun l'impression d'être un client privilégié : accueil chaleureux, service efficace, menus originaux (Nourriture) et le choix entre 1^{re} classe, classe affaires ou classe hospitalité.

Détendu, vous arrivez frais et dispos à Montréal, plaque tournante vers de nombreuses destinations canadiennes. Le vol Paris-Montreal sept jours sur sept, c'est vraiment un nouveau souffle sur vos affaires.

AIR CANADA

مكثا من الأصل

Europe

Un entretien avec le président chypriote

« J'espère que mon pays sera contaminé par l'épidémie de paix » nous déclare M. Georges Vassiliou, en visite à Paris

Le président de République de Chypre, M. Georges Vassiliou, fait, lundi 10 et mardi 11 octobre, une visite officielle à Paris. Au cours de son séjour, il rencontrera notamment MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement. Les relations bilatérales, que M. Vassiliou qualifie de très bonnes, « mais qui doivent être améliorées », et le problème de Chypre, pour lequel Nicosie souhaite un appui renforcé de la France et de la Communauté

européenne, seront au centre des entretiens du chef de l'Etat chypriote, qui est accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Georges Iacovou, et le ministre du commerce et de l'industrie, M. Takis Nemitsas.

La France soutient les efforts actuels de dialogue intercommunautaire amorcés par l'ONU pour tenter de mettre fin à la partition de l'île, consécutive à l'invasion en 1974 de la partie nord du territoire par les

troupes turques, et l'autoproclamation, en 1983, de la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN), reconnue par Ankara seulement ; 127 000 Chypriotes turcs vivent sur 37 % du territoire, tandis que 554 000 Chypriotes grecs résident dans la partie sud et bénéficient d'un boom économique. M. Vassiliou, un ancien homme d'affaires, âgé de cinquante-sept ans, élu président en février dernier, a bien voulu répondre à nos questions à la veille de sa visite officielle.



communautés ou que la présidence et la vice-présidence soient exercées conjointement par un Turc et un Grec.

Quel pourrait garantir le statut de Chypre ?

Il faut trouver une formule, peut-être le Conseil de sécurité des Nations unies ou la Communauté européenne, mais nous sommes prêts à envisager d'autres possibilités pour que l'avenir de Chypre soit tranquille. Nous n'avons pas encore discuté de ces questions. Nous avons présenté nos suggestions de délimitation de l'île qui sont liées à ces garanties. Les armées grecque et turque seraient remplacées à Chypre par une force des Nations unies, que nous serions prêts à financer avec un mandat élargi pour garantir la sécurité pendant une période de transition jusqu'à ce que la confiance mutuelle entre les deux communautés s'établisse.

Comment envisagez-vous de régler le problème des troupes et des colonies turcs installées dans la partie nord de l'île depuis 1974 ?

Chypre, c'est pour nous Chypriotes, et je crois que nous sommes d'accord sur ce point avec M. Denktash. Il n'y a pas de place ici pour les colonies. J'ai demandé plusieurs fois à rencontrer le premier ministre turc, M. Ozal, pour en discuter, et j'espère que cette rencontre aura lieu un jour. Il est indispensable d'avoir une discussion directe avec Ankara pour régler ce problème. Les colonies qui sont venues après l'invasion de 1974 ont pris la place des Grecs qui ont été expulsés et se sont réfugiés dans le sud de l'île. Tout cela est contraire au droit international que la Turquie a oublié, comme toujours. Mais, quand nous parlons de délimitation, nous acceptons bien sûr aussi le départ des troupes grecques de l'île et même la dissolution de notre garde nationale, dont les équipements sont essentiellement français.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, souhaite qu'un règlement intervienne avant le 1^{er} juin 1989. Êtes-vous optimiste quant à l'issue des négociations ?

Il le faut absolument, car le non-règlement de ce problème est une honte. Mais ça ne dépend pas seulement de nous. Cela dépend tout d'abord de la volonté de la Turquie et de la communauté chypriote turque. C'est dans l'intérêt d'Ankara. D'une façon plus générale, je pense que le dialogue gréco-turc qui s'est amorcé est mort si aucun progrès n'intervient à Chypre. Bien que ce ne soit pas un problème gréco-turc, ce serait une illusion de croire que le dialogue entre Athènes et Ankara puisse se poursuivre sans solution à Chypre. Pour s'entendre et pour aller de l'avant, il faut d'abord régler le principal contentieux.

Par ailleurs, le climat politique international actuel se prête à un règlement de notre problème. Un membre du Congrès des Etats-Unis m'a dit récemment qu'il trouvait absurde que les Soviétiques évacuent l'Afghanistan alors que les Turcs restent à Chypre !

Je constate qu'il y a actuellement dans le monde une épidémie de paix et j'espère que Chypre n'est pas immunisée contre cette épidémie. Au contraire, j'aimerais bien que notre pays soit contaminé par la maladie.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE.

BELGIQUE : les élections communales

Un bon point pour la coalition gouvernementale

BRUXELLES
de notre correspondant

« Qui aux bourgmestres et à Martens ? » Ce titre de la Libre Belgique résume bien les conclusions à tirer des élections communales qui se sont déroulées dimanche 9 octobre dans le royaume. S'il est bien entendu toujours difficile de se livrer à de savantes analyses politiques à partir de scrutins très locaux, il n'en ressort pas moins que la coalition sociale-chrétienne-socialiste au pouvoir depuis le mois de mai a reçu un quitus favorable de la part des électeurs.

En Wallonie et à Bruxelles, le Parti socialiste de M. Guy Spitaels réalise de très bons scores ; en Flandre, le CVP (social-chrétien) de M. Wilfried Martens améliore légèrement ses positions, alors que l'on s'attendait à une poursuite de son érosion. En revanche la performance des socialistes flamands est tout juste moyenne.

Dans l'opposition, les résultats sont aussi différents selon les régions : en Flandre les libéraux continuent leur avancée, contrairement à Bruxelles et en Wallonie.

Les principaux vainqueurs de ces élections communales sont les maires eux-mêmes. Dans la grande majorité des communes en effet, les bourgmestres sortants ont été souvent triomphalement réélus. Il faut noter aussi une progression de l'extrême droite très forte en Flandre grâce aux voix récoltées par le Vlaams Blok, une formation fondée sur un nationalisme flamand très pointu — les flamandais ! — allié à une xénophobie nettement proclamée. Cette progression est moins importante en Wallonie et à Bruxelles, où il faut toutefois noter que le Front national obtient son premier siège dans une commune à forte proportion d'immigrés.

Les regards se sont portés plus spécialement sur un certain nombre de circonscriptions « vedettes » qui, à un titre ou à un autre, avaient valeur de test. A Bruxelles-Ville tout d'abord, faut souligner la très bonne per-

formance réalisée par l'ancien premier ministre, M. Paul Van den Boeynants. A la tête d'une liste bilingue social-chrétienne, il arrive en tête de la consultation devant le libéral Henri Simonet et le maire sortant socialiste Hervé Brochez. Les électeurs bruxellois ont donc apparemment « oublié » la condamnation à trois ans de prison avec sursis pour fraude fiscale, prononcée en 1986 contre M. Paul Van den Boeynants. Les négociations vont maintenant s'accroître entre les différents partis pour désigner qui sera le futur maire de la capitale.

Autres communes-tests : celles de la périphérie bruxelloise situées en Flandre, mais peuplées d'une forte proportion, voire d'une majorité, de francophones. Dans la plupart de ces communes — dites « à facilités » puisque la langue officielle en est le néerlandais mais que les francophones y jouissent de certaines dérogations — les bourgmestres l'ont là aussi emporté. La majorité a basculé à Rhode-Saint-Genèse. Dans cette commune huppée de Bruxelles, la liste flamande a en effet été battue par une liste francophone, ce qui pourrait constituer un léger désaveu pour la coalition gouvernementale qui, dans son accord sur la fédéralisation du pays, a consacré en effet la situation de ces communes.

A Fourons enfin, cette commune située administrativement en Flandre mais peuplée en majorité de francophones, la liste Retour à Liège conduite par M. José Happart, l'irréductible bourgmestre francophone régulièrement démis de ses fonctions du fait de son refus de prouver ses connaissances en néerlandais, perd un siège. M. José Happart augmente néanmoins son score personnel. Pour lui, il ne faisait aucun doute dimanche soir qu'il serait de nouveau élu bourgmestre. Reste à savoir si le gouvernement acceptera cette nomination. La précédente coalition « social-chrétienne-libérale », déjà conduite par M. Wilfried Martens, était en effet tombée sur ce dossier des Fourons.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Proche-Orient

ISRAËL

Nouvelle vague de violence dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sur fond de campagne électorale plutôt apaisée en Israël, le soulèvement des Palestiniens des territoires occupés est entré, lundi 10 octobre, dans son onzième mois. Comme si le mouvement était définitivement banalisé, les partis politiques israéliens qui se disputent les faveurs de l'électorat le 1^{er} novembre y consacrent bien peu de commentaires. Chacun, en Israël, paraît s'être habitué à vivre avec l'intifada (soulèvement).

On s'attaque mollement entre partisans du Grand Israël et tenants du compromis territorial, on parle sécurité, défense, avenir de la Cisjordanie et de Gaza, mais guère du soulèvement. Les colons se font plus que discrets, attentifs à ne pas gêner les efforts du principal parti de la droite, le Likoud, auprès de l'électorat modéré. Mais le camp des « colombes » est à peine plus militant. Seules quelques centaines de personnes avaient répondu, samedi soir à Tel-Aviv, à un appel de plusieurs organisations à manifester contre l'occupation.

La situation dans les territoires était pourtant plus tendue que jamais. Le week-end a connu un grand nombre de victimes : quatre Palestiniens tués vendredi, deux autres samedi, deux autres dimanche, une cinquantaine de manifestants blessés par balles, certains grièvement atteints à la tête ou à la poitrine. L'armée a mené des raids dans une trentaine de villages pour arrêter des suspects, faire effacer des graffitis nationalistes ou décrocher des drapeaux palestiniens. C'est souvent à cette occasion que se sont produits les affrontements, lorsque les soldats ont été accueillis à coups de pierre par les villageois.

Situation « normale » ? Lundi matin, un demi-million de personnes vivaient à l'heure du couvre-feu dans les territoires : près de deux

cent mille dans la région de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, et trois cent mille à Gaza, où, dans pratiquement tous les camps de réfugiés, les résidents étaient confinés à domicile. Des milliers d'adolescents palestiniens entamaient leur neuvième mois sans école secondaire ni université — fermées « par mesure de sécurité ». Et la pratique des cours organisés à domicile sur initiative privée a été interdite.

Samedi, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a expliqué que dans les manifestations « l'armée devait infliger des blessures, des blessures qui laissent des traces, sur les arrestations ne suffisent pas ». Dimanche, dans un communiqué numéro 27, la « direction unifiée » du soulèvement appelait à de nouvelles actions, et à de nouvelles grèves générales.

ALAIN FRACHON.

● SOS-Racisme en Israël. — Une délégation de SOS-Racisme, conduite par M. Harlem Désir, a effectué la semaine dernière un séjour en Israël, au terme duquel le président du mouvement a annoncé son intention d'organiser à Paris une rencontre, entre Palestiniens des territoires occupés et « jeunes » députés israéliens, du Likoud (droite) comme du Parti travailliste. — (Corresp.)

● LIBAN : soutien de l'Irak au gouvernement chrétien du général Aoun. — Le vice-premier ministre irakien, M. Taha Yacine Ramadan, a affirmé samedi 8 octobre, dans une interview au journal koweïtien Al Anbas, le soutien de son pays au gouvernement — chrétien — libanais du général Aoun, estimant en revanche que l'autre gouvernement libanais, celui, pro-syrien, de M. Hoss, n'avait aucun « fondement légal ». En réaction, le cabinet de M. Hoss a demandé à Bagdad de ne pas se livrer à « ses règlements de compte régionaux » au Liban. — (Reuters.)

OUAH! OUAH!

L'Organiseur II devient le meilleur ami de l'homme

✓ C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "how" et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

✓ C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

✓ C'est une horloge - calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.

✓ C'est une calculatrice

Précision à 12 chiffres, 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

✓ C'est programmable

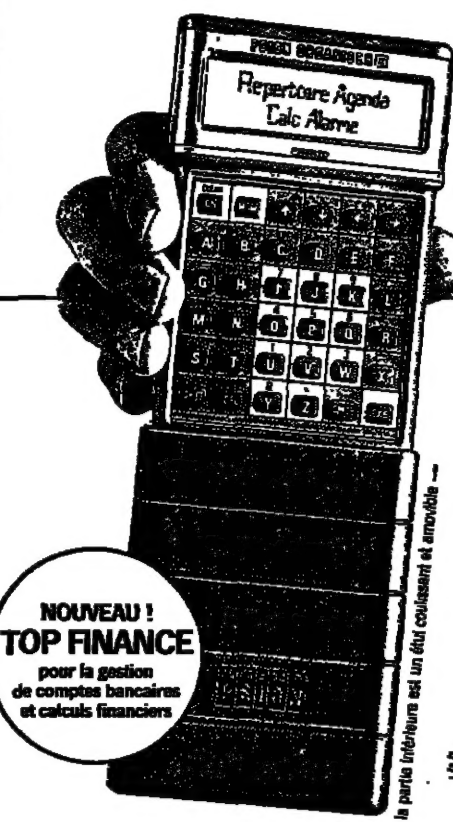
Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc.), plus de 50 fonctions au total. Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

✓ C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.

Principaux points de vente Organiseur II :

• Ancestry Temps 50 45 45 19 • Bordeaux Sives 56 96 28 11 • Boulogne Brochers Associés 47 61 11 99 • Caen Sorbonne Informatique 93 88 31 32 • Chartres Librairie Leguay 37 21 17 17 • Châteaufort-Parvise Arête Informatique 73 31 44 00 • Epervay Magenta Gestion 26 55 62 11 • Gisors Miroir Key 39 57 16 00 • Grenoble DDM 76 49 65 65 • Lille MBOC 20 74 84 10 • Lyon EMBP 73 69 34 24 • Lyon DDM 73 72 49 53 • Marseille Calais • Arles 91 33 33 44 • Monthémar Electronic Services 51 95 27 96 • Nantes Espace Informatique 40 93 11 46 • Nice Giffredo Sorbonne 93 85 17 55 • Nice Massena Sorbonne 93 88 31 32 • Paris H&M Madison 45 78 51 15 • Paris Général Vidéo 42 06 50 50 • Pauzeur-La Défense Sorbonne 47 73 79 29 • Reims Chamy Ordinateurs 26 47 45 36 • Reims Logimicro 26 47 44 14 • Toulon Papeterie Charlemagne 94 62 22 88 • Toulouse Soubaton Informatique 61 21 64 30 •



NOUVEAU !
TOP FINANCE
pour la gestion
de comptes bancaires
et calculs financiers

Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an.

Il est en vente dans les magasins FNAC, Duriez, Auchan-Boulangier, la Règle à Calcul, et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12

*Prix du modèle C.M. au 1.09.88
Aware est une marque déposée.



Importateur exclusif : Aware
7-9, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris
Téléphone (1) 45.23.21.12 - Télécopie 281941
Télécopie : 45.23.02.37

Europe

RFA : le congrès de Wiesbaden

Un revenant, le comte Lambsdorff, est élu président du parti libéral

WIESBADEN
de notre envoyé spécial

Le comte Otto Lambsdorff est de retour. Ce descendant d'une famille de barons baltes — un des ses oncles fut ministre du Tzar —, grand blessé de la seconde guerre mondiale, a réussi son retour aux avant-postes de la politique de la République fédérale. Le congrès du FDP l'a élu samedi 8 octobre président du parti en remplacement de M. Martin Bangemann par 211 voix contre 187 à sa concurrente, M^{me} Irmingard Adam-Schwaetzer, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Le résultat reflète bien la difficulté du choix qui se présentait aux quatre cent deux délégués présents à Wiesbaden. En éliminant le comte Lambsdorff, ils ont préféré l'expérience d'un homme de soixante et un ans rompu aux joutes politiques de Bonn à la perspective offerte par M^{me} Adam-Schwaetzer (quarante-six ans) d'une relève des générations susceptibles d'attirer vers les libéraux de nouvelles couches d'électeurs plus jeunes.

Montant vers la tribune pour remercier le congrès, le comte Lambsdorff a savamment visé l'instinct qu'il attendait depuis plus de quatre ans : celui de sa revanche sur le « mauvais sort » : le 26 juin 1984, il avait été contraint de démissionner du ministère de l'économie à cause de son implication dans le financement illicite des partis politiques par le groupe financier Flick. Reconnu innocent de l'accusation de corruption, M. Lambsdorff était néanmoins condamné en février 1987 à une amende de 180 000 Deutschmarks (environ 450 000 francs) pour fraude fiscale. Ce passé judiciaire ne l'a pas desservi auprès de la majorité de son parti. De nombreux militants esti-

ment qu'il n'est pas déshonorant d'avoir subi les foudres de la justice en croyant œuvrer pour la bonne santé financière de leur formation. En revanche, les attaques contre le « repris de justice Lambsdorff » font déjà partie de l'ordinaire de la polémique menée contre ce partisan inflexible du libéralisme économique par les sociaux-démocrates et les Verts.

Le plus
« thatcherien »

Le choix du comte Lambsdorff est un signe non équivoque des intentions du FDP pour l'horizon 1990, celui des élections au Bundestag. C'est celui de la poursuite de la coalition avec les chrétiens démocrates pour empêcher le retour au pouvoir du SPD. Principal artisan du retournement de 1982, le nouveau président du FDP estime en effet que les sociaux-démocrates n'ont pas suffisamment évolué vers l'acceptation des « lois du marché » pour constituer un partenaire acceptable pour les libéraux. Le plus « thatcherien » des hommes politiques de RFA va donc maintenant utiliser le poids de ses nouvelles fonctions pour aiguillonner le gouvernement. Plus de réformes « libérales » et plus vite, tel est son credo. Baisse de la pression fiscale, dérégulation dans tous les domaines, suppression des subventions aux industries en crise seront les leitmotivs du comte Lambsdorff dans les réunions au sommet de la coalition.

La conjonction fortuite de la mort de Franz-Josef Strauss et du renouvellement à la tête du FDP a produit le plus important remodelage politique en République fédérale depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl. Tout est pareil, et pourtant tout est changé. Les forces politi-

ques restent à leur place, au gouvernement et dans l'opposition, mais les relations entre hommes qui vont être en charge de diriger dorénavant la coalition au pouvoir ne sont plus les mêmes.

La succession de M. Strauss à la présidence de la CSU bavaroise devrait selon toutes probabilités être assurée par M. Theo Waigel, jusqu'ici chef du groupe parlementaire de sa formation au Bundestag. Les relations du chancelier Helmut Kohl avec M. Waigel sont loin d'être aussi conflictuelles qu'elles l'étaient avec Franz-Josef Strauss. En revanche, il aura avec le comte Lambsdorff un partenaire moins commode, plus doctrinaire que M. Bangemann. Les points de conflit futurs sont d'ailleurs apparus au cours des débats du congrès : la majorité des délégués se sont prononcés contre l'établissement d'un impôt sur le gaz naturel, pour des raisons écologiques, alors que cet impôt avait déjà fait l'objet d'un accord au sein de la coalition. Une nette opposition à la poursuite du programme d'aide de combat européen (EPA) est également apparue, laissant prévoir de durs affrontements à ce sujet avec la CSU bavaroise.

L'accession du comte Lambsdorff à la présidence du parti a entraîné d'autres modifications dans les instances dirigeantes. M^{me} Cornelia Schmaltz-Jacobsen, membre du Sénat de Berlin-Ouest et représentante de l'aile « gauche » du FDP, devient secrétaire générale en remplacement de M. Helmut Haussmann. Ce dernier devrait succéder à M. Bangemann au ministère de l'économie. Enfin, M. Rüdiger von Weizsäcker, actuellement ambassadeur à Londres, conduira en 1989 la liste libérale pour les élections européennes.

LUC ROSENZWEIG.

URSS : le vent du renouveau

Réticences dans l'appareil du Parti et « frémissements » dans plusieurs Républiques

MOSCOU
de notre correspondant

Il est apparemment plus facile d'évincer la vieille garde conservatrice de la direction que de faire souffler le vent du renouveau dans les échelons inférieurs du parti. « Pour le moment, les organisations de base dorment (et) il est difficile de s'attendre à de bons changements », déclare, en effet, dans la Pravda, lundi 10 octobre, M. Anatole Nemtsov, responsable du « travail d'organisation » pour le comité du parti de Moscou.

Publié sous le titre « Secouer les indifférents », cette interview ne porte, théoriquement, que sur la situation dans la capitale. La description que fait M. Nemtsov du déroulement à Moscou des élections internes au parti correspond cependant, largement, aux rares échos parvenus d'autres villes et régions et il semble bien que l'organe du comité central a voulu tirer à la sonnette d'alarme.

Car, entamées début septembre dans toute l'URSS, ces élections auraient dû être l'occasion d'un profond renouvellement de l'ensemble de l'appareil, des directions de quartiers à celles des villes ou des Républiques, et auraient dû aboutir, à terme, à un rajeunissement du comité central. Dans cette optique, la conférence du parti avait, en juin dernier, décidé que la multiplicité des candidatures devrait être la règle. Au-delà même du renouvellement de l'appareil, il s'agissait de favoriser la reconstitution des assemblées élargies de l'appareil d'Etat — notamment du parlement fédéral, le Soviet suprême, qui doit céder la place, au printemps prochain, à un Congrès au sein duquel M. Gorbatchev souhaite faire bonne place aux divers problèmes ont été résolus et

de vues, ces élections constituent donc un enjeu capital, mais la presse centrale n'en avait, jusqu'à cette interview, pour ainsi dire pas rendu compte, et il se confirme maintenant que la multiplicité des candidatures « se heurte à de nombreux écueils », que le « formalisme continue à dominer », bref que les exemples de renouveau sont l'exception.

Ce bilan négatif est d'autant plus frappant que M. Nemtsov indique au passage que 80 % des organisations d'ateliers et un tiers des organisations de base ont déjà procédé à Moscou à leurs élections. En clair : il reste peu de temps pour empêcher toute opération renouvellement de copier, et le meilleur moyen de « réveiller les indifférents », semble dire M. Nemtsov, est encore de généraliser la présence des sans-parti aux réunions électorales car « l'analyse montre, dit-il, que [leur] participation ranime les débats et les rend plus critiques ».

Du Tadjikistan
aux pays baltes

La suite de ces élections devrait, en conséquence, permettre de mesurer l'emprise sur le parti que le départ des conservateurs a donnée à M. Gorbatchev. En attendant, tantôt éclatants, tantôt presque imperceptibles, les signes de mouvement ou de frémissement se multiplient dans tout le pays. Au Tadjikistan, par exemple, plusieurs membres du bureau politique, de nombreux ministres et fonctionnaires divers ont ainsi passé leur dimanche à discuter avec les étudiants de cette République musulmane de la lenteur des changements dans l'enseignement supérieur.

Très averti de détails, l'agence Tass se contente d'indiquer que divers problèmes ont été résolus et

que d'autres « plus compliqués » ne l'ont pas été, mais il est clair que si tant de gens importants ont jugé bon de sacrifier leur week-end, c'est que la situation est tendue dans cette République ou menacée, en tout cas, de le devenir.

La veille, à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, quelque 3 000 personnes avaient manifesté pour protester contre les discriminations dont seraient victimes des Géorgiens dans une région autonome de la République, majoritairement peuplée d'Arméniens. La situation, dans cette région de Marnéouli, est difficile depuis plusieurs mois.

L'Ukraine semble également en proie à des tiraillements politiques puisque le premier ministre de la République vient de déclarer à l'agence TASS que la perestroïka n'y était pas d'une ampleur suffisante et que le bureau politique ukrainien a récemment débattu de l'application de la réforme économique.

Parallèlement, les pays baltes continuent, eux, d'être à l'avant-garde du gorbatchevisme. Comme elle le souhaitait depuis deux ans, l'Estonie vient d'être autorisée à aligner sur l'heure finlandaise. La Lettonie, à son tour, a tenu ce week-end le congrès de fondation de son Front populaire de soutien à la perestroïka auquel ont participé — très minoritaires, mais avec droit d'expression — des partisans d'une indépendance totale de la République.

Pour l'occasion, la cathédrale de Riga, transformée en salle de concerts depuis trente ans, avait été rendue au culte et une messe solennelle y a été célébrée pour le Front et ses objectifs de « souveraineté nationale » lettone.

BERNARD GUETTA.

Violents affrontements dans une République yougoslave

La révolte des Monténégrins

(Suite de la première page.)

« Notre situation est réellement difficile, la situation politique est mauvaise et les rapports tendus. De nombreux dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités. L'inquiétude de la population est grande et le mécontentement justifié », a souligné le chef de l'Etat qui a exigé du gouvernement « des mesures d'urgence pour faire face à l'inflation galopante et à la baisse réelle des salaires et du niveau de vie ».

M. Dizdarevic a également dénoncé le « manque de fermeté » contre « l'irréductible albanais » au Kosovo et contre « toutes les autres formes de nationalisme ». Approuvant les demandes de changement de personnel politique exprimées par des dizaines de milliers de manifestants ces derniers jours, le chef de l'Etat a indiqué que ces changements devaient se faire dans le « cadre légal ». Le prochain plénum de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) doit se tenir le 17 octobre à Belgrade. Le comité central du Parti communiste de la province autonome du Kosovo se réunira le jeudi 13 et des purges sont attendues.

C'est au Monténégro, la plus petite des Républiques fédérées de Yougoslavie, que se sont déroulés les 7 et 8 octobre, les événements les plus violents, avec l'intervention des forces de l'ordre, l'usage de gaz lacrymogènes, le matraquage de manifestants et, selon des sources officielles, l'arrestation de vingt et une personnes dont la plupart ont été relâchées peu après. Un nombre non précisé de manifestants et de militaires ont été blessés mais aucun

« Vingt morts dans une collision ferroviaire. — Au moins vingt personnes ont trouvé la mort dans un accident de chemin de fer, survenu dimanche soir 9 octobre à Lapovo (Serbie), à environ 150 kilomètres au sud de Belgrade. Une quarantaine d'autres passagers ont été blessés, dont quinze sont dans un état grave. Les deux derniers wagons d'un train de voyageurs, desservant la ligne Skopje-Belgrade ont quitté les rails pour des raisons encore inconnues et sont allés percuter la locomotive d'un convoi de marchandises stationné en gare de Lapovo. — (AFP.) »

« HONGRIE : troisième syndicat indépendant. — Les enseignants et employés de l'enseignement supérieur ont fondé, samedi 8 octobre, un syndicat indépendant à Budapest, le troisième après le syndicat des employés techniques et scientifiques et celui de l'industrie chimique et métallurgique, a annoncé l'agence hongroise MTI. — (AFP.) »



gravement. A l'origine des affrontements, un meeting organisé par les ouvriers d'une usine de machines à Trogir, principale ville du Monténégro, auxquels se sont joints des milliers d'habitants et les étudiants de l'université. Rassemblés devant le Parlement monténégrin, les participants se sont emparés du micro installé devant le bâtiment pour revendiquer, dans un premier temps, des mesures urgentes afin d'améliorer la situation des ouvriers qui, avec leurs salaires actuels, « ne peuvent nourrir leurs familles ». Très vite, le meeting s'est transformé en manifestation politique contre la direction du Monténégro, ses membres « fascistes » et les « voleurs » qui exploitent la classe ouvrière. De nombreux slogans « nationalistes » et de soutien à la direction du Parti serbe ont été scandés. Estimant la situation explosive, d'importantes forces de l'ordre ont chargé la foule dans la matinée du 8 octobre, ce qui a donné lieu, par moments, à de violents heurts avec la milice, renforcée pour la circonstance par une unité spéciale anti-émeutes.

Le caractère juste
des revendications

Les événements de Trogir ont suscité une vive émotion dans toute la République. Des groupes d'ouvriers et d'étudiants de localités voisines, notamment de Niksic et de Cetinje ont tenté immédiatement de se rendre sur place pour soutenir leurs camarades mais ils ont été arrêtés par les barrières de la milice installées sur les routes. Lors de la réunion, le samedi 8 octobre à Trogir, des directions du Parti et de la République du Monténégro, les participants ont reconnu le caractère « juste » des revendications ouvrières mais se sont élevés contre

les « provocateurs » qui « manipulent » les citoyens. C'est également le point de vue exprimé par la direction de la présidence de la ligne fédérale, convoquée elle aussi le même jour à Belgrade, selon laquelle « nationalistes », auraient tenté de destituer les dirigeants monténégrins par des méthodes « punitives ».

On a remarqué, toutefois, qu'à la réunion de la direction monténégrine, retransmise en direct à la télévision, le représentant de l'organisation de la jeunesse s'est indigné de l'usage de la force contre les manifestants. « Ceux qui nous ont conduits dans la crise, a-t-il dit, doivent partir, d'autant que nous, les jeunes, aurons à rembourser durant toute notre vie les dettes qu'ils ont contractées à l'étranger... »

Dimanche 9 octobre la situation dans les rues de Trogir était redevenue normale. On signalait cependant une vive agitation à l'université et surtout au foyer des étudiants où plusieurs centaines de jeunes poursuivaient une grève de la faim pour protester contre les violences de la police. D'autre part, une dizaine de milliers d'ouvriers, élèves et étudiants se sont rassemblés devant la mairie de Niksic pour témoigner de leur solidarité avec leurs camarades de Trogir, sans que les forces de l'ordre interviennent.

Les événements de Trogir n'ont pas empêché la poursuite de « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo ». Au cours du week-end, plusieurs manifestations ont eu lieu en Serbie, dans la région autonome de Vojvodine et au Kosovo même. Le plus important de ces rassemblements, à Kragujevac, un des plus grands centres industriels yougoslaves, a réuni deux cent mille personnes.

PAUL YANKOVITCH.

Asie

SRI-LANKA

Nouveau massacre de Cinghalais dans le Nord

Colombo (AFP, Reuters). — Des inconnus soupçonnés d'être des séparatistes tamils ont massacré, lundi 10 octobre, au moins quarante-cinq Cinghalais dans un village du Nord. Il a ajouté que, selon les premiers rapports, les victimes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont eu la gorge tranchée durant leur sommeil. Aucun autre détail n'a pu être obtenu. Des massacres, dans la même région, de Cinghalais ont déjà été attribués au groupe séparatiste tamil, les Tigres de la libération de l'Elan tamoul.

D'autre part, le gouvernement a fermé les écoles après l'arrestation, dimanche, de quatre-vingt-cinq étudiants et des affrontements entre soldats et manifestants anti-gouvernementaux cinghalais. Des milliers d'étudiants ont été dispersés dans les villes de Matara (Sud) et Kandy (Centre) par des soldats et des policiers qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les étudiants ont incendié plusieurs autobus et en ont endommagé plusieurs autres à Matara, obligeant la compagnie nationale des transports à interrompre son service dans la région.

En outre, des mesures d'urgence sont entrées en vigueur samedi en prévision de la grève générale prévue lundi à l'appel du mouvement des opposants cinghalais au régime de Colombo, le Front populaire de libération cinghalais (JVP). Le gouvernement avait annoncé vendredi que « des groupes anti-démocratiques » préparaient une vague de violences. Enfin, l'Inde a libéré dimanche cent cinquante séparatistes tamils et les a reconduits par avion à Jaffna.

« CAMBODGE : le prince Sihanouk à la Maison Blanche. — Le prince Sihanouk doit être reçu, mardi 11 octobre, à la Maison Blanche, par le président Reagan. Il rencontrera également M. George Shultz, secrétaire d'Etat, au cours d'une visite qui coïncide avec celle de M. Zhu Qi Zhen, vice-ministre chinois des affaires étrangères. D'autre part, Dikarta accueille, les 17 et 18 octobre, une réunion d'experts qui fait suite à la « réunion informelle » sur le Cambodge, fin juillet à Bogor. Les quatre factions cambodgiennes, les Etais de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), le Vietnam et le Laos y seront représentés. — (AFP.) »

Amériques

CHILI

Le général Pinochet affirme qu'il restera au pouvoir jusqu'au 11 mars 1990

Santiago. — Il n'y aura pas de négociations avec l'opposition sur d'éventuelles modifications de la Constitution de 1980, et le général Pinochet demeurera à son poste jusqu'au 11 mars 1990. C'est ce que les Chiliens ont entendu, dimanche 9 octobre, de la bouche du chef de l'Etat lui-même, lors d'une brève intervention télévisée enregistrée à la station balnéaire de Bucaleman, où le vaincu du plébiscite du 5 octobre prend quelque repos. « S'ils veulent des changements, ils ne vont pas les avoir », a-t-il affirmé.

Cette attitude concorde avec les interventions du ministre de l'Intérieur, M. Sergio Fernandez, qui va répétant que, avec les 43 % de « oui » qu'il a recueillis, le général Pinochet représente « la première force politique du pays » face à une opposition qui n'est qu'une addition « anarchique » de minorités. Ainsi, en dépit de la disponibilité déclarée de la Coordination du « non » par la voix de son porte-parole, M. Patricio Ailywin, démocrate-chrétien, pour des négociations avec les forces armées, le seul programme politique du gouvernement est-il l'organisation d'élections présidentielle et législatives en décembre 1989, conformément à la Constitution.

Comme pour accentuer la sensation d'une volonté de « continuité » de la part du pouvoir en place, un quotidien à grand tirage, La Tercera, a annoncé, le dimanche 9, que l'épouse du chef de l'Etat, M^{me} Lucia Hiriart, sera candidate à la succession de son mari en 1990. Un comité serait mis en place en ce sens. Des juristes étudient si le général lui-même pourrait légalement se présenter.

Cependant les protestations ont été nombreuses après la bastonnade en règle à laquelle ont été soumis près de vingt-cinq journalistes de la part de la police chilienne dans la soirée de vendredi. L'archevêque de Santiago, Mgr Fresno, a qualifié, dimanche, cet épisode d'acte de « barbarie ». Le prélat a déclaré : « Les professionnels de la presse accomplissent une mission pour la société et je les bénis et les accompagne de mes prières. » Les Etats-Unis et l'Argentine ont officiellement protesté auprès des autorités. Le responsable de l'accueil et de la sécurité des journalistes étrangers, M. Enrique Gandasegui, a convenu que l'attitude des forces de l'ordre recherchant sévèrement les porteurs de brassards officiels pour les rassembler était « condamnable ». Un responsable de la police a déclaré que ces incidents « isolés » ne se reproduiraient plus.

C'est donc un climat très médiocre qui règne dans la capitale. Le Front patriotique Manuel Rodríguez, proche du Parti communiste, a fait connaître qu'il suspendait désormais la trêve d'un mois décrétée par ses soins en prévision du plébiscite. — (AFP, AP, Reuters.)

(Publicité)

LA MAISON-BLANCHE
PASSE PAR
TEL-AVIV

Qui a dit que l'Etat hébreu dépend de la première puissance planétaire ? Ce sont au contraire Bush et Dulles qui ont dû accéder aux requêtes du lobby pro-Israël.

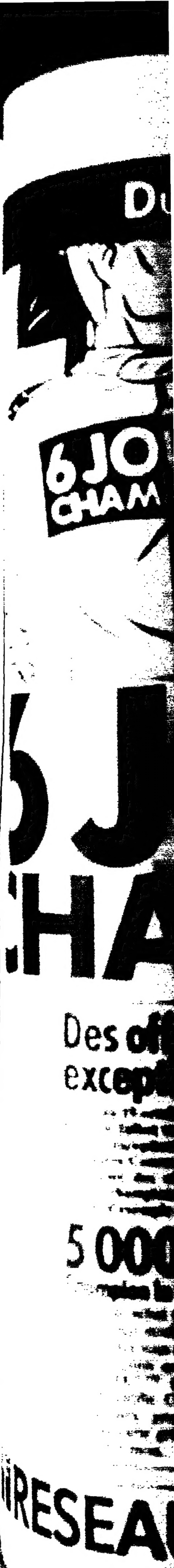
Dans le numéro d'octobre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tel. : 46.22.34.14

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE CHINOIS
EN CHINE

dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
A partir de février 89, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris.
CEPEB, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

سكزا من الأصل

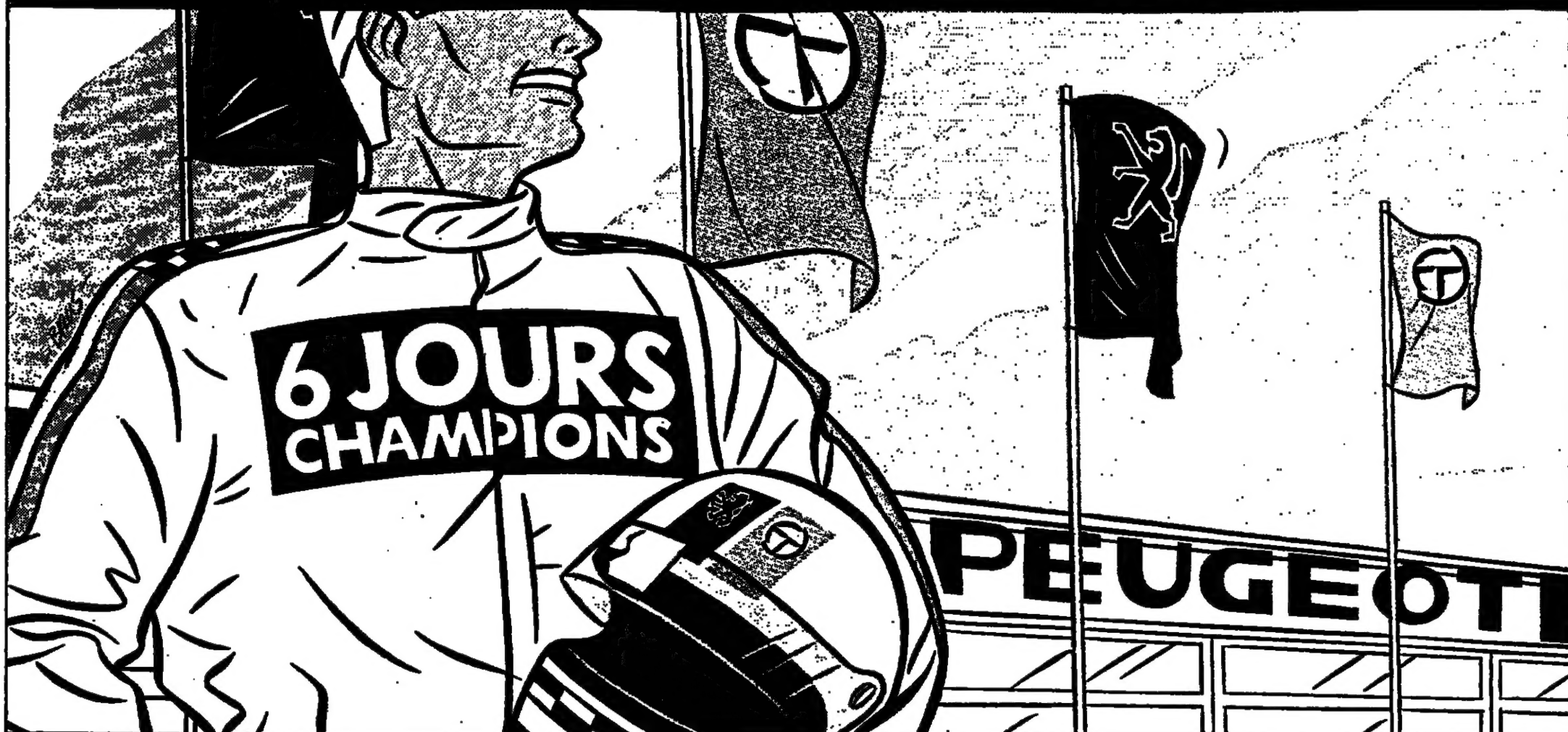


ins l'appareil du Parti
dans plusieurs Républiques

Amériques

CHINO
EN CHINE

Du 10 au 15 octobre



6 JOURS CHAMPIONS

Des offres exceptionnelles !

Du 10 au 15 octobre, les hommes du réseau Peugeot Talbot vont se faire les champions d'offres exceptionnelles. Alors rendez-vous chez votre Concessionnaire ou Agent, pour bénéficier des offres exceptionnelles des 6 jours champions.

A titre d'exemple :

5 000^F TTC

Champion la reprise !

Pour tout achat d'une Peugeot neuve disponible sur stock chez votre Concessionnaire, nous vous reprenons votre ancienne voiture, quels que soient son âge et son état, 5 000^F TTC minimum et plus si son état le justifie. Cette offre est limitée aux particuliers, propriétaires d'un véhicule dont la carte grise est à leur nom depuis plus de 3 mois.

HDM

0^F par mois pendant 13 mois. Champion le crédit !

Location avec option d'achat sur toute la gamme Peugeot AM 89. Vous possédez une voiture. Si son prix de reprise couvre l'apport initial, partez au volant de votre Peugeot neuve et ne payez plus rien pendant 13 mois.

Exemple : 205 XE 3 portes. Prix tarif au 01/07/88 AM 89 : 47 200^F. Apport initial : 14 160^F (dépôt de garantie : 7 080^F + 1^{er} loyer 7 080^F) couvert éventuellement par votre reprise. Suivi de 13 loyers à 0^F puis de 46 loyers à 1 165,84^F. Coût total en cas d'acquisition au terme du contrat : 67 788,64^F (hors assurance). Sous réserve d'acceptation de votre dossier par LOCADIN (groupe Crédipar).

Champion la 309 Green à gagner !

Envie de gagner la nouvelle série spéciale Peugeot 309 Green ? Alors tapez sur votre minitel 3615 code Peugeot.

... et bien d'autres offres à découvrir chez votre Concessionnaire ou votre Agent.

RESEAU PEUGEOT TALBOT

Politique

Le premier ministre tente de régler les conflits sociaux au coup par coup

L'automne tient ses promesses : il est venteux. Les alizés tibés et réguliers qui poussaient le navire au moment de l'épopée calédonienne ne seront bientôt plus qu'un agréable souvenir d'été. Ce n'est pas encore le gros temps, mais c'est déjà le grand froid. Et la semaine dernière, quand les infirmières étaient dans la rue et la justice paralysée par le mouvement des gardiens de prison, on a senti comme les prémices d'un coup de vent.

M. Michel Rocard lui-même savait très bien que, dès la rentrée sociale, il aurait à naviguer sur une mer tourmentée, et ne serait pas à l'abri des coups de torche. Pour quoi son gouvernement s'est-il, néanmoins, donné l'impression de chercher ses marques ? Pourquoi la « méthode Rocard », qui a fait merveille en Nouvelle-Calédonie, n'est-elle pas vraiment concluante lorsque les interlocuteurs sont les partenaires sociaux ?

L'une des réponses est que le mieux placé pour appliquer la « méthode Rocard » est... M. Rocard lui-même. Or, en dépit de la sensibilité du premier ministre à la justice de certaines revendications sociales, l'hôtel Matignon ne

peut s'abstraire de considérations plus terre à terre mais difficiles à oublier : sauf à s'user beaucoup trop vite, un chef de gouvernement ne peut s'exposer directement en permanence. Il est logique que le premier ministre choisisse les dossiers dans lesquels il veut s'investir personnellement et il ne souhaite pas que l'on prenne l'habitude d'en appeler à lui chaque fois qu'une situation est tendue. Mais il prive le négociateur d'une bonne partie de son « plus » personnel.

Autre explication des ratés de la méthode Rocard appliquée aux conflits sociaux : une certaine malchance. En choisissant ses ministres, le président de la République avait mis avec M. Rocard sur l'expérience, quitte à décevoir l'opinion, afin de ne pas faire de « formation permanente » à chaud.

Malheureusement pour le gouvernement, l'incendie a pris dans des secteurs - audiovisuel et surtout infirmières et gardiens de prison - affectés à des ministres débutants (M^{me} Catherine Tasson, M^{me} Claude Evin et Pierre Arpaillange) ce qui explique, en partie, certaines maladroites.

Ni grain à moudre...

Il ne s'agit pas pourtant que de brouilles si le gouvernement avait du grain à moudre. Au tout début de son séjour à Matignon, M. Rocard en a carressé l'espoir : « Nous avons, disait-il, le 25 mai, en rendant compte des travaux du conseil des ministres, un peu plus de croissance qu'estimé il n'y a pas très longtemps, par un enchaînement international plutôt favorable s'il n'entraîne pas de dérapage. C'est dans ce cadre-là qu'il faudra placer la question du pouvoir d'achat, pas avant ». Cet optimisme très mesuré était encore excessif. Aujourd'hui, M. Rocard s'est réveillé à ne pouvoir rien « lâcher », ou presque.

Situation d'autant plus difficile que le premier ministre découvre tous les jours de nouvelles chaussetrappes sous ses pas. M. Rocard qui, avant d'arriver à Matignon, se flattait d'éprouver de l'estime pour M. Chirac, ne cache plus, en privé, la colère que lui inspire l'état dans lequel il a trouvé plusieurs dossiers. Le premier ministre, dès sa nomination, se jugeait chargé d'une mission de « déminage ». Il affirme aujourd'hui qu'il lui faudra encore plusieurs mois pour faire le tour du champ de mines laissé par son prédécesseur, tant, dit-il, celui-ci est étendu. Mais comment « déminer » efficacement, lorsque la « poêle à frire » est trop courte ?

... Ni recette-miracle

Privé, par la rigueur maintenue, d'une grande partie de sa liberté de manœuvre, le gouvernement s'emploie à colmater brèche après brèche, avec un seul mot d'ordre : éviter toute mesure générale - dont l'effet de contagion serait fulgurant - au point de donner à M. Michel Rocard dans les négociations sur la fonction publique un mandat « pas tenable », selon l'un des conseillers à l'hôtel Matignon. Ce qui explique l'image d'une politique salariale au coup par coup. La vision d'ensemble existe, mais elle a les allures de l'ordre du jour d'un général à son armée attaquée : résister sur tous les fronts tout en empêchant une offensive générale.

Face à des mouvements qui grignotent petit à petit l'ensemble du paysage social, le gouvernement sait qu'il n'a pas de recette-miracle. Il est vrai qu'à l'hôtel Matignon, on ne prévoit d'une conférence à moyen terme qui, contraignant aujourd'hui, devrait être payante demain : « A la limite, affirme un des conseillers sociaux du premier ministre, il y a de notre intérêt bien compris. Quand on prend une mesure à court terme, cela vous retombe sur le nez dans les six mois ».

Le cabinet du premier ministre fait le dos rond sous ce premier orage et souhaite toujours renouer avec la politique contractuelle, pourvu qu'il parvienne à inventer un nouveau « contrat » qui puisse coexister avec le maintien d'une relative rigueur salariale.

Le présent est décevant, pensons à l'avenir. Plus que jamais, le credo de l'hôtel Matignon est la « durée », qui devrait permettre au premier ministre de montrer que son sillon est le bon.

M. Rocard sait qu'il va probablement baisser dans les sondages. Il n'en a cure, dit-il. Il a même renoncé aux grandes émissions de télévision qui lui permettraient de s'expliquer devant l'opinion : le premier ministre juge qu'il ne serait pas sérieux de sa part de consacrer quinze jours à la préparation de telles émissions. Il travaille d'arrache-pied, fait travailler son cabinet : M. Rocard prépare la prochaine phase de son plan pour l'emploi ; il a demandé à ses services de préparer une réforme de la procédure de préparation du budget, afin d'être, à l'avenir, moins encombré de grandes masses budgétaires rigides.

M. Rocard gouverne, en plein accord, dit-on à Matignon, avec l'Elysée, qui laisse le premier ministre faire son travail, au point que l'on se sent parfois « un peu seul ». Même si M. Mitterrand a une façon d'entrer dans le jeu, à propos des infirmières (lire page 13), qui - tout en disant la même chose que son premier ministre - ressemble à une injonction à faire mieux et plus vite.

Les infirmières sont mécontentes, le président les comprend. La fonction publique menace, la grande armée de l'éducation nationale frémit. L'un des plus proches conseillers du premier ministre l'affirme : « Le problème salarial est le seul vrai problème de Rocard ». Oui, mais quel problème...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

PROPOS ET DÉBATS

M. Labarrère

La « sainte gauche »

M. André Labarrère en appelle à la « sainte gauche » : samedi soir 8 octobre, à Thémis, en présence d'Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes, le maire de Pau a lancé : « Arrêtez cette comédie ! L'ouverture, oui. Mais vers la gauche. Vers le PC ».

Henri Emmanuelli a, lui aussi, abordé le thème de l'ouverture. Pour dénoncer le « rêve du rassemblement au centre » et les « illusions du parti chimérique », fusilier ceux pour lesquels « le PS ne sait plus où il est » et qui ont cependant « su le trouver quand ils recherchaient une investiture » ; mettre en garde contre « les manœuvres droitières du recours à la société civile » ; enfin réclamer pour le PS « une marge de manœuvre à l'égard du gouvernement » : « Le parti et le gouvernement, a-t-il dit, s'en porteront mieux... » - (Corresp.)

M. Léotard

Un problème de leadership

« Le problème de leadership de l'opposition est posé », a déclaré M. François Léotard au « Club de la presse » d'Europe 1 du dimanche 9 octobre. Si le secrétaire général du PR s'est dit « fier d'avoir été dans le gouvernement de M. Chirac », il a en revanche affirmé qu'il avait « un sentiment personnel très sévère sur la démarche de Raymond Barre et que son comportement n'est plus compris par une majorité de gens ». Interrogé sur le rendez-vous des élections européennes de juin 1989, M. Léotard a réaffirmé que M. Valéry Giscard d'Estaing « était de loin le plus qualifié pour animer une campagne européenne ». La liste unique RPR-UDF garde sa préférence : « Plus on sera réunis, mieux ce sera ».

M. Léotard a enfin reproché à M. Michel Rocard de « ne pas gouverner » mais d'être uniquement préoccupé de « communiquer ». « La seule volonté politique du gouvernement, a-t-il encore relevé, est de mettre des paquets de banane sous les pieds de l'opposition. Dès qu'il y a un

petit pépin, on va se réfugier dans les bras de l'opposition, et on consulte... »

M. Védrine

« La majorité présidentielle »

Le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, a écarté, dimanche 9 octobre, une ouverture qui serait le fruit d'un « accord entre les parties », en soulignant que « ce qui détermine l'évolution et le fonctionnement de notre vie politique, c'est la notion de majorité présidentielle ».

Invité du « Forum RMC-FR 3 », M. Védrine a souligné que la majorité présidentielle « est ouverte, car on peut la rejoindre ». « Mais tout ce qui est élaboration écrite par des comités de direction ou des solutions de remplacement, je ne vois pas la contenu de cela pourrait avoir », a-t-il dit. « Soyons réalistes, rappelons-nous qu'il y a un contrat qui a été passé entre le président de la République et les Français à l'occasion de l'élection présidentielle », a-t-il ajouté.

Le porte-parole de l'Elysée a fixé les contours de l'ouverture souhaitée par le chef de l'Etat : « Un mode de gouvernement respectueux des droits de l'opposition », « une politique de nomination qui consiste à nommer des gens compétents venant d'horizons variés », « une majorité ouverte à qui veut la rejoindre, à qui veut soutenir son action, à qui veut dire oui sur la Nouvelle-Calédonie, à qui veut voter le revenu minimum ».

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RE ABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36,15 LE MONDE

TOUT CE QUI COMPTE EST DANS

Passages C'EST...
L'HISTOIRE AU PRESENT
LE MONDE SANS FRONTIÈRE
L'HUMOUR JUIF EN PRIME

Le kiosque international avec la presse israélienne et anglo-saxonne

Les échos indiscrets de *Passages*

Des interviews qui dérangent

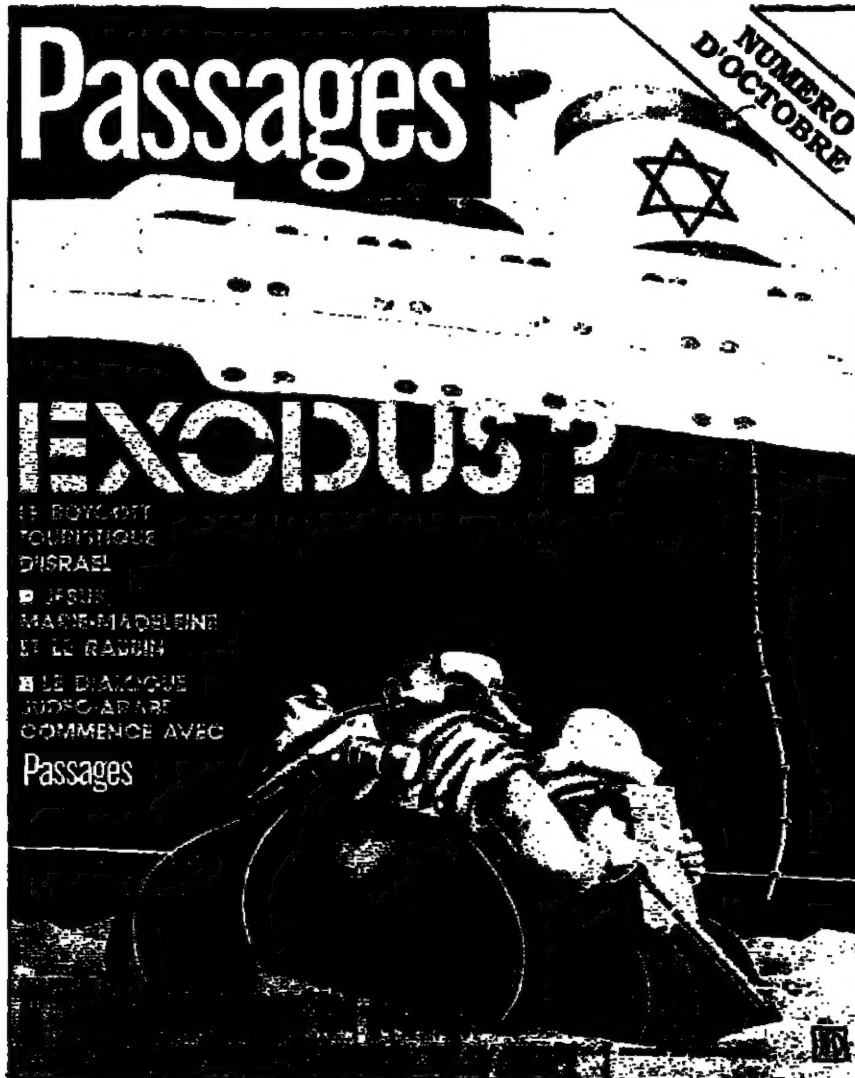
L'argent, l'argent, l'argent... Et le monde

Sexe, sexe, sexe... L'amour à la juive

Les dessins de Tim, Willem

Les signatures d'historiens, d'écrivains, de philosophes : Marc Ferro, André Glucksmann, Gilles Perrault, Edgar Morin, Elie Wiesel, E. Le Roy-Ladurie, Dominique Jamet, Simone Weil...

ET TOUS LES MOIS UNE LETTRE IRREVERENCIEUSE, SANS TABOUS ET SANS GENE.



30 F le numéro - Vente en Kiosques

JE M'ABONNE A PASSAGES POUR UN AN
FRANCE : 300 F ETRANGER 450 F

NOM : PRENOM :

ADRESSE : VILLE :

CODE POSTAL : PAYS (ETRANGER) :

CHQ. MON REGLEMENT : 300 F 450 F

CHEQUE BANCAIRE CHEQUE POSTAL

A RENVOYER SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE AU TARIF NORMAL A :

PASSAGES SERVICE ABONNEMENTS, 17 RUE JEAN-BEAUSIRE 75004 PARIS

Politique

Réunion de l'Association des démocrates
création d'une organisation barriste, le CLES

Les petits ruisseaux de l'ouverture peuvent-ils alimenter le Rubicon ?

Hier, guetté par l'angoisse du vide, le centre est aujourd'hui menacé par le trop plein. Hasard du calendrier : deux réunions à huis clos se sont tenues, samedi 8 octobre, sur l'une et l'autre rive du Rubicon, ce fleuve de l'ouverture décrit par M. Raymond Barre.

Rive gauche, l'Association des démocrates, fondée entre les deux tours de l'élection présidentielle par deux futurs ministres, MM. Michel Durafour et Thierry de Beaucourt, a pris sa vitesse de croisière en convoquant ses délégués régionaux. But de l'entreprise : regrouper, à la droite du Parti socialiste, tous ceux qui se retrouvent dans les objectifs définis par la Lettre aux Français de M. François Mitterrand. Terrain de chasse privilégié : les centristes, les radicaux et tous les « divers » de droite ou de gauche. Tous les ministres dits de l'ouverture ont, à présent, rejoint cette association. Le dernier venu est M. Bernard Kouchner qui, après avoir éprouvé beaucoup d'états d'âme, s'est finalement dit : « que pour ruer dans les brancards, il fallait des brancards ».

Ceux qui, avec lui, se sont donc attelés aux brancards de cette association font, pour l'heure, preuve de beaucoup de modestie. « Notre volonté d'élargissement n'est pas une provocation vis-à-vis du PS », a déclaré par exemple M. Lionel Stoléru, qui se trouve depuis quelque temps particulièrement dans la ligne de mire des socialistes. « Les ministres de l'ouverture, a-t-il encore expliqué dans le *Quotidien de Paris* du lundi 10 octobre, ne jouent pas la grosse caisse qui voulait se faire aussi grosse que le baron. Nous sommes une force d'appoint : ni plus ni moins ».

Un laboratoire d'idées

Rive droite, c'était le même jour M. Raymond Barre qui mettait discrètement à l'eau sa Convention libérale européenne et sociale (CLES). Cinq mille adhérents annoncés, mais cette convention semble avoir du mal à couvrir l'ensemble du pays, puisque n'étaient présents samedi à Paris que soixante-dix-sept délégués départementaux. Cette initiative barriste devrait être officiellement consacrée après le passage de M. Barre à « L'heure de vérité » du 7 novembre. Beaucoup d'élus locaux, mais pas de barristes historiques, et surtout un gros échantillon de socio-professionnels.

A la tête de cette convention : M. René Ricol, jeune commissaire aux comptes formé aux réseaux REEL entreprises, et M. Gilberte Beaux, la banquière de la Générale occidentale, aujourd'hui dame patronnesse du barrisme.

Calquée sur les clubs giscardiens Perspectives et Réalités, cette convention s'est assigné quatre missions : recruter des hommes et des femmes intéressés par la politique avec un grand « P », être un « laboratoire d'idées » pour l'échéance européenne de 1993, participer à

une force d'opposition élargie et enfin être en mesure de devenir, le cas échéant, pour l'ancien premier ministre, un instrument de reconnaissance. « Ferme sur les convictions, flexible sur les moyens », résume M. Beaux. Après Barre confiance, Barre vérité. Raymond Barre est le seul homme politique qui dit la vérité. Un jour ou l'autre cela paie ».

M. Beaux n'a eu aucune peine à faire partager sa profession de foi par les nouvelles recrues du CLES. Prudent comme toujours sur tout ce qui touche de près ou de loin au jeu des partis, M. Barre semble plutôt vouloir faire de cette convention un instrument de communication. Ainsi il a particulièrement insisté auprès de ses amis sur le rôle d'explication qu'il voulait leur voir jouer, soucieux manifestement, au vu des sondages — il a perdu sept points au baromètre de la Sofres, avec 42 % — « de ne pas désespérer les barristes ».

L'échéance du scrutin européen

Et si le hasard faisait bien les choses ? Et si l'organisation de ces deux réunions centrées autour d'un minutieusement calculé ? Voilà évidemment la question que d'aucuns ne manqueraient pas de se poser, étant évident que ce genre d'initiative ne fait pas que des heureux. D'une façon générale, les élus-majors politiques n'apprécient jamais une telle concurrence. L'Association des démocrates a établi un comité de liaison avec le MRG, mais les dirigeants des radicaux valaisiens digèrent mal que l'on vienne ainsi chasser impudemment sur ce qui leur reste de territoire électoral. Beaucoup de centristes comme de socialistes doutent également des capacités de gens comme MM. Durafour ou Stoléru à gérer efficacement l'ouverture, quand ils n'y sont pas purement et simplement opposés.

Enfin, l'initiative barriste, interprétée souvent comme une volonté des socioprofessionnels de donner la leçon aux politiques, est sujette également à beaucoup de dérision, y compris chez les anciens supporters de M. Barre. « Tout cela m'amuse beaucoup, confiait un ancien haut responsable de l'état-major barriste. Avec leurs socioprofessionnels, ils sont en train de refaire les mêmes erreurs. Comment réussiraient-ils aujourd'hui ce que nous avons complètement raté hier avec un Barre au zénith des sondages ? ».

Ces petits ruisseaux de l'ouverture peuvent-ils alimenter le Rubicon ? M. Durafour a apporté, samedi, un élément de réponse : « Nous sommes sur deux rives différentes, mais la rivière est étroite et il est permis de se parler. » « La convention est clairement dans l'opposition mais dans une opposition non sectaire », se contente de répondre pour sa part M. Ricol dans le *Figaro* du lundi 10 octobre. Prudence est mère de sûreté. Mais les passerelles existent. Le fait que ces deux structures se refusent à tenir le jeu traditionnel des partis peut aider

à la discussion. MM. Durafour, Soisson, Ransch restent des poissons pilotes du barrisme dans le gouvernement. Enfin les prochaines échéances électorales peuvent efficacement contribuer à des rapprochements.

L'Association des démocrates est d'ores et déjà prête à lancer ses listes aux élections municipales. Les barristes, après y avoir d'abord songé, sont sur ce point plus frileux. M. Barre n'a tout de même pas exclu formellement quelques exceptions. Par ailleurs, il est significatif que M. Soisson, devant l'Association des démocrates, ait relancé le débat sur le retour au scrutin proportionnel et que, dans le *Figaro*, M. Ricol laisse à son tour sur ce dossier la porte entrouverte : « Je crois, admet-il, que, tout en préservant l'esprit du scrutin majoritaire, le débat doit être ouvert ».

Enfin il y aura les élections européennes. Les uns comme les autres sont disposés à agir. L'Europe, sujet centriste par excellence, le mode de scrutin de cette élection — proportionnel — tout les y incite. « Nous essayons d'agir pour que nos amis qui sont encore dans l'opposition nous rejoignent », a dit M. Durafour. « Nous ferions une grande erreur si nous ne nous manifestions pas », confie M. Beaux, qui semble aussi nourrir pour cette élection quelque ambition personnelle. « Y penser, toujours, n'en parler jamais », a donné samedi pour consigne M. Barre. Preuve qu'il se passe toujours quelque chose, aujourd'hui, dans les galeries du centre.

DANIEL CARTON.

Les réflexions de l'opposition RPR-UDF

La fin du « Dieu politique »

« L'homme politique n'est pas Dieu, il doit admettre qu'il ne peut apporter toutes les solutions. » Cette humilité est inhabituelle dans les rangs de ceux qui aspirent à gouverner et dont l'ambition suprême reste de « mettre en place un système parfait ». Et pourtant, en une phrase, M. Charles Millon, député (UDF-PR) de l'Ain, vient de résumer l'ampleur de la crise d'identité qui secoue aujourd'hui la classe politique. L'animateur des réseaux barristes a dressé, mercredi 5 octobre à Paris, ce constat d'impasse, au cours d'une discussion à bâtons rompus avec M. Michel Crozier, universitaire, sociologue, auteur notamment de l'ouvrage *Etat moderne. Etat moderne*, dans le cadre des rencontres organisées par un universitaire, spécialiste en droit public, M. Michel Guénard.

Au lendemain des élections législatives, ce dernier a proposé à MM. François Léotard et Alain Juppé, respectivement secrétaires généraux du Parti républicain et du RPR, de réviser le projet politique de l'actuelle opposition parlementaire, en organisant, dans un premier temps, une vingtaine de tête-à-tête entre intellectuels et politiques de la jeune génération. Cette série de rencontres devrait se conclure par la tenue, le 17 décembre prochain à Paris, d'une convention faisant la synthèse des thèmes abordés.

En vogue au printemps dernier, l'« ouverture » gouvernementale n'est, selon M. Crozier, qu'une « balivernes ». Le retard accumulé par la classe politique sur l'évolution de la société française est patent, l'agitation étudiante et les grèves des cheminots en décembre 1986, ayant constitué, selon lui, « un désastre politique », point

culminant de cette incompréhension entre gouvernants et gouvernés.

M. Millon ne nie pas ce décalage qu'il attribue au fait que la société politico-administrative s'est organisée en « caste » repliée sur elle-même. La complexité des problèmes est telle que les électeurs ont abandonné à cette dernière leur capacité de jugement, ce qui, selon le député barriste, confère à l'homme politique, un caractère « sacré ». Et il est même « le dernier élément sacré de la société » depuis que « curés et notaires » ne jouent plus leur rôle de valeurs de référence. Pour permettre à la classe politique de remplir correctement sa mission, conclut M. Millon, il faudrait qu'il y ait une « révolution éthique » définissant un nouveau système de valeurs.

L'analyse d'abord

Réagissant en « pragmatique », M. Crozier souhaite moins, pour sa part, un changement d'éthique qu'un « changement de raisonnement » des centres de décision. Prenant l'exemple du Japon, où il vient d'effectuer une mission pour le compte du ministère de la fonction publique et des réformes administratives (1), le sociologue a pu constater que le gouvernement nippon s'attache d'abord à analyser de manière approfondie les difficultés qu'il rencontre.

En France, en revanche, le pouvoir s'intéresse surtout aux solutions qu'il peut apporter. Faisant allusion au projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, il lui prédit « un échec retentissant », déplo-

rant que gouvernement et Parlement se préoccupent essentiellement de savoir qui va avoir droit au RMI, plutôt que de disséquer les causes qui ont rendu cette aide nécessaire.

M. Millon, partage ce point de vue. Il insiste, quant à lui, sur la nécessité, pour l'homme politique, de redevenir « un arbitre, qui, en fonction d'une échelle de valeurs, bloque ou favorise les initiatives adoptées par la société civile ». Car le pouvoir politique doit, selon lui, « accepter la concurrence » des commissions des Sages issues de la société civile. Parallèlement, rien n'empêche de révaloriser le rôle du Parlement en redonnant aux commissions parlementaires « un réel pouvoir d'évaluation » des difficultés et en réduisant le domaine de la loi aux grandes orientations générales. Le député de l'Ain estime, en effet, que l'homme politique ne retrouvera son pouvoir qu'en abandonnant la technique et en relançant le débat intellectuel dont le niveau est tombé en dix ans, en raison notamment de la fin des idéologies qui jouaient le rôle d'« excitant intellectuel ».

Il reconnaît toutefois que cette transformation du rôle de la classe politique exige d'avoir le « courage » de sortir de la vision à court terme où la cantonnent, selon lui, les électeurs.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

(1) M. Hervé de Charette (UDF-PR), ancien ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, a commandé à M. Crozier un rapport sur l'évolution de la fonction publique au Japon, aux Etats-Unis et en Suède. Ce rapport devrait être rendu public à la fin du mois d'octobre.



le génie des lieux


5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. : 45.01.31.38

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. : 45.01.31.38

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. : 45.01.31.38



**EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur :
Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chailiot (94000 Noisy), 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accrédités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

Politique

Scul député élu sous l'étiquette du parti d'extrême droite

M^{me} Yann Piat est exclue du Front national

« Il va arriver certainement quelque chose... Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ». C'est en ces termes, peu flatteurs pour l'intéressée, M^{me} Yann Piat, que M. Jean-Marie Le Pen qualifie l'état des relations entre l'unique député élu sous le label d'extrême droite et son mouvement exclus le lundi 10 octobre par le bureau politique du Front National.

Absente aux journées parlementaires du Front au Cap-d'Agde à la rentrée, invisible à la fête annuelle dite « bleu-blanc-rouge » au Bourget pour raison de campagne électorale, M^{me} Piat n'était pas venue, samedi 8 octobre à Paris, à la réunion du conseil national du parti

dont elle est aujourd'hui exclue. M^{me} Yann Piat serait en quelque sorte « l'Arlesteine du Front national », ironisait M. Le Pen en réponse aux questions des journalistes.

Le contentieux entre le « chef » du Front et celle qu'il appelait lui-même « ma filleule », a éclaté après le calambour de M. Le Pen traitant le ministre de la fonction publique de « Durfour crématoire ». Estimant qu'il s'agissait d'une « plaisanterie de docteur », M^{me} Piat avait affirmé qu'« un homme public doit savoir ménager ses propos ».

Le différend s'est alourdi au moment de l'éviction du Front de

M. François Bachelot à la suite de cette même affaire. « Je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer M^{me} Piat depuis qu'elle a été élue à l'Assemblée nationale... à l'exception, peut-être, du jour où elle est venue assister le docteur Bachelot », précisait samedi, M. Le Pen, uisant ainsi les deux parias dans une relation coupable de défiance à son égard.

Puis, contrairement aux consignes données par le président du Front, M^{me} Piat a appelé à voter, aux cantonales, pour le candidat du RPR à la Crau (Var), afin de barrer la route à un candidat de gauche. Enfin, elle a récemment indiqué qu'elle voterait le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), alors que M. Le Pen y est opposé. « La position qu'elle a défendue, a-t-il déclaré, est exactement inverse de celle que sous-tend la philosophie politique du FN relativement à la préférence nationale en faveur des Français ». M^{me} Piat avait estimé que « refuser de voter ce projet parce qu'il incluait les travailleurs étrangers, c'était le refuser aussi à tous nos compatriotes en difficulté ».

Samedi, le dirigeant d'extrême droite parlait déjà d'elle au passé : « M^{me} Piat a maintenant beaucoup plus d'importance à vos yeux, avait-il lancé aux journalistes, qu'elle n'en avait quand elle était la seule élue du Front national ». On indiquait au CNL, que des « contacts » avaient eu lieu avec M^{me} Piat.

Pour le reste, le conseil national a estimé que le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, pour lequel le Front prône le « non », « en l'état actuel des textes, est parfaitement et totalement institutionnel et légal ». Considérant, « et c'est l'essentiel », que cette consultation est « contraire aux intérêts fondamentaux de la France et de l'Europe », le mouvement d'extrême droite « dénonce, derrière la propagande de paix et de fleurs qui est présentée d'ores et déjà sur les écrans de la télévision, la réalité d'un scrutin qui, dans l'esprit de ses promoteurs, doit conduire inéluctablement à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie », où le Front va envoyer prochainement une délégation pendant que M. Le Pen tiendra une dizaine de meetings en métropole.

O. B.

L'élection du président du conseil général des Hauts-de-Seine

M. Pasqua à la tête du département le plus riche de France

L'élection de M. Charles Pasqua à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine est l'épilogue d'un feuilleton qui laissera quelque temps une impression de malaise. En se présentant dans le canton de Neuilly-Nord, l'ancien ministre de l'Intérieur avait juré ses grands dieux qu'il ne briguerait pas la direction de l'assemblée départementale. Et le président sortant, le sénateur RPR Paul Graziani, en poste depuis six ans, se disait serin et affirmait qu'en aucun cas il ne se laisserait « pousser dehors ».

Aussitôt élu, néanmoins, M. Pasqua ne cachait plus son intention d'accéder à la tête du département. A ce stade, la réaction hostile du groupe UDF, par la voix de M. Jean-Pierre Fourcade, et la détermination réaffirmée de M. Graziani laissent prévoir un bras de fer entre les deux sénateurs RPR.

Pourtant, au lendemain du second tour, le groupe chiracien, malgré les velléités affichées de quelques-uns de faire obstacle à l'OPA de M. Pasqua, donnait sa préférence à ce dernier avec une courte majorité d'une voix.

La séance publique ne fut qu'une formalité. Devenu le candidat unique de la majorité départementale, le président du groupe sénatorial RPR faisait, dès le premier tour de scrutin, le plein des voix de la droite sans qu'aucun conseiller de la droite ait osé déposer dans l'urne un bulletin blanc ou nul en guise de protestation. M. Graziani, sa défaite consommée, ne prenait même pas la parole. Seul M. Jean Vons, au nom des socialistes, observait que « certains conseillers de droite, surtout parmi les anciens, ne devaient pas avoir la conscience bien tranquille ».

Incontestablement, la victoire de M. Pasqua et, surtout, la recrudescence de M. Graziani auront donné une leçon de réalisme politique : dans les Hauts-de-Seine, M. Pasqua est chez lui ; il a placé « ses » hommes là où il le voulait. M. Graziani et ses collègues ont bien fait mine, pour la forme, d'opposer une résistance indignée, mais ils n'ont pas tardé à s'allier au garde-à-vous devant leur nouveau patron. Interrogé sur l'atti-

tude du groupe UDF, M. Fourcade répond aujourd'hui qu'« il ne pouvait défendre quelqu'un qui ne se présentait pas » et qu'il assiste impuissant à cette « exécution ».

Avec le recul, il est plus facile de comprendre pourquoi M. Pasqua n'a pas dévié plus tôt ses ambitions : cette « discrétion » lui a permis d'endormir la méfiance de ses collègues et de placer ainsi facilement dans les cantons renouvelables des hommes acquis à sa cause. Aujourd'hui, le voici à la tête du

département le plus riche de France, aux finances florissantes, et aux perspectives de développement immobilier bien loin d'être closes.

« Débarqué » sans ménagement, M. Graziani, qui préfère à présent se réfugier derrière l'impératif de la « règle démocratique », a-t-il été dupe dans cette affaire ? La suite dira s'il a obtenu, comme on le suppose, au terme d'un marchandage disputé, la promesse de succéder bientôt à M. Georges Corse, député RPR à la mairie de Boulogne...

FRANÇOIS ROLLIN.

Les résultats définitifs des élections cantonales

Balance générale des sièges (selon le ministère de l'Intérieur)

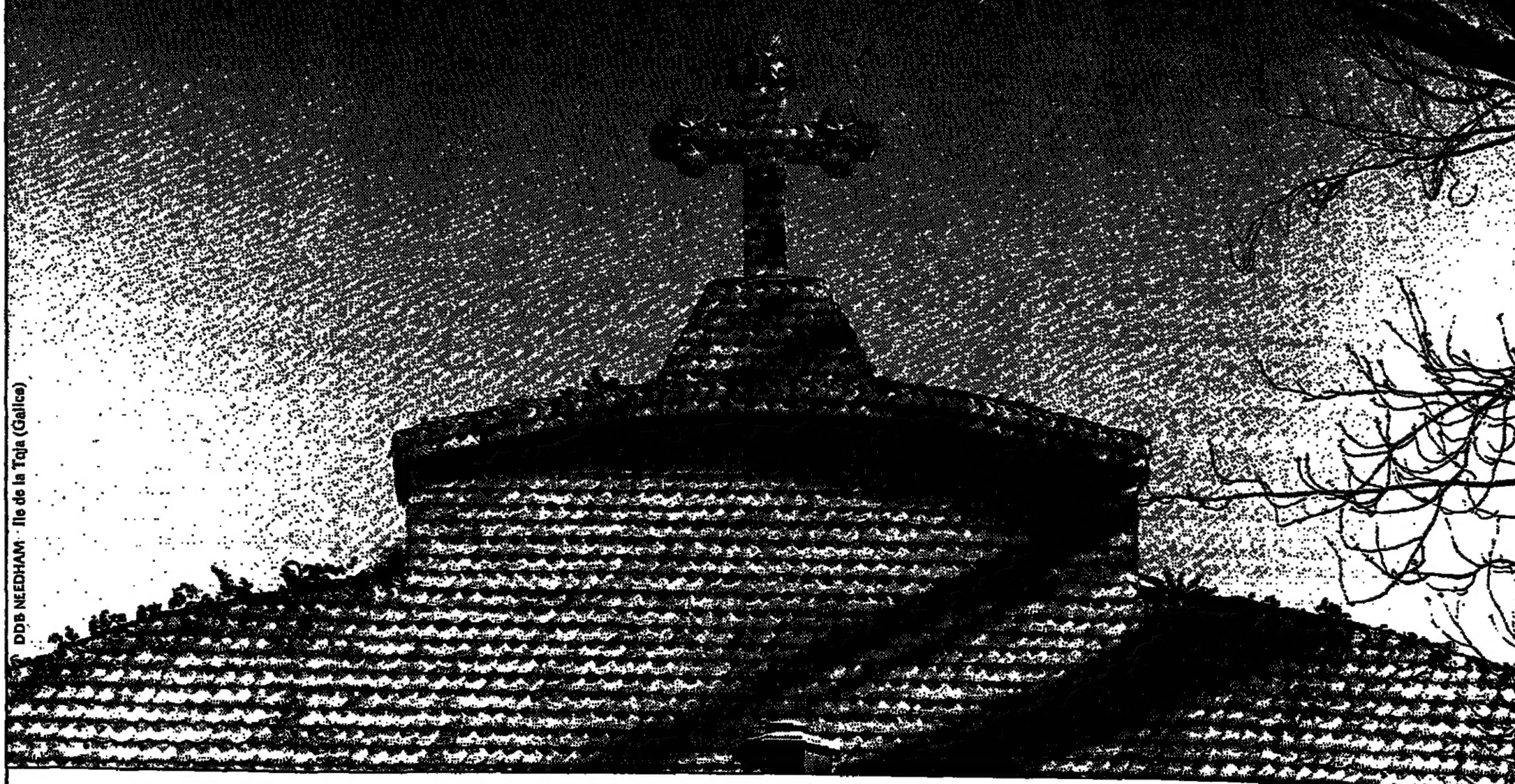
	SUSCITANTS		RÉS		TOTAL des élus	GAINS/pertes	NON-SORT.	TOTAL
	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour				
Ext. g.	6	1	5	6	—	6	12	12
PC	188	29	146	175	— 13	140	315	315
PS	503	193	399	592	+ 89	409	1 001	1 001
MRG	56	22	22	44	— 12	52	96	96
Maj. p.	45	23	45	68	+ 23	46	114	114
Rég.	2	1	—	1	— 1	—	1	1
RPR	378	175	190	365	— 13	418	783	783
UDF	512	229	212	441	— 71	504	945	945
Div. d.	322	172	156	328	+ 6	373	701	701
Ecol.	—	—	1	1	+ 1	2	3	3
FN+ext. d.	2	2	—	2	—	2	4	4
	2 014	847	1 176	2 023	+ 9	1 952	3 975	3 975

Balance des sièges en outre-mer (selon le ministère de l'Intérieur)

	SUSCITANTS		RÉS		TOTAL des élus	GAINS/pertes	NON-SORT.	TOTAL
	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour				
Ext. g.	1	1	1	2	+ 1	3	5	5
PC	8	6	4	10	+ 2	10	20	20
PS	16	10	8	18	+ 2	12	30	30
MRG	—	—	—	—	—	—	—	—
Maj. p.	10	3	10	13	+ 3	10	23	23
Rég.	2	1	—	1	— 1	—	1	1
RPR	17	10	3	13	— 4	16	29	29
UDF	5	1	4	5	—	7	12	12
Div. d.	20	17	8	25	+ 5	21	46	46
	79	49	38	87	+ 8 (1)	80	167	167

(1) Fuit cantons de la Réunion, créés après le renouvellement de 1985, n'avaient pas de sortants.

En Espagne, quand on veut écouter la mer, on entend les cloches.



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Décidément, l'Espagne n'est pas un pays ordinaire. Vous le découvrirez sur la route de St-Jacques-de-Compostelle où convergent depuis le onzième siècle les peuples européens les plus divers. Franchissez les portes de la « Jérusalem de l'Occident » et contemplez cette ville où l'art est toujours lié à la religion.

Venez et vous verrez qu'à St-Jacques-de-Compostelle, quand on colle son oreille contre un coquillage, on n'entend pas forcément la mer. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie - 75381 Paris Cedex 08. L'Espagne. Tout sous le soleil.



هكذا من الأصل

Politique

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'opposition en mal de position commune

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, et le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, devaient se rencontrer, lundi 10 octobre, avant que leurs formations se prononcent séparément sur le référendum du 6 novembre.

Il apparaît exclu que l'opposition puisse aboutir à une position commune.

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a estimé, dimanche, à Lorient (Calvados) que « devant un choix tranché, il faut parfois du courage pour refuser de rentrer dans le piège ». « Au nom de la solidarité avec les Français du Pacifique, je ne vois pas comment nous pourrions apporter une réponse négative, a-t-il, souligné. Mais il y a des raisons tout aussi

Le comité central du RPR, qui doit se réunir le samedi 15 octobre, sera sans doute invité par les dirigeants du mouvement à préconiser l'abstention alors que le conseil national de l'UDF, qui doit prendre position le 14 octobre, aura du mal à concilier les positions des différentes composantes de la confédération.

fortes pour que nous n'apportions pas de réponse positive.

Selon M. Juppé, l'article 2 du projet de loi référendaire qui prévoit le « gel » du corps électoral du territoire à la date du référendum du 6 novembre « pourrait constituer un précédent redoutable pour la France d'outre-mer. Pourquoi pas demain la Corse ? La deuxième raison, a indiqué le secrétaire général du RPR, est que nous n'avons vraiment pas confiance dans l'évolution des esprits au sein du Parti socialiste ».

M. Juppé a affirmé, d'autre part, que « s'il y a eu les accords de Matignon, c'est que Jacques Chirac a mené en Nouvelle-Calédonie entre 1986 et 1988 la politique qu'il a menée. Si nous n'avions pas redressé la situation du territoire, si nous n'avions pas organisé le référendum d'autodétermination de septembre 1987, M. Mitterrand serait encore en train d'essayer de faire passer ses idées sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, qui était dimanche 9 octobre, l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a commenté le « oui critique » de sa formation en disant notamment : « Je dis « oui » aux accords entre M.M. Tjibaou et Lafleur, mais attention, ce « oui » sera assorti d'un certain nombre de critiques et de conditions, car ce référendum est un piège. Il n'est pas fait pour régler le problème de la Nouvelle-Calédonie mais pour embarrasser l'opposition. Est-ce que l'on gouverne un pays de cette manière ? La seule volonté du pouvoir est de mettre des peaux de banane sous les pieds de l'opposition. Nous ne sommes pas gouvernés suivant une stratégie, suivant des

objectifs. Le pouvoir ne gouverne pas, il communique ».

M. Léotard a reproché au président de la République et au gouvernement de recourir à la procédure référendaire : « Si le gouvernement avait d'abord fait un débat législatif, puis un référendum, cela aurait privé cette consultation du caractère manœuvrier qui plane sur elle. Le gouvernement cherche par ce biais un appui à sa politique et à la personne du chef de l'Etat. Rien ne l'empêche d'utiliser la procédure parlementaire ».

Enfin, le secrétaire général du PR a souhaité que M. François Mitterrand « dise publiquement qu'il souhaite que la Nouvelle-Calédonie reste dans la communauté nationale ».

M. Védrine : les Français comprendront

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui mène campagne pour le « non », a affirmé, samedi 8 octobre : « Le référendum est, en l'état actuel des textes, parfaitement et totalement inconstitutionnel et illégal. Il est contraire à la volonté des populations telle que réitérée à de nombreuses et récentes reprises. Il est en outre, et c'est là l'essentiel, contraire aux intérêts fondamentaux de la France et de l'Europe tant sur le plan politique, stratégique, humain, qu'économique. Derrière la propagande de paix et de fleurs présentée à la télévision, le Front national dénonce la réalité d'un scrutin qui, dans l'esprit de ses promoteurs, doit conduire inéluctablement à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Hubert

M. Giscard d'Estaing continue de contester la procédure référendaire, tandis que le CDS s'est déjà déclaré favorable à un « oui » sans réserve et le Parti républicain à un « oui critique et conditionnel ».

L'ancien chef de l'Etat devait d'ailleurs se retrouver un peu seul à son rendez-vous avec

Védrine, qui était, pour sa part, l'invité de RMC, a estimé, dimanche : « Les Français comprendront que la question qui leur est posée répond à une demande précise des deux principales communautés du territoire, qui se tournent vers la nation française tout entière pour trouver en elle la garantie que, dans le passé, elles n'ont pas trouvée de façon suffisamment stable ».

M. Védrine a également insisté sur la différence existant entre le référendum du 6 novembre et les référendums antérieurs : « Naturellement, ils portaient sur une ques-

M. Chirac, les autres dirigeants de l'UDF étant « retenus en province en raison d'engagements pris de longue date ». Le président du RPR devrait être accompagné, pour sa part, de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Charles Pasqua, Edouard Balladur, mais aussi du secrétaire général du CNI, M. Yves Briant, partisan du « non ».

tion mais, comme on l'a dit souvent, derrière ces questions il y avait un engagement personnel. Ce n'est évidemment pas le cas pour le président de la République aujourd'hui. Réélu avec 54 % des voix, il n'a pas besoin, quelques mois après, de rechercher à travers un référendum une confirmation. Sa légitimité est entière et considérable ».

Parmi les dernières prises de position figurent celles de la Démocratie chrétienne, que préside M. Alfred Coste-Floret, qui appelle à l'abstention ou au vote blanc parce que

« l'objet de ce projet de loi référendaire est, dans l'immédiat, de réaliser une partition de fait de la Nouvelle-Calédonie et, à terme, de rendre possible la sécession d'un territoire de la République », et celle du Mouvement gaulliste populaire (MGP), dont le secrétaire général est M. Jean-Louis Delcourt, qui « approuve sans réserve » la démarche gouvernementale « digne de la grandeur de notre pays » et propose « à toutes les associations et personnalités gaullistes de se rassembler dans le cadre d'un comité national des gaullistes pour le « oui » à la Nouvelle-Calédonie ».

Après les incidents de samedi

Trente-neuf interpellations à Nouméa

Trente-neuf jeunes gens, parmi lesquels quatorze mineurs, ont été interpellés et gardés à vue, dimanche 9 octobre, à Nouméa, après les violents incidents survenus la veille au centre de la ville, au cours d'une braderie.

Le bilan de ces incidents fait état de quatre blessés, deux policiers et deux civils, d'une vingtaine de magasins mis à sac et d'une quinzaine de voitures endommagées ou incendiées.

C'est presque à une émeute que les policiers ont dû faire face à la suite d'une bagarre entre jeunes Wallisiens et Mélanésiens. Quand les policiers sont intervenus, vers 16 h 30, ils ont été pris à partie et ont subi des jets de pierres. Ils ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes et la bagarre a dégénéré en affrontements de rues. Plus

d'un millier de jeunes ont été refoulés vers les quartiers périphériques. Le toit de l'ancienne mairie a brûlé.

Commentant ces incidents, auxquels personne n'attribue un caractère politique, l'Agence kanake de presse (AKP, organe du FLNKS), souligne notamment : « Bravo l'été est une fête commerciale traditionnelle à Nouméa, et, chaque année, on la sait d'expérience, la fête s'achève, l'alcool et le cannabis aidant, par des bagarres et de la casse. Spectacle impressionnant que cette jeunesse ravie de se retrouver, de pouvoir jouer et remplir à elle seule le centre commercial d'une ville opulente où rien n'a été prévu pour elle et qui n'offre aucune perspective d'avenir que celle de consommer. Vision à rapprocher de celle des reportages télévisés du

même jour sur les émeutes suscitées par les jeunes Algériens, qui ne trouvent pas leur place dans une société en pleine évolution.

« Les événements de dimanche, une fois de plus, posent concrètement le problème de l'avenir des jeunes sur le territoire. Un avenir dont on parle dans tous les discours officiels, mais dont peu de responsables se soucient en réalité. Dénoncer les « voyous » et réprimer l'émeute, c'est une politique inquiétante dans un pays où 62 % de la population a moins de vingt ans, alors que, par ailleurs, l'échec scolaire est criant, que le budget du territoire ne consacre que 33 millions de francs CFP (1 815 000 FF) au soutien des actions socio-éducatives et que la commune de Nouméa n'a pas un seul équipement socioculturel pour les jeunes. »

Pan Am U.S. Super Price.*

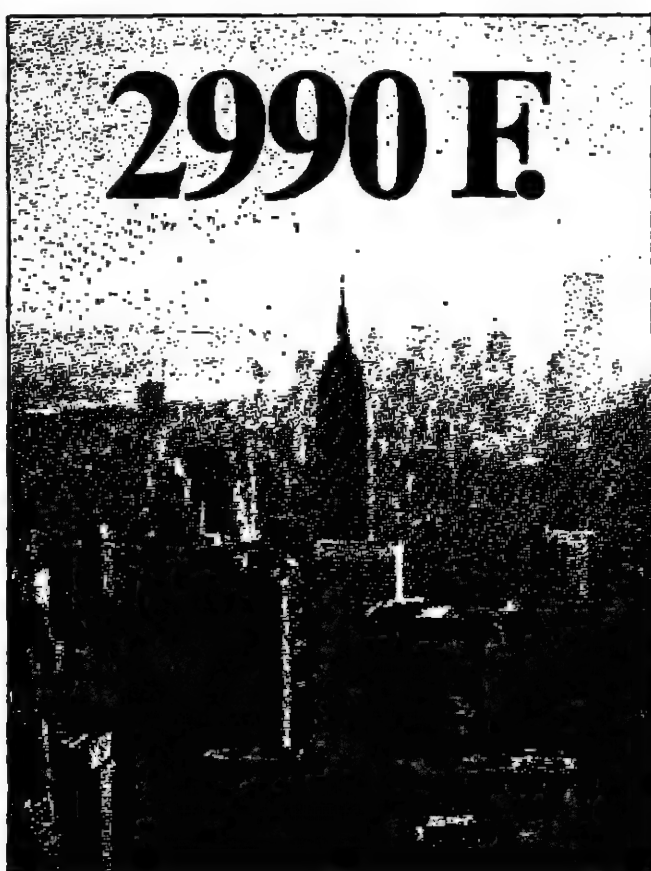
**Jamais Pan Am
ne vous a offert les U.S.A.
à de si petits prix.**

"Pan Am U.S. Super Price" est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. "Pan Am U.S. Super Price" est une offre spéciale qui s'étend du 15 octobre 1988 au 15 mars 1989 et qui vous permet de séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Prix aller/retour au départ de Paris en classe économique. Offre valable du 15 octobre au 15 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 15 mars 1989. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches. Aucun remboursement en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. *Super Prix Pan Am pour les U.S.A.



2990 F

New York	2990 F	Indianapolis	3800 F
Boston	2990 F	Norfolk	3800 F
Albany	3560 F	Raleigh/Durham	3800 F
Hartford/Springfield	3560 F	Atlanta	4125 F
Buffalo	3560 F	Austin	4125 F
Baltimore	3240 F	Dallas/Ft. Worth	4125 F
Cleveland	3560 F	Houston	4125 F
Cincinnati	3560 F	Miami	3990 F
Detroit	3560 F	Minn/St. Paul	4125 F
Philadelphia	3560 F	New Orleans	4125 F
Pittsburg	3560 F	Orlando	3990 F
Providence	3560 F	San Antonio	4125 F
Rochester	3560 F	Salt Lake City	4125 F
Syracuse	3560 F	Tampa/St. Pete	3990 F
Washington, DC	3240 F	Los Angeles	4590 F
Nashville	3800 F	San Diego	4590 F
Chicago	3800 F	San Francisco	4590 F
Charlotte	3800 F	Honolulu	5420 F

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

Société

Le voyage de Jean-Paul II dans l'Est de la France

L'Europe est appelée à une « nouvelle évangélisation »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Le bourdon de la vieille cathédrale et la clameur d'un stade. La prière et la mobilisation. Le voyage à Strasbourg a conduit le pape à la charnière de deux pays et de deux styles : le recatolisme, plutôt grave, d'auditoires volontairement limités et le rassemblement festif, et parfois bruyant, autour de l'« ami exilé », venu plaider en Alsace, haut lieu de la tradition chrétienne, une sorte de sursaut moral et de « nouvelle évangélisation » européenne.

Même si l'idée commence à être rebattue, jamais comme après cette fin de semaine, à Strasbourg, le programme de la « nouvelle évangélisation » selon Jean-Paul II n'était apparu aussi clairement. Au fil de ses interventions, on en voit les fondements politiques et philosophiques, ainsi que les intentions stratégiques.

La « nouvelle évangélisation » passe par un triple constat de crise : l'Europe est malade politiquement, spirituellement et moralement. Premier pape slave, issu d'un pays qui porte le poids historique des divisions de l'Europe, Jean-Paul II est sensible à la responsabilité de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis de l'autre partie du continent et du tiers-monde. Devant le Conseil de l'Europe, il a renouvelé ses appels à dépasser les antagonismes nationaux et à hâter le processus de réunification. Si sa visite aux institutions européennes de Strasbourg est conforme au soutien traditionnellement apporté par le Saint-Siège aux organisations supranationales, elle a, chez Jean-Paul II, une signification éthique distincte, sinon plus, que politique.

L'Europe divisée est un continent atterré. Si l'on en croit le pape, la foi chrétienne qui a jadis dans le Vieux Continent un rôle de ciment et de soubassement culturel, est aujourd'hui en voie d'épuisement ; le pessimisme de son homélie maternelle, dimanche au stade de la Meinau, a impressionné plus d'un témoin. Elle fut une sorte de méditation tragique sur l'homme européen dont le bien-être matériel, tel le jeune homme riche de l'Evangile, a obscurci « l'horizon de l'éternité et la perspective de Dieu ».

Même constat de déclin au plan moral. « L'enseignement de l'Eglise est ignoré », admet désormais Jean-Paul II, sur un ton presque désabusé. Soutenu par un public de jeunes entièrement à sa dévotion, samedi soir à la Meinau, le pape a renouvelé ses appels à propos de l'infidélité conjugale et des « mariages à l'essai ».

Réveil de la mémoire

La thérapie qu'il propose passe d'abord par une sorte de réveil de la mémoire collective des Européens. L'athéisme du Vieux Continent est pour lui surtout un athéisme de la mémoire. Que ce soit au Conseil de l'Europe, devant les jeunes de la Meinau, au milieu des juifs et des protestants, à l'Eglise Saint-Thomas, Jean-Paul II a mis en garde ses auditoires contre un mauvais usage de la liberté et de la prospérité matérielle. Il a aussi rappelé l'existence d'un patrimoine spirituel qui, avant ses divisions religieuses, politiques, idéologiques, avait donné son identité propre à l'Europe, ses premiers évangélistes, ses mis-

sionnaires, ses cathédrales, ses universités.

Les nouveaux mouvements spirituels qui, notamment autour du Renouveau charismatique, surgissent depuis une quinzaine d'années dans le catholicisme, sont le fer de lance de cette seconde évangélisation de l'Europe qu'entend conduire Jean-Paul II. Celui-ci leur a donné, samedi soir, à la Meinau, une nouvelle caution officielle. Certes, il n'a rien dit qui puisse apparaître comme une remise en cause de la stratégie missionnaire de l'Eglise de France, appuyée sur des mouvements d'action catholique spécialisés dans les divers milieux sociaux, mais les nouveaux groupes spirituels ont manifestement sa préférence : « *unissant la recherche spirituelle et l'action temporelle, ils offrent une synthèse catholique* », a souligné Jean-Paul II.

Mais qui sont ces nouveaux mouvements ? Ils étaient venus samedi soir d'Italie, d'Allemagne, voir d'Espagne, portant leurs banderoles (Communisme et Libération, Opus Dei, communautés néocatholiques), manifestant bruyamment leurs sentiments inconditionnels en faveur du pape.

La formule des rassemblements de jeunes qui, en 1980, avait emballé le Parc des Princes et, en 1986, dans une moindre mesure, le stade Gerland de Lyon, semble épuisée. S'agit-il d'en faire une sorte de tribune libre de jeunes devant le chef de l'Eglise catholique ou d'un rassemblement « autour et pour le pape » ?

Pas de contestation

Les jeunes délégués des aumôneries et des paroisses alsaciennes avaient voulu faire à la Meinau une sorte de fête de la parole et de la libre expression. « *Voyageurs de l'Evangile* », ont-ils dit à celui qu'ils appellent « Jean-Paul », « nous te demandons de la clarté, non de nous dicter des lois. Nous ne te demandons pas de commander ». Mais cette interpellation, de même que des allusions à la myologie de l'Eglise, à son engagement jugé timide du côté des pauvres et des opprimés, ont été systématiquement couvertes de sifflets et de huées par les représentants de ces nouveaux mouvements dont le pape devait faire l'apologie. Lui-même est apparu samedi plus crispé que lors de précédentes manifestations de ce genre en France et à l'étranger. Il est reparti sans faire le tour du stade.

Un virage est pris. La stratégie de la « nouvelle évangélisation », appuyée sur des mouvements et des projets repérés (comme celui qui a confirmé le pape de rassembler l'an prochain, à Saint-Jacques de Compostelle, en Espagne, toute la jeunesse catholique européenne) suppose le resserrement des rangs et la fin des contestations internes à l'Eglise.

Le style des voyages eux-mêmes est en train de changer. Ils sont destinés à assurer une meilleure visibilité du catholicisme dans la société. Mais les dialogues directs et restreints avec des groupes de laïcs, de prêtres, de religieux ne sont plus inscrits au programme du pape. L'Eglise américaine en avait déjà fait les frais l'an dernier : Mgr Brand, archevêque de Strasbourg, n'a pas hésité à dire au pape, samedi dans sa cathédrale : « *Beaucoup auraient voulu vous parler, dire ce qu'ils ont dans le cœur et parfois sur le cœur* ».

HENRI FINCO.

« L'homme ne sait plus donner »

Dans son homélie du dimanche 9 octobre, au stade de la Meinau, le pape a notamment déclaré : « *En Europe, continent chrétien, le sens moral s'affaiblit, le mot même de « commandement » est souvent récusé. Au nom de la liberté, les normes sont récusées, l'enseignement moral de l'Eglise est ignoré. Une liberté qui réjeterait les principes de la Parole de Dieu et les lignes de conduite précises par l'Eglise serait incapable de fonder son action sur des valeurs morales incontestables.* »

« *Les disciples du Christ aujourd'hui ne peuvent ignorer les commandements, quand il s'agit des exigences essentielles de la pureté et de la fidélité de l'amour conjugal, du respect de la vie, de la justice et du partage fraternel, de l'occulté de l'évangile, du refus de toute haine et de tout mensonge, de la solidarité concrète avec les pauvres et ceux qui souffrent.* »

Comme le Christ demande au jeune homme riche de renoncer à tous ses biens et de s'engager à sa suite, Jean-Paul II lance un appel aux vocations sacerdotales et religieuses, « pour les missions de

l'Eglise locale ou pour les missions lointaines ». Mais, dit l'Evangile : « *Le jeune homme s'en alla tout triste, car il avait de grands biens* ». Jean-Paul II fait alors la comparaison avec l'homme aujourd'hui en Europe : « *Lui aussi a de grands biens, dit-il. Il a des biens matériels plus abondants que pour beaucoup de ses frères dans le monde. Il s'y attache et emploie beaucoup de ses forces à les augmenter. (...) Il a les biens du savoir, il croit à la vérité et il reste sourd à la sagesse de Dieu qui dit la vérité de l'homme. Il a les biens de son pouvoir, il domine ou il dédaigne ses semblables, au lieu d'être à leur service, à la suite du Christ. L'homme se garde pour lui-même et il ne sait plus donner. Comme le jeune homme de l'Evangile, il reste triste, car au fond il est seul.* »

L'antisémitisme n'a aucune justification

Recevant l'archevêché de Strasbourg, dimanche soir, une délégation de la communauté juive de la ville, Jean-Paul II a souligné que

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Il y a des moments de réconciliation dans un voyage papal. Des moments libres, trop rares, où on laisse fuir les secondes sans compter, des instants gracieux et glorieux, où l'automne a des airs indiens qui invitent à l'escapade. Dimanche après-midi, avec le sentiment probable de faire messe buissonnière, Jean-Paul II et sa suite ont donc cédé au plaisir d'une promenade sur le Rhin, à bord du Strasbourg, un bon gros bateau-mouche transformé pour l'occasion en « papamobile » amphibie, tout orné de jaune et blanc, les couleurs du Vatican.

Qu'était venu chercher là le pape, sinon le plaisir de glisser sur les eaux grises d'un fleuve romantique mais aussi industrieux et de souligner d'un clin d'œil le message européen répété sans cesse depuis son arrivée en Alsace ? La beauté du geste fut de prononcer des mots de paix, aussitôt arrachés, aspirés et amplifiés par le vent, entre les rives allemande et française. Une balade-symbole d'une demi-heure, un très bel enchantement, qui finit pourtant assez tristement dans le port autonome de Strasbourg, sur la quai Adrien-Weirich, devant quelque trois mille malheureux fidèles. Autant dire une misère, à l'aune des rassemblements habituels. Autant dire un sérieux désappointement pour les organisateurs et une déception pour Jean-Paul II et la poignée de cardinaux attachés à ses pas, découvrant, du haut d'un podium quasi pharaonique, un paysage de continents et de « silos à pétrole » aux trois quarts déserts.

Les scouts d'Europe et leurs drapés agités avec vigueur, des jeunes italiens brandissant leurs gilets, rien n'a pu y faire. La faveur n'était pas en leur faveur mais les Strasbourgeois bien absents. Comme si la surveillance de la sécurité policière avait finalement décidé les fidèles à communier

Méditation sur le Rhin

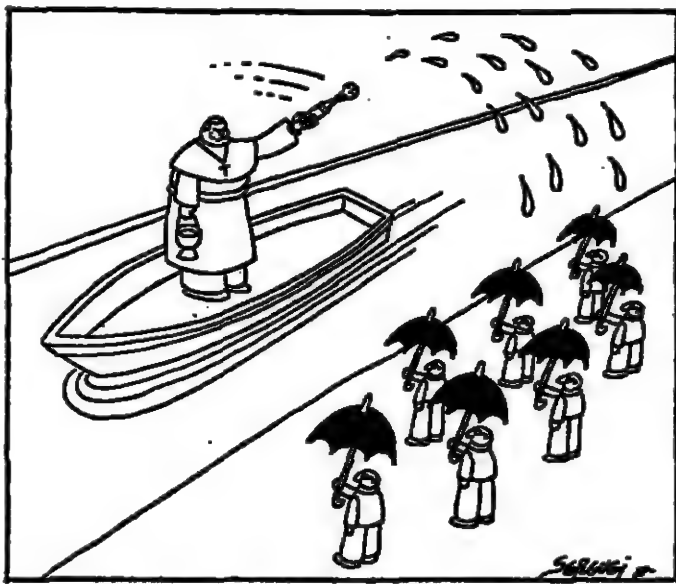
avec le pape... derrière leurs téléviseurs, pèlerins en chaussons.

Les clameurs du stade

Rien à voir avec ce peuple de jeunes exubérants attirés samedi soir au stade de la Meinau, pour une fête grandiose et déchirante, superbe et émotionnelle. Ils étaient

rien au hasard, pas même le péplum. Un énorme mastodonte gonflé de vent et posé sur la pelouse du stade, tout droit sorti d'un scénario de Chaplin, avait ici le simplisme et l'efficacité d'un accessoire génial.

Le pape fut lui-même. C'est-à-dire étonnant et concentré, dans le rôle de l'« ami exilé ». Les jeunes voulaient parler de l'amour,



quarante mille venus d'Europe, quarante mille à crier « Vive le pape ! » en agitant des foulards, quarante mille à tanguer une bonne heure. Ils venaient en fortes légions saluer Jean-Paul II le conquérant, Jean-Paul II l'évangéliste, acclamé, sur fond de trompes, comme un empereur victorieux. Rome n'était pas loin.

A-t-on tout dit sur ces spectacles saisissants ? Assurément non. Car les jeunes viennent s'y enivrer de religion, dopés par leurs chants et leurs prières, électrisés par leur foi et une scénographie ne laissant

de la cohabitation juvénile et du divorce ? Eh bien, soit ! « *Mus amis, de même qu'on ne peut vivre seulement à l'essai, ni mourir à l'essai, on ne peut aimer vraiment à l'essai* », lança-t-il. Ce fut un triomphe, un délire. « *L'autre doit être aimé pour lui-même, pas comme un objet de plaisir* ». Le stade, à ce moment, glissait en pâmoison.

Car, samedi soir, le pape fut la star recommançée, celle qu'il incarne au parc des Princes en 1980 et au stade Gerland en 1986. Un pape école, un « Vert »

en somme, si près de la terre allemande : « *Votre génération ne comprend pas que l'on détruise la nature, qu'on le pollue de façon insensée, qu'on le souille, que l'on brise son harmonie : vous avez raison.* » Un pape que l'on croit parce qu'il y croit et dédénche des ovations sans fin lorsqu'il proclame : « *Je donne aux jeunes l'assurance que l'Eglise les aime, comme le Christ les aime, vous devez le croire, vous devez en être sûrs : le Christ vous aime.* » Un pape en méditation constante.

Il faut le voir, la tête plongée dans ses mains, le corps parti dans un doux vagabondage, les lèvres murmurant des mots anciens. Ce n'est qu'une mince silhouette blanche, là-bas, au fond de la cathédrale de Strasbourg, samedi, ou au stade de la Meinau, dimanche. Mais qui doute de sa prière et qui sait, comme lui, si naturellement priant en direct, sous l'œil éternel et bouillonnant des caméras ?

Il prie, tendu, et profite de la moindre des brèves — dans sa « papamobile », entre deux allocutions — pour refaire ses forces par la prière, lui dont la fatigue se lit trop souvent sur ses traits. Il prie, rayonnant, comme en compagnie de la centaine d'évêques, de sœurs-mères et de handicaps rencontrés dimanche matin au centre Louis-Braillia. Il prie et sourit en regardant un petit bonhomme de quatre ans, échappé des bras de son éducatrice, gambader et s'amuser à ses pieds, avec une grosse bille, au mépris de l'étiquette vaticane.

Car la spontanéité, à Strasbourg, est dosée, retenue, presque incongrue, au point de paraître impraticable, sous la pression conjuguée des impératifs de sécurité et de l'encastrement programmé des « prestations ». Sans doute, faut-il chercher là une partie des causes de l'accueil somme toute bien fâcheux, à l'exception des deux rassemblements du stade de la Meinau, que les Alsaciens ont pour l'instant réservé à Jean-Paul II.

LAURENT GRELSAMER.

Une visite aux protestants

Quand les armées de Louvois en 1658 reprirent la cathédrale de Strasbourg aux protestants qui l'occupaient depuis 1529, ceux-ci purent en échange librement disposer de l'Eglise Saint-Thomas, située près de la « petite France », dans la vieille ville. Son architecture à cinq neufs de hauteur égale est curieuse. Pour tous les Strasbourgeois est restée son surnom de « cathédrale protestante ».

Dans cette église, en présence de plusieurs centaines de pasteurs, en robe noire à rabat blanc, et de responsables de conseil de paroisse, Jean-Paul II a fait son entrée dimanche soir 9 octobre. Visite historique : c'était la première fois en France qu'il franchissait le seuil d'un temple protestant. Il l'avait seulement fait, en 1983, pour l'année Luther, à Rome et à Vienne.

Avant même que soit connue la date de sa visite, les deux grandes Eglises d'Alsace et de Lorraine (l'Eglise luthérienne de la Confession d'Augsbourg et l'Eglise réformée) qui regroupent environ trois cent mille fidèles, avaient invité le pape à se rendre à l'Eglise Saint-Thomas pour participer à un « culte ». Après des tractations avec le Vatican, le « culte » n'était plus

dimanche soir qu'une « prière commune ».

Qu'importe les mots, l'eucharistie mise à part, la liturgie habituelle du dimanche fut bien célébrée en présence du pape. Sobre, dépouillée, rythmée sur fond d'orgue par le chant des psaumes, la confession, l'absolution, la collecte, les lectures bibliques et la prédication, cette cérémonie de près de deux heures fut peut-être la plus étonnante du séjour de Jean-Paul II à Strasbourg.

Unis par un « lien fondamental »

Qui plus est, on n'échangea pas que des politesses. Le pape fut accueilli — ce qui n'est pas banal — par une femme, M^{lle} Thérèse Klipfel, ancienne présidente de l'Eglise réformée. Quant à M. Michel Hofel, président de l'Eglise luthérienne (très nettement majoritaire en Alsace), il n'a pas craint d'aborder la question controversée de l'« intercommunion eucharistique ». Les aspects de son texte avaient été gommés à la suite d'une intervention du Vatican. Même récrimination, le pasteur Hofel n'en a pas moins été d'« exigeant » par le pape, qui a évoqué l'« impatience » des protestants.

Un « lien fondamental » unit catholiques et protestants, celui du baptême, rappelle M. Michel Hofel. Leur impossibilité de célébrer ensemble l'eucharistie tient moins à la nature du sacrement qu'à la qualité du célébrant. C'est donc bien la question des ministères dans l'Eglise, sur lequel bute le dialogue entre catholiques et protestants, que pose devant le pape le pasteur luthérien.

La réponse du pape fut plus convenue. Jean-Paul II a évoqué « la tentation qu'ont aujourd'hui les Eglises chrétiennes de se replier sur elles-mêmes et de vouloir ainsi la marche vers l'unité ». Mais pour ajouter : « *L'Eglise catholique croit que la célébration eucharistique constitue une profession de foi en acte et qu'un accord complet dans la foi est le présupposé d'une célébration eucharistique commune qui soit réellement fidèle et vraie.* »

Cette cérémonie s'est conclue dans la bonne humeur, Jean-Paul II voulant s'assurer que le nom de saint Thomas donné à ce temple était bien celui de l'apôtre, et non celui de Thomas d'Aquin... dont la théologie avait été battue en brèche par Martin Luther.

H. T.

REPÈRES

Aviation

Cent mille spectateurs à l'anniversaire de la Patrouille de France

Sur la base aérienne de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), près de cent mille personnes ont assisté, dimanche 9 octobre, au trentecinquantième anniversaire de la Patrouille de France, qui coïncidait avec le vingtième anniversaire de l'équipe de vol de l'armée de l'air et avec le quinzième anniversaire de l'équipe Phénix de parachutisme et de vol à voile. A cette occasion, l'équipe italienne Les Fiches tricolores, réduite à six avions depuis le tragique accident de Remsen, il y a une quarantaine de jours, était présente à Salon-de-Provence, mais sa prestation s'est limitée à un passage sans acrobatie.

Espace

Vol mixte germano-soviétique

Un cosmonaute ouest-allemand devrait bientôt voler à bord de la station orbitale soviétique Mir. Cette proposition de vol, selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, devrait faire l'objet d'un accord de coopération que pourrait signer le chancelier Helmut Kohl lors de son voyage en Union soviétique prévu du 24 au 27 octobre. Ce projet confirme l'ouverture des vols spatiaux soviétiques aux cosmonautes occidentaux français, britannique et autrichien. Le Français Jean-Loup Chrétien devrait d'ailleurs participer à un vol d'ici à la fin de l'année.

Paris

Pas de visites à la tour Eiffel

Les quatre-vingt quatre titulaires, mécaiciens et cuisiniers de la tour Eiffel sont en grève depuis samedi 8 octobre, et, pour des raisons de sécurité, ils ont fermé les accès à la tour. Employés par la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel, ils réclament une augmentation de salaire de 2,94 francs actuellement. Les deux syndicats, FO et CGT, qui ont lancé cet appel à la grève font valoir que pour percevoir

une rémunération correcte les agents doivent travailler près de cinquante heures par semaine. La tour Eiffel reçoit chaque année 4,5 millions de visiteurs qui paient de 12 à 44 francs selon l'âge.

Médecine

Le suicide du découvreur du virus de la poliomyélite

Le docteur Frank Gollan, soixante-dix-huit ans, qui le premier avait isolé le virus de la poliomyélite et mis au point le premier vaccin pour l'homme, est mort, le 8 octobre, à son domicile de Miami (Floride) la semaine dernière. Andy Gollan, le fils du chercheur, a indiqué que son père avait laissé une lettre expliquant qu'il lui et sa femme ne supportaient plus la détérioration de leur santé. Enfant, Frank Gollan avait été atteint de la polio.

Après avoir fui la Tchécoslovaquie sous le joug nazi, il avait gagné les Etats-Unis, pays où il avait pu se consacrer à des recherches sur cette maladie dès l'obtention de son diplôme de médecine en 1939.

SIDA

Les Africains font monter les statistiques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de recenser 8 000 nouveaux cas de SIDA en septembre, ce qui porte à 119 818 le nombre de cas officiellement déclarés dans 177 pays. L'augmentation sensible du nombre de cas notifiés (3 000 cas de plus en août) s'explique par l'actualisation des chiffres fournis par certains pays africains et par les 2 200 cas nouveaux recensés par les Etats-Unis (où 84 893 cas ont été dénombrés).

D'autre part, les autorités soviétiques viennent, pour la première fois, de reconnaître que le décès d'une de leurs ressortissantes, une jeune femme enceinte et âgée de vingt-neuf ans, était dû au SIDA.

A Prague, un homosexuel, porteur du virus du SIDA, a été condamné à trois ans de prison ferme pour avoir continué à avoir des relations sexuelles non protégées avec des dizaines de partenaires différents.

Société

MÉDECINE

Insatisfaites des propositions gouvernementales

Les infirmières à nouveau en grève

Les négociations entre le ministre de la Santé, M. Claude Evain, et les syndicats CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, représentant les infirmières, devaient reprendre, lundi 10 octobre, dans un contexte social tendu. La coordination nationale des infirmières a en effet décidé un mouvement de grève reconductible dès lundi, et cela jusqu'au 13 octobre. Elle appelle ce jour-là à une manifestation nationale qui partira à 11 heures de la Bastille et se dirigera vers le ministère de la Santé. Les syndicats ont décidé aussi différents mouvements de grève dont le point fort sera le jeudi 13 avec, également, une manifestation nationale.

Le président de la République, qui avait déjà montré le 26 septembre à Villejuif son intérêt pour la situation du personnel infirmier (le Monde daté 25-26 septembre), a choisi d'intervenir à nouveau (voir ci-contre). « Il faut rendre justice aux infirmières », a-t-il affirmé répondant indirectement à la coordination qui l'avait interpellé le 7 octobre. Mais il a surtout expliqué qu'« aucun budget national ne peut absorber en une seule fois de telles revendications ». En parlant ainsi aux infirmières, M. Mitterrand a manifesté à nouveau toute sa compréhension pour ces hommes et ces femmes qui ont été négligés pendant des décennies. Implicitement, il en appelle à leur sagesse pour qu'ils comprennent qu'il leur faudra accepter une planification établie. Celle-ci sera mise en place, et il y verra personnellement.

Ces mots apaisent-ils la colère des infirmières ? Il serait hasardeux de se prononcer aujourd'hui, tant ce mouvement infirmier émane, depuis son origine, tout le monde. Les syndicats en premier, qui n'ont pas vu le mouvement éclater, mais aussi l'extrême gauche, et plus particulièrement la Ligue communiste révolutionnaire. Ses militants, fortement implantés au sein de la CFDT d'Ile-de-France (en dissension avec la CFDT sarr) essaient vainement depuis l'origine de diriger cette contestation trop fortement corporatiste et « apolitique » à leur goût. Tout juste parviennent-ils à ordonner le mouvement, à éviter sa récupération par une CGT offensive, et à limiter les rejets trop prononcés vis-à-vis d'autres professions de santé, comme on l'a vu samedi 8 octobre à la Sorbonne.

Samedi, en effet, la coordination Ile-de-France avait appelé tous les hôpitaux privés et publics à envoyer des délégations à Paris pour créer une coordination nationale. Les représentants de près de quatre cents établissements (répartis dans

soixante-huit villes de France) ont souligné les disparités de la mobilisation entre les régions mais aussi entre le public et le privé où les menaces de sanctions ont été souvent brandies à l'encontre des infirmières grévistes. Les débats, sages dans leur ensemble, ont montré une assemblée principalement soucieuse d'organiser son mouvement de protestation et de s'en tenir à une plateforme de revendication proprement infirmière. Le syndicat CGT, dont on attendait une grande offensive, avait choisi de jouer le jeu de la base. Et, les quelques gauchistes qui tentèrent d'élargir le mouvement à une contestation globale du gouvernement firent un « flop » complet.

Catégoriel dès le début, le mouvement infirmier, mais par une population féminine à plus de 80 %, faiblement syndiquée et associée, semble vouloir le rester.

Au grand dam d'ailleurs de plusieurs membres du bureau qui voient naître déjà dans les hôpitaux de vives oppositions entre les différentes catégories paramédicales. Mais les interventions visant à mieux prendre en considération les autres professions se sont heurtées à une forte opposition.

Il a fallu toute la diplomatie d'un des membres du bureau pour faire voter à la quasi-unanimité la création d'un comité de liaison qui sera chargé de contacter les autres coordinations (anesthésistes, aides-soignants, personnel de santé) afin d'examiner d'éventuelles actions communes. Dès à présent, ces trois coordinations ont fait savoir qu'elles avaient décidé un mouvement de grève et une manifestation nationale également le jeudi 13 octobre.

— CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le président de la République en Charente

M. Mitterrand « comprend » mais demande du temps

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Charente)
de notre envoyé spécial

« La colère est là. Comment ne pas la comprendre ? Mais il faut comprendre en revanche qu'il faut justifier que soit un mouvement pour le pouvoir d'achat, le temps de vivre, la dignité, on ne peut pas demander à un gouvernement de réparer en quelques mois ce qui n'a pas été fait pendant des décennies. » M. Mitterrand a évoqué en ces termes le conflit des infirmières, dimanche 9 octobre, à la mairie de Saint-Jean-d'Angély, où il a été reçu fort aimablement par le maire RPR, M. Yvan de Limur, en présence des parlementaires (UDF, RPR, PS, toutes tendances confondues) du département.

Le président de la République qui « comprend » les infirmières mais leur demande aussi d'entendre raison, remarque qu'elles ont été « délaissées pendant des décennies d'années », qu'elles sont « assaillies de travaux déraisonnables » et qu'elles ne disposent que d'un « statut misérable ». La révalorisation de leur condition exige, ajoute-t-il, « un plan de quelques années ». « Encore faudrait-il », a remarqué M. Mitterrand, que le plan soit mis en place. « C'est la responsabilité du gouvernement. J'y veillerai ».

En présence de la « troupe » des préfets, sous-préfets et parlemen-

taires, c'est-à-dire, selon sa formule, de « l'ensemble des officialités ». M. Mitterrand a évoqué, comme il avait coutume de le faire avant sa réélection, la « troisième révolution industrielle », et le retard pris par la France. Il a insisté sur la « nécessité de transformer de l'intérieur notre industrie ». « C'est surtout aux chefs d'entreprise de le faire », a-t-il dit. Il a apporté à l'Etat de mettre à leur disposition les moyens de se développer.

Le président de la République pense à la lutte contre l'inflation et souligne qu'il existe, à chaque retour de la croissance, « une tendance à relâcher l'effort ». Il insiste sur le fait que les résultats obtenus l'ont été grâce à « un effort collectif national ». Il pense aussi à la formation, à l'éducation, à la recherche pour lesquelles l'Etat « ne lésinera pas ».

Après avoir, le maire RPR de la ville, puisant ses citations dans la Paille et le Grain et Ma part de France, évoqué la « Mitterrand », M. Mitterrand a réservé au chef de l'Etat un accueil « républicain ». « Vous êtes ici chez vous », lui a-t-il dit en remerciant, notamment, M. Mitterrand est originaire de Saintonge (il est né à Jarnac, Charente-Maritime). M. Mitterrand a inauguré les travaux de restauration de l'abbaye royale de Saint-Jean-d'Angély, puis ceux de l'abbaye aux Dames-de-Saintes.

J.-Y.L.

JUSTICE

La situation est redevenue normale dans les prisons

Depuis dimanche 9 octobre, vers midi, la reprise du travail est effective dans l'ensemble des maisons d'arrêt, centres pénitentiaires et centrales affectées par le mouvement de grève qu'avaient commencé à la fin du mois de septembre. En effet, après la signature de l'accord passé dans la nuit du 7 au 8 octobre entre M. Gilbert Bommerehne, ministre délégué par le garde des sceaux, et l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de l'Union générale des syndicats pénitentiaires (UGSP) (le Monde daté 9-10 octobre).

EN BREF

● La chambre d'accusation de Nîmes confirme la mise en liberté de Guy Portail. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes (Gard) a confirmé, vendredi 7 octobre, l'ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction en faveur de Guy Portail, un cafetier de Saint-Ambroix (Gard) qui avait, le 17 août dernier, tué un jeune client, Olivier Messaoudi, à coups de fusil. Le parquet avait fait appel de la décision du magistrat instructeur, qui, le 16 septembre, avait remis en liberté Guy Portail, inculpé de coups et blessures avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner (le Monde daté 2-3 octobre).

● RECTIFICATIF. — Plusieurs erreurs doivent être relevées dans la relation du renvoi du proche des accusés de l'assassinat de Georges Besse devant la cour d'assises de Paris (le Monde daté 9-10 octobre). Ce n'est pas sur l'article 289 du code de procédure pénale que le président a fondé son ordonnance, mais sur l'article 287. Ce texte ne lui donne pas la possibilité de renvoi « soit d'office sur réquisitions du ministère public », mais « soit d'office, soit sur réquisitions du ministère public ». Enfin, le président Versini ne s'est pas livré « à une explication sans motif de sa décision » mais « à une explication des motifs de sa décision ».

bre), les réticences qui demeuraient dans certains établissements où « la base » avait, sur le coup, exprimé des réserves, ont été surmontées.

Même si toutes les revendications des gardiens de prison n'ont pu être satisfaites, notamment un abaissement de l'âge de la retraite à cinquante ans, on pouvait constater, à la fin de la journée du 9 octobre, le retour à un fonctionnement pratiquement normal des établissements. Les derniers à répondre finalement de façon positive à l'appel à la reprise du travail auront été les surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, qui avaient été les premiers à manifester leur mécontentement et, un peu avant eux, leurs collègues des maisons d'arrêt de Douai et de Loos-la-Lille (Nord) et de la Santé à Paris, c'est-à-dire les prisons où le mouvement avait été le plus suivi.

Les inculpés placés sous mandat de dépôt depuis le début de la grève

qui avait dû être écorchés provisoirement dans des commissariats de police, des gendarmeries ou des « dépôts » des palais de justice, ont pu être acheminés vers les établissements où normalement ils auraient dû être détenus provisoirement.

Tandis que M. Pierre Arrighi, ministre de la justice, se félicitait, dès le samedi 8 octobre, de la fin d'un « bonhôte terminé », sans cesse », l'Union générale des syndicats pénitentiaires (UGSP), qui a refusé de signer l'accord, affirmait dans un communiqué que « la colère, l'amertume et le désarroi dominent les réactions des personnels pénitentiaires qui ont le sentiment d'avoir été trahis à la sauve », par les autres syndicats. L'UGSP « a donc décidé d'organiser, pendant toute la semaine, dans tous les établissements pénitentiaires (...) un vote à bulletin secret sous le contrôle des personnels qui dira si le protocole d'accord devait ou non être signé ».

CORRESPONDANCE

Honneur et déshonneur de la police

Après l'article relatant les menaces anonymes portées contre le juge Hovav chargé de l'instruction du dossier Jobic (le Monde du 29 septembre), un de nos lecteurs, policier parisien qui tient à garder l'anonymat, proteste contre l'emploi du sigle « Honneur de la police » par un groupuscule qui fait « le déshonneur de la police ». Il précise :

« Honneur de la police », pour ceux qui s'en souviennent, fut avant tout un réseau de la Résistance intérieure française créé en 1942 par le commissaire Edmond Dubent, chef des services techniques à la préfecture de police de Paris.

Ce dernier appela les policiers parisiens à la rejoindre dans la clandestinité et tira son premier struct dans le 12^e arrondissement

« Honneur de la Police ». Le 28 décembre 1943, à la brasserie Zimare, place du Châtelet, la police allemande tendait une souricière, lors d'une réunion des dirigeants de ce réseau, qui se trouvait ainsi décapité.

« Déporté en Allemagne, le commissaire Dubent devait décider en mars 1945 au camp de Nordhausen. Une salle d'honneur à la préfecture de police porte aujourd'hui son nom.

« Respectons nos morts en faisant ainsi la distinction avec ceux qui, aujourd'hui, ont repris à mauvais escient cette étiquette, et utilisent les procédés d'hier des lettres anonymes, dont nos combattants de l'ombre furent souvent les victimes à cette époque troublée. »

FAITS DIVERS

La lutte contre les incendies de forêts

Les premiers bilans pour l'été 1988 font apparaître une diminution des surfaces brûlées

Les pluies d'orage qui se sont abattues sur le midi de la France au début du mois d'octobre ont écarté les risques de feux de forêts qui subsistaient encore pour la période d'arrière-saison sur le continent. Bien que la sécheresse persiste toujours en Corse où d'importants moyens aériens, cinq Canadairs et deux trackers, ont été maintenus, on peut penser que le bilan de la lutte contre les incendies de forêts ne devrait plus être

sensiblement modifié d'ici à la fin de la campagne 1988. A la date du 5 octobre, 4 561 hectares seulement ont été détruits (1) pour 3 689 feux, soit une moyenne de 1,236 hectares par feu. Ce résultat est le meilleur enregistré à la même date depuis que l'on dispose de statistiques concernant l'ensemble des départements du Sud-Est, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans.

MARSEILLE
De notre correspondant régional.

Comme le laissait prévoir le premier bilan de la saison d'été (le Monde daté 28-29 août), le précédent « record » établi dans la lutte contre les incendies de forêts en 1972 — 6 000 hectares détruits au total dans l'année — sera très vraisemblablement battu en 1988.

A la date du 5 octobre 1987, 10 538 hectares avaient été brûlés, contre plus de 49 000 en 1986, 55 000 en 1985 et près de 61 000 en 1982. Sur les 4 561 hectares détruits depuis le début de 1988, moins de la moitié (2 252 hectares) l'ont été sur le continent, dont 755 dans les Alpes-Maritimes, et 369 dans le Var, au lieu de 4 191 en 1987, et plus du tiers — 1 647 hectares — dans le seul département de Haute-Corse. Ces chiffres sont d'autant plus démonstratifs que le nombre de feux (3 689) a été du même ordre que les années précédentes. Les conditions météorologiques, bien que plus favorables au printemps et au début de l'été, ont été également

comparables avec 630 journées de risques très élevés contre 362 seulement en 1987. Les résultats obtenus ne relèvent donc pas d'un concours de circonstances heureuses mais sont directement liés à l'efficacité des moyens et des méthodes mis en œuvre par l'Etat, les départements et les communes, avec l'aide souvent précieuse d'organisations bénévoles.

« L'anticipation a été payante »

« L'anticipation dans la lutte contre les feux de forêts a été payante », constate le colonel Jackie Cavallin, directeur intermédiaire du centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC). Elle a été une véritable dynamique tant dans la gestion des moyens que dans la participation des intervenants sur le terrain.

Cette nouvelle stratégie a consisté d'une part à placer la forêt sous haute surveillance et à permettre une détection rapide des feux ; d'autre part, à limiter les destructions par un emploi plus rapide et

plus intensif des moyens aériens. Le nombre d'heures de vol des avions et hélicoptères bombardiers d'eau n'a pas augmenté pour autant puisqu'il a été de 3 379 heures en 1988, y compris celles concernant les missions de reconnaissance à vue, contre 4 082 en 1982 et 4 580 en 1986. De même, les statistiques démontrent que si l'on a utilisé dix fois plus de produits retardants à l'hectare en 1988 (1 240 tonnes, contre 2 046 en 1986), il y a eu onze fois moins de surface brûlée cette année qu'il y a deux ans. Sur ce point au moins, le bilan économique ne prête donc pas à discussion. Il reste à confirmer dans l'avenir un succès qui par la nature même du phénomène des incendies de forêts n'est jamais acquis définitivement.

GUY PORTE.

(1) Les sapeurs-pompiers préfèrent parler de surface « parcourue par le feu », différente de celles qui sont en définitive prises en compte — toujours en diminution de 10 % à 15 % — après une estimation plus fine effectuée par les services de l'Office national des forêts.

Samedi et dimanche

Quatre attentats au Pays basque français

BAYONNE
de notre correspondant

Plusieurs attentats, faisant uniquement des dégâts matériels, ont eu lieu au Pays basque français au cours du week-end.

Les deux plus importants ont été commis dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 octobre. Le premier contre le bureau de poste d'Hasparren (Pyrénées-Atlantiques). Toutes les vitrines des magasins situés à proximité ont volé en éclats sous l'effet d'un engin explosif composé d'une bouteille de gaz activée par un détonateur à retardement. Le sigle « IK » dans un cercle pour Iparratarrak (organisation clandestine autonomiste basque) a été tracé à la peinture sur le mur de la poste.

Le deuxième a eu lieu à peu près à la même heure. Un engin comparable à celui d'Hasparren a soulevé l'entrée et deux bureaux de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) de Bayonne.

Dans la nuit de samedi à dimanche déjà, des cocktails Molotov avaient été jetés contre un garage de la police à Bayonne et contre la perception d'Anglet provoquant des dégâts insignifiants.

Seul l'attentat d'Hasparren a été « signé ». Pour les trois autres, aucune revendication n'avait été formulée lundi en fin de matinée.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

A Paris

Un malfaiteur présumé, tué par un policier après une course poursuite

L'Inspection générale des services (IGS), la « police des policiers » parisienne, a été saisie après le décès d'un malfaiteur présumé, mortellement blessé par un policier, dimanche soir 9 octobre à Paris. Les faits se sont déroulés vers 22 heures, place de la Chapelle (18^e). L'affaire eut pour origine un « appel 17 » (Police secours), signalant un cambriolage. Arrivé sur les lieux, l'officier de paix de l'équipage de policiers en tenue devait engager une course poursuite avec le malfaiteur présumé.

Selon l'officier — qui était en uniforme, l'homme, toujours pas identifié lundi matin 10 octobre, a été tué par la direction d'un pistolet qui, par la suite, devait se révéler être un pistolet à grenaille. L'officier de paix a tiré. Grièvement blessé au thorax, le malfaiteur présumé devait succomber environ une demi-heure plus tard. Selon la police, il transportait un sac contenant des bijoux volés.

Pour la section criminelle du parquet de Paris et la préfecture de police, il s'agit « apparemment d'un

cas de légitime défense ». L'IGS a été chargée de s'en assurer. « J'ai entendu trois coups de feu, a déclaré à l'AFP un médecin habitant place de la Chapelle. Après avoir appelé les pompiers, je suis immédiatement descendu porter secours au blessé. Quand je suis arrivé, il y avait seulement une voiture-break de la police. J'étais seul dans la rue avec un policier qui disait : « La con, il avait un pistolet d'alarme. »

Reservée aux jeunes 15-25 ans, une rencontre exceptionnelle :

LE MARATHON DE L'ENTREPRISE

19 et 20 octobre (9 h - 17 h)

au C.N.A.M., 292, rue St-Martin, 75003 PARIS

— Entrée libre —

Les mutations de l'entreprise France/Europe, présentées de façon vivante par 20 chefs d'entreprise, experts et journalistes.

Organisée par les EDITIONS AUTREMENT 47.70.12.50

A Clermont-Ferrand

L'auteur présumé du viol de Ludvine a avoué cinq autres agressions contre des fillettes

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Après l'arrestation, vendredi 7 octobre, de Robert Delcupe, qui a avoué être le meurtrier de Ludvine Passet, neuf ans, assassinée le 28 septembre à Clermont-Ferrand (le Monde daté 9-10 octobre), il s'est confié que le meurtrier avait commis, fin 1987 et début 1988, d'autres agressions d'ordre sexuel sur des fillettes.

Robert Delcupe, vingt-deux ans, sans profession ni domicile fixe, petit délinquant occasionnel, dont, selon les enquêteurs, le « niveau intellectuel est très bas », a, en effet, avoué être l'auteur de cinq autres agressions contre des fillettes âgées de neuf à dix ans.

Très indirectement, ce sont ces agressions antérieures qui l'ont perdu, puisqu'il a été reconnu grâce à un portrait-robot établi sur les indications de ses petites victimes. Il a été identifié, à partir du même portrait-robot, par un policier du SRPJ de Clermont-Ferrand qui l'avait entendu en décembre 1987 dans le cadre d'une enquête sur une attaque à main armée.

Depuis que ces détails sont connus, une question commence à se poser à Clermont-Ferrand : si le travail très efficace des policiers clermontois (SRPJ et Sûreté urbaine confondus) a permis d'identifier le meurtrier, d'aucuns se demandent aujourd'hui pourquoi certaines dispositions n'avaient pas été prises alors que, depuis la fin de l'année, on savait qu'un déséquilibré agressait des fillettes dans la ville selon un scénario invariable (quatre plaintes avaient été déposées à l'époque).

JEAN-PIERRE ROUGER.

Gérard Gili calme le jeu

هكذا من الأصل

Communication

Les négociations pour la commercialisation du satellite

TF1 et Canal Plus sur les rangs de TDF 1

En fixant, le mercredi 31 août, un délai d'un mois pour régler les problèmes du satellite TDF1, et notamment la constitution d'un « bouquet » de programmes attractifs, le premier ministre, M. Michel Rocard, traçait un cadre très serré, trop sans doute. Le lancement du satellite ayant entre-temps été retardé au 27 octobre (le Monde du 20 septembre), les négociations qui se poursuivent avec les candidats potentiels bénéficient de fait d'un « moratoire » : un délai qui n'est pas inutile tant les problèmes à régler sont nombreux, alors que la grève de l'audiovisuel a dispersé les énergies.

En principe, deux des canaux de télévision du satellite doivent être occupés par la SEPT (qui devrait s'ouvrir à des partenaires allemands, selon un accord-cadre signé par M. Jack Lang à Stuttgart le 28 septembre) et par une chaîne publique allemande.

Plusieurs projets thématiques, dont certains payants à terme, se disputent les trois canaux restants. La Générale des Eaux souhaiterait par exemple diffuser sa chaîne TV-Sport, version française de la chaîne britannique Screen-Sport. Et la Caisse des dépôts, avec certains partenaires du projet TMF comme la Générale des Eaux, envisage d'occuper le créneau musical avec un

Canal Musique en clair, centré sur la culture des quinze-vingt-cinq ans. Mais les deux candidats les plus en vue restent TF1 et Canal Plus. TF1 serait tentée par deux canaux : l'un axé sur l'information, l'autre sur la jeunesse, sans que ses choix de thèmes soient définitifs. Canal Plus a aussi deux fers au feu : une chaîne de cinéma pour l'Allemagne, et Canal Plus : Famille pour les enfants. Mais à une condition : l'obtention de fréquences hertziennes — dont le canal 38 à Paris — en sus du câble et de la réception directe par satellite. Or ces fréquences sont rares, et elles sont aussi revendiquées par Canal Musique et TF1.

L'équation financière

Pour harmoniser tous ces projets, des discussions sont entamées entre TF1 et Canal Plus, qui pourraient aboutir à une société de commercialisation à laquelle participeraient aussi les industriels. Les opérateurs souhaitent en effet que ces derniers baissent les prix de leurs matériels de réception ou aident à la commercialisation avec des formules de location.

L'équation à résoudre pour lancer TDF 1 est aussi financière. Le gou-

vernement a en effet décidé que France Télécom assurerait une partie du financement en prenant une participation dans la société Tédifusion de France. Mais combien vaut TDF ? Un audit est en cours pour trancher la question. La société a des actifs, notamment ses milliers d'émetteurs et récepteurs.

Au-delà de la valeur de ces actifs (on parle de 2,5 milliards au minimum), le prix de TDF dépend aussi de ses recettes futures. Si le satellite de secours TDF 2 est lancé, il sera déficitaire. Pour équilibrer un coût de 3,4 milliards de francs (moitié pour le satellite lui-même, moitié pour son exploitation pendant dix ans), il faudrait louer chaque canal plus de 100 millions de francs par an. Or les opérateurs ne veulent s'engager que sur un prix beaucoup moins élevé, arguant du faible nombre de téléspectateurs potentiels les premières années.

La fourchette de discussion actuelle oscille entre 30 et 70 millions de francs par canal. Le déficit engendré viendra diminuer d'autant le prix de TDF. Du compromis trouvé sur les tarifs de location dépendra la signature des opérateurs... et l'ardoise de France Télécom.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Après la démission de Gérard Saint-Paul

La direction de l'information de FR 3 est déstabilisée

Gérard Saint-Paul, directeur adjoint de l'information nationale à FR 3, a démissionné, samedi 8 octobre, « à être remis à la disposition de la chaîne », souhaitant seulement continuer l'émission « Forum » dont il est le producteur et le présentateur. Une démission qui place aujourd'hui en première ligne M. Christian Bernadac, directeur de l'information, face à des rédactions en véritable crise.

Une simple lettre « ouverte » au ton inhabituellement personnel pour un message à caractère d'organisation syndicale. Une lettre placardée sur les murs, déposée sur les bureaux, remise au président de FR 3, M. René Han. Une lettre signée Jean-Luc Maestre, délégué du Syndicat national des journalistes, et qui dresse un réquisitoire impitoyable de la politique rédactionnelle suivie depuis deux ans.

Déjà conscient des difficultés structurelles qui assaillent les rédactions de Soir 3 et du 19-20, Gérard Saint-Paul, leur responsable, prend toute la mesure de son isolement. Convaincu que le projet rédactionnel qu'il prépare n'a aucune chance d'être bien accueilli par la rédaction,

il demande à être déchargé de ses fonctions.

Des fonctions qu'il avait prises, fin 1986, juste après l'arrivée de M. Christian Bernadac à la direction de l'information, au beau milieu d'un tourbillon — à forte connotation politique — d'événements et de nominations. « Saint-Paul s'en tire alors plutôt bien, raconte aujourd'hui un journaliste. Il joue de son image de professionnel coté entre le nouveau et l'ancien ». Le nouveau d'une rédaction qui refuse tout à tour la disparition du magazine « Taxi », le départ de Geneviève Guichenev et l'arrivée de Jacqueline Alexandre, la « mise au placard » de certains rédacteurs et l'embauche d'une « rédaction-bis » composée de pigistes supposés plus malléables.

Tensions, conflits, audience de Soir 3 en baisse, comme celle de l'ensemble de la chaîne. Un nouveau magazine pour lequel une équipe de reportage part en Afrique ne voit pas le jour. Et le 1^{er} juillet dernier, les journalistes de Soir 3 et du 19-20 votent une « motion de défiance » à l'égard de la direction de l'information. Six jours plus tard, trois syndicats — CFTD, CGT et SNJ — réclament une « inspection financière

neutre » du budget de l'information en déficit, assurement, de 32 millions de francs. « Faux », réplique alors la direction de la chaîne : 2,3 millions seulement. La polémique laisse des traces, notamment en régions où l'on a le sentiment de payer les « extravagances parisiennes ».

« Nous avons vécu un peu au-dessus de nos moyens, concède aujourd'hui Gérard Saint-Paul. Mais comment lutter contre la concurrence lorsqu'on dispose, en tout et pour tout, de cinq équipes de reporters ? ». Le directeur adjoint de l'information espérait pouvoir encore faire face, il y a quelques jours, qui s'apprêtait à présenter son nouveau projet rédactionnel. « Le vrai problème est celui de l'accueil qui lui sera fait dans la rédaction », confiait-il quelques heures avant de rendre son tablier. La lettre, d'autres polémiques encore, lui ont donné la réponse. La rédaction, à cran après l'une des plus longues grèves de son histoire, ne lui faisait plus crédit. Gérard Saint-Paul a choisi de ne plus être entre le marteau et l'enclume. Laisant un vide que M. Christian Bernadac devra affronter.

PIERRE-ANGEL GAY.

Dans une lettre à M. Jacques Delors

M. Mitterrand demande l'accélération de l'Eurêka audiovisuel

M. François Mitterrand a écrit le 7 octobre au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, pour lui demander d'accélérer la mise en place du projet Eurêka audiovisuel, ce projet destiné à relancer la création européenne et à faire face à l'invasion des programmes américains. « Il devient nécessaire d'aller plus vite et de mobiliser tous ceux qui, dans la Communauté ou dans d'autres pays européens, souhaiteraient travailler ensemble », écrit le président de la République.

M. Mitterrand suggère à M. Delors de « prendre pour exemple la méthode qui a fait ses preuves dans le projet Eurêka télé-

vision haute définition », en soulignant que le projet a abouti « grâce à l'impulsion décisive de la Commission européenne ».

« Si l'Europe veut éviter d'être submergée par des images venues d'ailleurs, elle doit développer une industrie de programmes propres », ajoute le chef de l'Etat. « Eurêka audiovisuel doit inciter les professionnels à fabriquer des programmes qui correspondent à la culture et aux attentes des publics européens ».

Le 26 septembre dernier, le ministre chargé des affaires européennes, M^{me} Edith Cresson, avait déjà exposé à ses homologues de la CEE les grandes lignes de ce projet.

Jean-François Kahn abandonnerait son titre de directeur de publication de « l'Événement du jeudi »

« Il n'est pas question que je me désengage de l'Événement du jeudi », déclare Jean-François Kahn, soucieux de faire taire certaines rumeurs. A la fois président du groupe L'Événement du jeudi et directeur de la publication de l'hebdomadaire, Jean-François Kahn estime simplement que son journal est « trop personnalisé », ce qui, pense-t-il, « constitue une faiblesse ». Il envisagerait donc d'abandonner son titre de directeur de la publication pour le confier à l'un de ses journalistes en par la Société des rédacteurs.

« L'Événement, c'est une équipe, note son fondateur. Le titre de directeur de la publication confié à

quelqu'un de la rédaction donnerait corps à cette collectivité ».

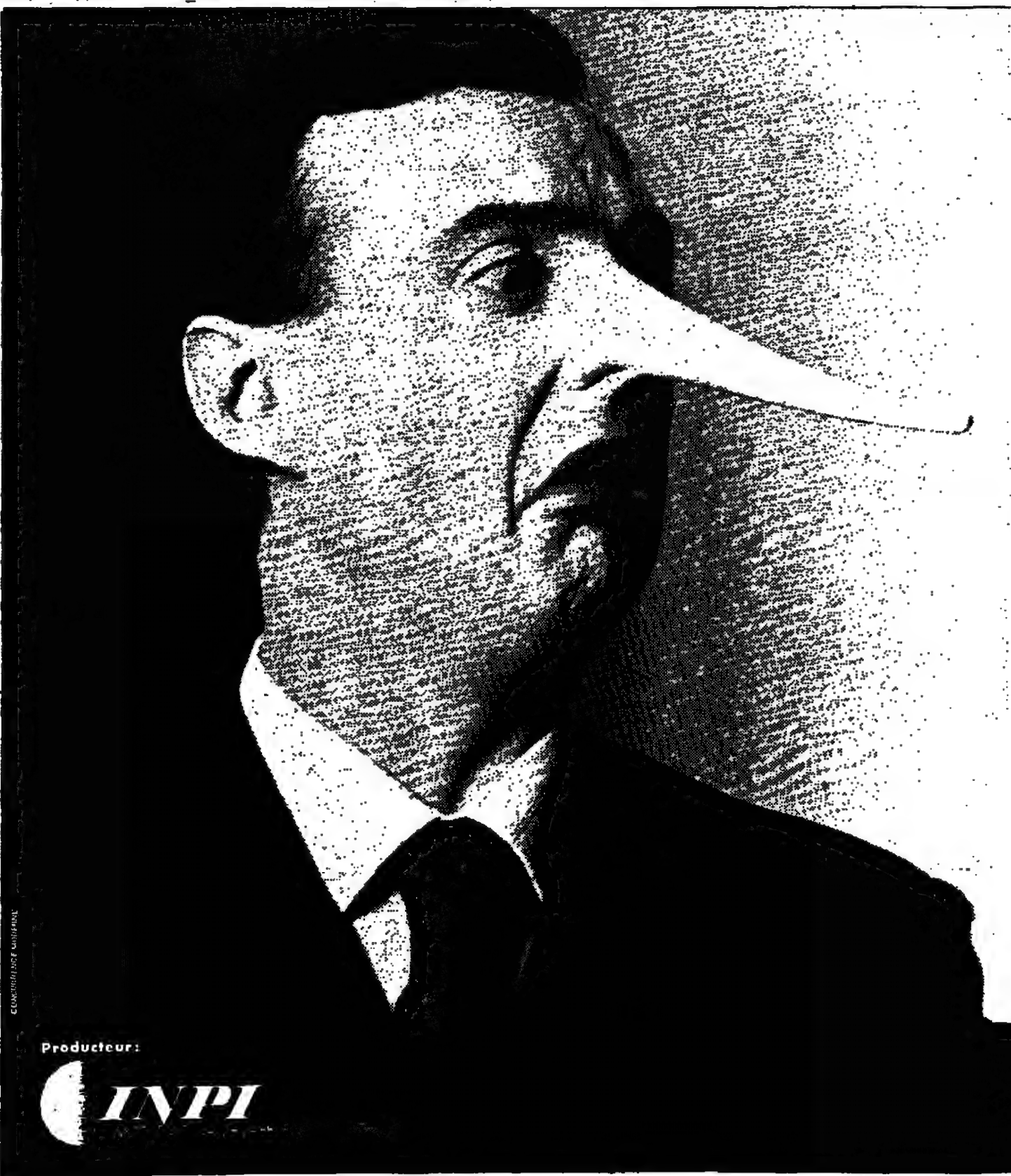
Outre cette quête d'un équilibre symbolique des pouvoirs au sein de son journal, Jean-François Kahn cherche aussi à en accroître les bénéfices (3 millions de francs cette année pour un chiffre d'affaires estimé à 250 millions). « Les ventes de l'Événement progressent encore, alors que nous n'avons plus fait de publicité depuis quelques semaines », affirme Jean-François Kahn, mais il faut augmenter nos bénéfices afin que les salariés profitent de cette croissance ».

Y.-M. L.

● La seconde naissance de « Murs, Murs ». — Le premier numéro de la nouvelle formule du mensuel Murs, Murs vient de paraître, après un an d'arrêt. Axé à l'origine sur l'évolution culturelle de la ville, Murs, Murs a choisi pour sa renaissance de privilégier l'économie urbaine selon une approche pluridisciplinaire. Le numéro d'octobre, riche de 100 pages et d'une maquette largement illustrée en noir et blanc, traite autant de la nécessaire implantation des entreprises dans la cité ou des problèmes de la télévision par câble, que du retour de Hongkong dans le giron de la Chine populaire ou des trente ans du quartier de la Défense. Murs, Murs est actuellement diffusé par abonnement (300 F pendant le mois de lancement). Le tirage de ce premier numéro est de 25 000 exemplaires.

★ Murs, Murs, 18, rue Dauphine, 75006 Paris. Tél. : 43-54-19-55.

● « Saga » raconte les décennies 1958-1988. — Le premier numéro du trimestriel Saga a choisi pour thème l'anniversaire de la Constitution de 1958. En 124 pages illustrées de 100 photos, ce nouveau tirage qui paraît le 27 septembre (40 F en kiosques) retrace cette récente histoire de France, de la guerre d'Algérie à la mini-jupe, de la « nouvelle vague » à la mort de Sartre... Cinquante journalistes et universitaires collaborent à ce magazine qui se garde comme un dossier et se lit comme un roman. Créé par quatre journalistes de l'ancien Matin de Paris, qui y ont investi leurs indemnités, Saga est tiré à 80 000 exemplaires et doit atteindre l'équilibre à 35 000 exemplaires vendus. Pour son prochain numéro sur l'aventure informatique, Saga envisage une production télévisuelle.



Producteur: **INPI**

3617 EURIDILE RÉVÈLE INSTANTANÉMENT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR VOS PARTENAIRES.

Enfin toutes les entreprises sont à égalité devant l'information. Avec EURIDILE, vous accédez dès maintenant par Minitel à la source d'information officielle: le Registre National du Commerce et des Sociétés (INPI), et bientôt à d'autres registres publics, dont ceux des greffes des tribunaux de commerce.

En quelques secondes et sans abonnement, vous identifiez l'entreprise qui vous intéresse parmi les 1,7 million enregistrées en France et vous disposez de premières informations telles que: date de création, dirigeants, capital, chiffres d'affaires, procédures collectives et de redressement.

Sur abonnement, vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires et commander des pièces officielles (statuts, comptes et bilans, rapports de gestion...) auprès de leur dépositaire légal: greffe ou INPI.

Vous pouvez encore visualiser les comptes et bilans des sociétés en consultant (sur abonnement) la banque de données "INPI Sociétés 3" également servie par OR Télématique.

3617 EURIDILE

Seurver: **TÉLÉMATIQUE**

Culture

MUSIQUES

Créations lyriques en région

« La Marche de Radetzky », à Strasbourg

A travers le destin d'une famille, la mort de l'Autriche-Hongrie ; à travers le roman de Joseph Roth, la nostalgie musicale de René Koering ?

Avec une certaine audace, l'Opéra du Rhin, dirigé par René Terrasson, ouvre sa saison par une création, *La Marche de Radetzky*, de René Koering, dans une production de l'Atelier de Colmar, et les Strasbourgeois, plus curieux que les amateurs de lyrisme en bien d'autres villes, sont venus nombreux. Alas, le compositeur serait-il prophète en son pays ?

Commandée pour le bimillénaire de Strasbourg, c'est une œuvre bien nostalgique, d'après le roman poignant de Joseph Roth ; on sait que ce grand écrivain et journaliste, juif autrichien de Galicie, est mort en 1939 à Paris, âgé de 45 ans, alcoolique, transmuté par la fin du monde de son enfance et le triomphe du nazisme.

A travers l'histoire d'une famille — trois générations de Trotta — Roth symbolise le destin de l'Empire austro-hongrois : la gloire avec le grand-père qui a sauvé le jeune empereur François-Joseph à Solferino ; l'orgueil et l'ardeur, avec le père, préfet, homme rigoureux ; la décadence et la désagrégation avec le petit-fils, officier, joueur, jouis-

seur, faible et traumatisé par le poids de la tradition familiale, qui sème involontairement la mort et meurt lui-même à la guerre peu avant la disparition de François-Joseph, devenu gâteux, auquel l'Empire ne survivra pas.

De ce roman touffu, le musicien et son librettiste Daniel Besnehard ont tiré une action linéaire centrée sur le dernier rejeton de la famille, aux scènes courtes reliées par des interludes, à la manière de *Wozzeck*, que la réalisation illustre parfaitement en quelques traits significatifs et poétiques où l'on reconnaît la griffe de Pierre Barral, dans un décor unique de Jean Bauer, évoquant l'intérieur un peu lourd et pompeux d'un palais viennois.

Prononciation inaudible

Mais le répertoire de ces scènes n'est guère original : flirts, amours, vie de garnison, jeux, beuveries, duels, réclames d'usurier, révolte populiste, etc. Et la musique souvent pathétique à quelque peine à trouver le style juste entre une certaine brutalité moderne et un sentiment d'atonalité, voire un retour très réussi à la valse viennoise ou à une polyphonie romantique, avec un zeste d'accordéon.

La couleur historique est indéniablement présente, mais non pas le dynamisme intime du compositeur qui aurait donné vie à ces gentilles figures d'un monde totalement

irréel dans sa décadence et les aurait haussées jusqu'au symbole, comme le roman de Roth.

Le spectacle de l'Atelier du Rhin est comme toujours d'une excellente mise au point. Déplorons seulement que la prononciation des chanteurs soit à ce point inaudible, à l'exception heureuse du personnage principal, Jean-Luc Chaignaud, fragile et émouvant von Trotta, qui confirme ses grands dons et marche sur les traces de François Le Roux. Rachel Yakar incarne les deux amantes du jeune homme, l'élève tentatrice, avec sa belle voix, ample et lyrique, dans les airs, un peu court cependant dans les réticents ou la conversation « chantée ». Et parmi une distribution nombreuse, on remarque particulièrement les silhouettes bien dessinées de Sophie Fournier, Jacques Bona, Noël Vellaco, Alain Zaepffel, Pavel Slaby et Philippe Deldi.

Enfin Luca Piaff et son orchestre symphonique du Rhin (Mulhouse) ont donné tous leurs soins à cette partition kaléidoscopique, qui comporte aussi une bande électronique fort réussie, tournant quelque peu en dérision *La Marche de Radetzky* de Johann Strauss : celle-ci ne célébrerait-elle pas en effet la gloire d'un général autrichien victorieux ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations. à Strasbourg, le 11 octobre ; à Mulhouse, les 9 et 10 février ; à Colmar, le 14 février, avec le soutien de la Fondation Louis-Vuitton. Une émouvante exposition consacrée à Joseph Roth accompagne ce spectacle.

« Le procès d'Oreste », à Niort

Un amalgame de rites très anciens et d'improvisation très neuve, c'est le mélange émouvant et détonnant des spectacles de Farid Paya.

Le Moulin du Roc, centre d'action culturelle de Niort dirigé par Bernard Bonnet, est tout jeune et déjà vigoureux : quelque dix mille abonnés au début de cette troisième saison, ce n'est pas mal dans une ville sans université. Mais il est vrai que, lorsque, le dos au donjon, on aperçoit, par-delà la passerelle sur la Sèvre niortaise, cet ancien édifice moderne inondé de lumière, on a envie d'écouter. Et l'atmosphère à l'intérieur n'est pas moins chaleureuse, équipe de direction joyeuse, programmation pétillante d'originalité, public le moins biaisé qui soit, même si la « bonne bourgeoisie » affirme « aller au spectacle à Paris ».

La belle salle de neuf cent cinquante places en tout est accueillie, par trois fois, *Le Procès d'Oreste*, la nouvelle création du Théâtre du Lièvre qui avait séduit les Niortais ces dernières années avec des contes étranges, *l'Opéra nomade* et *Electre*.

La démarche de Farid Paya et de sa troupe est en effet singulière : c'est un amalgame de grands mythes, de traditions populaires et d'improvisation, qui crée sans cesse des situations, une gestique, un langage saisissants, lesquels parfois, mais d'une humanité patellante,

Ils ont choisi cette saison l'histoire d'Oreste, des Attilas, cent fois traitée, comme un canevas, une ossature : Oreste vient aux enfers pour demander qu'on le juge, pour comprendre son acte (le meurtre de sa mère) et son châtiment (les Erymanies qui le poursuivent, la folie) ; il faut dérouler la chaîne des causes, les meurtres, en remontant, de Clytemnestre, Agamemnon, Cassandra, Iphigénie, Thyeste, Atreïde, Pelops, Tantale (quelques-uns ayant échappé à l'extrême aux couteaux de cette charmante famille)... Au terme de cette cure quasi psychanalytique, Oreste pacifié s'endort entre les bras d'Oronoe, sa corps frappé des constellations : « Un royaume s'attend. Plus tard, tu pourras régner. »

Personnages très forts

Mais ce « bachotage mythologique » n'est rien en soi. Ce qui importe, c'est l'admirable globe théâtral soulevé par le travail de groupe de ces chanteurs-acteurs, modélisés par Farid Paya (tel qu'on a pu le voir au stage de l'Opéra autrefois, à la chartreuse de Villeneuve-Avignon, le 10 avril) : tout ce qui naît ensemble, le puissant texte poétique (mis en forme par Paya), le chant, les chœurs qui explosent, énigmatiques, rauques, avec des accents grecs, arabes, latino-américains ou mongols quand la parole se peut plus rien, et puis cette fascination du silence qui crève à la surface dans les rares interventions mystérieuses, au violon-

celle, au gong, à la cymbale suspendue, du compositeur Marc Lauras (dans le costume superbe d'Oronoe), complétées par quelques rumeurs de musique électronique.

Et l'on est saisi par cette invention de danses, de cris, d'attitudes, par ces personnages très forts qui renouellent nos marbres antiques : Iphigénie (Valérie Joly), Cassandra (Brigitte Ciria), Jean-Yves Pénafiel, aussi séduisant et inquiétant en Agamemnon que d'un comique repoussant en Atreïde ; Vincent Audat, prodigieux tour à tour en juge, en Thyeste et en Tantale, vieillissant par la faim, clé de voûte brulante de l'univers judiciaire, qui finit par délivrer Oreste, le jeune Méditerranéen (Alcool) : sans oublier Clytemnestre, froide comme un serpent, mais si émouvante quand elle évoque les mots ou elle attendait son fils (Nasria Pourhom, seini), et le coryphée (Marie-Claude Vallez).

Toute cette action, qui se déroule sous un pont symbolique, comme l'enseigne d'un temple shinto, et dans les costumes orientaux de Jean-Pierre Capeyron, répond moins à une logique théâtrale qu'à un mode de composition musicale, où l'émotion s'accumule autour d'un enchaînement d'images et déborde enfin en chants et en chœurs primitifs.

J. L.

★ Après une tournée en France, *Le Procès d'Oreste* sera donné à Paris, au Théâtre du Lièvre (treizième arrondissement), de janvier à mars. Coproduction avec le CAC de Niort, Alpha-FNAC et le Groupe des musiques vivantes de Lyon.

CALENDRIER

Classique

Mélodie à Orsay. — Pour reprendre à des heures insolites le chemin du Musée du XIX^e siècle, un programme de mélodies françaises (de Gounod à Debussy et Chausson), par la soprano Donna Brown et le baryton Francis Duziak. Au piano : J.-B. Dartignolles.

★ Mardi 11 octobre, 12 h 30 à l'Auditorium, et le jeudi 13, 18 h 30 à la Salle des Fêtes. Tél. : 40.49.49.78.

Carter et Schubert à Radio-France. — Reprise des mardis de la musique de chambre avec un hommage à Elliott Carter (18 h 30), le début de l'intégrale Schubert par le Quatuor Chilingirian (20 h 15), et un récital D'Indy-Franck par Ch. Boulter (violin) et M. Schön (piano, 22 h 30).

★ Mardi 11, Grand Auditorium. Tél. : 42.10.15.16.

Lutoslawski par Zimerman à Pleyel, le compositeur polonais dirige lui-même l'Orchestre de Paris dans un programme entièrement consacré à ses œuvres, dont la création de son concerto pour piano par un autre Polonais, Krystian Zimerman.

★ Mercredi 12 et jeudi 13, 20 h 30. Tél. : 45.63.07.96.

Bernstein par Bernstein aux Champs-Élysées. — Programme Copland-Bernstein, par le London Symphony Orchestra en tournée, sous la direction du grand Léonid Kozlov (il fête cette année son soixante-dixième anniversaire) au profit de l'American Center.

★ Vendredi 14, 20 h 30. Tél. : 40.15.00.88.

Cabiria à Chaillot. — Un grand film muet colorisé, sur un sujet de d'Annunzio, réalisé en 1913 par Giovanni Pastore, ici projeté avec sa partition musicale originale, signée Pizzetti, jouée par l'Orchestre de l'Île-de-France, direction Jacques Mercier.

★ Samedi 15, 20 h 30, et dimanche 16, 17 h. Tél. : 42.47.55.14.

« Écoutez la danse », à Lille. — Diversité, décontraction, gaieté, et des stars : la programmation d'Alain Surran pour le festival ouvre sur les chapeaux de roue avec Shirley Bessey le 15 à Lille, Ton Koopman et son orchestre baroque à Béthune (16) les vases, polkas et galops d'I Solisti Duni (17), l'ensemble Ris et danceries (18, Roubaix). Grand week-end de danse dès le 21, puis la création d'un opéra de Stradella, beaucoup d'ensembles traditionnels, « Went Side Story » par l'Orchestre de Lille et une jeune distribution, Hesperion XX, Margaret Price, Eddie Louisa... et des expositions.

★ Jusqu'au 9 décembre. Tél. : 16.20.30.81.00.

Jazz

Yosch O Seffer et Siegfried Kessler. — Improvisation en quatuor de deux familles des scènes parisiennes : passé turbulent, expériences baroques, esprit de recherche, impasses parfois, prémonitions souvent, le souffleur et le pianiste ont, comme tous les artistes, inspiré des jours « avec » et des jours « sans ». C'est la règle du jeu.

★ Mardi 11, Sunset, 22 heures. Téléphone : 40.26.46.60.

Le Workshop à Toulouse. — Entre Oloron (le 11 à la salle Pallas) et Dunois (le 15 avec la *Marmite infernale*), le Workshop de Lyon prépare une tournée en Europe du Nord. Avec toujours la même conception de l'association libre, de l'émotion et de l'unité.

★ Jeudi 13, Centre Albin-Miville, 21 heures. Téléphone : (16) 64.40.18.08.

Brunch avec Badini. — Un grand hôtel près de l'Étoile, une mode (le « brunch »), la meilleure machine à swing du moment (Badini) : tous les dimanches en musique, c'est la formule de l'hiver au Méridien. Suivent Ellingtoniana, Boulou Ferré et Claude Bolling.

★ Dimanche 16 de 12 heures à 16 heures. Méridien-Étoile. Tél. : 47.58.12.30.

Le seul solo de Keith. — Après avoir juré dix fois d'en finir avec ses grands concerts en solitaire, après une longue rupture spirituelle, Keith Jarrett est de retour. Pour un unique récital. Personne ne s'y attendait. Serait-ce pour souligner la sortie de *Dark Intervals*, son dernier album (ECM) ?

★ Lundi 17, 20 h 30, salle Pleyel. Tél. : 45.63.88.73.

Variétés

MARS : marché du show-biz. — Quatre-vingt spectacles dans six salles (la Grande Halle de la Villette, le Déjazet, le Casino de Paris, la Cigale, l'Élysée-Montmartre) pour le deuxième marché international des arts de la scène : théâtre, danse, musique classique, jazz, rock, variétés. Et rock, mercredi 12, au Casino de Paris ; Hubert-Félix Thiéfaine, Michel Pagliaro et Udo Lindenberg, la star du rock allemand.

★ Du 11 au 15. Tél. : 46-07-00-27.

Ressus : le druide. — Avec des chansons exemplaires et l'insolence sous-tend la fraternité, Ressus offre son plus beau spectacle. Décor : un immense chêne au milieu d'une clairière mystérieuse où bruisement le magicien surgit.

★ A partir du 11, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00.

★ Dimanche 16, 18 heures. Tél. : 43-66-33-47.

Madge termine frais l'équipée Sorabji



Geoffrey Madge

Le style Festival d'automne, c'est se risquer (et nous avons) là où aucun festival n'aurait l'ambition, les moyens ou même l'idée de s'aventurer. « Montag », première journée de l'Opéra cosmogonique de Stockhausen, quelle qu'en soit l'impression rétrospective, voilà qui était un beau risque. Ce qui s'est passé dimanche 9 octobre à l'Opéra-Comique était aussi risqué. Nous serons quelques-uns à pouvoir dire à nos petits-enfants : j'y étais.

Oh, pas nombreux. Un peu plus d'une centaine, à 16 heures. Trente ou plus quatre heures et quarante-cinq minutes après, tourbus, vannés — une jeune fille saignait du nez dès le premier entr'acte. La seconde pause, après 135 minutes de musique, fut une débandade. Mais Geoffrey Madge, le soliste (il n'a jamais eu de soliste plus solitaire en sa course de fond) termina frais cette équipée : trois heures et cinquante minutes de périls vaincus et de gloire remportée avec deux mains et deux pieds.

D'embellie, racontait-il réjou après la bataille, renversant avec enthousiasme son verre de Coca-Cola, il s'était senti « fatigué ». Puis il avait craint de ne pas passer la fugue à trois sujets du second round. Finalement, il avait d'un trait l'obstacle ultime — autre fugue, monstrueuse, à quatre sujets encastrés en des agglomérats indéscriptibles. « L'énergie, conclut-il, s'était

accumulée en lui au lieu de se déverser. » Et il riait.

Geoffrey Madge est le seul (le Monde du 22 septembre) à pouvoir jouer l'*Opus Clavicembalisticum* de Sorabji, ce Mahabharata, ce *Soulier de satin* du piano. L'auteur (virtuose britannique d'origine indienne, qui avait guerre eut sa légende comme Fadenmetz, y a entité sur des données tout orientales les parties de la virtuosité instrumentale en des complexités formelles et ornementales plus démoniaques que chez Scriabine, Albeniz, Busoni et Liszt réunis.

Pourquoi Sorabji a-t-il employé sa longue vie à écrire des symphonies de mille pages, des concertos interminables, des variations symphoniques labyrinthiques ? Pourquoi Geoffrey Madge a-t-il consacré une bonne part de son temps et de son énergie, depuis l'âge de seize ans, à travailler cet *Opus Clavicembalisticum* pour ne l'écouter que de temps en temps devant une poignée d'énarques ?

Pourquoi certains pianistes font-ils d'immenses carrières (lucratives) avec six concertos ? Pourquoi d'autres pianistes ne jouent-ils (le cachet à l'avant) que pour risquer l'infarctus ? Peut-être parce qu'ils ne font tout simplement pas le même métier.

ANNE REY.

Jean-Michel Jarre à Londres

Opération Docklands

Prince de la musique électronique et du marketing, Jean-Michel Jarre a projeté ses rêves de démesure sur les vieux docks londoniens.

Cent mille personnes samedi 8 octobre, cent mille autres dimanche 9, ont assisté sur les Royal Victoria Docks, l'histoire port de Londres où rôdent les ombres des personnages de Charles Dickens, aux deux derniers extravagants spectacles de sons, de lumières et d'images mis en scène par Jean-Michel Jarre et produits par son complice habituel, l'éditeur phonographique Francis Dreyfus.

Ce « coup médiatique » survenant après les superproductions de la place de la Concorde en 1979, de Pékin et de Shanghai en 1981, de Houston et de Lyon en 1986, a été le plus laborieux à monter : le 13 septembre, le conseil municipal de Newham, effrayé par la dimension hors normes de l'entreprise, votait l'annulation du concert prévu le 24 du même mois.

Un hommage à Dulcie September

La ténacité de Jean-Michel Jarre et de Francis Dreyfus a amené le conseil municipal de Newham à reconsidérer sa décision au vu des nouvelles garanties de sécurité données par les producteurs. Ces retards ont fait encore monter le coût d'une opération (filmée par vingt et une caméras) qui s'élève à 40 millions de francs et dont un tiers est assuré par les sponsors et le reste par la vente des billets. Mais quelle formidable promotion européenne et sans doute mondiale pour le nouvel album (et compact) de Jean-Michel Jarre, évidemment intitulé *Révolutions*.

Barreau de l'entreprise musicale, Jean-Michel Jarre a donc installé son dernier rêve démesuré dans le décor à moitié détruit, à moitié rénové des Docklands, avec ses hangars loués, ses grues surélevées, ses nouveaux immeubles ultra-

modernes et ses bâtiments délabrés. Et, installé lui-même sur une scène flottante, il a proposé aux spectateurs face à la Tamise de raconter à sa manière flamboyante l'histoire de ces Docklands, symbole britannique de la révolution industrielle.

Bien entendu, feux d'artifice, rayons laser, canons DCA et projections sur écrans géants ont fourni l'illustration de cette superproduction ; mais sans la finesse du spectacle de Houston où les lasers reliés à la batterie de Jean-Michel Jarre projetaient des dessins animés sur les gratte-ciel. Sans aussi la collaboration du temps, qui a limité l'espace dans le ciel. Et en se battant contre le vent, qui a interdit certains effets.

Moment d'émotion de ce concert auquel participaient le guitariste Hank Marvin, de l'ancien groupe des Stripedes, et une chorale de cent jeunes filles, bouée de sauvetage imposée autour du cos : *September*, un morceau dédié à Dulcie September assassinée l'an dernier à Paris.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ CD et album Dreyfus.

Chaillot!
APRÈS ELVIRE JOUVET 40
BRIGITTE JACQUES MEY EN SCÈNE
SOPHONISBE DE PIERRE CORNEILLE
Toute ma passion est pour ma liberté
Et toute mon horreur pour la captivité.
SOPHONISBE
DU 6 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE
THÉÂTRE GEMER
CO-PRODUCTION THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
COMPAGNIE PANDORA
AVEC LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

Chaillot!
APRÈS ELVIRE JOUVET 40
BRIGITTE JACQUES MEY EN SCÈNE
SOPHONISBE DE PIERRE CORNEILLE
Toute ma passion est pour ma liberté
Et toute mon horreur pour la captivité.
SOPHONISBE
DU 6 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE
THÉÂTRE GEMER
CO-PRODUCTION THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
COMPAGNIE PANDORA
AVEC LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

JARDIN D'HIVER
THEATRE OUVERT
CATHERINE JACOB JACQUES BONNAFFE
PARIS-NORD
Attractions pour nages et les...
C'est vite, rapide, mordant, et les spectateurs hurlent de rire.
Le Monde
On peut y retourner 3 fois
Une des soirées les plus touchantes et les plus tardives de notre vie de spectateur.
Télérama

هكذا من الأمل

Culture

JAZZ

Quintette d'enfer à Toronto

Ils étaient cinq parmi les plus grands noms du jazz moderne au Massey Hall de Toronto, en 1953 : Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Bud Powell, Charles Mingus et Max Roach. Les bandes de ce concert ont été enregistrées par Mingus et ont donné lieu à toutes sortes d'histoires. On y entend la voix de Parker qui présente un air, cette voix est chaude, ironique, tendre et gaie à l'extrême. C'est « le plus grand concert de jazz de tous les temps », dit le pochette. Le superlatif a pour une fois quelque chose de vrai.

Ces cinq grands du jazz moderne allaient ensemble développer ce style sur un tempo d'enfer les enchevêtrements harmoniques les plus délicats, ou se balader à pas lents sur des airs sereins. Parfois, dans l'exposé des thèmes, ou plutôt en fin de morceau, quand il faut retomber sur ses pattes, ils semblaient flotter, mais ce n'est que pour rire. Seuls survivants de l'aventure : Dizzy Gillespie et Max Roach. Les autres sont morts plutôt jeunes. Aucun des quatre qui entourent Parker ne prend part, ne fût-ce

qu'imaginativement, au film de Clint Eastwood, *Bird*. Aucun, sauf Dizzy, réduit à une espèce de bon gros sens raisonnable.

Si l'on ne devait proposer qu'un disque de jazz sur l'île déserte, ce serait celui-là. Malgré son titre ampoulé, il n'est certes pas le meilleur. Le son est loin de cette trompeuse perfection qui nous ravit aujourd'hui, et de plus, ce soir-là, Parker était arrivé sans son excellent Selmer en mi bémol. De toutes les façons, il avait le chic pour perdre ses meilleurs instruments (on peut relire à ce sujet les *Armes secrètes*, de Cottrell).

Un alto en plastique blanc

Parker s'est pointé avec un alto en plastique blanc qu'il venait d'emprunter dans une boutique de la ville. Cela n'avait au fond pas la moindre importance, puisque le Massey Hall de Toronto était aux trois quarts vide, à cause du combat, la même nuit, entre Rocky Marciano et Jersey Joe Walcott,

championnat du monde des lourds, titre en jeu. Marciano l'emporta par KO, ce qui devait affliger Gillespie.

Ce soir-là, à Toronto, le jazz est venu sans se ménager. Cela s'est déroulé simplement dans le jeu de pied droit de Max Roach sur *Salt Peanuts*, dans le « break » de Parker, ce *Night in Tunisia* que Gillespie annonce bizarrement en français, ou dans le code de *All the things you are*. Elle donne l'idée la plus heureuse de la musique qui l'a précédée (Armstrong, par exemple) et des formes qui lui succéderont. Armstrong, justement, disait des délicieuses complications du New Jazz, le bebop, que c'était comme du chinois. Comme de la musique chinoise. Pour le disque, Parker, en contrat d'exclusivité chez Mercury, s'est d'ailleurs fait appeler « Charlie Chan ». Et il a demandé 100 000 dollars. Personne ne les lui a bien sûr donnés.

FRANCIS MARMANDE.
★ Prestige/Carrère, 1 CD 98319.

Le budget 1989 de la culture

Une hausse de plus de 12 %

Le budget de la culture augmente cette année de 12,5 %. C'est l'un des rares ministères, avec celui de l'éducation nationale et celui de la recherche, à profiter d'une même augmentation. Cette augmentation ne doit pas faire oublier que le budget de la culture est des plus modestes. En 1989, il représentera 9 milliards 926 millions de francs, soit 0,36 % du budget. Mais après les restrictions des deux années précédentes et le collectif de 1986, cette annonce est une bonne nouvelle pour tous ceux qui, dans ce domaine, attendent une aide de l'Etat.

Les Grands Travaux, qui avaient fait l'objet d'une comptabilité séparée sous le ministère de François Léotard, sont réintégrés au pot commun. Leur séparation est aujourd'hui jugée factice rue de Valois. Voir même, puisque cela interdirait de faire supporter par les Grands Travaux des opérations qui relevaient d'autres secteurs. On trouve, en effet, cette année, au chapitre Grands Travaux - opération Grand Louvre, - une enveloppe de 130 millions de francs destinée à la réfection des façades du palais. Cette somme était ponctionnée, l'an passé, sur le budget du patrimoine.

Côté patrimoine justement, sans doute pour couper court aux reproches d'indifférence qui lui sont faits dans ce domaine, Jack Lang a décidé de faire mieux que son prédécesseur puisque le montant fixé par la loi-programme est dépassé de 5 % (1 100 millions de francs). Les enseignements artistiques, autre

cheval de bataille de François Léotard, se retrouvent dotés d'un budget doublé par rapport à 1988 (140 millions de francs). Ces deux axes sont considérés par Jack Lang comme la « mission fondamentale de l'Etat » c'était aussi l'opinion de François Léotard, - mais ce n'est aujourd'hui plus la seule.

La seconde priorité est la poursuite des Grands Travaux. Ils symbolisent la dynamique d'une politique et doivent fournir aux Français des « équipements culturels de référence ». En 1988, la Rue de Valois débouche 1 296 millions de francs en autorisation de programme et 1 053 millions de francs en crédits de paiements. La TGB (Très Grande Bibliothèque) soulevée par le président de la République apparaît pour la première fois dans une ligne budgétaire, avec 25 millions de francs. Si les grandes opérations en province ne sont pas oubliées (elles sont dotées de 100 millions de F), Paris, il faut l'avouer, se taille toujours la part du lion.

Contre l'effet Le Pen

La troisième priorité est bien sûr l'aide à la création. Le théâtre, la musique et la danse voient leurs enveloppes remises au niveau de 1986 à quelques millions près. En revanche, le grand malade de la culture, le cinéma, reçoit un fameux ballon d'oxygène. Non seulement l'aide directe supprimée par Léotard est rétablie, mais la part du cinéma dans la taxe imposée aux chaînes de télévision pour financer la création audiovisuelle est augmentée.

François Léotard avait déjà donné un coup de pouce dans ce sens, l'an passé, pour justifier la suppression de l'aide directe. C'est donc 417 millions de francs que le cinéma recevra à ce titre en 1989, soit 50,5 % de la part du gâteau. Avec, entre autres, une avance sur recettes majorée de 15 millions. Pécule du cinéma (la FEMIS) dotée de 9 millions de francs et 141 millions de francs débouqués pour la relance de la production, de la promotion et de la diffusion, le cinéma français bénéficiera l'an prochain d'une aide de l'ordre de 790 millions de francs.

Si l'action culturelle retrouve elle aussi son étiage de 1986, un fonds de 36 millions de francs sera débouqué pour « lutter contre les phénomènes d'exclusion culturels ». Une manière de contre l'effet Le Pen, explique-t-on rue de Valois. Mais on ne cache pas aussi que le ministère sera particulièrement vigilant sur la gestion de ses fonds. Les administrateurs des institutions culturelles devront cultiver la rigueur, éliminer le gaspillage et freiner la dérive des coûts. L'équilibre du compte d'exploitation est en passe de devenir un dogme. Le célèbre veston rose du ministre s'orne désormais de manchettes de lustrine.

EMMANUEL DE ROUX.

THÉÂTRE

«Temporairement épuisé», à la Bastille

Réfrigérant

Comment peut-on démolir avec autant d'application un texte que l'on a soi-même écrit? Comment Hubert Colas, jeune comédien et metteur en scène, a-t-il pu à ce point déglutir le texte d'Hubert Colas, jeune auteur, dont la deuxième pièce *Temporairement épuisé*, aurait, quels que soient ses défauts, mérité plus de soin?

Sept personnages, tous jeunes, puisqu'ils ont moins de trente ans, parlent de l'amour, du mensonge et de la solitude en de vifs dialogues entrecoupés parfois de monologues saillants. Les mots, les sentiments, sont d'aujourd'hui, ce qui est rare et donc méritoire au théâtre, où les auteurs se méfient souvent de la quotidienneté et, donc, de l'immédiateté du langage. Certaines scènes sont très efficacement tournées, comme celle où Juliette (Nathalie Bensard) affronte Lucie (Hélène Alexandridis) en attendant un hypothétique rendez-vous, ou bien encore celle où Helene (Françoise Grandcollin) et Otto (Jacques Mazeraud) disent avec talent les mots sinistres du non-amour. Mais, entre un Eric Rohmer qui aura pris des amplitudes et un Enzo Cornman qui lui, aurait absorbé des tranquillisants, Hubert Colas, lui, paraît se méfier trop de la simplicité pour nous toucher vraiment.

Il y parvient d'autant moins qu'il a imaginé un décor, des costumes et une mise en scène qu'on ne voudrait plus voir dans un théâtre : plateau nu et noir en trois morceaux mobiles, augmenté de trois écrans vidéo encastés dans ses parois qui envoient les images d'une sorte de récitant, encombré peu à peu d'un nombre croissant de balises de chantier striées de blanc et d'orange - du jamais-vu! - et traversé parfois par trois escaliers-escabeaux maladroitemment poussés par les comédiens. Les costumes sont tous identiques : noirs, impersonnels, tristes. La mise en scène, enfin, est absolument mécanique, cassant net toute velléité de différenciation entre les personnages, ravalés au rang de pantins à peine articulés. Tant pis pour eux. Et pour nous, effarés de tant de maladresse et de l'espèce de roaron d'une machine qui aurait voulu être infernale.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de la Bastille. A 19 h 30, du mardi au samedi, matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 45-57-42-14.

DANIEL AUTEUIL
SANDRINE BONNAIRE

Quelques jours avec moi

UN FILM DE CLAUDE SAUTET

Deux heures quinze de bonheur.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un régal.

FRANCE-SOIR

"QUELQUES JOURS AVEC MOI" jubile et dénonce, émeut et interroge.

LE POINT

Un très bon film, plein de sève et d'inspiration retrouvées...

LE MONDE

Un rythme sans faille.

L'EXPRESS

"Un Sautet new look".

LE QUOTIDIEN DE PARIS

Admirable.

STUDIO MAGAZINE

Sautet en hauteur.

Daniel Auteuil, formidable.

Sandrine Bonnaire, impeccable.

LIBERATION

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : Lundi 10 octobre 1988 (18 h 30), Mardi 11 (18 h 30), Mercredi 12 (15 h et 20 h 30), Jeudi 13 (20 h 30), Vendredi 14 (15 h, 18 h 30 et 21 h), Samedi 16 (14 h 30), Lundi 17 (15 h).

Multimédia du Grand OUVET - TRÉSOR ET MYSTÈRES DE L'

EGYPTE

Nouveaux secrets de l'Égypte Ancienne, Les Cités perdues des Pharaons, Alexandrie, Tanaïs, Sinaï, Mer Rouge, Canal de Suez, Mémoires du silence, Le Caire, fresques et monuments, Les pyramides, Les temples, Les nécropoles, Les mystères du désert, Les secrets du Sphinx, Les secrets du Grand Sphinx, Les secrets du Grand Sphinx, Les secrets du Grand Sphinx.

PROCHAINES SÉRIES : BRITANIE, ISRAËL. - Tél. : 45-61-18-58 - ABONNEZ-VOUS.

"UNE DATE DANS L'HISTOIRE DU CINEMA"

PREMIERE

"APRES 1 h 36 mn DE BONHEUR, VOUS REPRENDREZ LA FILE D'ATTENTE POUR SAVOURER LE FILM UNE DEUXIEME FOIS"

L'EXPRESS

"UN FILM HILARANT ET ESPIEGLE"

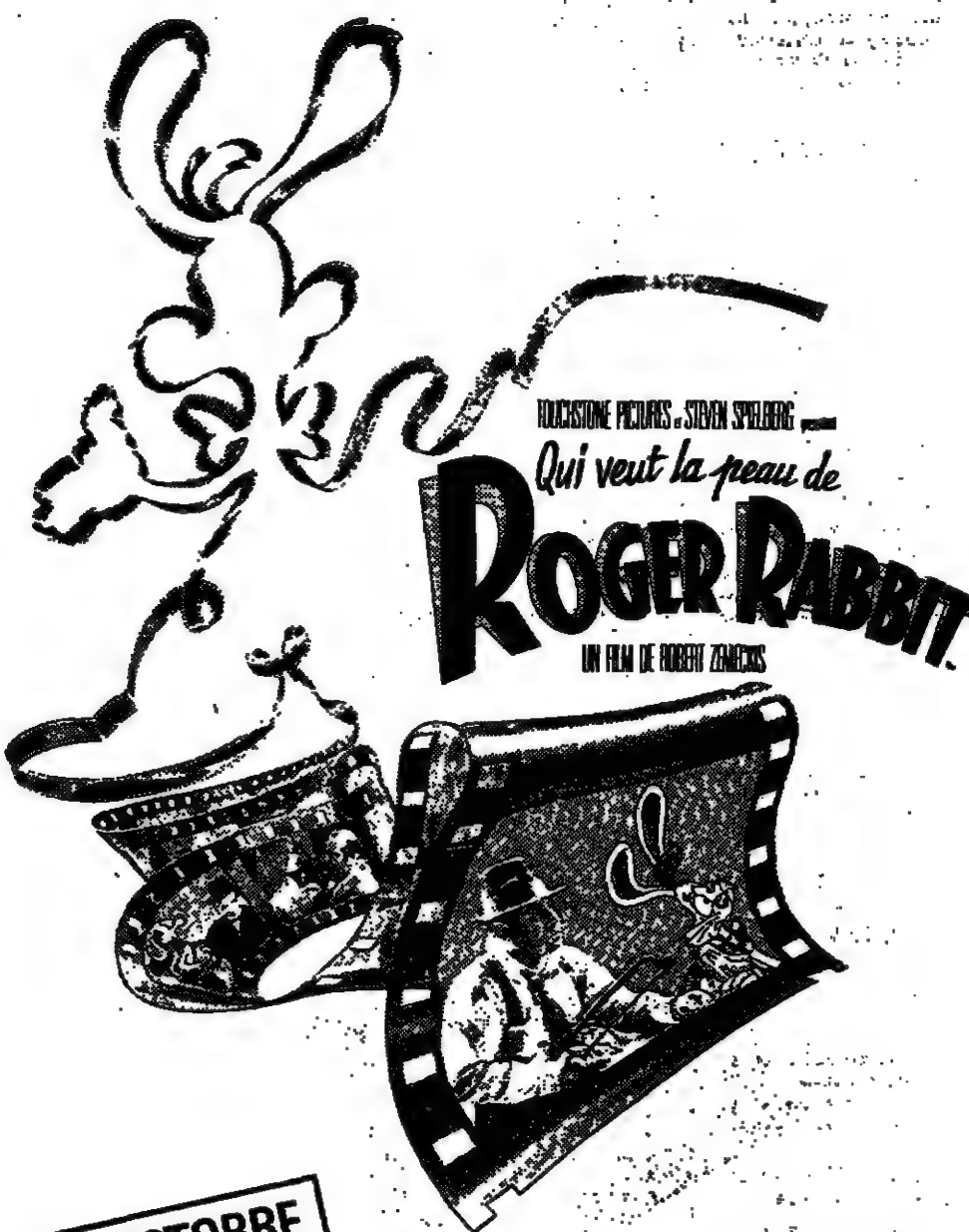
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"ROGER RABBIT EST UN SOMPTUEUX JOUET POUR PETITS ET GRANDS"

LE FIGARO

"VOUS N'AVEZ JAMAIS VU ÇA... UN TOUR DE FORCE INOUI"

ROCK AND FOLK



12 OCTOBRE

TOUCHSTONE PICTURES • STEVEN SPIELBERG • ROBERT ZEMECKIS • JOHN HUSTON • CHRISTOPHER LLOYD
"QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT" (QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT) CHARLES FLEISCHER, STURDY KAYE, JARAWA GASSARY, STEVEN SCHWEN PRODUCTIONS INC.
EDWARD WILLIAMS, ALAN SILVESTIN, ANTHONY SCHMIDT, DEAN CUNNEY, A.S.C., STEVEN SPIELBERG, RUTHLESS-KENNY
L'OPERA DE CARLY K. TONK, JEFFREY PRICE & PETER SEAMAN, ROBERT WHITES, FRANK MARSHALL, ROBERT ZEMECKIS

TOUCHSTONE PICTURES

Prochaines séries : BRITANIE, ISRAËL

© 1988 Touchstone Pictures et Apple Computer, Inc.

TOUCHSTONE PICTURES

TOUCHSTONE PICTURES

Education

A la veille du débat budgétaire

Menaces de grèves et de manifestations dans les lycées et les universités

« Grandmont n'est pas la France », avait plaidé M. Lionel Jospin, lorsque, dès la rentrée, le lycée de Tours s'était mis en grève. « Grandmont » est effectivement resté dans le rang au bout d'une semaine, mais l'atmosphère de cette rentrée 1988 ne s'est pas apaisée pour autant. Manifestations lycéennes sporadiques, colère des universitaires lillois, grève des enseignants dans de nombreux établissements, inquiétude des associations de parents d'élèves : à force de percer localement aux quatre coins de la France, l'insatisfaction du monde de l'éducation menace de s'exprimer de façon beaucoup plus large dans la semaine du 17 au 22 octobre, au moment où commencent, à l'Assemblée nationale, l'examen du projet de budget.

Deux syndicats d'enseignants montent au créneau. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur

(SNE-Sup-FEN) a annoncé, pour cette date-là, une opération « semaine blanche » dans les universités, afin de montrer concrètement en lumière « la grande misère des universités ».

Un « ultimatum » du SNES

Cette sorte de grève du zèle consistera à simuler un fonctionnement normal des établissements : cours aux heures ouvrables, accueil du nombre réglementaire d'étudiants en travaux pratiques (24) ou dirigés (35), refus de toute heure complémentaire ou de tout service assuré par des vacataires.

Le SNE-Sup, qui souhaite « agir avec les étudiants », entend ainsi dénoncer la situation actuelle de l'Université (locaux surchargés, sous-encadrement, dévalorisation de la condition des enseignants) et l'insuffisance du budget 1989.

Même constat du côté du syndicat national des enseignants du second degré (SNES), qui a lancé, samedi 8 octobre, un « ultimatum » au gouvernement et appelle les personnels à se mobiliser dès cette semaine « dans la perspective d'une action nationale de grève ». Le SNES considère que « les fins de non-recevoir essayées tant à Matignon qu'au ministère de l'Éducation, tout comme l'absence des nouvelles dégradations du pouvoir d'achat, des conditions de travail et de l'emploi en 1988 et 1989, sont inadmissibles et irresponsables ». Le syndicat pourrait décider, dès mardi 11 octobre, une journée de grève qui interviendrait soit dans la semaine du 17 au 22 octobre, soit après les vacances de la Toussaint.

C'est également le 20 octobre que les lycéens de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens, proche du parti socialiste et

de SOS-Racisme) ont décidé de lancer une journée nationale d'action. Réuni en conseil national le 8 et 9 octobre, le « syndicat » lycéen a adopté une pétition qui appelle les élèves à se mobiliser partout pour « manifester leur mécontentement devant la situation : classes surchargées, locaux vétustes et insuffisants, manque d'enseignants » et pour réclamer un meilleur budget pour 1989, et dans l'immédiat, un collectif budgétaire d'urgence.

Selon la formule d'un lycéen parisien, « le gouvernement a fait un brouillon de rentrée. Il faut maintenant qu'il remette une copie correcte ». La participation de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation, à l'émission « Questions à domicile » du 20 octobre ne saurait intervenir plus à propos.

Edition

La cruelle lumière de Francfort

(Suite de la première page.)

Il y avait pourtant encore eu, l'an dernier, l'empoignade internationale pour obtenir les droits de livre de Mikhail Gorbatchev.

Rien de tel cette année. Les deux plus importantes négociations littéraires — à propos du prochain livre d'Umberto Eco, *Le Pendule de Foucault*, et autour d'une suite romanesque à *Autant en emporte le vent*, gagnée en France par Pierre Belfond pour 1 million de dollars — se sont conclues avant Francfort. Et si l'on s'excitait encore un peu autour d'un bien mystérieux et bien surprenant *Journal de Freud*, la Foire était surtout l'occasion de vérifier l'internationalisation des grandes tendances commerciales à New-York ou à Londres, à Paris ou à Milan, à Toronto ou à Tokyo, les éditeurs pensant aux mêmes livres qu'ils destinent à des publics semblables. Et Francfort est devenu le lieu où s'illustre un gigantesque brassage des cultures et où chacun vient vérifier qu'il a bien copié ses voisins.

Le vin, les grands patrons et le SIDA

Parmi les tendances fortes de cette culture moyenne du livre international, la plus spectaculaire et la plus symbolique est l'exploitation par les éditeurs de l'impact du cinéma et de la télévision. Qu'il s'agisse de feuilletons et de séries américaines ou de biographies de vedettes du grand et du petit écran qui fleurissent par dizaines, les éditeurs cherchent à tirer quelque profit facile du triomphe de leurs vainqueurs. Autre signe des temps : le succès que remportent désormais les biographies des grands patrons de l'industrie et de la finance : après Jacocca, voici Hammer, Agnelli, De Benedetti, Maxwell ou même Saint Laurent, dont l'aventure

artistique et commerciale, écrite par un Américain, a donné lieu à des enchères serrées.

Seconde tendance : la modestie de la part de la littérature dite générale — les œuvres d'imagination, les romans, les essais, — par rapport à celle des livres pratiques ou encyclopédiques. On a certes beaucoup échangé, acheté et beaucoup vendu de droits sur des romans ou des études historiques, mais ces échanges pèsent peu, comparés aux grands projets qui ont été négociés concernant les ouvrages illustrés sur le vin, les maladies — fléau international, le SIDA est devenu une vedette éditoriale, — les guides du voyages ou les systèmes informatiques.

Troisième tendance, la hiérarchisation accrue des nations éditrices. En tête, de très loin, les États-Unis qui exercent une domination écrasante. Derrière, la Grande-Bretagne, dans le même groupe, l'Allemagne, et un peu plus loin, la France. Un troisième groupe est constitué par les pays occidentaux latins et par le Japon dont la percée est spectaculaire. Dans un groupe à part, l'Union soviétique dont le stand de Francfort illustrait encore timidement la volonté de libéralisation.

Enfin, un groupe du tiers-monde dont les exposants de Francfort, malgré leurs efforts, ne parviennent plus à masquer l'appauvrissement spectaculaire de pays comme le Mexique ou l'Inde qui, il y a deux ou trois ans encore, faisaient preuve d'un grand dynamisme éditorial et paraissent aujourd'hui presque résignés à n'être plus que des marchés potentiels pour les grands groupes internationaux. D'autres, en Afrique, en Asie, en Amérique latine ont déjà renoncé. D'un côté, on gaspille des tonnes de papier pour des livres destinés à être oubliés sitôt lus, de l'autre, on se bat contre une avancée du désert qui paraît inévitable.

Francfort est bien la vitrine, très illuminée, de l'édition internationale. Mais il arrive parfois que la lumière soit cruelle.

PIERRE LEPAPE.

L'écrivain allemand Siegfried Lenz, prix de la Paix


L'écrivain allemand Siegfried Lenz a reçu dimanche 9 octobre, à la Foire du livre de Francfort le prix de la Paix 1988, décerné par les éditeurs et libraires allemands.

Ce prix est attribué à « une personnalité qui, par son œuvre littéraire, scientifique ou artistique, a particulièrement contribué à promouvoir l'idée de la paix ».

En récompensant S. Lenz, le jury a distingué « un effort moral de la littérature et un écrivain qui présente un monde plus humain, sans haine et sans intolérance ».

Agé de soixante-deux ans, S. Lenz a publié une centaine de romans, d'essais et de pièces de théâtre. Son livre le plus connu, *le Bateau-Phare*, a été publié en France chez Belfond. *La Légende allemande* a été traduit chez Laffont. — (A.F.P.)

JACQUES GAUTIER



BIJOU - COULANT CHEVAL, vieil argent, enlèvement de Chine : 1500 F.
OMAI : eau de toilette fraîche et originale, 270 F.
36, rue Jacob, PARIS-6 - 42-88-84-33

CAMPUS

Trop de médecins

L'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF) et l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF) ont décidé de lancer, en direction des étudiants en médecine, une campagne d'information sur les difficultés professionnelles qui les attendent une fois diplômés.

« Ce n'est pas la peine de former plus de médecins qu'il n'est nécessaire, alors que sur cent cinquante mille praticiens, environ vingt et un mille n'ont pas encore utilisé leur diplôme », explique le professeur Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui estime qu'aujourd'hui « ne pas informer les étudiants reviendrait à les tromper ».

D'après les calculs de la CSMF, il y aurait en France, outre les vingt et un mille diplômés « excédentaires », dix mille généralistes effectuant moins de huit actes médicaux par jour, et plusieurs milliers d'étudiants qui ne finissent pas leur spécialisation et viennent s'ajouter au contingent des généralistes.

L'information des étudiants se fera par voie d'affichage et par des distributions de tracts à l'entrée des facultés. La CSMF, qui se défend de vouloir faire du corporatisme, souhaite un renforcement accru de la sélection à l'entrée des études médicales, notamment à Paris et dans le sud de la France. Le ministère de la Santé a fixé à quatre mille cent le nombre des étudiants qui seront admis à poursuivre leurs études médicales au-delà de la première année, à la rentrée 1989. La CSMF de son côté demandait que le « numerus clausus » soit fixé à trois mille huit cents étudiants.

C. D.

de Lyon organise deux programmes de troisième cycle : « Dynamique des nouvelles technologies et gestion des ressources internationales » et « Relations internationales et développement des organisations ». Sélection : du 10 au 20 octobre.

(ESDES, 29, rue du Plat, 69002 Lyon. Tél. : 72-32-50-48.)

● **Français langue étrangère**

L'université de la Sorbonne nouvelle lance, début novembre, un magistère de français langue étrangère : « Enseignement et communication ». 90 heures de cours, 22 heures de travaux pratiques.

(Université Sorbonne nouvelle, 17, rue de la Sorbonne, 75230 Paris Cedex 05. Tél. : 40-46-28-29.)

● **Relations internationales**

L'Ecole supérieure pour le développement économique et social de l'université catholique

loterie nationale

LEJEU OFFICIEL DES HOMMES A PAYER (A.D. 100 000 000) TOUTES COMBIS COMPTES AUX MILLIERS ENTIERES

SERIE 1		SERIE 2	
Le n° 67602 gagne 10 000 000 F	Le n° 52392 gagne 50 000 000 F	Le n° 52392 gagne 1 000 200 000 F	Le n° 67602 gagne 50 000 000 F

Les numéros approchant aux

Milliers	Centaines	Unités	Centaines	Unités
07602	08002	07602	02392	03002
17602	01002	07102	12392	01102
27602	03002	07202	22392	03102
37602	05002	07302	32392	05102
47602	07002	07402	42392	07102
57602	09002	07502	52392	09102
67602	11002	07602	62392	11102
77602	13002	07702	72392	13102
87602	15002	07802	82392	15102
97602	17002	07902	92392	17102

TRANCHE EUROPEENNE

38 TIRAGE DU SAMEDI 8 OCTOBRE 1988 200

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36.18 LOTO

Le Carnet du Monde

Naissances

— Valentin, Charles-Marie SANVITTI, et Romain, ont la joie d'annoncer la naissance de Fosca.
Milan, le 16 septembre 1988.

Mariages

— Jean-Louis AMAR et Justine LEONHARDT, sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu le 3 septembre 1988, à Genève.
2, rue de Hesse, 1204 Genève (Suisse).

Décès

— M^{me} Françoise FROLET-BOCCARA, M^{me} Claude Arnold Boccaro, M^{me} André Boccaro, M^{me} et M^{me} Elise Boccaro, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Elise Boccaro, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Henriette Frolet, ses enfants et petits-enfants, Les familles Ghori, Boccaro, Ortosa, Savy, Et tous ses amis de Paris et de Lausanne, ont la triste douleur de faire part de la disparition accidentelle, le 5 octobre, de

Cyril,

leur fils, frère, petit-fils, neveu, cousin et ami.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, boulevard Saint-Jacques, 75017 Paris.
27, boulevard Berthier, 75014 Paris.

— M^{me} Françoise Champetier, son épouse, Sylvie et Benoît Champetier-Vitale, Vincent Champetier, ses enfants, M^{me} Georges Champetier, sa mère, M^{me} et M^{me} Emile Cusac, ses beaux-parents, M^{me} et M^{me} Marc Champetier, M^{me} et M^{me} Claude Danmann, M^{me} et M^{me} Raymond de Philip, M^{me} Nicole Cusac, M^{me} et M^{me} Daniel Cusac, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Toute sa famille Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part de décès de

Yves CHAMPETIER, professeur à l'Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy, survenu le 4 octobre 1988.

Il repose avec les siens au cimetière du Père-Lachaise.

62, boulevard Voltaire, 54000 Villers-lès-Nancy, 10, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— Saint-Pierre-du-Regard. Les familles Delahat, Boute, Vénard, Maltre, font part du décès de

Jean DUHAZE, survenu en son domicile, le lundi 3 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église de Saint-Pierre-du-Regard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bas-Thiel, 14110 Saint-Pierre-du-Regard.
PFO Ganquelin, marbrier, Condé-sur-Noireau. Tél. : 31-69-02-96.

— M^{me} Hassine et ses enfants, Ainsi que les familles Haggège et Dehan, ont la douleur de faire part du décès de

M. David HASSINE, ingénieur chez Scaky, survenu le 7 octobre 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, le 14 octobre à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LOTO n° 48 TIRAGE DU SAMEDI 8 OCTOBRE 1988

PROCHAINES TIRAGES, LE SAMEDI 10 OCT. 1988 ET LE SAMEDI 17 OCTOBRE 1988 A 20 H 30

50 28 28 29 35 43 46

6 NOMBRES : 2 127 258,00 F
1 NOMBRES : 186 970,00 F
2 NOMBRES : 9 985,00 F
3 NOMBRES : 130,00 F
4 NOMBRES : 11,00 F

50000 F
20000 F
10000 F
5000 F
2000 F
1000 F
500 F
200 F
100 F
50 F
20 F
10 F
5 F
2 F
1 F

— M^{me} Jacques Laffranchy-

Vandamme, son épouse, Elodie, Godelieve et Pierre, ses enfants, M^{me} Jean Laffranchy-Saint-Aubin, sa mère, M^{me} et M^{me} Robert Saint-Aubin et leurs enfants, ses oncles, tante et cousins, Toute la famille Et tous ses amis, font part de la mort de

M. Jacques LAFFRANCHY, consul adjoint à l'ambassade de France à Bangui (R.C.A.), chevalier de l'Ordre national du Mérite,

arraché brutalement à l'affection des siens, le 3 octobre 1988, à Bangui, dans sa cinquante-sixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Monestier-de-Clermont (Isère).

Une messe à sa mémoire sera célébrée, le samedi 15 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffette, Paris-9.

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue Michel-Peter, 75013 Paris.

— M. Henri Rosen, M. et M^{me} Philippe Prest et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Rosen et leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Denise ROSEN, née Rosif.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 7 octobre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Pour le dix-huitième anniversaire du décès accidentel de

Françoise ABACH-JAUFFRET,

ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

1^{er} septembre 1939-11 octobre 1970.

— Il y a un an le 11 octobre 1987 disparaissait, à Nice,

Paul PARENT.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée auront une pensée pour elle.

— Il y a deux ans, le 10 octobre 1986, disparaissait

Christian VALLET.

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

— Il y a sept ans, le 10 octobre 1981,

Dominique ELIAKIM-DUBUS

a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, le vendredi 28 octobre à 9 h 30, salle Bourjès, M. Clermont : « La communauté noire américaine et la politique étrangère des États-Unis de 1969 à 1979 ».

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, rue Indiana, 75427 Paris Cedex 08. Tél. : 46-23-08-81. Tél. : 42-47-88-03. Renseignements. Tarif de la ligne H.T. Toutes notations : 78 F Abonnés (avec justificatif) : 63 F Communications diverses : 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

AUTOMOBILE

— Des Ferrari à prix records. — Dimanche à Monaco au cours d'une vente aux enchères de vingt-trois Ferrari de collection, une 375 MM de 1953 a été adjugée à 9,5 millions de francs. Au total le vente a rapporté 92 millions. La voiture la plus abordable, une Dino de 72 (246 GT) a été vendue 480 000 F. Il y a trois mois, selon un expert, on estimait à 250 000 F la voiture. La mort du Commandatore a fait faire aux prix des Ferrari de la grande époque un bond très important.

سكزا من الأصل

MOINS DE 2 % DE CHOMEURS EN SUÈDE

Quand les rigidités favorisent l'emploi

Le système suédois, très contraignant, repose sur la compétitivité des entreprises et la formation des travailleurs.

ET si la flexibilité, telle qu'on l'entend en France, se révélait être un leurre, une fausse bonne solution pour l'emploi ? Iconoclaste par les temps qui courent, la question vaut pourtant d'être posée à la lumière de l'exemple suédois, que M. Bernard Brunhes est allé étudier pour le compte de l'OCDE, et qui fait l'objet d'un rapport, non encore publié.

Audacieuse, la thèse de l'ancien conseiller social de M. Pierre Mauroy à Matignon est également dérangeante. Extrêmement rigide, le carcan des règles et des lois peut ne pas entraver l'activité économique. Bien au contraire, dit-il, « l'inflexibilité est une contrainte qui peut apporter de l'emploi ».

Des conditions doivent certes être remplies, mais le raisonnement se résume en une maxime : « La contrainte crée la nécessité de planifier, la souplesse crée la laxisme », écrit ainsi récemment M. Brunhes dans un texte intitulé « Lettres persanes » (1) pour se moquer de ses compatriotes, toujours subjugués par le modèle américain, et si peu tentés par la connaissance d'expériences plus proches, mais curieusement jugées exotiques.

Par rapport aux discours ambiants, il est vrai que la référence suédoise a de quoi surprendre. Un contre-modèle apparaît, avec son fonctionnement rigoureux et son autre logique qui fait appel à un système différent de compensation.

Une pénurie de main-d'œuvre

Tout le mystère de la Suède se lit en quelques données ou chiffres. Avec 1,7 % de chômeurs, on peut parler de plein emploi et même de pénurie de main-d'œuvre dans la région de Stockholm. Or ce pays pratique une politique de salaires élevés, avec des salariés très qualifiés, et le niveau de protection sociale y est un des plus développés du monde.

Le coût du travail en devient impressionnant et le financement des besoins collectifs pèse lourdement sur l'imposition. Mieux, et cela renvoie encore davantage à nos débats hexagonaux, les licenciements économiques y sont très difficiles à obtenir, les aménagements d'horaires de travail n'y existent pratiquement pas et les diverses formes d'emploi précaire n'ont quasiment pas droit de cité.

Ailleurs, l'absence totale de souplesse conduirait à l'asphyxie économique et se traduirait par un développement angoissant du chômage. De telles servitudes engendreraient un contrôle d'Etat renforcé, un interventionnisme pointilleux et une bureaucratie tatillonne. Très vite, ces entraves à l'initiative deviendraient intolérables et le régime étouffant. On ne tarderait pas à parler d'une société moribonde ou sur le déclin, condamnée par ses excès.

Seulement voilà, il se trouve que, en totale contradiction avec les principes défendus par les propagandistes de la déréglementation, cela réussit plutôt bien à la Suède. Ses brillants résultats défient les orientations actuelles au goût du jour. Pourquoi ?

A l'inverse, les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou même la France, depuis quelques années, ont fait un autre choix. Ces pays ont au contraire préféré ces variantes de la « flexibilité interne » ou de la « flexibilité externe » dont M. Brunhes, justement, se demande si elles n'entraînent pas « un laxisme qui décourage la gestion prévisionnelle et l'effort de formation ». « Loin d'être un moyen de retour au plein emploi », prétend-il, elles ne font que faciliter les adaptations quantitatives, et non qualitatives, en se bornant aux effets à court terme.

Sans arrière-pensée

Dans cette différence réside l'originalité de la voie suédoise, qui suppose le respect d'un certain nombre de principes intransigeants. Les relations industrielles et sociales sont en effet marquées, en Suède, par la prééminence de

des mêmes données économiques, commerciales, sociales et, par terminal interposé, se tiennent informés auprès de sources identiques d'information. Il arrive que le syndicalisme vienne dire qu'on ne peut pas continuer comme cela et qu'il propose des compressions d'effectif...

Dès lors qu'il y a entente sur l'accompagnement social, les dispositions peuvent s'appliquer avant que l'inévitable ne soit atteint. Les reconversions industrielles s'effectuent finalement plus vite et il n'y a pas de secteurs sinistrés, comme la sidérurgie en France. Ainsi la Suède a pu revenir, en moins de dix ans, du troisième au dix-septième rang mondial pour la construction navale parce que chacun avait compris qu'il ne fallait pas insister ou retarder l'inéluctable. En échange, les syndicalistes ont obtenu d'énormes efforts de reconversion pour le personnel (trois ans de salaire et de la formation) et se sont fait garantir l'implantation de nouvelles acti-

ainsi plus aisés les redéploiements économiques et sont conscients que l'équilibre de leur système, si coûteux, dépend pour l'essentiel de leur faculté à aller vers des produits à forte valeur ajoutée.

Selon la même optique, la pratique des basses rémunérations est violemment combattue. « Sans même s'en cacher, les syndicats veulent des salaires homogènes d'une branche à l'autre, avec pour objectif de faire disparaître les mauvais secteurs et les canards boiteux », explique M. Brunhes, qui trouve plusieurs applications à cette logique dans les refus des modulations d'horaires, des contrats à durée déterminée, de l'intérim, etc.

Du coup, et pour ne pas souffrir de tant de rigidités, les entreprises suédoises sont amenées à jouer autrement et donc à anticiper largement sur des évolutions prévisibles, ce qui les rend plus compétitives. Dans les équipes de direction, note M. Brunhes, « il y a toujours des responsables du développement, des études, des recherches ou des spécialistes de la prévision stratégique. On crée des postes de vigie pour la veille technologique, et on table énormément sur la formation ».

tème qui repose sur un consentement implicite.

Un demandeur d'emploi serait privé de son indemnisation s'il refusait, alors que l'Etat consacre 0,49 % de son PIB aux stages pour adultes contre 0,80 % à la garantie de ressources (voir graphique). « Il est admis que chacun a un devoir envers la société, qui le prend en charge. Il y a obligation, en retour des efforts consentis par la collectivité, de participer soi-même à son adaptation », souligne M. Brunhes.

Les conséquences d'un tel mode de fonctionnement sont évidentes. La politique industrielle, volontariste, suppose que le pays se place toujours sur les meilleurs créneaux compatibles avec une organisation sociale contraignante. Cela nécessite une capacité d'anticipation des mutations en cours, et donc un appel constant aux ressources humaines, lesquelles sont entretenues par la formation. « En Suède, déclare M. Brunhes, impressionné, on utilise la rigidité sociale comme un plus, on en fait un avantage. Les hommes y sont traités comme le premier facteur de production ».

« On peut penser que le triple mouvement de fermeture accélérée des entreprises en déclin, des investissements importants et judicieux dans des secteurs bien choisis et de la formation technique très poussée des travailleurs concernés par ce transfert explicite en partie le succès de ce pays en matière d'emploi », ajoute l'ancien conseiller social, devenu consultant privé d'organismes et de nombreuses sociétés.

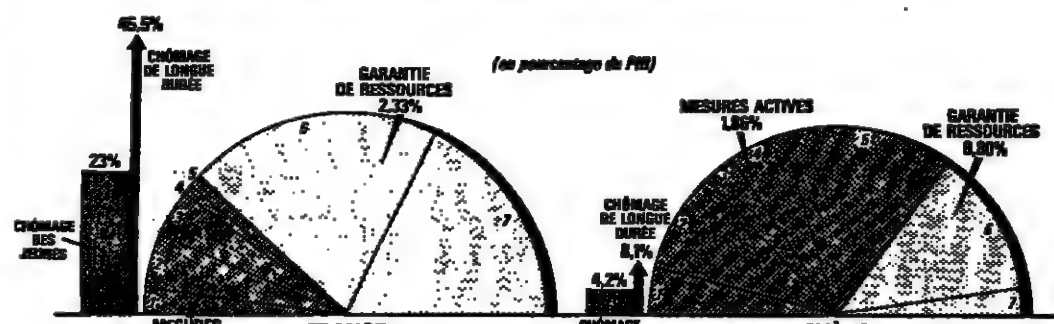
A suivre son analyse, une flexibilité serait donc préférable aux autres, pourtant plus fréquemment citées, du moins pour l'avenir à moyen et long terme. Pourvu que la Suède sache longtemps encore prendre les bonnes orientations au moment opportun, les qualités bien entretenues de sa main-d'œuvre devraient lui permettre de faire face aux nouveaux défis, grâce à son organisation sociale indissolublement liée à la place qu'elle occupe la formation professionnelle.

La flexibilité fonctionnelle offrirait plus de chances, à terme, que tous les assouplissements sociaux, réclamés à cor et à cri. Si l'exemple suédois est juste, l'investissement humain n'a pas fini de payer, et le débat sur la flexibilité — la déréglementation — risque de tourner à la débâcle ou du moins à la confusion.

ALAIN LEBEAUE

(1) *Stratégies du management*, n° 161, mai 1988.

Comment intervient le budget de l'Etat



1. Administration et services de l'emploi (France 0,12 %, Suède 0,21 %); 2. Formation professionnelle adultes (France 0,27 %, Suède 0,49 %); 3. Mesures en faveur des jeunes (France 0,24 %, Suède 0,15 %); 4. Subventions à la création durable d'emplois et aides à l'embauche (France 0,06 %, Suède 0,26 %); 5. Mesures spéciales en faveur des handicapés (France 0,05 %, Suède 0,75 %); 6. Indemnisation du chômage (France 1,26 %, Suède 0,70 %); 7. Retraite anticipée pour des raisons tenant au marché du travail (France 1,07 %, Suède 0,10 %).

Source: OCDE, Perspectives de l'emploi, septembre 1988.

« Il y a flexibilité et flexibilité », rétorque M. Brunhes. Des deux grandes options aujourd'hui à l'œuvre, chacune a sa propre cohérence et — ce que l'on oublie trop souvent — ses contreparties, donc ses conséquences ou ses exigences.

Dans le cas de la Suède, et d'une certaine façon de l'Allemagne, on a privilégié « la flexibilité fonctionnelle », qui repose sur la capacité d'évolution des travailleurs. On a écarté toutes les formules d'ajustement rapide par la suppression d'emploi, la variation du salaire, la modulation horaire, ou encore par la multiplication des contrats de travail « atypiques » et par le recours à la sous-traitance, par exemple.

la négociation entre partenaires placés sur un pied d'égalité. Grâce et à cause de la loi sur la « codetermination », « rien ne peut se faire dans l'entreprise sans l'accord des syndicats », qui, dès lors qu'ils ont accepté une décision, prennent leurs responsabilités et s'efforcent de la faire appliquer, conjointement avec les employeurs.

Plutôt que de devenir un frein au changement, cela apparaît vite comme une force puisque chacun — syndicaliste comme patron — partage le même degré d'information et, par conséquent, discute sans arrière-pensée ni méfiance. « Dans une entreprise », raconte M. Brunhes, le délégué syndical et le chef d'entreprise disposent

vités dans des secteurs porteurs, comme ceux de l'automobile haut de gamme avec Volvo.

Quand les licenciements interviennent pour « des causes objectives », on applique la règle du « dernier entré, premier sorti », qui, elle-même, correspond à une attitude précise. On sauve les postes des salariés les plus anciens ou les plus âgés, car, observe M. Brunhes, « les syndicalistes suédois savent qu'il ne sert à rien de maintenir des jeunes dans des secteurs en difficulté ».

« Ils estiment qu'il vaut mieux les transférer vers des activités en développement, moyennant formation, plutôt que de les entraîner dans une impasse. Ils rendent

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Pour que soient pris des risques calculés

LE plein-emploi est le seul objectif indiscutable d'une société démocratique. Il n'existe aucune querelle doctrinale à ce sujet, alors que l'urgence et la nécessité des autres objectifs de la politique économique — stabilité des prix, équilibre extérieur — dépendent des lieux et des temps et sont diversement appréciés par les écoles de pensée. Aussi la montée du chômage témoigne tout autant d'un échec politique que d'un problème économique.

L'échec politique fut celui de l'Europe, le chômage étant un mal spécifiquement européen dans les années 80. Pour ce qui est des causes économiques, notre théorie assigne un rôle central à

Il faut permettre aux firmes de renforcer leur productivité et leurs capacités de production.

par J.-P. FITOUSSI (*) et EDMUND S. PHELPS (**)

deux facteurs : l'élévation historique des taux d'intérêt réels tout au long des années 80 et les fluctuations considérables des taux de change du dollar. Pourtant, depuis quelques années, toutes les opportunités qu'offrait à l'Europe la dépréciation du dollar n'ont pas été saisies.

On n'a pas mesuré toutes les conséquences de ce que le mark

allemand, plutôt que l'ECU, est une monnaie internationale. Dès lors la dépréciation du dollar est synchronisée d'une demande accrue de marks, parce que les marchés en prévoient l'appréciation par rapport à toutes les monnaies.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

(**) Professeur à l'université Columbia (New-York).

Cette anticipation est au surplus logique et rationnelle, les échanges extérieurs de l'économie allemande étant structurellement excédentaires. L'existence de taux de change fixes au sein du SME limite l'appréciation du taux de change effectif du mark, mais à quel prix !

Les économies européennes, contre leur volonté — et cela est manifeste pour la France, — se voient contraintes d'augmenter leur taux d'intérêt, alors même que la dépréciation du dollar offre à l'Europe dans son ensemble l'opportunité d'une baisse des taux.

(Lire la suite page 22)

PRENEZ LA JUSTE MESURE DE L'ECONOMIE



TOUTE l'économie en 18 domaines et 84 mots clés, le guide indispensable pour comprendre les chiffres qui font l'actualité.

■ Une présentation claire ■ des comparaisons internationales ■ un juste équilibre entre chiffres et commentaires.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques
BON DE COMMANDE à retourner au CNIG-INSEE, BP 2718, 90027 AMIENS Cedex

Veillez m'adresser "Tableaux de l'Economie Française 1988" à 48F l'exemplaire.
• Ci-joint en règlement la somme de _____ F par : [] mandat, [] chèque bancaire, [] chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.
Nom : _____ Activité : _____
Adresse : _____

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Pour que soient pris des risques calculés

(Suite de la page 21.)

Sait-on qu'aujourd'hui les taux d'intérêt réels de long terme sont en Allemagne supérieurs à ce qu'ils sont aux États-Unis, mais bien inférieurs à ce qu'ils sont en France ?

A cela trois solutions données, par ordre de préférence et de difficulté croissantes : laisser le deutschemark s'apprécier par rapport à toutes les monnaies ; recycler en Europe les excédents allemands ; ou créer une monnaie européenne unique, ce qui permettrait de partager les effets de l'appréciation tout en évitant que certains pays n'aient à augmenter leur taux d'intérêt.

En attendant, la politique monétaire française est sous double influence : celle d'une monnaie en mal chronique d'appréciation, le deutschemark ; celle de marchés internationaux des changes dont l'expérience a abondamment montré que leur caractère essentiel était d'être spéculatif et donc fréquemment en dysharmonie avec les détermi-

nants fondamentaux de l'activité économique réelle. Les négociateurs français se montreront-ils suffisamment habiles et déterminés pour mettre en œuvre l'une des trois solutions évoquées ?

Des traces historiques

Une deuxième question est celle des raisons de la persistance du chômage en France et de la lenteur de sa décrue en d'autres pays européens, alors qu'en France, comme ailleurs mais un peu plus tard qu'ailleurs, la croissance économique se fait de nouveau entendre. Comment expliquer que l'augmentation de l'emploi soit si lente et les perspectives les plus optimistes si médiocres ?

Un taux de croissance économique en France de 3,5 %, qui n'a rien d'exceptionnel, apparaît si élevé que peu d'économistes ou d'hommes politiques pensent qu'il pourra se maintenir. Ce taux,

inférieur à ce qu'il fut possible d'obtenir entre les deux chocs pétroliers, inférieur plus encore à ce que devraient permettre les progrès techniques, n'est pas susceptible d'infléchir suffisamment le sentier de l'emploi pour que le chômage s'en trouve réduit de façon significative.

Ce pessimisme ne relève-t-il que de notre propension à projeter dans le futur le passé le plus immédiat ou est-il le reflet d'obstacles plus objectifs. Une hypothèse en tout cas doit être considérée, celle de l'hystérésie dans l'évolution macroéconomique : un chômage élevé tendrait à se perpétuer de lui-même. Les chocs transitoires d'offre et de demande auraient des effets permanents sur le niveau de l'emploi. Des événements conjoncturels laisseraient des traces historiques en affectant structurellement le devenir de nos économies.

Les raisons en sont multiples : quelle que soit l'origine de la baisse de l'emploi, les victimes du chômage perdent les qualifica-

tions et les motivations qui leur permettraient d'occuper un emploi régulier ou sont considérées comme inaptes par les chefs d'entreprise. Les jeunes manquent l'opportunité d'acquiescer l'expérience nécessaire, alors que les plus âgés ont acquis une expérience spécifique qui ne s'accorde pas nécessairement avec celle exigée par un nouvel emploi.

Ainsi l'évolution de l'emploi est caractérisée par une asymétrie : tout événement défavorable engendre une baisse de l'emploi, alors que les effets sur l'emploi d'un événement favorable se voient retardés en raison des obstacles psychologiques et économiques que nous venons de souligner.

Dans la situation présente, il faut donc tout faire pour briser le cercle vicieux du chômage et le transformer en un cercle vertueux de l'emploi, où le même phénomène d'hystérésie jouera en sens inverse : l'emploi sera élevé après-demain parce qu'il l'a été

demain. La porte des emplois stables doit être tenue grande ouverte.

Plusieurs dispositions du plan Rocard pour l'emploi vont dans ce sens. Elles touchent d'abord pour l'essentiel la population la plus vulnérable au chômage. Ainsi est-il de la baisse du coût salarial pour la majorité des travailleurs ; de l'exonération totale des cotisations patronales pour le premier salarié embauché ; de l'exigence accrue de formation contenue dans le dispositif du traitement social du chômage. Il devrait être possible d'aller plus loin.

Si le transfert au budget de l'Etat d'une fraction des cotisations patronales d'allocations familiales constituait l'amorce d'une politique visant à terme à faire supporter par le budget général une part de plus en plus importante des charges de ce régime, l'effet sur l'emploi en serait multiplié. Les entreprises formeraient l'anticipation d'une baisse ultérieure des coûts salariaux, ce qui constituerait une puissante incitation à l'embauche.

En outre, l'hypothèse que le passé fait peser sur l'avenir concerne aussi les capacités de production. Une période prolongée de croissance ralentie, quelle qu'en soit la cause initiale, et singulièrement quand elle est engendrée par des taux d'intérêt réels anormalement élevés, conduit à un ralentissement de l'investissement, à une insuffisance et à une inadéquation du stock de capital. Cette insuffisance des capacités de production semble confirmée par l'observation de taux d'utilisation élevés dans la plupart des économies depuis quelques années. Ils ne sont pas aujourd'hui en France différents de ce qu'ils furent dans les années 60.

Un manque de capital

Toute reprise durable serait-elle alors inhibée par un manque de capital, même si la récession a été engendrée par la déficience de la demande ? C'est, en effet, le secteur de production des biens d'équipement qui témoigne de la plus grande flexibilité et donc de la plus grande vulnérabilité aux fluctuations de l'activité économique. Les mécanismes automatiques de régulation s'appliquant essentiellement aux dépenses de consommation, c'est l'investissement qui subit de plein fouet l'effet de la récession. Ce problème serait d'autant plus préoccupant en France que la diminution de la durée hebdomadaire et annuelle du travail a conduit à une baisse de la durée d'utilisation des équipements.

Un tel pessimisme procède à notre sens d'une vision statique. L'insuffisance de capital n'est une contrainte sur le niveau de l'emploi qu'à court terme. Certes elle peut être grande à un moment donné. Alors le plein-emploi ne pourrait être rétabli que si pendant un temps la croissance du ratio capital/produit était nettement supérieure à sa tendance longue. Un tel ajustement ne peut évidemment être instantané, mais

rien ne justifie de le retarder. Le capital peut être rapidement créé ou importé. La croissance économique en 1988, plus forte que prévue, est due en grande partie à la reprise de l'investissement, qui fut plus vigoureuse que celle escomptée.

Une reprise durable de l'activité implique qu'on agisse davantage sur la dépense en biens d'équipement que sur celle de consommation. De fait, plusieurs des mesures du plan gouvernemental pour l'emploi sont directement ou indirectement favorables à l'investissement. La possibilité qu'auront les PME d'emprunter à un taux bien inférieur au taux actuel (9 % contre environ 13 %) ou d'émettre des billets de trésorerie dont le plancher est abaissé de 5 à 1 million de francs va donner un regain de solvabilité à des entreprises qui, bien que rentables, trouvaient difficilement un financement. Le problème est de savoir si les ressources consacrées à ces prêts (15 milliards de francs) seront suffisantes pour satisfaire les besoins de trésorerie des PME. Si elles ne l'étaient pas, il serait opportun de leur procurer d'autres ressources.

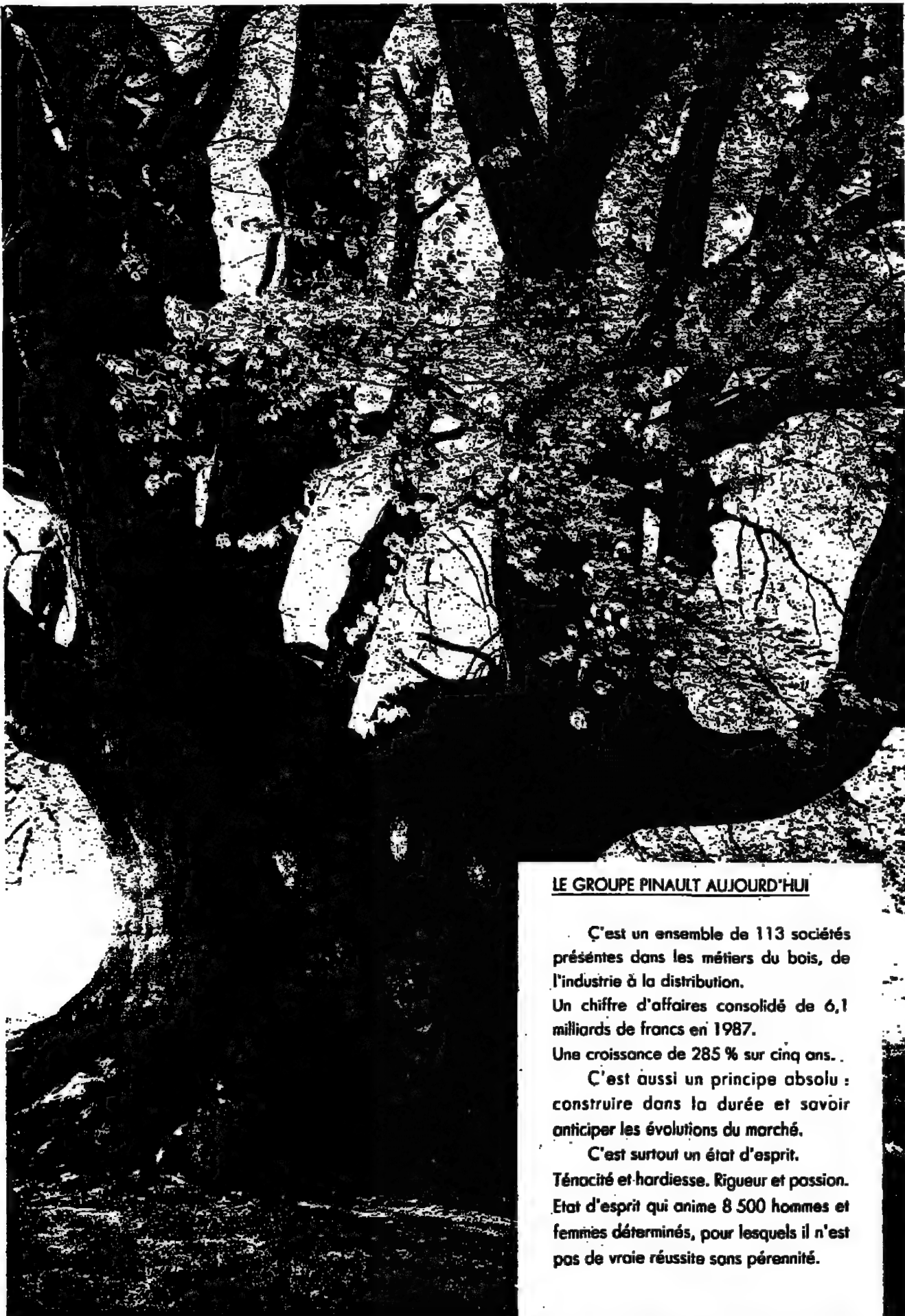
L'exonération totale d'abord, partielle ensuite, d'impôts sur le bénéfice pour les entreprises nouvellement créées, de même que la réduction du taux d'imposition sur les bénéfices non distribués, équivalent à un accroissement de la rentabilité de l'investissement. Rétroactive, la première mesure aurait un impact beaucoup plus large. Les entreprises concernées qui se trouveraient sur un marché porteur seraient davantage encore incitées à investir.

Ces dispositions sont pourtant insuffisantes eu égard à la fois à la gravité du problème du chômage en France et à l'échéance de 1992. Dans leur volet économique, elles n'affectent que la demande de travail et d'investissement des entreprises. Investir aussi dans les services publics, dont certains parmi les plus importants - l'enseignement, tous les niveaux d'enseignement - sont dans un état de délabrement moral et physique, est une urgente nécessité. La politique salariale devrait évoluer aussi, non pas vers moins de rigueur mais vers plus d'équité. Si la croissance économique est retrouvée, il faudra recommencer à en partager les fruits.

La crainte d'un dérapage inflationniste, malgré les bons résultats de ces dernières années, et celle, moins justifiée, d'une aggravation du déficit commercial extérieur sont toujours présentes. Mais des risques calculés devront être pris. La meilleure préparation à l'échéance de 1992 est une croissance forte dans les années qui la précèdent. Elle permettrait aux entreprises françaises d'installer les capacités de production nouvelles et de réaliser les gains de productivité nécessaires pour bénéficier des « externalités » que l'on attend de l'achèvement du grand marché européen.

JEAN-PAUL FITOUSSI
et EDMUND S. PHELPS.

Nous croyons au travail bien fait. Aux entreprises qui progressent.



LE GROUPE PINAULT AUJOURD'HUI

C'est un ensemble de 113 sociétés présentes dans les métiers du bois, de l'industrie à la distribution.

Un chiffre d'affaires consolidé de 6,1 milliards de francs en 1987.

Une croissance de 285 % sur cinq ans.

C'est aussi un principe absolu : construire dans la durée et savoir anticiper les évolutions du marché.

C'est surtout un état d'esprit.

Ténacité et hardiesse. Rigueur et passion.

Etat d'esprit qui anime 8 500 hommes et femmes déterminés, pour lesquels il n'est pas de vraie réussite sans pérennité.

PINAULT
LE NOUVEL ESPRIT D'ENTREPRISE

(Publicité)

AVIS DE PRÉSELECTION

Le ministère des Travaux Publics de la République démocratique de Madagascar fait connaître qu'il procède à la présélection des entreprises à retenir pour participer aux appels d'offres concernant les travaux de réhabilitation et d'entretien périodiques du système routier financé par l'Association internationale de développement et un cofinancement indonésien géré par ladite association.

Les travaux concernent des routes bitumées, des routes en terre améliorées et des voies de desserte agricole.

Seuls seront admis à participer à la présente sélection, les entreprises ou groupements d'entreprises ressortissant des pays membres de la Banque mondiale, la Banque et l'Indonésie.

La date limite de remise de candidature est fixée au 01 décembre 1988 à 17 heures de Madagascar.

Le cahier des charges de la présélection, qui définit notamment les renseignements à fournir pour la participation à la présente présélection et les caractéristiques des appels d'offres, peut être consulté auprès de :

- Ministère des Travaux Publics - Ansy - Antananarivo.

- Ambassade de la République démocratique de Madagascar à Pérouges.

- Ambassade ou représentation des pays membres de la Banque mondiale, de la Banque et de l'Indonésie - Madagascar.

Les entreprises possédant des références et expériences sérieuses dans ce domaine et qui seraient intéressées par la présente présélection sont invitées à demander le dossier de présélection auprès de :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
BUREAU N° 320 à ANSY - ANTANANARIVO 101
TÉLÉPHONE N° 22343
TÉLÉFAX N° 211-31

LE MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

LE SYSTÈME DE SANTÉ AU QUÉBEC

Une crise financière et morale

Déficits, déshumanisation, désintérêt des infirmières : le « modèle québécois » doit évoluer.

La salle ne désemplit pas. Des jeunes affaiblis, des vieilles dames un peu perdues qui protestent parfois, des mères de famille épuisées avec des bébés sur les genoux attendant qu'on les appelle pour l'examen. De temps à autre arrivent, portés sur des brancards ou soutenus par des infirmiers, des accidentés de la route qui passent généralement en priorité, allongés d'autant une attente qui peut durer des heures.

Scène d'un service d'urgence dans un hôpital de Montréal un dimanche soir. Cet engorgement fait souvent la « une » des journaux : « Videz d'abord les salles d'attente », titrait par exemple le quotidien anglophone *The Gazette* à propos de projets de réforme hospitalière.

Propos excessifs, car le problème concerne pour l'essentiel les grands établissements des deux métropoles, Québec et Montréal, qui abritent un tiers de la

population de la Belle Province. Mais c'est ainsi que le public perçoit les crises paradoxales d'un système de santé qui peut faire figure de modèle et de sa pièce maîtresse, l'hôpital.

Paradoxes en chaîne en effet. Financées par l'État, les dépenses de santé sont assez importantes (environ 9 % du produit intérieur brut), mais leur croissance semble relativement contrôlée depuis dix ans, au regard de l'évolution des États-Unis voisins, livrés à la concurrence. Pourtant, le système fuit.

En dépit de modifications successives des règles de financement, les déficits se répètent : en mars 1986, il touchait soixante-sept établissements (sur neuf cents) parmi les plus importants et atteignait 279 millions de dollars (1 dollar canadien = 5,2 F), soit 7,3 % du budget total. Tous les professionnels, médecins, infir-

mières, cadres et directeurs d'établissement déplorent l'insuffisance des ressources. Les usagers ne sont pas vraiment satisfaits.

Crise morale aussi. Le « modèle québécois », mis au point au début des années 70, a servi de référence dans de nombreux pays, en particulier pour les médecins de santé publique français. Le but était non seulement d'offrir des soins gratuits à l'ensemble de la population mais d'organiser un réseau d'établissements cohérent correspondant au « niveau de soins », allant des plus simples - « les soins primaires », selon l'Organisation mondiale de la

santé - aux plus complexes et aux plus spécialisés.

Ce système ne devait pas se limiter aux traitements médicaux, mais aller jusqu'à prendre en charge des difficultés psychologiques et sociales et offrir de surcroît un droit d'intervention aux usagers. Les établissements devaient se donner des objectifs à partir de données épidémiologiques. Le programme, contesté politiquement, imparfaitement réalisé, n'a pas répondu aux espoirs.

En 1985, impuissant à redresser la barre, le ministre de la santé a chargé une commission de personnalités de faire une enquête et de proposer des solutions. Une opération plus vaste encore à l'échelle québécoise que les États généraux de la Sécurité sociale de 1987 en France : dix mille personnes ont été entendues au cours de réunions parfois publiques dans les diverses régions. De plus, les commissaires, déchargés de leur tâche professionnelle, ont disposé d'une équipe d'une vingtaine d'assistants à plein temps, de l'aide de conseillers scientifiques et de 1,4 million de dollars pour payer des études et des recherches.

Leur rapport, remis en février 1988, a confirmé les doutes, malgré un satisfecit accordé sur le plan macro-économique - gratuité assurant l'accès de tous aux soins, résultats largement comparables à ceux des pays avancés pour les « indicateurs globaux » de santé (1) et pour les coûts. « Si les barrières matérielles ont été levées, sortir des dédales administratifs » et obtenir les meilleurs soins reste « très difficile pour ceux qui n'ont pas d'argent ni de relations », souligne-t-il.

Une prise en otage

Les besoins sociaux demeurent mal satisfaits, et la coordination entre le social et le médical manquée : « Des gens sont obligés de passer des mois à attendre et de dépenser une fortune pour trouver une solution pour des personnes âgées en perte d'autonomie ».

En outre, les établissements (théoriquement autonomes), les professions et les associations se disputent impitoyablement les morceaux de l'enveloppe : « Tout se passe comme si le système, pris en otage, était devenu prisonnier des groupes d'intérêt : groupes de producteurs, syndicats d'établissement, groupes de pression issus de la communauté, comme si la loi du plus fort opérait ».

Résultat : « une démotivation » du personnel, notamment des infirmières, « un désintérêt des médecins, chef de voûte du système » et « une déshumanisation et une dépersonnalisation des soins ». Le doute s'installe sur l'utilité réelle de certaines dépenses, de certains soins, car « rien ne garantit que l'ensemble des services dispensés le soient de la façon la moins coûteuse. (...) Il n'est pas non plus certain que tous améliorent efficacement la santé et le bien-être des patients ».

Une sévérité inhabituelle - qu'on songe aux lauriers tressés par les « sages » du système français de santé et de protection sociale - qui traduit la capacité québécoise d'autocritique et la conviction que la santé ne se résume pas à la médecine. La commission n'a pas proposé de réforme du financement ou de l'organisation des soins. Pour débloquer le système, « recréer une dynamique », elle a suggéré de « remettre le choix au citoyen ».

Des conseils régionaux, élus au suffrage universel, recevraient des

enveloppes globales qu'ils utiliseraient à leur guise, à la seule condition de respecter les salaires et les tarifs fixés par le gouvernement provincial. Les instances locales pourraient ainsi privilégier tel ou tel type de soins, d'établissement ou de spécialité médicale, selon leurs besoins.

Cette proposition embarrasse et tente à la fois le ministre de la santé, M^{re} Thérèse Lavoie-Roux. Toutefois, le gouvernement, comme l'ensemble de la classe politique, est hostile à la constitution d'un nouvel étage électif, après les Parlements fédéral et provincial et avant les municipalités. La montée des abstentions pour l'élection des « commissions scolaires » locales élues aussi au suffrage universel conforte cette position. Mais le ministre souhaite une décentralisation qui lui éviterait de voir remonter jusqu'à lui les problèmes de chacun des neuf cents hôpitaux.

Le choix des priorités

Reste cependant à définir plus précisément les priorités et les marges de liberté de la province, des régions et, aussi, des établissements, qui jugent la réglementation actuelle excessive. Le gouvernement libéral est soumis à de fortes pressions qui traduisent de profonds changements de la société québécoise.

Longtemps au Québec, contrairement au reste de l'Amérique du Nord, le secteur public a été le moteur du développement économique en même temps qu'il permettait de répondre aux besoins sociaux, notamment ceux des catégories défavorisées. Cette situation renforçait l'alliance politique entre le parti québécois, réputé social-démocrate, et les syndicats du secteur public.

Mais la crise économique a rompu cette alliance. Les groupes qui ont soutenu le Parti libéral québécois (PLQ) - les patrons, les professions libérales, mais aussi les cadres supérieurs du public et du privé, les nouveaux entrepreneurs qui ont émergé dans les années 80 plaident en faveur d'un désengagement de l'État.

Faut-il élargir la part du privé dans la gestion des services et dans les établissements, étendre la part payante de la santé aux soins médicaux (2), comme le propose

le docteur Augustin Roy, président de la corporation professionnelle des médecins du Québec ? La « nouvelle alliance » n'est pas homogène. Le secteur public conserve bien des charmes aux yeux des Québécois. « Privatiser la santé est inconcevable au Québec », souligne M. John Parisella, directeur du PLQ, et aucun parti n'a vocation au suicide.

De plus, en 1984, le gouvernement canadien du libéral Pierre Elliott Trudeau a interdit, au moyen d'une loi, l'institution de tickets modérateurs ou de suppléments de tarif non remboursés. Cette loi n'a pas mis fin aux conflits entre l'État fédéral et les provinces sur la répartition des charges, mais elle complique encore la distinction entre les services « essentiels », qui doivent rester gratuits, et ceux qui peuvent être payants.

Depuis 1980, la nécessité d'économies a amené à restreindre la gratuité (par exemple pour les soins dentaires aux enfants), sans pour autant aboutir à une distribution rationnelle. « On peut faire rechercher et retrouver ses parents ou trouver un enfant à adopter sans bourse délier, mais une grande partie des soins aux personnes âgées sont payants », souligne M. Paul Lamarche, sous-ministre adjoint à la santé. Qu'est-ce qui est médicalement et socialement essentiel ?

Question embarrassante au Québec comme ailleurs. La commission d'enquête n'a indiqué que quelques priorités très générales de santé publique : prévention des maladies cardio-vasculaires, des maladies mentales dégénératives ou sexuellement transmissibles (notamment le SIDA), des cancers, de l'alcoolisme et des toxicomanies, comme de la déviance et de la violence aux personnes.

Le gouvernement provincial doit donc choisir. Or, entre une demande-toujours croissante et des moyens financiers limités, sa marge de manœuvre se restreint d'année en année.

de Montréal
GUY HERZLICH.

(1) Par exemple la mortalité périnatale a diminué de moitié entre 1971 et 1980.

(2) Ces derniers sont gratuits, mais les médicaments ne sont pas remboursés, sauf aux personnes âgées, et les soins dentaires sont souvent payants pour les enfants.

L'ombre des États-Unis

LES pièces essentielles du projet québécois, correspondant à « une politique globale de la santé », selon le rapport publié en 1974 par M. Marc Lalonde, alors ministre canadien de la santé et du bien-être (1), devaient être formées par les « départements de santé communautaire » des facultés de médecine et les « Centres locaux de services communautaires (CLSC). Chargés des soins primaires, mais aussi de prévention, de services sociaux (de l'aide ménagère au soutien psychologique), voire d'éducation populaire, les CLSC en particulier devaient devenir la « porte d'entrée principale » aux soins.

Leur côté militant, qui en faisait des foyers d'opposition aux politiques sociales du gouvernement libéral au pouvoir jusqu'en 1978, a freiné longtemps leur développement. A peine achevés en 1987, le réseau a failli être remis en cause : la même année, un rapport sur les services publics remis au président du conseil du Trésor (2) préconisait de leur ôter les services de santé en milieu urbain.

Recevant 6 % du budget de la santé et des services sociaux, réunissant moins de 10 % des médecins, ils sont en fait restés marginaux : selon une enquête récente, 19 % seulement des malades s'adressaient d'abord à un CLSC, contre 34 % à un service d'urgence hospitalier ; ce n'est que cette année que les médecins généralistes devront y faire un stage avant d'exercer. Loin de contaminer le système, les CLSC ont parfois été contaminés par ses pires aspects : l'absence de disponibilité des médecins hors des heures de bureau.

En revanche les hôpitaux occupent une place dominante : ils reçoivent 49 % du budget du ministère de la santé et des affaires sociales et représentent près de 70 % des dépenses de santé proprement dites. Ce sont eux qui ont profité du développement de l'assurance-maladie depuis 1970.

Cette évolution est liée à l'influence dominante du modèle américain, tout proche, de médecine hypertéchnique et hyperspécialisée. Les médecins, payés à l'acte, exercent le plus souvent à la fois en cabinet privé et à l'hôpital, où ils trouvent l'essentiel de leurs moyens techniques ; ils y donnent volontiers leurs rendez-vous - même les généralistes.

La moitié à temps partiel

Le mouvement a été renforcé par la tendance des usagers à s'adresser directement à l'hôpital, qui apparaît comme une garantie de qualité des soins, notamment dans les établissements universitaires : « Pourquoi n'irais-je pas à l'hôpital Notre-Dame ? Je paie des impôts comme tout le monde », dit un chauffeur de taxi qui a traversé tout Montréal pour y amener son fils.

Mais dans cet univers de services spécialisés qui défendent « leurs » lits pour « leurs » malades, ce sont les services d'urgence qui deviennent la porte d'entrée naturelle : « On y va pour la fièvre d'un enfant ou pour une coupure bénigne : c'est le seul endroit ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre », dit Catherine Lomède, la jeune

présidente de la Fédération des affaires sociales de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), principale « centrale » québécoise.

Conséquence : si le nombre de généralistes et leur part dans l'ensemble du corps médical ont augmenté depuis 1970, le « médecin de famille » à la française ou à l'anglaise a disparu, surtout dans les grandes villes.

Les compressions budgétaires des années 80 ont amené les hôpitaux à fermer - parfois provisoirement - des lits en fonction des ressources disponibles et des rapports de forces internes, sans rationaliser leur répartition entre établissements. Mais ils cherchent à obtenir des rallonges en jouant sur les appuis politiques : « Quand Marc Lalonde, ancien ministre fédéral de la santé et des finances, plaide au nom de son conseil d'administration de l'Hôtel-Dieu de Montréal, il a des chances d'être entendu », persiste un fonctionnaire.

Les hôpitaux ont cherché surtout à limiter les dépenses de personnel en recourant, à la manière américaine, au temps partiel et au personnel temporaire, face aux contraintes des conventions collectives. « Le nombre de nos adhérents n'a pratiquement pas changé depuis 1980, mais aujourd'hui la moitié travaillent à temps partiel, souvent en remplacement », indique Catherine Lomède. Une infirmière doit parfois attendre dix ans un poste normal à temps plein. Beaucoup se découragent avant.

G. H.

(1) Nouvelles perspectives sur la santé des Canadiens.
(2) Équivalent du ministère des finances et du budget.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNA
CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunt 9 % Octobre 1988
1 milliard de Francs soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 5 000 F
Taux de rendement actuariel brut :
8,92 %
Durée : 15 ans et 27 jours.
Amortissement en totalité le 20 Novembre 2003.
Le 1^{er} coupon sera mis en paiement le 20 Novembre 1989.
Jouissance, règlement : 24 Octobre 1988

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne Enneuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une note d'information (visa C.O.B. n° 88-344 du 4/10/88) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75007 Paris et des Établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Faut-il une meilleure raison pour s'intéresser à P&O ?

Avec un bénéfice de £ 328 millions pour un chiffre d'affaires avoisinant £ 3 000 millions, P&O se place dans le peloton de tête des entreprises britanniques. Le Groupe se développe par croissance interne et par des acquisitions stratégiques opportunes. Le résultat d'exploitation provient de la construction, la promotion et la gestion immobilière pour 50 % ; de l'armement naval, principalement le transport de passagers et de marchandises à travers le monde pour 29 % ; et pour le solde, des services : des centres d'exposition, des activités pomaïres et de l'une des plus importantes organisations européennes de transports routiers. L'introduction à la Cote officielle de la Bourse de Paris s'inscrit dans la logique de développement international de P&O, les actions de P&O étant déjà cotées à Londres, à Tokyo et en Australie.

P&O
à la Bourse de Paris
le 18 octobre 1988



Introduceur :
Société Générale
Société de Bourse :
Bacot Allain



Balo du 19.09.1988. Une note d'information qui reçu le visa C.O.B. n° 88-300 en date du 06.09.1988 est disponible sans frais auprès de la Société Générale. Une analyse de P&O peut être demandée à la Société de Bourse Bacot Allain.

La chronique de Paul Fabra

Les pièges du consensus

SUPPOSONS qu'il n'y ait pas de consensus et donc ni langage convenu ni tabou sur l'une des plus graves questions qui occupent le devant de la scène. Que pourrait-on dire du revenu minimum d'insertion ? Les premiers débats sur le RMI et les amendements introduits par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et son président, M. Jean-Michel Belorgey, sont une illustration presque parfaite de l'ambiguïté qui, sur ce genre de dossier, est le motif principal du consensus.

De par la nature du mal auquel il s'agit de porter socialement remède, la pauvreté, qu'on n'ose plus appeler par son nom, la misère, toute extension du champ d'application du dispositif prévu, tout desserrement des conditions posées dans le projet initial pour donner droit au complément de ressources peut être interprété comme un pas en avant. Et, à l'inverse, toute mesure visant à subordonner strictement le versement de l'indemnité à tel ou tel engagement pris et tenu par le bénéficiaire peut apparaître comme un pas en arrière.

Si tous les députés s'approprient à voter la création du RMI, c'est d'abord et surtout à cause de cette métaphore. Comme personne ne voudrait risquer de passer pour insensible, ou pis pour thésaurien, on évite aussi la discussion franche et directe. Le « oui » une-rime « risque d'être un oui de la mauvaise conscience », dit M. André Zeller, député CDS, ancien secrétaire d'État de M. Jacques Chirac. La mauvaise conscience, la peur d'être la victime de l'amalgame sont, dans nos modernes sociétés médiatisées, la cause principale de l'élargissement de l'aire du non-dit, des préjugés sociaux qui ont remplacé les anciens interdits moraux.

Cependant l'argument selon lequel la nouvelle loi, quelles qu'en soient les modalités retenues, « vaudra de toute façon mieux que rien » n'est valable qu'en apparence. Une question angoissante en vérité porte sur l'efficacité du RMI. Ce n'est pas faire preuve de géné-

rosité *a priori* que de refuser de le poser. Encore convient-il de bien s'entendre sur ce concept d'efficacité applicable à ce cas précis.

« Mieux que rien » implique que la nouvelle loi, quelles que soient ses imperfections, aura au moins le mérite de soulager un certain nombre de malheureux qui, en son absence, seraient disposés de ressources encore plus maigres. Mais il convient de pousser plus loin l'analyse : les avantages individuels à en attendre se traduiront-ils par un recul de la pauvreté ou au contraire par son expansion ?

Si l'objectif est de réduire, par une mesure radicale, la pauvreté, le revenu minimum devrait être d'emblée conçu comme une mesure « générale », c'est-à-dire ouverte à tout le monde ; automatique, c'est-à-dire sans obligation imposée au bénéficiaire ; permanente, c'est-à-dire sans limitation de durée ; pour reprendre la formulation de l'un des auteurs du dossier établi sur « le revenu minimum garanti, réflexion et politique » par la *Revue française des affaires sociales* (1). Mais dès qu'on essaie de déterminer quel devrait être le montant de ce revenu minimum, qu'on suppose ici, non pas d'insertion, mais garanti, les choses se compliquent sérieusement.

A qui, d'abord, convient-il de porter secours ? A tous ceux qui sont, telle est l'opinion admise, en situation de grande pauvreté. Selon la CREDOC, c'est le cas des ménages vivant avec moins de la moitié du SMIC par unité de consommation. C'est finalement à ce critère que s'est référé implicitement le projet de loi, au vu des chiffres retenus : 2 000 francs de ressources minimales par personne, 3 000 francs pour un couple sans enfant. Les statistiques sont pour le moins imprécises : il y aurait en France entre un million et deux millions de personnes répondant à cette définition.

A supposer même, ce qui ne sera certainement pas le cas, qu'on parvienne à la sécurité toutes, on n'aurait jamais que fixé le minimum de leurs ressources au seuil de l'extrême pauvreté. Entre celle-ci et la pauvreté tout court, il n'y a de ligne de démarcation claire que dans les statistiques. Celles-ci ne voient pas dans la pauvreté un phénomène absolu, ce qu'il est d'abord, mais un phénomène relatif. C'est ainsi que, pour la Communauté économique européenne, est considéré comme pauvre tout individu dont le revenu net est inférieur à la moitié du revenu net moyen du pays où il habite. On en compterait en France environ huit millions.

C'EST à cette approche maximaliste, à savoir la création d'un revenu minimum garanti sans conditions particulières, que se rattache le projet dont on a beaucoup discuté aux États-Unis au début des années 70. Son auteur n'était autre que l'économiste ultra-libéral, l'un des chefs de file de l'ala conservatrice du Parti républicain, M. Milton Friedman. Ce dernier préconisait un impôt négatif. Le fisc aurait en quelque sorte distingué deux catégories d'assujettis : ceux qui, disposant d'un revenu jugé suffisant, continueraient à lui verser leur contribution ; ceux qui, ne disposant pas d'un tel revenu, se verraient rétroceder un complément de ressources égal à la différence entre, d'une part, celles qu'ils auraient déclarées et, d'autre part, le revenu minimum fixé par la loi.

Dans l'esprit des partisans de ce système, celui-ci aurait eu pour mérite essentiel de rendre inutiles la plupart des prestations sociales : c'est en réalité à une refonte complète de l'État-providence qu'il les sollicitait. Si différents des idées de M. Milton Friedman que soit le projet actuel du gouvernement

français, il bute sur les mêmes questions qui ont fait naître, de l'autre côté de l'Atlantique, l'objet de nombreuses discussions politiques et de « simulations » plus ou moins savantes.

Il s'agissait toujours de déterminer dans quelle mesure l'octroi d'un revenu minimum n'aurait pas indirectement pour effet une moindre incitation au travail. M. Christian Pierret, député d'un département (les Vosges) où nombreux sont les travailleurs payés au SMIC, se montre particulièrement soucieux de laisser subsister ce qu'il appelle « une distance nécessaire » entre le futur RMI et le SMIC.

Mais c'est ici qu'éclate la contradiction : si on veut lutter contre la pauvreté, le minimum des ressources ne peut pas être trop bas. Mais s'il est trop haut, surgissent immédiatement des risques que les assureurs anglo-saxons appellent « la sélection à l'envers » : si je repose à peu près autant, que je travaille ou que je ne travaille pas, pourquoi ne pas choisir le second parti ? Et le moral s'élève : même si je dispose d'un emploi rémunéré, je fais en sorte de le perdre pour bénéficier de l'indemnité.

C'est pour éviter ce double écueil que le projet initial du gouvernement insistait au moins autant sur la notion d'insertion que sur celle de revenu minimum. Concrètement, cela se traduisait par l'exclusion des jeunes de moins de vingt-cinq ans du futur dispositif, par la « suspension » pure et simple de l'indemnité au cas où le bénéficiaire aurait cessé d'accomplir les efforts d'insertion qu'il avait promis de faire en « contrepartie » de l'allocation reçue.

Si ces conditions sont atténuées sinon supprimées, le RMI change substantiellement de nature. Certains théoriciens en chambre vont même jusqu'à évoquer, pour justifier ce relâ-

chement des contraintes, la nécessité de reconnaître pratiquement le droit à ne pas travailler. Qu'est-ce qu'un droit, font-ils valoir, qu'on ne peut exercer qu'en se privant du strict nécessaire ?

Cependant, pour qu'un tel droit puisse exister, il faudrait qu'on puisse à proprement parler admettre qu'existe un droit au travail. Or cette dernière notion n'est-elle pas artificielle ? Le résultat d'une fausse analogie ? Dans le monde réel, le plein-emploi est la conséquence d'une politique économique bien conduite ; il ne résulte pas d'un vote au Parlement !

EN définitive, c'est bien là que réside la grande difficulté de concevoir un projet rationnel : dans quelle mesure faut-il reconnaître un droit au revenu garanti dans une matière où l'application de ce concept est pour le moins incertaine ? Les enquêtes sur le terrain ne pourront jamais fournir une réponse complète aux questions qu'on se pose car les conclusions qu'on en tire sont nécessairement influencées par l'idée préconçue avec laquelle on aborde la question.

La proportion des pauvres recevant un minimum garanti des collectivités locales qui ont créé un tel système ne dépasserait jamais 1 %. Mais on constate que les quelques collectivités qui proposent un véritable salaire minimum garanti (en dehors de tout effort d'insertion) évitent souvent de donner une grande publicité à leur action par crainte des conséquences financières qui pourraient en résulter. Sur un point cependant les enquêtes paraissent aboutir à une conclusion nette : le versement des prestations ne permet de lutter efficacement contre la pauvreté que s'il s'accompagne d'un véritable suivi social du bénéficiaire.

(1) *Revue française des affaires sociales*, n° 2, avril-juin 88, publiée par le ministère des affaires sociales et de l'emploi.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

EMMANUEL CHADEAU

L'économie du risque.
Les entrepreneurs 1850-1980

Nous avons présenté, dans une précédente chronique, *l'Histoire de l'aéronautique*, du même auteur. Ce sont les grands patrons d'une époque brillante et sévère qui sont aujourd'hui devant nous. Dès le départ, la comparaison entre les affaires et le jeu de casino nous paraît impropre ; elle est, d'ailleurs, rectifiée plus loin. Évoquées, bien sûr, les deux cents familles (l'expression attribuée à Maurice Thorez, alors qu'il était d'Édouard Delaunay), mais l'attention se porte sur des individus.

L'ordre chronologique n'étant pas respecté, prenons, avec lui, quelques libertés : nous voyons d'abord les industriels contemporains. Louis Renault et les autres, Marcel Dassault et les autres, et le bien moins connu Jean-François Cal (1804-1871), non moins méritant : « le grand homme de la locomotive française », constructeur, aussi, de ponts, de machines agricoles, etc. Après des débuts très modestes comme artisan routier (le tour de France), il laisse, à sa mort, plus de 20 millions (qu'il faudrait, en valeur actuelle, multiplier par plus de 1 000).

Y a-t-il des dynasties ? Un exemple est donné, portant sur sept générations, mais combien aussi de sens suite ! Et comme nous en arrivons à Francis Bourgeois, il est temps de nous arrêter.

Excellente présentation. Remarquable couverture.
★ Olivier Orban, Paris 1988, 23 cm, 327 pages, 150 F.

HAROLD HAKWON SUNOO

La Corée du Sud

Ce pays, parvenu à un degré de développement satisfaisant non seulement pour se voir rangé parmi les quatre « dragons », mais pour s'être vu attribuer une tâche aussi délicate que l'organisation des Jeux olympiques, est peu connu des Français. H. Hakwon Sunoo, professeur de sciences politiques, directeur du département des sciences sociales de l'université américaine Fayette, a écrit de nombreux ouvrages, publiés aux États-Unis, au Japon et en Corée. Il nous fournit une description, *a priori* d'autant plus utile que la bibliographie, en langue française, est assez modeste.

L'histoire de la Corée, qui nous est opportunément donnée, ne va pas jusqu'à la guerre, qui, en 1950, oppose les deux parties, définies par une doctrine et... un parallèle. C'est cependant un bien sévère réquisitoire qui est dressé, le reproche le plus direct étant celui de la corruption. Le résultat de ce tableau que le développement n'est pas incompatible avec la corruption, comme on le dit souvent. Les multinationales reçoivent ici l'apostrophe classique. La domination financière est surtout le fait du Japon et des États-Unis.

« La politique de corruption » est jugée responsable de l'aggravation des inégalités, de l'inefficacité économique, d'une baisse de l'accumulation capitaliste nationale, au profit de l'investissement japonais, enfin du « découragement de l'innovation ». L'ampleur et la

rapidité des progrès sont, dès lors, quelque peu surprenants.

Dans l'impossibilité d'éviter totalement cet aspect, l'auteur fait observer que le taux de croissance (PIB) a été inférieur à 5,7 % en 1980, alors qu'il dépassait 10 %, pendant les années antérieures. Il faudrait, est-il ajouté, 7 % ou 8 % par an, pour éviter le chômage. Aucune donnée n'est fournie sur l'amélioration du niveau de vie populaire.

Retenons, de cet exposé, que la croissance économique rapide n'a pas été accompagnée d'un progrès social équivalent ; nous pensons alors à notre dix-neuvième siècle... sur un rythme bien plus rapide.
★ Editions Publibud, Paris, 1988, 23 cm, 157 pages, 126 F.

JOFFRE DUMAZEDIER

Révolution culturelle
du temps libre 1968-1988

Si avantageusement connu que soit l'auteur, parmi les sociologues, regrettons que l'éditeur n'ait pas jugé utile de nous le présenter. Dans notre époque de progrès technique continu, le terme « révolution » sort quelque peu de son sens traditionnel.

En dix ans, de 1975 à 1985, le « temps libre » de la population adulte a augmenté, passant de vingt-quatre heures seize minutes à vingt-huit heures vingt-huit minutes ; mais il s'agit, bien entendu, de s'entendre sur le terme « liberté ». Sur le progrès technique et l'emploi, nous retrouvons, dès l'abord, les illusions traditionnelles, tandis qu'est rappelé l'inévitable nombre, si trompeur d'heures de travail, au début de l'industrie. Dans le même esprit, sont critiquées, dans une analyse sommaire, les vues de Jean Fourastié, notamment sur les « trente glorieuses ».

L'auteur nous semble sous-estimer, selon une optique bien courante, les contraintes qui se manifestent dans le temps appelé « loisir ». La différence entre la grande ville et le village mériterait ici d'être soulignée. Quoi qu'il en soit, les chiffres de la comptabilité nationale sont fortement critiqués.

Nous passons en revue diverses professions, même celle des gens d'Eglise, et artisans, *depuis l'introduction, au tiers-monde, où le loisir est loin d'être toujours volontaire*. Après une défense, certes méritée, mais quelque peu étendue, de Lazzarini, nous trouvons une critique des économistes et un « guide de lecture », appelé ABC des sciences sociales, 1988-1988. L'étude du loisir ne doit-elle pas s'accommoder de la notion, combien délicate, de liberté sociale ?
★ Méridiens Klincksieck, Paris, 1988, 21 cm, 303 pages, 110 F.

SALAH LEDDIOUI

L'OPAEP et le tiers-monde.
Une expérience
de coopération Sud-Sud

Un jeune économiste d'Algérie nous présente l'histoire mouvementée du pétrole, particulièrement depuis quinze ans, et entreprend une défense des pays peu développés, tout en soulignant les efforts des pays pétroliers arabes à leur égard (Sud-Sud). Ce plaidoyer général en faveur des pays pétroliers ne manque pas de critiquer la politique de l'OPAEP, y compris même les économies d'énergie et la recherche d'économies de substitution. Il montre, avec plus d'opportunité, l'aide apportée par les pays pétroliers aux pays peu développés, laquelle s'élève à 90 milliards de dollars, record de l'histoire, y compris le plan Marshall.

A la tendance à donner à cette aide un caractère permanent s'ajoute l'objectif, plus général, du nouvel ordre économique international (NOEI). Si les Nations unies, est-il observé, ont bien tenté l'égalisation politique, par contre, elles ont laissé le pouvoir aux pays riches. Nous retrouvons, à l'échelle mondiale, la critique classique de la démocratie occidentale.

La conclusion porte sur les effets de l'aide, tant sur les pays qui reçoivent que sur les pays occidentaux,

principaux bénéficiaires, est-il déclaré, des arabodollars, tant sur le plan financier qu'économique.

En annexes, tableaux et graphiques.

★ Office des publications universitaires d'Algérie, 24 cm, 51,40 dinars.

ALAIN BELTRAN
et PASCAL GRISETLa croissance économique de la France
1815-1914

Quel marcheur, quel grimpeur n'éprouve, de temps à autre, le besoin de jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru ? Deux chercheurs du CNRS nous promettent à travers le dix-neuvième siècle, si chargé de gloire et de reproches. Dès le départ, nous tombons dans les routines stériles du « décollage » et dans le mythe des cycles Kondratieff. Peu importe, nous passons vite à la description consciencieuse des divers secteurs.

Le domaine le plus frappant semble celui de la monnaie et du jeu boursier, mais, plus pénétrant, le contraste entre la persistance de structures traditionnelles, pendant la première moitié du siècle, et les larges innovations et mutations de la période 1850-1880, notamment dans le monde bancaire. Opportune citation d'un beau passage d'Emile Zola (*l'Argent*) et rappel utile des résultats des spécialistes, Adeline Daumard et F. Caron.

Regrettons cependant quelques lacunes : pas d'allusion, par exemple, au « profit » qu'a tiré l'économie française des 5 milliards versés à l'Allemagne, après 1871 (la fameuse citation de Bismarck), ni au refus du Parlement d'adopter l'enseignement agricole, comme dans les pays plus au nord, cause du profond retard de notre agriculture jusqu'à la seconde guerre mondiale.

La population, l'éternelle oubliée, est étudiée ici avec soin, mais sans le concours si utile du taux de reproduction et sans rappel du fait que la baisse de la fécondité avait commencé, en France, dès 1760, un siècle avant les autres pays d'Europe. La naissance du grand magasin (le Bon Marché en tête) est bien soulignée, mais non le nom fondamental de Boucaut et l'innovation du prix fixe. Dûment soulignées, par contre, les critiques de Lysis sur les placements à l'étranger, au détriment de l'industrie, placements qui devaient, pour la plupart, s'avérer décevants.

Bibliographie où manque l'ouvrage fondamental de J.-C. Tournan sur la consommation au cours du siècle. Souhaitons qu'une seconde édition permette de combler les lacunes, dont seules les plus sérieuses sont mentionnées ici.

★ Armand Colin, Paris 1988, 21 cm, 189 pages.

DOMINIQUE REDOR

Les inégalités de salaires
à l'Est et à l'Ouest

Il ne s'agit pas ici de comparer les salaires et le niveau de vie dans les pays des deux systèmes, mais de juger les différences de salaires à l'intérieur de chacun d'eux. Après plusieurs années d'étude et diverses missions, le maître de conférences à Paris-Dauphine nous livre ici — avec une préface d'Henri Bortoli — le résultat de ses recherches, si délicates. Appel à été fait au concours précieux des meilleurs sociologues, parmi lesquels Marie Leveque et H. Denis, et utilisation des travaux entrepris sur le même objet, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne.

Premier résultat : les différences, à l'intérieur de chaque régime social, sont au moins aussi importantes qu'entre les deux systèmes. Dans chacun d'eux, les entreprises cherchent à réduire le coût salarial, rendant ainsi moins pertinents les reproches classiques contre l'entreprise capitaliste. Il reste, certes, l'affectation des profits réalisés, mais cette question est hors du champ. Les cadres ne sont pas défavorisés, dans le système socialiste, en comparaison avec l'occidental.

Il faut néanmoins tenir compte de l'absence de chômage dans les pays socialistes. En revanche, ceux-ci souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre nuisible à la production, donc aux salaires, dans leur ensemble. Et l'on en vient à considérer le chômage comme un moyen de stimulation de l'effort des salariés. Il faut enfin tenir compte des activités « parallèles » : la concurrence retrouvée dans ce secteur, ses droits ou du moins ses lois.

Le laboratoire, si utile, des deux Allemagnes nous aide particulièrement : la rémunération des travailleurs manuels est, en valeur relative, plus élevée en RDA qu'en RFA. Mais les facteurs historiques et les traditions exercent, eux aussi, leur influence.

★ Economica, Paris, 1988, 24 cm, 264 pages, 125 F.

UN LIVRE D'ACTUALITÉ

DROIT
DES
ELECTIONS
par Claude FRANCK

Pour tout savoir sur
les mécanismes électoraux
1988, 288 pages, 280 F

chez votre libraire
ENCYCLOPÉDIE
DELMAS
POUR LA VIE
DES AFFAIRES

Le palmarès des
entreprises les
mieux préparées
pour 1992.

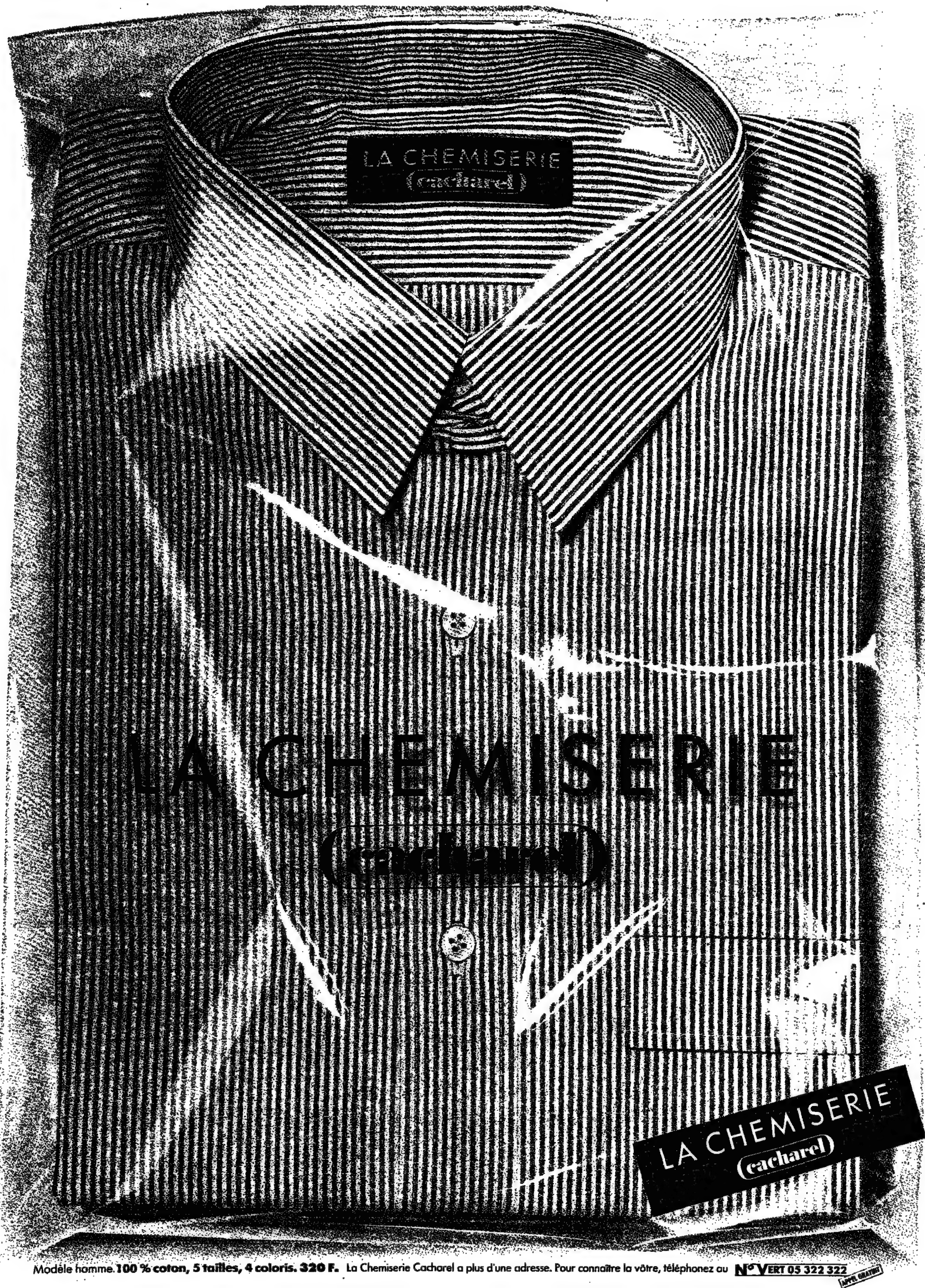
Le bilan du krach un an après.

L'Expansion
EN VENTE AUJOURD'HUI

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mardi 11 octobre 1988 25

Changez de Cacharel comme de chemise.



**Le palmarès des
entreprises les
mieux préparées
pour 1992.**

Le bilan de l'année

L'Expansion

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

GE Capital S.A. est née
et recherche son

Sales Manager
Produits financiers **GE Capital**

Rattaché au Président Directeur Général de la filiale française du groupe General Electric, spécialisée dans les domaines du financement de biens d'équipement en crédit bail et location financière, vous serez chargé de lancer son activité commerciale sur ces marchés, vous déterminerez la stratégie pour ce qui concerne notamment les secteurs cibles, les produits financiers à offrir, comme les réseaux de commercialisation des matériels divers que vous aurez financés. Dans le cadre de votre budget, vous mettez en œuvre cette stratégie en constituant une équipe à votre image que vous encadrerez et animerez. A 35/40 ans, de formation universitaire ou Grande Ecole de Commerce, parfaitement bilingue, vous êtes un entrepreneur et vous avez une solide expérience des financements d'équipements (crédit bail, location...). Vous êtes prêts à assumer les objectifs ambitieux que General Electric s'est fixés en Europe.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° réf. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FS235MO.

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

JEAN PATOU PARFUMS
LACOSTE PARFUMS

recherche pour son
USINE de CONDITIONNEMENT de LEVALLOIS
- nouvellement équipée de lignes automatisées très performantes
- cohabitant avec un atelier de conditionnement manuel destiné aux
produits de haut luxe - un JEUNE

directeur
de l'unité de
production

Détachement rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL, il sera chargé de la vie quotidienne et gestion des ateliers comptant une centaine de personnes, dans le cadre du respect d'un budget sur lequel il se sera engagé. Il sera en permanence attaché à poursuivre les améliorations techniques et d'organisation entrepreneur et pourra s'appuyer sur des équipes polyvalentes et responsables et de jeunes professionnels bien formés.

Ce poste implique des qualités d'animateur, d'organisateur (MTM...) et de technicien et s'adresse à un JEUNE INGÉNIEUR ayant beaucoup apprécié une première expérience en PRODUCTION, et souhaitant la poursuivre dans un cadre plus complet et plus moderne.

Les données de confidentialité - sous réf. 3044 M à préciser sur l'enveloppe - seront traitées confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

La connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur avisé est indispensable ainsi que la connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 7085-M à Mamrèges, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra à notre Conseil qui s'engage à ne pas nous montrer votre dossier sans votre accord.

Ingénieur diplômé, HEC ou équivalent, âge minimum 30 ans, vous êtes un meneur d'hommes, vous possédez une expérience ADMINISTRATIVE/FINANCIÈRE dans une Banque ou une Compagnie d'Assurance de préférence et/ou vous avez des connaissances de la Bourse ou des valeurs mobilières et vous êtes prêt à donner une autre dimension à votre carrière en prenant en charge la totalité du Service Administratif de bientôt 50 personnes.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur chargé des relations sociales

Les performances de notre logistique de distribution et sa fiabilité ont fait la réputation de notre groupe d'envergure internationale. Pour l'un de nos centres automatisés de Production (450 personnes, proche banlieue Nord de Paris), nous souhaitons intégrer un jeune ingénieur de formation, âgé d'environ trente ans.

Au sein de l'équipe de Direction pluridisciplinaire - un responsable du centre et un ingénieur de Production - assurant l'organisation de l'exploitation, il sera plus particulièrement chargé des questions de personnel et des relations sociales au quotidien. Il le fera en concertation avec la Direction du Personnel du siège, dans une optique de coordination.

Par ailleurs, il veillera au bon fonctionnement des Services Généraux (40 personnes), élaborera le budget et supervisera sa réalisation. Son expérience professionnelle en milieu industriel l'a, sinon impliqué, du moins sensibilisé aux relations humaines et à la gestion d'un centre de profit.

Ces missions conviennent à un ingénieur désireux d'élargir son domaine d'intervention. Homme de terrain et de conciliation, son ouverture et son sens relationnel lui permettront de se positionner en tant qu'interlocuteur privilégié des partenaires sociaux et de concevoir progressivement des plans de communication et de formation.

C'est avec le plus grand soin que nous étudierons votre candidature (lettre manuscrite, CV complet et prétentions) que nous vous remercions d'adresser rapidement, sous réf. 2320, à CARRE TURENNE, 129, rue de Turenne 75003 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
EN FORT DÉVELOPPEMENT, leader sur son
marché et partenaire d'un groupe international.
NORD-PAS-DE-CALAIS

Ingénieur chimiste fabrication

Rattaché au Responsable de la Production il devra, au sein d'une équipe technique particulièrement dynamique, assurer les objectifs de production de nos ateliers tant qualitatifs que quantitatifs, et assurer un effectif de plus de 50 personnes.

Une expérience de 2 années dans la conduite d'un atelier serait très appréciée et la connaissance de l'industrie chimique un plus.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Chimiste diplômé, de 28 ans environ, possédant une bonne pratique de l'anglais. Bon professionnel, il devra justifier de ses qualités humaines et de son aptitude à suivre les évolutions et les méthodes modernes qui font le succès de cette entreprise.

La rémunération est motivante et les perspectives de carrière réelles.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo, prêt, et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), s/né. 28019/M

MRI conseil

Dentelle Chapelle 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly.

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CENTRE DE RECHERCHE
d'un grand groupe
AGRO-ALIMENTAIRE
Banlieue Sud-Est de Paris
recherche

Jeune ingénieur Recherche & Développement

ayant une formation d'ingénieur AGRO, ENSIA ou équivalent ainsi qu'une première expérience de 2 à 3 ans en recherche et développement dans le domaine du génie industriel alimentaire. Rattaché au Chef de Service, il animera l'équipe de techniciens du laboratoire pilote.

Adressez lettre manuscrite et CV sous réf. n° 39625 à Média-System 6,8 impasse des 2 Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Entreprise de Travaux Publics
recherche pour son siège social Paris 8e son

CONSEILLER JURIDIQUE

Votre solide formation juridique (diplôme d'études supérieures en Droit : DES, Maîtrise...) ainsi qu'une expérience confirmée en entreprise (si possible dans notre secteur d'activité), vous permettront de suivre les affaires contentieuses, d'assurances et de conseil, juridiquement la Direction Générale et les services de la Société.

Ce poste important implique des qualités de contacts, rigueur et ouverture sur les problèmes économiques de l'entreprise ; il s'orientera à moyen terme, vers le Secrétariat Général.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 13202 à COFAP, 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris qui transmettra.

Pour assurer son expansion et accompagner son développement, importante société aéronautique, filiale d'un groupe de réputation internationale recherche

1 ADJOINT ADMINISTRATIF DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Cadre III B, 35/45 ans environ.

Assistance du directeur commercial dans sa gestion administrative :
- suivi et coordination des ventes (correspondance clients - devis - factures - contrats), ainsi que des actions de marketing et promotionnelles.
- Bonne connaissance des matériels aéronautiques courants.
- Bonne expérience dans organisation et suivi méthodique des affaires.
- Excellente autorité naturelle.

1 COMMERCIAL RELATIONS PUBLIQUES - MARKETING

- Bonne connaissance industrie aéronautique et milieu aviation d'affaires.
- Rédaction articles de presse et promotion de la société.

Pour ces deux postes anglais courant lu, parlé, écrit impératif.

Envoyer candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions s/n° 8793, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttassury, 75007 PARIS.

Valeo

recherche des INGÉNIEURS AM, CESTI, INSA, UTC, IDN...

Embrayages

Pour intégrer les équipes de sa Direction Technique. Suivant leurs compétences et leurs motivations, ils se verront confier des responsabilités dans des fonctions :

• Etudes et Développement

Pour participer à la conception, au développement et à l'industrialisation de nouveaux produits de haute technicité, faisant appel à des technologies variées : mécanique, électronique, hydraulique, micro-informatique... réf. 39 A 1187-8 M

• Essais

Pour définir et mettre en œuvre les essais en liaison étroite avec les équipes techniques des principaux constructeurs automobiles. réf. 39 A 1187-8 M

Plusieurs postes, intéressant des ingénieurs débutants et des ingénieurs ayant une première expérience d'environ 3 ans en milieu industriel, sont à pourvoir sur les sites de SAINT-OUEN (93) et AMIENS. Merci d'adresser votre courrier de candidature en précisant la référence à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 Paris.

etap

Valeo

L'Équipement Automobile

ALIMENTAIRE

Chef de groupe international

HEC, ESSEC, ESCP, SC. PO, MBA apprécié

Société renommée filiale d'un groupe alimentaire de tout premier plan, spécialisée dans l'exportation de ses produits de marques mondialement connues et présente dans 200 pays, offre une réelle opportunité de carrière.

Nous recherchons essentiellement une personnalité alliant l'expérience marketing produits grand public 4 à 5 ans acquise chez un des "grands" de la profession à des qualités d'ENTREPRENEUR.

Il devra assurer "un rôle-clé" de réflexion stratégique et de motivation de forces de ventes, être l'interlocuteur privilégié des Directions Générales et des Directions Marketing de nos filiales France et Étranger avec comme principaux objectifs : la définition des stratégies à long terme, la cohérence des marques et des marchés, le développement de nouveaux produits mais aussi la répartition des ressources public-promotionnelles, la négociation de contrats internationaux avec des agences de publicité renommées.

Une bonne maîtrise de l'anglais, des qualités d'autonomie et de contact vous permettront d'accéder dans la société au groupe à des responsabilités de management. Poste à Paris. Écrire sous réf. 408 1155-8M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Ingénieur responsable de projets

DELAS

groupe ALSTHOM

Société spécialisée dans la conception, la vente et l'installation d'équipements destinés aux centrales de production d'électricité (recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité de projets (orientés exportation)).

Ce poste conviendrait à un candidat AM, ENSI ou niveau équivalent, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle comme ingénieur de projets, études ou technico-commercial, dans le domaine des équipements thermiques en général (échangeurs, chaudières...) ou dans le domaine des équipements mécaniques de centrales.

Ses compétences techniques, alliées à ses qualités de rigueur, d'organisation et de contact, lui permettront d'être l'interlocuteur apprécié des clients et des différents services de la société et de mener des projets depuis l'appel d'offre jusqu'à la prise de commande.

Connaissance de l'anglais indispensable (connaissance complémentaire d'une autre langue étrangère souhaitée). Lieu de travail : LEVALLOIS (92).

Écrire sous réf. 40 A 1075-8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Recruter et gérer nos cadres
c'est notre efficacité et nos performances de demain.

La filiale française d'un puissant groupe américain qui poursuit une politique de développement et de diversification recherche son

Responsable recrutement et gestion des cadres

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, il sera chargé :

- d'assister les opérationnels pour définir les fonctions et évaluer les besoins, d'assurer ou de piloter les recrutements (internes - externes), d'entretenir les contacts avec les grandes écoles, suivre l'intégration des nouveaux embauchés ;
- il participera par ailleurs à des activités variées dans le domaine des rémunérations et de la gestion prévisionnelle.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure Sciences Po, Juridique ou Sciences Humaines qui disposerait d'une première expérience réussie de 5 ans environ en entreprise ou en cabinet spécialisé. Poste intéressant et formateur permettant d'évoluer vers une responsabilité complète "ressources humaines". Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris
Écrire sous réf. 408 1138-8M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Un jeune cadre juridique

SOLVAY : un groupe chimique de 45 000 personnes, dont 10 000 en France, 150 usines et filiales, 35 milliards de CA.

Un tel contexte veut évidemment que la fonction juridique soit bien représentée. Le jeune cadre que nous recherchons sera plus particulièrement axé sur des problèmes d'assurances. Mais il peut être aussi appelé à traiter d'autres missions moins spécialisées (droit commercial, des sociétés...).

Les composantes de la fonction sont assez précises pour exiger le profil suivant : une Maîtrise de Droit privé + DESS Droit des Affaires complétées par une expérience de 1 à 3 ans de préférence dans le domaine des assurances. Ensuite, il n'appartiendra qu'à vous de faire évoluer votre poste, faisant valoir un très bon potentiel et d'excellentes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 cours Albert 1^{er} 75008 Paris.



Conseiller les Entreprises dans la mise en œuvre de leur stratégie marketing, c'est aussi notre métier.

ARTHUR ANDERSEN & CIE
conseils en management

Consultant Senior (HEC - ESSEC - ESCP)

A tous les niveaux de leurs interventions, définition stratégique, évolution des structures, développement d'outils de gestion modernes, les Consultants d'ARTHUR ANDERSEN & CIE aident les entreprises à gagner en compétitivité.

Dans les entreprises industrielles de BIENS DE GRANDE CONSOMMATION et les entreprises de DISTRIBUTION, ils participent à la mise en œuvre des stratégies marketing. Ils apportent la compétence et la méthode dans des missions variées : audit de la politique marketing, revue de la politique tarifaire, restructuration de force de vente, définition des réseaux de distribution, mise en place d'outils de marketing direct...

Ce peut être votre métier demain, si après votre formation (HEC - ESSEC - ESCP), vous avez développé vos connaissances sur un ou plusieurs des volets du Marketing-Mix.

Avec ARTHUR ANDERSEN & CIE, vous interviendrez sur des missions d'une grande diversité en partenariat engagé des Directions Générales. Vous bénéficierez d'une formation approfondie, en France et aux États-Unis, ainsi que de bonnes perspectives d'évolution liées à la croissance du leader mondial du conseil.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LU/MKT à : Paule BOURY-ARTHUR ANDERSEN & CIE Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Recruter des ingénieurs : un bon départ dans la fonction personnel

Jeune Directeur du Personnel, je souhaite aujourd'hui m'adjoindre un Collaborateur pour assurer la fonction Recrutement de la Société. Il sera donc chargé de participer aux actions de promotion de l'emploi (forums, présentation d'entreprise, communication institutionnelle) et de sélection (campagnes d'annonces, entretiens, orientation).

Il pourra élargir son champ d'intérêt dans les domaines de l'emploi et de la gestion du personnel (salaires et carrières).

De formation supérieure (Ingénieur, Droit ou Gestion), il peut être débutant ou avoir acquis une première expérience dans le recrutement. Il aura surtout à montrer les qualités personnelles nécessaires pour maîtriser ce poste et pour s'intégrer dans une société à forte culture d'entreprise.

Notre Société qui pour beaucoup de ses aspects a valeur de modèle social, est très notoirement connue dans son secteur professionnel. Elle exerce son activité de prestataire de services de matière grise tant en France qu'à l'étranger et connaît actuellement une forte croissance confortant ainsi sa position de leader.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 4179 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS, qui transmettra.

Vous avez
le look jeune
prendre
une
personnalité
de battant
le sens des
responsabilités

Vous souhaitez

une
rémunération
motivante tenant
compte de vos
résultats
animer et
développer
l'une de nos 25
agences sur
Paris/banlieue
avoir une
formation et un
plan de carrière

Notre passion le client ET VOUS !

Société
en forte expansion
recherche

Technico-commercial

24 ans minimum
BAC + 2

Adressez lettre manuscrite
CV + photo à M. A. DAUMIEN
268, rue de Brémont
93560 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX

Importante société internationale de distribution de matériels micro-informatiques (CA 1 milliard, 600 personnes), notre ambition d'être en 1992 leader européen dans notre domaine nous conduit aujourd'hui à renforcer notre fonction Achats en recherchant un

Patron des achats

Passionné de négociation à haut niveau
fortement motivé par les produits "High Tech"

Rattaché au Directeur de la Distribution, animant et coordonnant une équipe de 5 personnes, vous serez responsable de la négociation des achats liés à notre activité. Vous aurez pour mission d'optimiser la gestion administrative de votre fonction et de mettre en place des procédures performantes de gestion prévisionnelle des stocks.

Agé d'environ 30-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial et ayant une bonne maîtrise de l'Anglais, vous avez acquis depuis 5 ans environ une solide expérience de la négociation et de la mise en place de procédures administratives dans un contexte international. Vous avez le sens commercial, et désirez valoriser vos capacités de manager dans une entreprise jeune et en forte croissance située à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous la référence 809.04-M à Monique Herbet, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris - La Défense 2.



ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un manager industriel de premier plan

ECP, MINES, AM...

Une société de renommée mondiale, réalisant des produits de haute fiabilité (CA 2 milliards, 2500 personnes) plusieurs filiales à l'étranger et plusieurs usines, recherche son futur Directeur Industriel.

Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste avant son départ en retraite et il sera solidement préparé en deux ou trois ans à assumer cette responsabilité dans toute son ampleur: qualité totale, gestion de production, optimisation des coûts, industrialisation des produits, investissements, développement d'un management moderne et participatif, animation des directeurs d'usines et des services fonctionnels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ayant au moins 10 ans d'expérience industrielle (ayant de solides connaissances en mécanique et en électronique) et ayant déjà assuré des responsabilités de direction d'usine, de direction technique ou de direction de production dans une entreprise performante.

Qualités marquées de gestionnaire et d'organisateur, sens du dialogue et de l'animation, imagination et rigueur lui permettront de réussir dans ce poste de premier plan et de jouer un rôle clé dans le développement de la société.

Poste : banlieue immédiate sud Paris.

Ecrire sous réf. 408 1045-8M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

JEUNE INGENIEUR

Dans une filiale d'un grand groupe industriel, devenez

CHARGE D'ETUDES

DIRECTION COMMERCIALE

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous ne justifiez pas nécessairement d'une première expérience professionnelle. Par contre, vous connaissez la programmation, avez de solides connaissances en micro-informatique et si possible une bonne approche de la technologie automobile. Rejoignez notre société en plein essor. Après une solide formation, vous prendrez

la responsabilité de la réalisation et l'analyse d'études statistiques ainsi que l'élaboration des rapports afférents. En relation avec nos différents services, vous ferez preuve de qualités relationnelles certaines. Pour en apprendre plus, adressez lettre + CV + photo + prétentions à Média-System (réf. 39703/M), 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Personnel, Communication, Juridique... Une fonction complète pour un DRH

Cette société industrielle appartenant à un important groupe international, réalise un chiffre d'affaires de 650 millions de francs environ, avec un effectif de 1500 personnes réparties sur plusieurs sites industriels et commerciaux. Elle fabrique et distribue en Europe des produits destinés principalement au secteur automobile. Elle recherche son futur directeur de personnel.

Le style de management très «communicant» développé au sein du groupe fait de l'homme du personnel un élément moteur dans la circulation de l'information interne. C'est là véritablement sa première responsabilité, qu'il assume en liaison étroite avec le président.

Bien sûr, il définit la politique de gestion de personnel de l'ensemble de la société, veille à ce qu'elle soit appliquée de manière harmonieuse dans les établissements et conseille ces derniers dans les différents aspects de cette gestion.

Enfin, il prend en charge certains domaines de la fonction juridique et la gestion des dossiers d'assurance.

Nous voyons à ce poste un professionnel de la fonction personnel, dont il aura déjà exercé les différentes responsabilités, de préférence en milieu industriel. Une formation supérieure (ES, Sc Po...) et une bonne formation juridique sont nécessaires pour dominer tous les aspects du poste. L'anglais est indispensable.

Le poste est basé en banlieue ouest. Une rémunération motivante sera proposée, assortie d'une voiture de fonction.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous référence 79209 M, votre candidature qui sera étudiée avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris.

Resources
Humaines

The
Executive
Group

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan.
Nous recherchons notre

R Responsable
Ressources humaines

Véritable professionnel de la fonction, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez démontré par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel ou dans le Conseil vos qualités d'analyse, d'innovation, et votre sens du dialogue.

Nous vous demandons de superviser l'administration proprement dite (paie, informatique, application des dispositions légales, hygiène, sécurité...), mais surtout d'aller au-delà grâce à une gestion humaine élargie portant sur la politique salariale, la formation, le système d'appréciation, la mobilité... Nous voulons un équilibre entre le terrain, le conseil, la créativité.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser votre candidature sous réf. 88605 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

CF

Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

R RESPONSABLE DU PLANNING

Nous sommes la filiale d'un groupe étranger important, et réalisons un CA de 1 milliard de FF, l'un des plus grands fabricants français d'articles sanitaires et domestiques. Pour coordonner la production de nos 6 unités, nous recherchons un

Au sein de la Direction Logistique, votre mission sera :
- de planifier la production en fonction des prévisions des ventes, et des capacités disponibles dans nos unités.
- de suivre l'évolution des stocks produits finis.
- de participer au suivi et développement de notre chaîne informatique.
- Gestion produits finis.

Si vous avez :
- moins de 30 ans
- une formation type grande école d'ingénieur ou de commerce
- une première expérience de gestion d'environ 2 ans, en milieu industriel
- une personnalité affirmée mais le sens de la diplomatie,
- la capacité de vous exprimer en Anglais.

Nous serons heureux de vous rencontrer. Le poste, basé au siège à Rouen, est évolutif. Il conduira à terme à des responsabilités accrues. Notre société, en pleine expansion offre de nombreuses opportunités de développement.

Adressez CV à notre agence
PLURIAL - 42, rue C. Desmoulins, 94230 CACHAN
en précisant la référence 1010/16 sur l'enveloppe

**Saint
Gobain
Vitrage**

Pour une de nos filiales, spécialisée dans les produits verriers industriels - haut de gamme - (leader à l'échelle européenne) nous recherchons :

UN INGENIEUR DE TYPE INTERNATIONAL !

Chargé d'affaires export, vous aurez pour mission d'animer et de développer la clientèle existante en vous appuyant sur une gamme de produits verriers très techniques à forte valeur ajoutée. Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience, de préférence dans la vente de produits techniques sur devis à l'exportation.

Dans cette nouvelle fonction, basée en Région Parisienne, les déplacements à l'étranger sont fréquents. La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand serait appréciée.

Rejoignez une de nos filiales où les passerelles professionnelles sont très nombreuses.

Envoyez lettre manuscrite, CV et photo à Christian DAVID - Direction du Personnel - Saint Gobain Vitrage - Les Miroirs - 18, avenue d'Alsace - 92400 COURBEVOIE.

SAINT-GOBAIN



EUREQUIP

Le Conseil de Direction est un métier passionnant qui exige du professionnalisme, de l'enthousiasme, de la souplesse intellectuelle, une grande aisance de communication et un sens aigu de l'écoute.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, venez rejoindre nos équipes de :

CONSULTANTS

E/T

pour intervenir, sur le terrain, dans des domaines tels que la qualité, la communication interne, les politiques de personnel, l'organisation industrielle...

Vous avez environ 30 - 35 ans, une formation supérieure grandes écoles: X, MINES, CENTRALE, A&M, ou HEC, ESSEC, ESCP... et une expérience opérationnelle (production ou personnel), plus, si possible, une expérience du conseil en cabinet.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous réf. 6800 M, à notre Conseil ACTIMAN qui étudiera avec vous, en toute confidentialité, votre projet.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman



La documentation

Spécialiste de la Fabrication de Fournitures de Bureau, notre Groupe maîtrise les techniques les plus performantes et affirme sa volonté de présence à l'échelon européen.

Nous recherchons pour notre Etablissement de TROYES un :

DIRECTEUR D'USINE

Dans le cadre des nouvelles orientations de la société, il mène avec ses différents interlocuteurs ou siège et sur le site une action concertée pour améliorer la compétitivité de l'entreprise. Il définit et guide les développements techniques, optimise l'outil de production, gère son unité et la rentabilise.

Homme de contact et de dialogue il joue un rôle d'animateur auprès de son personnel qu'il sait impliquer dans ses projets et faire évoluer en même temps que l'usine.

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un candidat de formation Ingénieur, possédant une dizaine d'années d'expérience en milieu industriel dont 5 ans minimum en tant que Responsable des méthodes ou de la production ; et désireux de relever un challenge dans un contexte en évolution. L'anglais est nécessaire.

Notre Conseil Danielle BOULOS, vous remercie d'envoyer votre candidature sous réf. 772 à SCA Perspectives 29, rue de Mogador 75009 Paris.

**SCA
Perspectives**

هكذا من الأصل

GROUPE MAC CONSEIL DE DIRECTION

Fondé en 1964 par des professeurs d'Harvard, le Groupe MAC est aujourd'hui un des tous premiers cabinets internationaux de Conseil en Stratégie et Organisation. Son domaine d'intervention est la formulation et la mise en œuvre stratégique.

Il intervient, à partir de ses bureaux répartis dans le monde, sur tous les secteurs d'activité, auprès des Directions Générales de grandes entreprises sur des projets d'envergure internationale. Pour faire face à sa forte expansion, le bureau de Paris désire intégrer plusieurs

Consultants

Le rôle d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe internationale, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques et d'organisation. Diplômé d'une grande école, d'ingénieur ou commerciale, vous possédez un MBA (européen ou américain), vous parlez couramment l'anglais et l'allemand ou l'italien. Vous avez 2 à 4 ans d'expérience professionnelle et une grande ouverture d'esprit.

Si vous avez l'ambition de travailler dans un environnement international et intellectuellement stimulant, si vous souhaitez bénéficier d'une formation interne de grande qualité et si vous êtes intéressé par un partenariat à terme, écrivez à notre conseil, sous référence AA/204.01/M, en indiquant vos prétentions aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75784 PARIS Cedex 16.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS



Un Groupe de 20 000 personnes, leader européen dans des activités de prestations de services destinées au grand public, recherche pour une de ses filiales de 400 personnes en forte croissance.

● Responsable d'une unité autonome potentiel patron de PME

Sa mission : animer, gérer et développer un centre de profits de 70 personnes. Il devra notamment :

- manager son équipe technique et commerciale ainsi que l'ensemble du personnel, en fonction d'objectifs de productivité, de dialogue social et d'amélioration permanente de la qualité des prestations fournies ;
- établir les budgets annuels du centre (en investissements et en fonctionnement) et assurer un contrôle budgétaire rigoureux à l'aide d'outils informatiques performants ;
- élaborer, en liaison avec la Direction Marketing et Commerciale de l'entreprise, le plan de développement pluriannuel du centre, en termes de gammes de produits et de conquête de marchés et piloter la réalisation des plans annuels adoptés ;
- développer des relations de négociation et de partenariat avec une clientèle de haut niveau : dirigeants d'entreprise et responsables de collectivités locales.

Son profil : Diplômé ESC ou ingénieur, il aura 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans un poste opérationnel lui ayant permis de développer :
• ses qualités de dialogue avec la clientèle et le personnel ;
• sa connaissance des techniques d'organisation et de planification ;
• sa capacité à développer un dynamisme commercial.

Il aura le profil et le potentiel d'un patron de PME, lui permettant d'évoluer à terme vers des fonctions de Directeur de Filiale.

réf. 40 C 1068-8M

● Jeune responsable du département développement commercial

Sa mission : directement rattaché à la Direction Commerciale et Marketing, il participera à l'élaboration de la stratégie de développement ;
• il définira des plans d'action commerciale à court et à moyen terme et en pilotera la réalisation ;
• il négociera avec des interlocuteurs de haut niveau : dirigeants d'entreprise, responsables des collectivités locales ;
• il animera une équipe et collaborera activement avec les autres départements (études, produits, communication et production) ou dynamisme commercial de l'entreprise.

Son profil : ESC ou formation équivalente, il aura environ 3 à 4 ans d'expérience.

• il maîtrisera ou connaîtra les techniques d'organisation du développement commercial : prospection, négociation et gestion de clientèle.

réf. 40 C 1067-8M

Postes basés banlieue nord de Paris.
Ecrire en précisant la référence.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Adjoint du contrôleur de gestion

Une société française de prestations de services industriels (900 personnes - 10 filiales - 50 agences) rattachée à un groupe de tout premier plan, offre un poste d'Adjoint au Contrôleur de Gestion.

Il collaborera avec le Contrôleur de Gestion de la société sur l'ensemble de ses responsabilités : élaboration et consolidation des budgets prévisionnels, analyse des résultats, reporting. Ce poste conviendrait à un jeune ESC + DECS très souhaité, ayant de préférence une première expérience professionnelle en contrôle de gestion ou dans un cabinet comptable (la candidature d'un débutant peut être envisagée). Ses qualités de rigueur, de dialogue et de dynamisme lui permettront de réussir dans ces fonctions et de progresser dans la société et le groupe. Connaissance de l'anglais indispensable. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 39 C 967 - 8M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Importante société dotée d'équipements variés et modernes, rattachée à deux groupes français de premier plan, recherche pour son site situé en grande banlieue nord de Paris son

Responsable du système d'information matériels et logiciels

qui assurera la responsabilité du fonctionnement de l'ensemble des moyens informatiques (ordinateurs et périphériques, automates industriels, terminaux divers, supports de communication...).

Il sera également chargé de l'application GMAO, ainsi que de la réalisation et de la mise en place des améliorations ou des applications nouvelles. Gestionnaire et animateur (8 personnes environ), il possèdera une formation d'ingénieur électronique ; une expérience de 5 à 10 ans en informatique (hard et soft) et en transmission de données sont nécessaires.

Ecrire sous réf. 40 D 1009-8M.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PRESTIGIEUX GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL DE TOUT PREMIER PLAN, LEADER SUR SON MARCHÉ.

PARIS

Jeune Responsable Des Ressources Humaines

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, il ou elle rejoindra une équipe hautement performante dans cette Société reconnue pour la qualité de son management des hommes.

Une expérience opérationnelle d'environ 3 ans dans le site industriel d'une société multinationale ou sur un chantier, au sein d'un Service des Relations Humaines, est exigée.

Formation supérieure de type grande école d'ingénieur (I.G.S., D.E.A. ou similaire), parfaite maîtrise de l'Anglais et connaissances pratiques de la micro-informatique, pour ce poste qui s'adresse à un jeune professionnel, sachant communiquer avec aisance et agir sur le terrain. La rémunération est tout à fait motivante.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 28020/M à :

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michels - 92522 Neuilly

Paris - Frankfurt - Genève - Hong-Kong - Toronto



L'IMPACT DU SIXIEME MEDIA

Notre Groupe (180 personnes, 100 MF de C.A., 20 % de progression par an) a acquis une position de leadership sur un créneau porteur de la communication sur le lieu de vente, grâce à ses prestations clés en mains et à sa politique de croissance.

Nous commercialisons un nouveau produit interactif à haute technologie, directement installé sur les points de vente. Pour réussir cette "première", nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL

Directement rattaché au PDG du groupe, il créera une clientèle d'annonceurs et d'agences à qui il vendra des espaces publicitaires.

Vous avez environ 30 ans et 5 ans minimum d'expérience réussie de la vente de produits de communication, idéalement dans le secteur de la publicité. Votre formation supérieure et votre potentiel personnel vous permettront de prendre à moyen terme la tête de ce nouveau département commercial, pour créer votre équipe.

Vous êtes autonome, très motivé, ambitieux et tenace.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 9502 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Périère - 75017 Paris



COMMUNICATION par CÂBLE

◆ COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT ◆

Opérateur leader des Services de Communication par Câble, Société en pleine expansion sur un marché d'avenir, filiale de Caisses des Dépôts Développement (C3D) cherche à pourvoir les postes suivants, sur différents sites français hors PARIS :

◆ **DIRECTEUR GENERAL DE FILIALE LOCALE**
(Ingénieur + expérience commerciale ; D.G.)

◆ **CHEF DE CENTRE** (sous autorité du D.G.)
(Ingénieur/économiste + expérience de gestion commerciale)

◆ **RESPONSABLE TECHNIQUE DE RESEAU**
(Ingénieur technique + expérience construction de réseau)

POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT - REMUNERATION SELON QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et indiquer prétentions à G. MISSIONNIER
COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT, 4 place R. Doury, PARIS 15^e, qui examinera votre candidature



L'ASSUREUR-VIE
DES CONSTRUCTEURS

Notre société (Paris - une implantation nationale) en forte croissance depuis trois ans souhaite enrichir son potentiel humain en créant un nouveau poste de responsable qui doit être un des moteurs de notre dynamisme de développement.

RESPONSABLE DU RESEAU COMMERCIAL 300 000 F +

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous avez 7 à 10 ans d'expériences professionnelles, qui font de vous un spécialiste de l'assurance-vie. Vous avez déjà dirigé avec succès une équipe commerciale. Vous possédez de surcroît quelques compétences actuelles.

Sous l'autorité du Directeur de la Société, vous aurez la responsabilité du recrutement, de la formation et de l'animation des conseillers en assurance-vie (12 personnes aujourd'hui, plus de 25 à très court terme). Votre mission sera donc surtout celle d'un animateur national des ventes avant d'accéder, si vous en avez la volonté, à des fonctions plus larges.

Vos qualités personnelles vous permettront de vous imposer à une équipe existante et de vous intégrer à un groupe qui a sa culture propre. Vous êtes prêt à vivre sur le terrain à 75% de votre temps.

Si vous pensez avoir le profil recherché, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5.174 M, à Roland Gardoux, Sélio, 47 bis avenue Boesquet - 75007 Paris.



Membre de Syntec

UNE NOUVELLE USINE
POUR L'AUTOMOBILE
DÉMARRER AVEC NOUS

Manufacture de Sièges pour l'Automobile

Un challenge pour un homme de communication
et d'innovation sociale

CHEF DU PERSONNEL

ROTH Frères est l'un des leaders européens de l'aménagement intérieur automobile réalisant un chiffre d'affaires de 780 millions Frs au sein de ses 3 usines d'Alsace (1 500 personnes). En forte expansion, l'entreprise crée avec un partenaire américain une nouvelle usine de 250 personnes, en région parisienne, MAJOR SA, destinée à livrer des sièges automobiles complets aux constructeurs dès 1989.

Rattaché hiérarchiquement au directeur d'établissement, le candidat assure avec une forte autonomie une responsabilité personnelle complète incluant en particulier un important volet "communication et dialogue social". Le recrutement, la mise en place des systèmes de gestion et les relations extérieures occuperont aussi une large part de son temps lors de la phase de démarrage de l'usine. Ce poste devrait motiver un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures (DESS, CELSA, CIPFOP...), possédant une solide expérience opérationnelle de la fonction personnel en milieu industriel et des qualités relationnelles "de terrain" très développées. La pratique de l'anglais parlé est nécessaire.

Le poste est basé à ROSNY SUR SEINE (78). L'entreprise est économiquement performante. Elle propose un challenge motivant au sein d'une usine autonome et très évolutive, dans le cadre d'une équipe de projet convécue des méthodes du management participatif. Le groupe est en mesure d'offrir d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 30/1233 P à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

major sa — un futur d'avance

Synthelabo

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour le Plessis-RobinsonRESPONSABLE
DU SERVICE
CENTRAL DE
FORMATION

Intégré à la Direction du Personnel du Groupe, il prendra en charge la conception et la mise en œuvre des plans de formation.

Il devra notamment :

- assurer les contacts avec la hiérarchie, les organismes extérieurs et les comités d'entreprise,
- suivre l'organisation matérielle des actions,
- gérer les budgets de formation et effectuer les déclarations annuelles.

De formation supérieure et possédant une expérience similaire, les candidats devront allier la rigueur administrative à des talents d'animateur.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 88/133 MO à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO
B.P. 72 - 22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON

Synthelabo

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour son usine de
Tours (400 personnes)DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET DU
PERSONNEL

pour prendre en charge, en liaison avec la Direction du Personnel du Groupe :

- les problèmes administratifs de l'établissement,
- l'administration et la gestion du personnel,
- les relations avec les partenaires sociaux (CE, DP, CHSCT...),
- l'application de la législation du travail,
- le suivi d'opérations administratives diverses avec certains services du Groupe ou des organismes extérieurs.

De formation supérieure, de préférence juridique, il possède une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, acquise si possible en milieu de production.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 134 MO à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON

LE NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS

Au printemps 89, le NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS, parc à thème de dimension internationale, ouvrira ses portes à 1,8 million de visiteurs.

Avec un investissement de 720 millions de francs et sa position privilégiée au carrefour de l'Europe, en Lorraine, le NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS, sur 40 hectares, offrira une journée extraordinaire, pleine d'émotions et de sensations : spectacles, manèges, boutiques, restaurants, animations sont entièrement conçus et réalisés par des artistes et des professionnels de renommée internationale.

Le Directeur administratif et financier renforce sa structure et recherche :

Responsable
gestion des achats (R.E. C84)

Votre domaine d'action couvrira l'ensemble des achats nécessaires au bon fonctionnement des activités du parc : textile, gadgets, produits frais, pièces de rechange, consommables.

Vous serez responsable de la gestion des achats, le garant de la bonne organisation des circuits d'achat et de la bonne exécution des commandes (réception, formalités douanières, règlement...).

Vous devrez justifier d'une solide expérience : vous devez avoir vous-même imposé et, compte tenu de la diversité de vos interlocuteurs, avoir d'excellentes qualités relationnelles et d'organisation. Une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand est requise.

Assistant(e) direction administrative
et financière (R.E. C85)

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez de préférence quelques années d'expérience et vous êtes prêt(e) à vous investir pleinement.

Vous avez du caractère, le sens du contact et vous êtes attiré(e) par des responsabilités polyvalentes, en particulier dans le domaine financier (trésorerie, relations banques...) et administratif (assurances, organisation, achats...).

Postes à pourvoir sur le site.

Merci d'adresser votre candidature à :
CRR SOREPARK - 48, bd de Latour-Maubourg, 75007 PARIS.LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
RECRUTE
PAR MUTATIONDES TECHNICIENS TERRITORIAUX
(Adjoints Techniques)

★ POUR LE SERVICE D'ARCHITECTURE ET DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX

SPÉCIALITÉS :

- Métier-Vérificateur,
- Electronicien (connaissance en téléphonie et alarme « d'urgence » obligatoire),
- Soins du chantier,
- Techniques (Génie Climatique).

★ POUR LA DIRECTION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

SPÉCIALITÉS :

- Génie civil,
- Projeteur,
- Chimiste,
- Informatique.

★ POUR LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

SPÉCIALITÉS :

- Génie Électrique et Informatique Industrielle (système d'exploitation de la régulation du trafic départemental « PARCIVAL »).

CONDITIONS : Appartenance au cadre d'emploi de Technicien Territorial.

Envoyer une lettre de candidature et une photocopie du dernier arrêté de promotion avant le 25 novembre 1988 à la :

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1^{er} Bureau - Recrutement, Hôtel du Département du Val-de-Marne
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRETIL
TEL. : 43-99-54-00, poste 64.16.JEUNES INGENIEURS
JOUER LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

LA G.I.E. (700 PERSONNES)
CONÇOIT, RÉALISE ET FAIT
FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES
SYSTÈMES D'INFORMATION DU
GROUPE A.G.F. POUR RÉPONDRE
AUX NOUVEAUX ENJEUX DE
L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT
CONSTANT D'INNOVATION ET
D'ANTICIPATION.

Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 21 novembre 88) à notre informatique de gestion, vous serez analyste au sein de nos équipes.

Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :

- 3 unités centrales (IBM 3080-400 et 600),
- 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 800 terminaux, 1 million de messages par jour),
- de nombreux domaines de développement : informatique, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...).

Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : rémunération et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M/SF 7 à Melle Dominique BIEUF - G.I.E. Direction des Ressources Humaines
- Tour Franklin - 92081 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 11



L'INFORMATIQUE EN ACTION

LOUIS DREYFUS & C^oNEGOCIANT INTERNATIONAL
recherche :

TRADERS

ayant une première expérience du Monde des Affaires ou débutants de formation supérieure à vocation commerciale, économique ou agro-alimentaire.

Très motivés pour une activité propre à développer les aptitudes individuelles d'initiative et d'imagination à partir d'une discipline d'analyse et d'un travail de groupe.

Capables d'approfondissement de données de bases chiffrées, mis au service de décisions rapides et de travail sous pression.

L'anglais courant est indispensable, une autre langue (italien, espagnol ou allemand) souhaitée.

Première phase de la carrière à PARIS.

Postes évolutifs pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et photo s/réf. 50450-MO à :



conseil

LECONTE - LIBERGE consultants

16, rue Jacques Dulud
92523
Neuilly-sur-Seine
Cedex

STRACEL



STRACEL, du Groupe U.P.M. - Industriel papeterier finlandais largement implanté en Europe -, produit 120 000 tonnes annuelles de pâte à papier et emploie 350 collaborateurs.

Acteur principal du développement de la filière bois du Nord-Est de la France, STRACEL lance un important programme d'investissements d'un montant total d'environ 2 milliards de francs, qui comporte :

- l'implantation de la machine à papier-journal la plus moderne d'Europe : double toile grande vitesse, 225 000 tonnes de papier-journal par an,
- l'extension de l'usine existante,
- la préparation de l'intégration de la production de pâte bisulfite.

Dans le cadre de ces activités nouvelles, STRACEL cherche à s'adjoindre les compétences d'hommes et de femmes qui sauront s'intégrer à l'équipe actuelle, contribueront aux succès d'une unité de production papetière parmi les plus compétitives d'Europe et souhaiteront s'établir à STRASBOURG, ville alsacienne réputée pour son dynamisme culturel et son cadre de vie.

Directeur de l'activité papier

réf. JLI 90

GRAND ORGANISATEUR, il conduira la CONSTRUCTION, puis l'EXPLOITATION de la papeterie : préparation de la pâte Thermo-Mécanique, machine à papier, bobineuse, emballeuse. INGENIEUR de formation SUPLEC, EFP ou AM, avec de bonnes notions de thermique, il justifiera d'une expérience réussie d'au moins 10 ans dans l'industrie papetière et il aura déjà participé à la mise en place d'équipements de production de papier.

Responsable de l'atelier de pâte

réf. JLI 91

A ce poste opérationnel, il participera à la construction puis gèrera l'exploitation de l'atelier TAP. INGENIEUR de formation SUPLEC, EFP ou AM, avec de bonnes notions de thermique, il justifiera d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans l'industrie papetière.

Responsable de la machine à papier

réf. JLI 92

Il participera à l'installation de la machine à papier, puis il aura la responsabilité de son exploitation. INGENIEUR de formation EFP ou autre, il justifiera d'une expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie du papier et il aura déjà participé à la mise en place d'équipements de production similaires.

Responsable du bureau d'études de l'unité pâte

réf. JLI 93

Il sera responsable d'une équipe de dessinateurs-projeteurs et chargé des études travaux neufs (ZSM/AN). INGENIEUR de formation AM, INSA, il justifiera d'une expérience minimum de 3 ans dans l'industrie lourde. Il aura des capacités de recherche à celles du technicien et maîtrisera la CAO.

Responsable du laboratoire

réf. JLI 94

Il sera responsable des essais physiques, chimie, ainsi que du contrôle qualité. Il animera une équipe et sera en relation étroite avec la production et le commercial. JEUNE INGENIEUR chimiste ou de formation EFP, une expérience même courte dans l'industrie papetière serait un atout.

Adjoint au chef de production Recupération, force

réf. JLI 95

En relation avec la fabrication, le laboratoire, le B.E. et le service entretien, il sera responsable de l'exploitation des chaudières, évaporateur, récupérateur, turbo-alternateur, four à soufre, ainsi que de la FABRICATION DES LIQUEURS DE COUSION.

INGENIEUR de formation chimiste ou thermicien, il justifiera d'une expérience réussie dans son domaine d'activité et saura animer des équipes.

Ingenieur environnement

réf. JLI 96

Responsable de la CONSTRUCTION puis de l'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES EAUX, il veillera à la qualité des eaux en entrée et en sortie du cycle de production.

INGENIEUR de formation chimiste, AGRO, ENSI ou AM, il justifiera d'une expérience de 5 à 10 ans soit chez un constructeur, soit comme responsable d'une station de traitement des eaux.

Ingenieur thermicien chaudière/énergie

réf. BSE SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans vos missions :

- suivi et contrôle de la construction d'une chaudière à écroues,
- responsabilité de la mise en route de l'unité,
- spécification technique et choix des constructeurs.

Vous avez acquis un bon professionnalisme dans le suivi de projets industriels.

Ingenieur génie civil industrie lourde

réf. BSE SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans, vous serez chargé du contrôle et du suivi de tout le programme des travaux de Génie Civil.

De formation Ingenieur (INSA, ENSAIS...), vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum dans le suivi de chantiers.

Ingenieur coordination h.e.-planning

réf. BSE SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans, Vos missions :

- suivi permanent du planning,
- coordination ingénierie-constructeurs,
- relations avec tous les corps de métiers.

Vous êtes un ingénieur généraliste et pouvez justifier d'une expérience de 10 ans dans le suivi de chantiers.

Ingenieur mécanique/chaudronnerie

réf. BSE SAT

Missions : Dans un premier temps :

- suivi de chantier
- montage (mécanique)
- tuyauterie (chaudronnerie)

Dans un deuxième temps :

- maintenance du matériel installé.

Ingenieur spécialisé en Entretien Travaux-Neufs, vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum dans le suivi de chantiers en industrie lourde.

Ingenieur électronique métrologie

réf. BSE SCH

Missions :

- mise à jour des standards et choix des matériels
- participation au choix du système de commande centralisé et des calculateurs process
- supervision du montage des installations de régulation.

Généraliste, vous serez chargé de la maintenance du matériel. Ingenieur Electronicien, vous avez des connaissances en automatique et en informatique process. Une expérience de 5 ans minimum, de préférence dans un contexte similaire est requise.

Ingenieur électricien

réf. BSE SCH

Vous serez chargé de la conception et de la maintenance de toute la distribution électrique Haute Tension du raccordement 225 KV jusqu'au moteur 380 V. La puissance totale installée sera de l'ordre de 100 MW. Ingenieur de formation SUPLEC, ENSI (Electricité) ou EST (option électricité...), vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins 5 ans.

Pour les INGENIEURS, la langue du projet est l'anglais.

Acheteur

réf. JLI 97

Chargé de l'approvisionnement de l'usine en pièces de rechange, mécanique, bâtiment, il gèrera un budget de 25M.

En relation avec le service entretien, il négociera avec les fournisseurs les meilleures conditions. La maîtrise des langues (Anglais, Allemand) et la connaissance de l'outil micro-informatique sont indispensables.

De formation ESAP ou IMA, il justifiera d'une expérience de 5 ans dans l'industrie.

Acheteur chantier

réf. JLI 98

Chargé de l'approvisionnement du chantier, il agit avec une grande autonomie dans le cadre d'un budget défini.

Une bonne connaissance du commerce international s'impose, la maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

De formation ESAP, IMA, une expérience de 5 ans dans l'industrie est indispensable, celle d'un grand chantier serait un atout supplémentaire.

Agent de sécurité chantier

réf. JLI 99

Il sera responsable de la sécurité des biens et des personnes dans l'enceinte du chantier. Il gèrera les relations avec les différents corps de métiers et les autorités. De formation BTS SECURITE (ou équivalent), il aura affirmé ses personnalités dans un poste similaire.

Agent maîtrise/expédition pâte

réf. BSE SAT

Rattaché au Chef de Production, vous serez en liaison avec le Responsable Administratif des Ventes.

Missions :

- organisation de l'expédition de la pâte à papier
- coordination des relations avec les transporteurs et le service commercial. Vous encadrerez une quinzaine de personnes (caristes et manutentionnaires).

De niveau BAC, vous avez acquis une expérience réussie de gestion de stocks. Expérience d'utilisation de la micro-informatique souhaitée. Le poste est évolutif.

Comptable confirmé BTS

réf. BSE SCH

Rattaché au Responsable Administratif du Projet, vous assurerez la comptabilité du projet et ferez le suivi des engagements. Vous êtes un homme de communication, très averti de la réalité des flux économiques, du suivi de chantier et de contrôles budgétaires. Expérience similaire souhaitée. Bonnes connaissances de l'anglais et de la micro-informatique.

Secrétaire trilingue BTS

réf. BSE SAT

Vos missions, variées et polyvalentes, nécessitent une autonomie affirmée, ainsi qu'une bonne aisance relationnelle. Vous êtes familiarisée avec un contexte d'assistance technique. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais. Bonne connaissance de l'allemand.

Secrétaire de direction trilingue

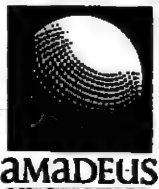
réf. BSE SCH

Vous assisterez le Chef de Projet et remplirez un rôle de coordination en plus des missions classiques de Secrétaire de Direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe le poste et la référence choisis à :
Direction des Ressources Humaines, STRACEL - BP N° 39 - 67065 STRASBOURG Cedex.

SOPHIA ANTIPOLIS

AMADEUS
DEVELOPMENT COMPAGNY



Filiale du Groupe Amadeus récemment créée par 4 compagnies aériennes leaders (Air France, Iberia, Lufthansa, SAS), Amadeus Développement Compagny a pour vocation le développement d'un système global d'information et de services pour l'industrie du voyage dans un contexte de forte compétition internationale. L'investissement initial est estimé à USD 350 millions et en 1990 plus de 600 personnes seront employées dans le Groupe. La croissance extrêmement rapide des activités conduit aujourd'hui à rechercher un

Adjoint au responsable personnel

30-35 ans

• Afin de secondier le Responsable du Personnel dans l'ensemble de ses fonctions, vous aurez un rôle opérationnel et de conseil vis-à-vis de la préparation des payes et de la gestion des embauches (2 employés à temps complet). Puis peu à peu, vous serez appelé à traiter des aspects de la communication, de la formation, de la gestion de la masse salariale, les relations avec les administrations.

• Cette fonction s'inscrit dans un contexte particulier lié à la montée en charge d'un effectif international de cadres informatiques (300 personnes à Sophia Antipolis en 1990) et à la gestion de stages longue durée à l'étranger.

• De formation supérieure, parfaitement bilingue français-anglais, maîtrisant bien l'anglais ou à défaut l'allemand et utilisateur confirmé de l'outil micro-informatique, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans de la fonction personnelle dans une multinationale ou une société européenne internationale. Ce poste nécessite des déplacements à l'étranger.

Le développement d'un projet européen leader de haute technologie vous motive ? Adressez alors votre dossier de candidature complet sous réf. LMAP à notre Conseil qui l'étudiera en toute confidentialité.

SCOR CONSEIL 20 rue Goffredo, 06000 Nice.
PARIS - GRENOBLE - NICE

Juriste d'entreprise

CEBAL, département emballage du Groupe Pechiney, avec 3,5 M€ de CA et plus de 6 000 collaborateurs, poursuit son développement national et international.

Vous avez une maîtrise en droit privé ou en droit des affaires, éventuellement un DESS, au moins 4 ans d'expérience dans un service juridique d'une société commerciale ou industrielle, et parlez anglais couramment. Responsable des études et chargé de la rédaction et de la mise au point de contrats importants (vente, achat, distribution, représentation, prestations de service), vous jouerez un rôle de conseil, à Paris, au sein de notre Direction des services juridiques et suivrez les affaires dans lesquelles notre société est impliquée.

Ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du Groupe Pechiney. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prêt.), s/réf. CB/16, à notre Service Recrutement - PECHINEY - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.



S'unir, c'est gagner

DES RESULTATS QUI PARLENT...

SELNOR, c'est : • le premier du froid en France, • une très forte innovation technique (25 nouveaux produits dans les 3 dernières années !), • 1 milliard de CA (en augmentation de 15 % tous les ans), • des marques parmi les plus prestigieuses. Des résultats qui comptent pour notre

ADJOINT DIRECTEUR DU MARKETING

Votre mission : assurer l'interface usine/marchés, établir avec les services concernés le cahier des charges des nouveaux produits, analyser le marché, ses produits, ses innovations, ses performances. Vous animer un service de 3 personnes et serez rattaché au Directeur Marketing.

Nous souhaitons recruter un candidat âgé d'au moins 27 ans, de formation commerciale supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent) ayant acquis une expérience de 3-5 ans, soit dans une fonction identique, soit comme Acheteur ou Technico Commercial Distribution. Anglais souhaité. Réelles perspectives de carrière dans l'entreprise ou dans le groupe dont elle est filiale. Le poste est situé à proximité de Lille.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 810635/UM à notre conseil ORION - 35, rue du Rocher 75008 PARIS. Nous vous garantissons une discrétion absolue.



Un Groupe Industriel International en pleine expansion, présent dans plus de 80 pays, pour sa filiale française (C.A. : 640 MF) recherche son :

Responsable Département Marketing Services / Logistique

Rattaché au Président de la filiale française, Membre du comité de Direction, il sera chargé avec une équipe d'une vingtaine de personnes : d'assurer toute la logistique des produits industriels vendus du départ Usine à la livraison Client ; d'agir comme support commercial du réseau de vente (Publicité/Promotion de Ventes/Administration des Ventes) ; de superviser les Agences de la Société. De formation supérieure (École de Commerce ou Ingénieurs avec formation complémentaire logistique ou marketing), âgé de 35 ans environ, vous avez une expérience de 5 ans minimum de la distribution de produits industriels de haut de gamme destinés à une clientèle diversifiée, exigeante quant à la qualité optimale du service rendu. Vous pouvez justifier d'une bonne connaissance de systèmes informatiques de gestion de la distribution physique. Rigoureux, homme de contacts, soucieux de promouvoir une image et des prestations de service de renom, vous saurez, par votre charisme, motiver et dynamiser des équipes soucieuses de la clientèle. La pratique courante de l'anglais est indispensable ; la connaissance de la langue allemande serait un atout supplémentaire. Le poste est basé dans la banlieue sud de Paris. La Société recherche également dans le cadre de son développement :

Un Jeune Responsable "Etudes Marketing Commercial"

CREA
CONSULTANTS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 115 à :

Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines, 4, place - Félix Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12.

CONCEVOIR, ORGANISER, ANIMER...

Le Directeur de la Logistique d'un des leaders de la grande distribution articule le dispositif opérationnel de ses flux de marchandises autour de plusieurs :

Jeunes ingénieurs opérations

Ils sont chargés de l'organisation et de l'optimisation de tous les mouvements physiques de centres d'exploitation : du concept à la réalisation. Responsables de leur compte d'exploitation, ils sont jugés sur leurs résultats économiques et humains et sur leur capacité à promouvoir toute évolution technologique.

En outre, interfaces entre les Directions Marketing-achats et les surfaces de distribution clientèle, ils gèrent avec une équipe de 30 à 50 personnes les espaces appros, la manutention, le conditionnement, bref toute la logistique pour un meilleur service aux points de vente, selon la spécificité des produits.

Jeunes Ingénieurs diplômés (AM, IDN, HEI, etc.), d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Au départ, les postes sont basés en région Lilloise.

Adresser confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite, en précisant votre n° de tél., sous réf. 803 LM à N. SUIK.

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa
DIRECTION des MARCHES de CAPITAUX

dans le secteur
RECHERCHE INITIATION ET DEVELOPPEMENT
DE NOUVEAUX PRODUITS ET OPERATIONS
SUR MARCHES FINANCIERS

UN JEUNE DIPLOME

ENSAE ou ACTUAIRE / ESSEC ou SOP de CO...
pratique des mathématiques de haut niveau
indispensable.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo s/réf. 6491
à ORC-Pierre Lichau - 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra

SOCIETE SPECIALISTE DE L'ESPACE BUREAU

recherche

CONSULTANTS

Vous avez une formation d'ingénieur en Organisation (Grandes Ecoles, CNAM, Universités) et une première expérience dans ce secteur.

L'aménagement des espaces de travail (bureaux et industriels) vous passionne, les "facilities" ne vous sont pas étrangères. Vous êtes jeune (30 ans environ), autonome, dynamique et motivé.

Si en plus vous parlez l'anglais et que l'informatique vous intéresse, alors venez rejoindre un Groupe de Consultants en pleine expansion.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photographie et prétentions sous référence 3280 à :

FMI RECRUTEMENT
11, rue Lancourt 75014 Paris
Tél. 43.20.69.29

Cabinet Ratheaux

Société de conseils juridiques et fiscaux
et de conseils en droit des sociétés

LYON

recherche

JURISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Le candidat, ayant une expérience de cinq ans au moins de la pratique juridique acquise en cabinet et possédant une forte capacité à travailler en équipe, sera principalement appelé à traiter du droit des sociétés au sein d'un cabinet regroupant une vingtaine de professionnels au service d'une clientèle régionale et nationale, souvent à vocation internationale, dans les domaines du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et des relations contractuelles. Une formation comptable et la connaissance de la langue anglaise seraient appréciées.

Ecrire sous la référence GM au Cabinet RATHEAUX,
13, rue Grégoire, 69002 LYON.

MOTIVÉ(E) PAR L'ACTUARIAT ?

Bac +4 maths ou stat

Après un Bac scientifique et 4 ans de mathématiques ou statistiques, par exemple à l'ISUP ou l'ENSAE, vous êtes intéressé(e) par les techniques actuarielles, que vous en ayez ou non une première expérience.

Notre service Actuariat vous propose de concilier la pratique à temps complet en entreprise et une formation théorique reconnue, en cours du soir.

Vous participerez à des études et pratiquerez programmation micro et statistiques. Votre potentiel et le dynamisme de notre croissance feront votre avenir. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence ACT 4-M à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Maréchal - 75001 PARIS qui transmettra.

Norwich Union
ASSURANCE VIE

Mille et une raisons de nous rejoindre

CECA

La chimie de spécialités

Nous sommes une importante société chimique rattachée à un grand groupe industriel français et nous recherchons un

Ingénieur de production

pour notre usine de RIBECOURT (environs de Compiègne)

Ingénieur chimiste, vous avez 1 à 2 ans d'expérience, ou êtes débutant avec un fort potentiel.

Si vous souhaitez intégrer notre atelier de synthèse organique, merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. LM/CP à CECA SA Cedex 54 - 92062 PARIS LA DÉFENSE.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

Secteur Énergie - 100% Export
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

pour prospection commerciale et suivi de contrats d'études liées à l'énergie ; le poste est basé à Paris avec nombreuses missions à l'étranger.

Les candidats possèdent obligatoirement :

- une formation d'ingénieur-économiste du secteur énergie,
- l'expérience de l'exportation pays en développement,
- un véritable dynamisme commercial.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 7.185 à PUBLIPANEL, 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.

SPECIALISTE

RECRUTEMENTS - BUDGETS - BILAN SOCIAL

Vous avez une formation en gestion de personnel (DUT minimum), et une expérience confirmée en PME (au moins 3 ans) dans les domaines précités. Vous maîtrisez l'outil informatique.

Lieu de travail : Est parisien (très proche du RER).

Merci d'adresser candidature avec photo en indiquant rémunération souhaitée et délai de disponibilité, à

CLAM BP 16-87 - 75327 PARIS CEDEX 07.

Important organisme de formation - Paris

recherche

INGÉNIEUR PÉDAGOGIQUE

ayant expérience professionnelle dans les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'animation d'actions de formation pour ingénieurs et cadres.

Connaissance du secteur B.T.P. souhaitée.

Écrire sous n° 8808, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour siège PARIS

3 CHEFS DE MARCHE

pour les secteurs industriels suivants :

- Papeterie, Sucre, Traitement des eaux
- Lubrifiants
- Peintures et encres

Formation Ingénieur ou Technicien

Expérience commerciale souhaitée. Rémunération motivante.

Adresser C.V. sous réf. 4614 à ORC - Pierre Lichau
10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Pour notre petite unité de photocomposition
située à Paris
intégrée à un groupe de presse

nous recherchons un

RESPONSABLE DE FABRICATION ET COMMERCIAL

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous n° 8804,
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

NICE

« La direction administrative et financière de notre établissement de crédit recherche pour son service juridique un

Responsable Recouvrement H/F

Adjoint au responsable de service, vous assurerez l'exécution des travaux de recouvrement contentieux : animation de l'unité (5 personnes), gestion des situations difficiles, gestion des provisions... Au-delà de l'organisation des tâches, vous vous révéleront l'acteur investisseur de leur automatisation. Maître en droit privé, vous avez une longue connaissance des matières financières et de la comptabilité et une première expérience professionnelle du contentieux bancaire (2 ans minimum exigés).

Nous vous remercions d'envoyer (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 4180
à RSCG CARRIÈRES - 46, rue St-Ferdinand - 75017 PARIS.

CECA

Ingénieur de production

INGENIEUR D'AFFAIRES

SPECIALISTE

ANALYSTE FINANCIER

3 ANALYSTES FINANCIERS

RESPONSABLE D'ADMINISTRATION

ANTICIPEZ LA BANQUE DE DEMAIN

LA BANQUE POPULAIRE DES PYRÉNÉES ORIENTALES, DE L'AUDÉ ET DE L'ARIÈGE, une des premières Banques de sa région. Pour développer davantage notre croissance, nous recherchons de jeunes **ORGANISATEURS INFORMATIQUES**. Vous avez une formation supérieure scientifique (ENSI, INSA...) ou de Gestion (Maîtrise de Sciences Économiques...), 2 à 3 ans d'expérience en informatique (Analyse fonctionnelle) ou en Organisation Bancaire et de solides qualités de contact et de communication. Nous vous attendons à PERPIGNAN pour définir, avec les utilisateurs et les Chefs de projets informatiques, de nouveaux moyens d'optimiser les activités et les procédures de la Banque. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence JPV/747, à notre Conseil.

UNILOG Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
Membre de SYNTEC Informatique

éfinir et mettre en œuvre la stratégie logistique de l'entreprise.

Diplômé(e) d'une grande école, vous possédez une expérience de plus de cinq ans acquise dans un Cabinet Conseil ou dans une grande Entreprise. Vous y avez défini et mis en place, pour le compte de la Direction Générale, la stratégie logistique.

Vous avez acquis une excellente maîtrise de l'ensemble de la chaîne logistique incluant la distribution physique, la production et les approvisionnements.

Vous avez également pris en charge les aspects concrets d'organisation du flux matière et des systèmes d'information.

Peat Marwick Consultants vous offre l'opportunité de valoriser et d'élargir vos compétences en intégrant ses équipes de professionnels de haut niveau dans un contexte international.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 931-08 à Marie-Odile Ribatto qui vous assure de sa totale discrétion. Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense.

Si vous saviez ce qu'est le Conseil chez Peat Marwick, vous y seriez déjà.

KPMG Peat Marwick Consultants

COMMUNICATION

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Cette société, filiale d'un groupe français de communication de premier plan est spécialisée dans l'un des domaines de la publicité.

Votre formation supérieure (BAC + 4) et votre expérience de la vente de services sont nécessaires pour vous familiariser à sa méthodologie de travail.

Afin de bien gérer le portefeuille de clients qui vous sont confiés, une personnalité affirmée, de l'imagination, de la rigueur et un esprit de synthèse sont indispensables.

La forte croissance de l'agence implique de réelles évolutions.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo, et rémunération actuelle sous réf. M 11/1691 B à :

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANEMARK ALLEMAGNE ESPAGNE ITALIE PORTUGAL UNITED KINGDOM BRUXELLES

Un «pro» de la gestion des ressources humaines pour piloter nos Etudes.

les mutuelles du mans

Avec 5.000 personnes, un CA de 13 Millions de francs, nous sommes le premier groupe français d'assurance mutuelle. Notre souci de moderniser nos relations de travail et de développer nos ressources humaines conduit notre groupe à recruter pour la Direction du Personnel et des Relations Sociales un chargé d'études.

La gestion prévisionnelle des ressources humaines, la mise en place d'approches nouvelles pour introduire les changements nécessaires aux mutations que le secteur de l'assurance et le marché imposent à notre Groupe, la prise en compte des innovations sociales sont les domaines sur lesquels vous travaillerez. Vous créerez alors des outils pour donner à la DRH, les moyens de piloter ses projets à court et moyen terme.

27-33 ans, avec une solide formation (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, DESS de gestion du personnel...), vous avez une expérience de 5 ans ou moins dans la valorisation des ressources humaines. Vous l'avez acquise dans le secteur des services, dans l'industrie ou même comme consultant dans un cabinet spécialisé. Les ajustements emploi-hommes sont de votre compétence ; vous savez les « vendre » à votre hiérarchie. En fait, votre capacité d'adaptation est reconnue. Bien sûr vous habitez Le Mans.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération en précisant la réf. F 13 C 03 M à notre Conseil : RESOUDRE 50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILES D'AVENIR

Etablissement Financier, Filiale d'un grand groupe bancaire, spécialisé dans le Crédit à la consommation et les cartes de paiement recherche :

RESPONSABLE MARKETING OPERATIONNEL

Il assure, sur le terrain, l'application de la politique marketing, l'organisation d'actions commerciales et de formation auprès des adhérents. Grande disponibilité pour déplacements fréquents en France. Excellentes qualités de rigueur, d'initiative et relationnelles. Formation supérieure exigée. Débutants ou 1ère expérience. Perspectives d'évolution réelles.

RESPONSABLE COMMERCIAL CARTE UN MANAGER (H.F.)

Capable d'assurer la prospection et la présentation des produits auprès des futurs partenaires (Associations de commerçants, distributeurs...) ainsi que l'organisation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs. Qualités relationnelles, autonomie, 25/30 ans, formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO), expérience de plusieurs années au sein d'une équipe ou d'un groupe de distribution à un poste de marketing opérationnel.

Adresser : Curriculum Vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle. A Profil, 59 rue Quincampoix, 75004 Paris, sous référence F23 qui transmettra.

BAC + 3

VOTRE RÉUSSITE TIENT A NOTRE FIL !

Agée de 20-25 ans, vous avez complété votre formation supérieure (BAC + 3) par une expérience, même courte du marketing téléphonique : prise de RDV, vente... Vous disposez des qualités indispensables à la réussite dans ce métier : dynamisme, ténacité, sourire, rigueur, organisation, implication... Agence conseil en communication pour les Ressources Humaines, nous sommes en plein développement. Grâce à vous, nous progresserons encore plus vite, mieux...

Assistante développement, votre mission est variée : prise de rendez-vous auprès des décideurs, revue de presse quotidienne, assistant dans la gestion des nouveaux budgets, gestion du fichier prospects sur informatique...

Dans une agence jeune (moyenne d'âge : 25 ans) qui bouge grâce à la compétence et à l'enthousiasme de chacun, il y a toujours des places à prendre. Prouvez votre talent dans la fonction d'assistante développement et vous évoluerez.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence AD à Jonction - 32, Avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly Cedex.

Ville bancaire Est de Paris

recherche

SON DIRECTEUR(TRICE)

du service municipal de l'habitat

- Impulsion et suivi pédagogique (unités centres de vacances et CLE) ;
- Suivi, élaboration du budget ;
- Responsabilité générale administrative ;
- Gestion du personnel.

Il devra posséder une solide expérience et connaissance de l'administration. Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser candidature et C.V. à/n° 802, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montmorency, 75007 PARIS.

Cabinet d'audit international

RECHERCHE POUR SON ACTIVITE AUDIT ET CONSEIL AUX GRANDES ENTREPRISES

RÉVISEURS - DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

Ecole de Commerce, anglais courant, 3 ans d'expérience.

JURISTES, FISCALISTES

Diplômés d'Études Supérieures de Droit des Affaires ou de Fiscalité, anglais courant, 2 ans d'expérience dans Cabinet Conseil.

Envoyer C.V. et prétentions à : HORWATH & HORWATH FRANCE 12, rue de Madrid, 75008 PARIS.

L'orchestre régional de Picardie La Sinfonietta recrute son

ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

Il sera chargé de la direction administrative et financière, de la promotion de l'orchestre, des relations publiques et du personnel. Il devra avoir une bonne expérience et une connaissance approfondie du milieu musical ou culturel.

Prise de fonctions 1^{er} janvier 1989.

Dossier de candidature à envoyer pour le 1^{er} novembre 1988 au président délégué Orchestre régional de Picardie, 61, rue Saint-Fuscien, 80000 Amiens.

Hebdomadaire professionnel très dynamique leader sur son marché

cherche

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE

formation supérieure, deux ans d'expérience au sein d'une rédaction. Pour rubrique économie-vie des entreprises (secteur industrie de biens de consommation). Contrat pouvant évoluer vers recrutement définitif.

Ecr. Christine Spiecart, 61, rue de Malte, 75541 Paris Cedex 11.

UNIVERS DE LA GESTION

NatWest & The Action Bank
La Maîtrise du Risque

Première banque britannique représentant plus de 850 milliards de francs d'actifs, une présence dans 36 pays, d'une grande notoriété dans le monde de la finance internationale. Notre forte croissance nous amène à recruter, pour notre siège Place Vendôme

2 ANALYSTES DE CREDIT

Rattaché hiérarchiquement au Directeur des Engagements, vous serez responsable de l'analyse d'opérations de crédit de toute nature, par l'intermédiaire de nos chargés de clientèle entreprises. Votre rôle sera de détecter les risques et d'élaborer les recommandations permettant de les minimiser.

De formation supérieure ou bancaire supérieure, vous avez une première expérience pratique de l'analyse de bilans et des techniques de crédit, et vous souhaitez développer cette fonction au sein de notre groupe.

UNE BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, niveau de rémunération actuel), sous réf. 965 M, à notre Conseil, Sheila Turner - KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN
GRANDE DANIEL PUELLE C.A. 9001 LYONS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une mission
d'organisateur pour
un jeune DECS ou
Ecole de Commerce
option comptabilité.

Agé de 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure par une 1^{re} expérience professionnelle en PME. Elle vous a permis d'appréhender dans son intégralité un système comptable.

Informatique et bureautique font partie de votre univers quotidien.

Nous vous proposons de valoriser, à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, votre compétence.

3000 caisses au niveau local, 21 fédérations régionales, 1 Confédération Nationale ; au Crédit Mutuel, c'est à tous les niveaux que se prennent les décisions. Confédération Nationale du Crédit Mutuel, nous sommes investis d'une double mission. A l'extérieur, nous représentons le Crédit Mutuel et défendons ses intérêts auprès de la profession, des Pouvoirs Publics et des partenaires internationaux. A l'intérieur, nous sommes responsables de son bon fonctionnement.

Au sein d'un service de 5 personnes, vous ferez évoluer notre système comptable vers une comptabilité par activités.

Homme de dialogue, vous prendrez en compte toutes les spécificités de nos directions. Pragmatique, vous mettrez en place de nouvelles procédures et méthodes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame Peterson - C.N.C.M. - 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parlerETABLISSEMENT FINANCIER DE 1^{er} PLAN
RECHERCHE2 auditeurs
internes
informatique

Au sein de notre service central de l'audit, rattaché à la direction générale, ils meneront certaines missions spécifiques (audits d'applications et de projets informatiques, et audits de centres d'exploitation).

Ils participeront, très vite, à nos missions générales : - audits opérationnels pour évaluer l'efficacité et la sécurité des procédures et méthodes de gestion, - audits comptables et financiers (notamment sous l'angle des systèmes d'information utilisés), - audits de sociétés et audits généraux.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des diplômés de grandes écoles (d'ingénieurs et de gestion) ou d'université (licence, 3^e cycles...), riches d'une expérience, de 3 ans, de l'audit informatique ou de la conduite de projet, en cabinet ou en entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s. réf. 41676 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE HEC - ESSEC

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
Notre Secrétaire Général recherche unATTACHE
DE DIRECTION

chargé des filiales et des participations

En contact permanent avec nos filiales, vous jouerez un rôle important dans notre développement.

Vous devrez :
- assimiler rapidement les activités diversifiées de ces sociétés,
- rechercher l'information pour poser un diagnostic sûr,
- être une force de proposition.

Vous dépendrez directement de notre Secrétaire Général. Votre réussite à ce poste vous ouvre des perspectives motivantes au sein du Groupe.

Si cette mission vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence 5803, à MEDIA P.A., 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Pas à franchir

Jeune contrôleur

JEUNE

CONTROLEUR BUDGETAIRE

De très bon à excellent, il n'y a qu'un pas à franchir lorsqu'un jeune rejoint le premier groupe français d'informations économiques et financières (CA 1 Milliard de F., 700 personnes, une trentaine d'activités presse et hors presse). Intégré à la structure opérationnelle d'une activité, vous serez chargé d'élaborer les budgets annuels avec le Responsable du Produit, de suivre les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse.

Vous devrez en outre réaliser les études qui vous seront confiées et faire preuve d'initiative pour en proposer vous-même.

Vous serez chargé enfin d'établir le reporting de votre activité auprès du Contrôle Financier de la Holding, avec lequel vous entretiendrez une relation fonctionnelle.

Jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, débutant ou possédant un an d'expérience, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par leur interprétation.

Si vous partagez notre philosophie d'action fondée sur le travail en équipe et les contacts humains, adressez votre candidature avec CV et photo, sous réf. CBM 10, à Nicole Juhiet, Groupe Expansion, 2 rue Béranger, 75139 Paris Cedex 3.

Groupe Expansion

Sollac

Lorraine

Sollac Florange, un des principaux pôles qui font de Sollac le premier producteur européen de produits plats. Un acier de compétition, des métiers de haute technicité, une qualité et des résultats que nous envions nos concurrents mondiaux. Nous intégrons un

CONTROLEUR DE GESTION
La trempe du profit

Votre formation de haut niveau en comptabilité, gestion et finance (HEC ou équivalent) et une expérience de 5 à 10 ans vous ont forgé au contrôle de gestion en milieu industriel. Rodé à la comptabilité informatisée, vous suivrez de près l'amélioration de notre système d'information de gestion, et vous intervenerez directement dans le processus budgétaire. Votre réel talent pour le dialogue et l'animation, votre rigueur et votre ambition vous ouvriront de larges possibilités au sein de ce groupe de 25000 personnes, qui réalise 28 milliards de francs de CA, dont plus de la moitié à l'export.



Notre Conseil C.E. Koehrer vous parlera de notre réussite et de nos projets. adressez lui très rapidement votre dossier en lui indiquant vos prétentions au CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris sous la réf. 48.080/M.

MEMBRE DE SYNTIC

Ingénierie Financière

HAUTE-SAVOIE

Responsable de clientèle
grandes entreprises

Cet important organisme financier qui jouit d'une solide notoriété connaît un fort développement. Désireux d'accentuer de manière significative son action auprès des grandes entreprises de Haute-Savoie, il crée le poste de Responsable de cette activité. Assisté de spécialistes et techniciens compétents, il aura pour mission de créer et développer un courant d'affaires dans un esprit de partenariat privilégiant la qualité et la spécificité des solutions proposées. Cette offre s'adresse à un diplômé d'école d'ingénieurs ou de gestion ayant acquis, en cinq ans ou plus d'expérience professionnelle, une solide culture généraliste de l'entreprise et le goût de l'ingénierie financière. Elle s'adresse également à un fondé de pouvoir désireux de révéler son potentiel relationnel et sa connaissance de l'entreprise.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature précisant vos prétentions sous réf. 41699/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet, 69006 LYON, qui se tient à votre disposition pour compléter ces informations.

Sélé
CEGOS

La documentation

Filiale du Groupe Américain DENNISON, Spécialistes de la fabrication de Fournitures de Bureau, nous affirmons notre volonté de présence à l'échelon Européen

Pour une meilleure maîtrise de nos flux financiers, nous recherchons pour notre siège (proche banlieue parisienne) un

GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

Vous assurez la gestion centralisée journalière du Groupe DORET, le reporting à la Maison-Mère, décidez du financement et des placements au meilleur taux et mettez en place une gestion prévisionnelle à moyen terme.

Ce poste devrait évoluer très rapidement vers la prise en charge du Crédit-Management, impliquant l'évaluation du risque client et la mise en place d'un système de couverture.

De Formation Sup de Co + DECS, vous souhaitez amorcer votre carrière au sein d'une Direction Financière exigeante en matière de rigueur et de méthode, et qui vous offre des possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions. Une première expérience bancaire ou en matière d'audit sera appréciée. L'anglais est nécessaire.

Notre Conseil, Danielle BOULOS, vous remercie de lui faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 778 à SCA Perspectives, 29 rue de Mogador 75009 PARIS

SCA
Perspectives

Filiale du Groupe STOREHOUSE (12 milliards de F de CA), HABITAT FRANCE, avec 29 magasins et bientôt 1 000 collaborateurs poursuit son développement et assure le rôle de « tête de pont » pour l'expansion d'HABITAT en Europe Centrale.

CONTROLEUR DE GESTION
JUNIOR

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe du Contrôle de Gestion pour prendre en charge, animer et développer notre système de gestion en relation directe avec nos directions opérationnelles.

Votre mission portera sur 3 points essentiels :

- la préparation des budgets annuels et des plans à moyen terme,
- le suivi budgétaire et la mise à jour périodique de nos prévisions à court terme,
- l'analyse et l'évaluation financière des projets.

Pour ce poste clé, de formation supérieure

vous allez à votre première expérience de 1 à 2 ans, dans un environnement micro-informatique, des qualités de rigueur, un esprit critique pour anticiper et analyser les écarts ainsi qu'un réel sens des contacts.

Notre Groupe en pleine expansion vous permettra de saisir de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence CGJ, à HABITAT - Direction des Ressources Humaines - RN 3 - 76630 ORGEVAL.

habitat

Importante société française (CA 6 Milliards de FF), dans le cadre de son fort développement européen recherche son

Contrôleur Financier International

Sud de l'Espagne

300 KF+/voiture

Rattaché au Directeur Général chargé des développements externes, il sera chargé de l'étude de rentabilité et de faisabilité de différents projets d'acquisition (axes actuels : Belgique, Espagne, Italie, Allemagne...) et il aura également la responsabilité de la mise en place des procédures du Groupe dans les nouvelles filiales acquises et particulièrement en Espagne. Le candidat sélectionné, de formation supérieure, âgé de 25/30 ans, devra avoir une expérience internationale et financière (analyse de bilan, audit/procédures, montages de dossiers, etc.). Une forte autonomie est souhaitable. La maîtrise de plusieurs langues est demandée (Anglais, Italien et/ou Espagnol si possible).
Contacter Gilles de Montequ au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1311MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Issu d'un solide tour de table, cet Etablissement Financier voué à la gestion recherche un

Gestionnaire Obligataire

Paris

Réf. AK251MO

Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous assurerez, en contact direct avec le marché, la gestion d'une partie des portefeuilles obligataires confiés à l'établissement : gestion domestique longue, pouvant évoluer vers l'international. Vous participerez également au Comité de Gestion.
Agé de 25/30 ans, vous avez une expérience de 2 à 5 ans de gestion obligataire acquise en Banque, chez un Institutionnel ou dans une Société de Bourse. Votre évolution de carrière se fera indifféremment au sein de l'Etablissement ou chez l'actionnaire principal.

Contacter Antoine Kamphuis au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Conseiller les entreprises pour adapter leur gestion de trésorerie au nouvel environnement financier, c'est aussi notre métier.



Consultant Senior (X - HEC ou équivalent)

A tous les niveaux de leurs interventions, définition stratégique, évolution des structures, développement d'outils de gestion modernes, les Consultants d'ARTHUR ANDERSEN & Co aident les entreprises à gagner en compétitivité.

Nous renforçons aujourd'hui notre équipe, pour répondre à la demande croissante des grandes entreprises industrielles de BIENS DE GRANDE CONSOMMATION. Nos consultants leur permettent d'adopter leur gestion de trésorerie ou nouvel environnement financier et aux nouveaux produits financiers (Gestion des risques de change, gestion des risques de taux, gestion de trésorerie francs et devises...). Ils leur apportent la compétence, la méthodologie, la créativité.

Ce peut être votre métier demain, si à votre diplôme (X, HEC ou équivalent) vous associez une expérience de 2-5 ans dans le domaine, acquise au sein d'une banque, d'un établissement financier ou du service trésorerie d'une grande entreprise. Avec ARTHUR ANDERSEN & Co vous intervenerez sur de multiples secteurs (pharmacie, cosmétiques, agro-alimentaire, distribution, énergie) en portefeuille engagé des directions générales. Vous bénéficierez d'une formation approfondie, en France et aux Etats-Unis, ainsi que de bonnes perspectives d'évolution, liées à la croissance du leader mondial du Conseil.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. LU/TRE, à :
Paul BOURY - ARTHUR ANDERSEN & Co
Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Un important groupe international (CA en France 5 Milliards de FF) spécialisé dans les biens de grande consommation recherche pour sa filiale "Produits d'entretien" (CA 500MF) son

Contrôleur de Gestion

Paris

220 KF+

Le candidat, rattaché directement au Directeur Financier, aura la responsabilité d'un "inventory controller". Il aura en charge la totalité du suivi des prix de revient et des marges, la détermination des standards de production, du suivi des stocks (organisation des inventaires, mise à jour des stocks, gestion du fichier articles...).
Ayant un très bon sens de l'organisation, le candidat devra allier une expérience réussie du "costing" et la gestion des stocks et un excellent sens des contacts.

Contacter Gilles de Montequ au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1312MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney



L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE recherche son

FUTUR RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

Adjoint dans un premier temps au responsable actuel, vous serez chargé à terme de l'ensemble des travaux de comptabilité générale jusqu'à la production du bilan. Vous participerez, en outre, à l'audit des comptabilités divisionnaires.

Vous possédez une formation supérieure complétée par un DECS et avez acquis une première expérience en entreprise. La connaissance du secteur de l'assurance serait appréciée. Vous allez sans du contact et disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
s/réf. 2133 FR/CD à Mme IMBERT, Service Emploi, Groupe VICTOIRE,
52, rue de la Victoire, 75009 Paris.

BANQUE PARISIENNE

recherche son

RESPONSABLE DU BACK OFFICE TRESORERIE

L'homme :

Vous avez :

- une trentaine d'années,
- un diplôme d'Enseignement Supérieur axé sur la comptabilité ou la finance (DECS complet de préférence),
- une solide expérience dans le Back Office d'une Banque ou Institution Financière opérant sur les marchés monétaires.

Vous êtes :

- capable de rigueur, d'ordre et de méthode,
- un bon animateur, ouvert, apte à diriger et à coordonner les efforts d'une équipe,
- capable de tirer le parti le plus judicieux de l'outil informatique.

La mission :

Vous serez responsable du Back Office Trésorerie de la Banque Paribas. Vous serez chargé de la gestion administrative et technique des opérations de trésorerie (gestion des flux, gestion des risques, gestion des contacts avec les clients, gestion des opérations de financement, etc.). Vous serez également chargé de la gestion administrative et technique des opérations de gestion de portefeuille (gestion des flux, gestion des risques, gestion des contacts avec les clients, gestion des opérations de financement, etc.).

Veuillez adresser votre CV détaillé, avec photo et prétentions sous lettre manuscrite, à notre Conseil Michel MORACCHINI (Département Sélectique) Réf. 8650, 22 bis, rue des Beaux-Arts, 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Notre Groupe (6.1 Milliards de C.A. consolidé
10.000 personnes. Plus de 100 Filiales
recherche un

Auditeur Interne

Dans un Groupe industriel et commercial en croissance rapide, où la décentralisation des responsabilités de gestion est un principe de base, vous êtes naturellement rattaché à la Direction Générale du Groupe.

Proche des opérations de terrain ce qui exige de vous personnalité affirmée et goût des déplacements vous êtes chargé de missions de révision de comptes, de contrôle des procédures et d'analyse de l'efficacité de gestion. Vous exercez également auprès des filiales du Groupe un rôle de conseil et d'assistance.

Vous êtes diplômé d'Ecole de Commerce ou équivalent. Votre expérience d'au moins 4 ans en entreprise ou en cabinet vous permet d'avoir une grande autonomie dans vos interventions.

Adresser C.V. avec photo en précisant rémunération actuelle à :
PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau 75008 PARIS



Tout pour Construire. Aménager. Renover

PINAULT
BOIS ET MATERIAUX

Le Groupe CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE
recherche pour ses Sociétés de Crédit-Bail Immobilier (SICOMI et NON SICOMI)

UN CADRE DE GESTION LOCATIVE

Vous serez l'adjoint du responsable de notre service "Gestion Locative". Vous participerez à la politique patrimoniale des Sociétés et proposerez toutes mesures pour réaliser cette politique.

Vous assurerez la gestion administrative, juridique et technique du patrimoine locatif, vous veillerez au respect des obligations des baux commerciaux et assurerez les relations avec les locataires, Syndics, Administrations, etc.

Vous serez aidé par une équipe de deux assistants placées sous votre responsabilité. Poste à pourvoir rapidement - Saint Quentin en Yvelines.

Profil recherché : Etudes Supérieures de Gestion complétées par des connaissances en gestion immobilière : une première expérience de gestion immobilière locative serait appréciée ou une formation complémentaire : IGH - CEFLU - DES Gestion Immobilière.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions
s/réf. JH/10.56 à CNCA Direction des Ressources Humaines, Service Gestion des Personnes,
BP 48 - 78280 GUYANCOURT.



UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PREMIÈRE BANQUE EN EUROPE ET AU JAPON SUR LES

MARCHÉS D'OPTIONS HF

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE renforce sa position de leader et recherche des diplômés(ées) de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DREX, DEA... Vous possédez impérativement de réelles qualités d'entrepreneur et une grande rigueur. Vivacité, sens et compréhension des marchés sont des atouts majeurs. Nous vous proposons, en France ou à l'étranger, de

rejoindre notre équipe (d'âge moyen 27 ans) dans des domaines variés (traders, commerciaux, recherche-développement) dans un contexte dynamique d'autonomie. Ces réelles opportunités d'un métier passionnant, dans un secteur financier pointu offrant de belles perspectives d'évolution, ne peuvent convenir qu'à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO, à
Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Cassini - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

MANNESMANN
KIENZLE FRANCE

Branche du Groupe International MANNESMANN, recherche pour sa
DIVISION TRANSPORT un :

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat devra s'intégrer dans l'équipe existante du Contrôle de Gestion, prendre en charge progressivement le reporting mensuel de la division, aider à l'élaboration du budget annuel et aux révisions trimestrielles et, contribuer activement à l'optimisation des systèmes d'informations.

Il sera l'interface entre la division, le siège et la maison-mère.

PROFIL :
- 28/30 ans.
- formation supérieure (École de Gestion ou Université).
- bonnes notions comptables.
- première expérience de 2/3 ans.
- sagacité, indépendance, rigueur.
- constituerait un atout supplémentaire.
- notions de micro-informatique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :

Service du Personnel,
MANNESMANN KIENZLE,
62/64 avenue de
Gai de Gaulle,
91000 Evry.

MANNESMANN KIENZLE
L'ELAN VERS LA PERFORMANCE



SOPREMA

étanchéité, bac acier,
bardage, façade

Groupe International, nous sommes, avec 5 usines dans le monde (dont 3 en France), l'un des leaders dans la production et la mise en œuvre de produits d'étanchéité blumex.

Nous recherchons le :

RESPONSABLE
DE L'AUDIT INTERNE

Diplômé d'une Ecole de Gestion, avec quelques années d'expérience en cabinet Anglo-Saxon, vous souhaitez intégrer un groupe résolument tourné vers l'avenir pour y prendre des responsabilités concrètes.

En collaboration avec notre Directeur Financier, vous assurerez les contrôles dans l'ensemble de notre groupe, ainsi que l'animation et la formation de votre service.

Cette mission implique de nombreux déplacements à l'étranger et la maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) à :
D. Schwab - SOPREMA 14, rue de St Nazaire, BP 121,
67085 Strasbourg Cedex.

TOLLENS

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Qualité, innovation, résultats.

Tollens est le n° 1 en production et distribution de peintures et produits de décoration haut de gamme. Société souple et décentralisée (700 personnes réparties entre le siège et 40 filiales de distribution), Tollens est une société profitable sur un secteur concurrentiel : plus de 54 MF de résultats pour un CA de 700 MF. Tollens recherche aujourd'hui un jeune contrôleur de gestion.

Pour un certain nombre de nos filiales, vous devrez :

- suivre et analyser les performances mensuelles,
- valider la procédure budgétaire,
- être le conseil des directeurs de ces filiales sur tous leurs problèmes de gestion,
- reporter à la direction financière du groupe.

De formation supérieure (ESG ou équivalent), vous avez une 1^{ère} expérience réussie d'au moins 2 ans, acquise en entreprise. Vos qualités de communication et relationnelles feront la différence.

Pour en savoir plus, adressez lettre + CV + photo à Jean-Pierre ROUVIERE - TOLLENS - BP 629 95004 CERGY-PONTOISE Cedex.

BONDEX

Notre responsable
de trésorerie

170 KF

Avec 500 personnes, réalisant 360 millions de Francs de CA, notre Groupe fabrique et distribue des produits performants destinés aux entreprises et administrations, dans le domaine de la bureautique. Le développement de nos activités financières, nous amène à intégrer une

Jeune femme rigoureuse

Rendant compte au Président, vous assurez le placement des liquidités et négociez avec les banques. Vous préparez la communication financière et menez des études générales sur la société ou sa clientèle.

ESG option finance, maîtrise de gestion... vous avez fait un stage de quelques mois dans un service gestion de trésorerie ou vous avez une première expérience réussie. Passionnée par la finance, organisée et méthodique, vous voulez mettre en pratique votre savoir tout en utilisant l'outil informatique. Le poste est basé à Boulogne (92).

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. 3140 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe).

79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

AVIONS
MARCEL DASSAULT
BREGUET AVIATION

La Société AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION recrute à Saint-Claude pour sa DIVISION EQUIPEMENTS un jeune

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction de la Division Equipements, le candidat prendra notamment en charge l'élaboration, la mise en place et le suivi d'un nouveau système de gestion des coûts incluant un contrôle budgétaire et une réforme de la comptabilité analytique.

Agé(e) de 28-32 ans, de formation supérieure type ESSEC, Sup. de Co, nous voyons à ce poste une(les) candidate(s) ayant déjà acquis une expérience préalable de 3 à 5 ans en milieu industriel et possédant une bonne connaissance de l'outil informatique.

Vous avez une forte personnalité et une très bonne aptitude à communiquer un esprit d'analyse et de synthèse, vous aimez mener un projet à son terme au sein d'une équipe.

Nous attendons de votre part une lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. CG/10 que vous adresserez à notre Conseil.

Philippe OLIVER

International Management
75, rue de Valenciennes, 75008 PARIS, Tél. 42.94.07.34

UN DES PREMIERS ASSUREURS-VE

FISCALISTE

En liaison directe avec le responsable juridique et fiscal, il collaborera :

- aux études juridiques et fiscales relatives au groupe et à son évolution ;
- à la préparation des déclarations fiscales ;
- à la préparation des dossiers de nos filiales, réalisera pour elles des véritables conseils sur les nouvelles réglementations.

Pour ce poste qui exige autant de sens relationnel que de goût pour les études nous souhaitons rencontrer :

- un diplômé de l'enseignement supérieur (même cycle fiscal) ayant une expérience de 2 ou 3 ans de la comptabilité et de la fiscalité en grande entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 41677 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SAUREZ-VOUS
OCCUPER LE
SIEGE DE LA
DIRECTION DES
COMPTABILITES ?

MBK YAMAHA

ST QUENTIN (02) AISNE

A partir d'objectifs définis en collaboration avec votre D.A.F., vous êtes responsable de la mise en œuvre d'une réelle synergie de nos activités comptables (Comptabilité Générale, Clients, Fournisseurs, et Trésorerie). Vous vous appuyez sur une équipe de 15 personnes dont 4 Chefs de Sections. Vous veillez à l'adaptation ainsi qu'au développement et à l'optimisation de nos techniques et outils de gestion. Vous collaborez étroitement avec le contrôleur de gestion.

Appartenant au Groupe Japonais YAMAHA, dont nous bénéficions de la puissance internationale industrielle et commerciale, nous sommes une entreprise, constructeur de vélos et cyclomoteurs qui se développe dans l'industrie des loisirs (1 400 personnes - 850 MF CA).

A 30 ans environ, maîtrisant l'anglais, de formation supérieure comptable et financière (HEC, ESSEC, EDHEC ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience au sein de services comptables et financiers d'entreprises industrielles utilisant des techniques de gestion informatisées. Vous possédez une expérience d'encadrement d'équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1820/MBM à notre Conseil :
17, rue Courmoult - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MOORE CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Financière Franpin

Groupe Franpin

Indépendant de 600 personnes
C.A. 300 MF

12 sociétés commerciales et industrielles

recherche pour le HOLDING
situé en Thiérache

SON CHEF COMPTABLE

PROFIL :

- Hc ou F. moins de 35 ans.
- Formation de gestion acquise dans l'enseignement supérieur.
- 2 ans d'expérience dans la fonction recherchée.

MISSION :

- Réorganiser les services comptables.
- Orienter la comptabilité vers la gestion, en collaboration avec le contrôleur du groupe.
- Etre le correspondant avec l'informatique.

Env. lettre man. + C.V. + photo + présent. à M. Marc BES-
SION, FINANCIERE FRANPIN - B.P. 7 - 02260 LA CAPELLE.

SOREFI Ile de France

organisme financier du réseau régional des
Caisses d'Epargne ECUREUIL

recherche pour Paris un

ORGANISATEUR
HF

De formation supérieure (Sup. de Co, Maîtrise de Ges-
tion ou équivalent).

- une expérience bancaire effective, en particulier dans un service « Titres » ;
- une expérience vécue des techniques d'organisation (analyse, créativité, cahier des charges, etc.) ;
- une solide culture de l'informatique.

Il dépendra du Directeur de l'Organisation.

Il prendra en charge dans leur intégralité des projets en cours, assurera leur mise au point et leur suivi.

Les candidatures (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, curriculum vitae, photo), sous la référence 3027/LM, seront traitées en toute discrétion par notre Conseil.

2. et J. ORFÈRE
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE
HERVET

Pour faire face au développement de ses activités de marché, la Direction Financière recherche un

Gestionnaire Actions

Véritable professionnel, parfaitement bilingue anglais, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience réussie dans une banque et êtes familiarisé aux marchés d'Extrême Orient.

Intégré dans une équipe dynamique de gestionnaires, vous participerez à l'élaboration de la stratégie d'investissements et aurez des responsabilités de gestion générale diversifiée, d'OPCVM spécialisés ainsi que de portefeuilles sous mandat. A cette activité s'ajoutera un rôle de conseil pour les portefeuilles institutionnels.

De très larges perspectives pourront être envisagées pour un candidat évolutif au sein de la Direction Financière et du Groupe Hervet.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique le Levreux, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY sous bois 92300.

Banque de siège et de réseau
70 guichets
1 300 personnes
Total de bilan : + 10 Milliards FF
Résultat net : 80 Millions FF

EUROGROUP :
PROFESSION CONSULTANT

X, HEC, MBA
2 à 4 ans d'expérience professionnelle

- Nous sommes un Cabinet de conseil (50 personnes) intervenant auprès des directions générales de groupes financiers et industriels.
- Nous voulons doubler notre activité dans les trois ans à venir.
- Nous recherchons des consultants dotés d'une forte personnalité et de réelles capacités d'imagination.
- Vous avez une expérience concrète, en entreprise ou en cabinet de conseil dans les domaines suivants :
Secteur financier : Contrôle de gestion, valeurs mobilières, organisation et informatique.
Secteur industriel : Organisation industrielle, maîtrise des flux de production, systèmes d'information.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à : Monsieur Jean-Marie Nogaro à l'adresse suivante : Eurogroup Consultants, 17 rue Louis Rouquier - 92300 Levallois.



EUROGROUP
CONSULTANTS

Consultants
en organisation

ECONOCOM
6 Mds de FF en 1988,
est le premier groupe à
développer le concept d'offre
globale : services, conseils et
mise en œuvre de produits
informatiques dans différents
environnements.
Aujourd'hui ECONOCOM
propose à des consultants de
régionaliser sa filiale ECONOCOM
EXPERT.



ECONOCOM

Vous avez une expertise en méthodes d'organisation et de bonnes connaissances en informatique :
- en gestion financière et comptable,
- ou en gestion de production.
Vous savez conduire des projets grâce à une expérience de 3 à 7 ans en cabinet et/ou en entreprise dans les domaines suivants :
- élaboration de schémas directeurs et conception de systèmes d'information,
- diagnostic d'organisation d'entreprise,
- mise en place de systèmes d'information de gestion,
- mise en place de progiciels MSA, Mac Cormack, SAP etc.
Votre succès dans les missions d'organisation qui vous seront confiées vous ouvrira des opportunités d'évolution intéressantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant :
réf. 01 - gestion financière et comptable
réf. 02 - gestion de production.
ECONOCOM FRANCE Direction des Ressources Humaines
14 rue Pergolèse 75116 Paris.

L'offre globale

Participez à notre développement !

Responsables d'agence

Véritable professionnel du secteur bancaire par votre fonction actuelle d'Adjoint ou de Responsable d'Agence, vous désirez partager le développement de notre Entreprise et réaliser vos ambitions. Par vos qualités de conseil et vos compétences commerciales vous apporterez à nos clients l'approche qualitative et la réponse à leurs attentes. animateur et gestionnaire, vous managerez votre équipe au sein d'une structure originale et décentralisée. Postes à pourvoir en Banlieue Parisienne.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence RA/1010, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.

Crédit Mutuel

Une banque à qui parler

Directeur régional
adjoint

Banque - 300/350.000 F

Bretagne - Pays de Loire - Crédits immobiliers - Un important établissement du secteur bancaire, spécialisé dans les crédits immobiliers (CT, LT) recherche l'adjoint du directeur régional. A ce titre, il sera plus directement chargé d'assurer l'animation commerciale de cette zone géographique (agences et réseau de prescripteurs) et devra par ailleurs secondier le responsable de cette région dans le fonctionnement de l'ensemble des unités commerciales et d'engagements. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience significative des financements immobiliers. Il devra allier d'excellentes capacités commerciales à de réelles qualités d'animation d'équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9435M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de produit

Banque - 230/270.000 F

Une banque privée, filiale d'un groupe financier puissant, recherche un chef de produit. Placé sous l'autorité du directeur du développement et intégré dans une équipe de 9 personnes, il définira les nouveaux produits destinés à une clientèle diversifiée (entreprises, particuliers, associations, mutuelles). Il étudiera tous les aspects juridiques, contractuels, techniques et informatiques. Il participera, en outre, à la formation du réseau. Ce poste, très opérationnel et évolutif, ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 27 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) et ayant acquis une connaissance des produits bancaires dans l'exploitation ou dans un département marketing très opérationnel. Ecrire à H. CHERIER en précisant la référence A/R9433M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune spécialiste crédits

Banque

Une banque privée, filiale d'un groupe financier puissant, recherche un jeune spécialiste crédits. Basé à Paris et rattaché au directeur des crédits, il jouera un rôle d'assistance sur le plan technique vis-à-vis du réseau (engagements et opérations). Il aura la responsabilité d'un secteur géographique déterminé avec une large autonomie. Ce poste présente une opportunité intéressante pour un candidat souhaitant approfondir sa technique dans le domaine des crédits et mettre à profit ses aptitudes à la prise de décision avant un retour vers l'exploitation. Il s'adresse à un cadre bancaire, âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...) ou possédant un niveau équivalent (ITB...) ayant une expérience de 3 à 5 ans de l'exploitation bancaire. Ecrire à H. CHERIER en précisant la référence A/R9432M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Etre le numéro 2 d'une affaire
de près de 1 000 personnes, de plus d'un milliard de CA,
liée à un groupe puissant et diversifié.

ESSEC, ESCP, ...

Pour être ce gestionnaire rigoureux, il vous faut, outre une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion et de l'encadrement, être à la fois homme de communication, de réflexion et d'action.

- Votre mission :
- Aider au recrutement, à la formation et animer les équipes administratives des différentes unités (12).
 - Mettre en place, contrôler les budgets, les investissements, les comptes d'exploitation.

- Poser les vraies questions d'un contrôleur de gestion relatives à l'évolution de l'entreprise en termes de gestion, d'organisation, d'hommes, de marché.
- Définir, avec votre Direction, la stratégie de développement dans tous les domaines.

L'expansion à venir (FRANCE et EUROPE) est impressionnante mais réaliste. Poste basé à Lille.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. 8119/G, à Christian BANG-ROUHET, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

OC conseil

Ressources humaines

15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe Compagnie
Générale des Eaux

LYON

Leader français de la fabrication industrielle de produits béton de haute technicité (27 usines - 1800 personnes - 850 MF), notre développement actuel s'appuie sur les nouveaux produits-services que nous offrons aux négociants, aux industriels, aux collectivités locales. Au siège de Lyon-Dardilly (80 personnes), nous recherchons :

JURISTE D'ENTREPRISE (H/F)

Au titre du Droit des affaires, il intervient sur les contrats importants ou nouveaux de la société, suit les litiges et les contrats d'assurance, directement ou comme assistant du Secrétaire Général auquel il est rattaché. Il est assisté d'une secrétaire à temps plein.

A 30 ans à peine, vous avez au minimum une licence en droit, et 3 ans d'expérience dans le service juridique d'une entreprise importante. Familier de la bureautique, vous en maîtrisez personnellement l'utilisation. Vos qualités de précision et de logique valorisent votre ouverture d'esprit et votre sens du service. En outre, vous êtes conciliant et adaptable.

Ce poste important demande une implication durable. Il pourra évoluer au siège, en fonction de responsabilités, et, ultérieurement, au sein du groupe. La rémunération est de bon niveau.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L 2010/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

57, Vivier Merle 69429 LYON 03

Actiman

Société lingerie féminine en forte expansion
rechercheCHEF DE GROUPE
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
ET FOURNISSEURS

Jeune BTS, DUT comptabilité ou équivalent, ayant une première expérience 2 à 3 ans dans une société industrielle ou un cabinet comptable.

Il/elle sera chargé(e) du suivi des comptes, des déclarations fiscales de la société et de ses filiales, des situations mensuelles et participera aux consolidations.

Il/elle dépendra directement du Directeur Financier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 36264 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

Fabricant de matériel médical, et jeune filiale d'un Groupe Multinationnel Japonais, notre société connaît un développement très rapide, et nous réalisons 700 MF en 1991.

Jeune D.A.F.

Dès aujourd'hui nous confierons à un jeune Directeur Administratif et Financier notre développement sous ses aspects financiers, comptables, administratifs et légaux. Une formation supérieure et une expérience de 3 à 7 ans en audit, et contrôle de gestion/finance vous permettront d'être rapidement opérationnel. Vous trouverez chez nous un poste évolutif à la mesure de vos ambitions et de votre investissement personnel. La pratique de l'anglais et de bonnes qualités relationnelles sont bien sûr indispensables.

Merci d'adresser votre cand., s/réf. G 8170 à notre Conseil NERVEN-PONT, 15 rue Cardinet, 75017 PARIS.

nervet pont conseil

Relever un Challenge en province
Centre Ouest

Notre société, spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement, 150 MF de CA - est la toute récente division d'un puissant groupe international. Pour compléter l'équipe de direction, nous recherchons un

Directeur Financier

Dépendant du Directeur Général, s'appuyant sur une équipe comptable et informatique compétente et motivée d'une dizaine de personnes, le directeur financier assurera la mise en place et le bon fonctionnement de l'organisation financière répondant aux besoins du groupe : comptabilité générale et industrielle, harmonisation des procédures de contrôle interne, reporting mensuel, gestion de la trésorerie, optimisation fiscale, financement export, évolution des applications informatiques.

Le poste s'adresse à un spécialiste de la fonction financière et comptable, âgé d'au moins 32 ans, possédant de solides compétences techniques, validées dans un contexte anglo-saxon. Sa formation (ESC + DECS par exemple), sa rigueur, ses qualités d'animateur et d'engagement lui permettront de doter la filiale d'un système de gestion fiable. La pratique de l'anglais est nécessaire.

TEG, notre Conseil vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 79310, qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 ParisRecherche
FinancièreThe
Executive
GroupEtablissement public d'aménagement
Saint-Quentin-en-Yvelines
recrute

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES FINANCIÈRES

- Bilan d'opérations.
- Contrôle de gestion.
- Budget, trésorerie.

Formation en Sciences Eco ou Ecole de Commerce.
Expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de l'aménagement.

Adm. C.V. photo et prétentions à :
M^{me} Gaillo-EPASQY - B.P. 329
78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

Un parcours très évolutif

SOLVAY est, vous le savez sûrement, un groupe chimique de dimension internationale. Son unité de production de Dombasle, près de Nancy, ne compte pas moins de 1100 personnes. Ses services comptables, déjà très étoffés, accueillent aujourd'hui un jeune diplômé

HEC, ESSEC, ESCP, DAUPHINE

L'option finance/gestion que vous avez choisie vous donne immédiatement la carrure pour améliorer les procédures de comptabilité analytique et de gestion, assurer l'interface avec l'informatique, l'objectif étant de développer de nouvelles applications.

D'emblée, le poste est riche de contacts, très formateur. Dans un groupe comme le nôtre, très attaché à l'évolution de ses collaborateurs, il devient un tremplin pour évoluer, à moyen terme, vers des responsabilités plus étendues à Paris, en province ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 cours Albert 1^{er} 75008 Paris.

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC PARISIEN
RECHERCHEUn collaborateur,
âgé de 35 ans environ

- Formation supérieure en contrôle de gestion
- Expérience d'encadrement exigée dans les domaines financier et informatique
- Goût des contacts à haut niveau

Réf. TA/88.01

Deux collaborateurs,
âgés de 30 ans environ

- Formation supérieure en gestion (DUT ou BTS minimum)
- Pratique de la micro-informatique appréciée
- Goût des contacts et aptitude à l'animation d'une équipe exigés

Réf. TA/88.02

Un collaborateur,
âgé de 30 ans environ

- Formation supérieure en gestion (Ecole supérieure de Commerce de préférence)
- Aptitude à la vente et goût des contacts exigés

Réf. TA/88.03

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous référence correspondante à :
HYPERBOLE - 104, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

Nous sommes les premiers intervenants
sur les marchés financiers et nous offrons
un poste de

RESPONSABLE
DE LA
PROMOTION

Vous aurez la responsabilité du Service
rattaché au Directeur du marketing financier.

Vous avez plusieurs années d'expérience au sein d'un Cabinet conseil ou de recherche marketing, des qualités de contact, une maîtrise de l'expression orale et de la langue anglaise et parce que vous avez envie de passer de la recherche marketing à la création du produit votre candidature nous intéresse.

Adresser votre lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 10017 à PUBLIVAL - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

promouvoir
notre région

En tant que chargé d'affaires "high tech", vous serez l'un des moteurs du développement économique de notre territoire.

Votre prospection active devra aboutir à l'identification d'opportunités industrielles nouvelles.

Principal interlocuteur des entreprises et des centres de recherche, vous les accompagnerez dans leur projet d'implantation sur notre région.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, d'ingénieur ou de sciences politiques), vous avez au moins 4 ans d'expérience en informatique, électronique, robotique ou communication.

Vous parlez anglais.

Venez rejoindre une équipe dynamique au sein d'un District du Sud de la France.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1077-02 à notre Conseil.

Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA

BP 666 75367 Paris Cedex 08
PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

Ce groupe français (5.000 personnes) brillant leader sur son marché, recherche dans le cadre de sa politique de modernisation et de productivité,

Trésorier Groupe
Paris

Responsable de l'intégralité de la Fonction Trésorerie, vous aurez à :

- Mettre en place une véritable politique de gestion de Trésorerie Groupe.
- Concevoir l'organisation la plus fonctionnelle, afin de manager les flux de trésorerie extrêmement importants des filiales.
- Décider de la gestion des placements.
- Assurer les négociations bancaires.

Aidé par une équipe centrale, vous disposerez d'outils informatiques performants.

De formation supérieure, déjà professionnel averti de la trésorerie dans un grand groupe, connaissant particulièrement bien les instruments financiers et les marchés, vous trouverez l'opportunité d'élargir vos capacités d'organisateur, de négociateur et de patron.

Merci d'adresser lettre manuscrite, rémunération actuelle et C.V. sous réf. 21018 à notre conseil :
CONCEPT RECRUTEMENT
2 place André Malraux 75001 PARIS,
qui assure toute confidentialité.

concept
Recrutement

Conseil en recrutement financier

LA MUTUALITE FRANCAISE

DIRECTION DES SERVICES AUX GROUPEMENTS
recherche pour son SERVICE CONSEIL - FORMATION le

RESPONSABLE DU SECTEUR
COMPTABILITE - FINANCES

Formation supérieure en gestion + DECS ou 3ème cycle spécialisé en Finances.

Votre activité consistera à :

- définir, après analyse, des politiques ou des objectifs de formation,
- concevoir et animer des séminaires pour les personnels de 500 PME adhérentes,
- coordonner l'action des intervenants extérieurs,
- assurer des missions d'intervention et de conseil en gestion comptable et financière auprès des organismes adhérents.

Une pratique de la formation d'adultes, une expérience professionnelle confirmée et des aptitudes au conseil sont indispensables.

Poste basé à PARIS 15^e. Déplacements fréquents en Province.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo restituée et rémunération souhaitée) à MUTUALITE FRANCAISE, DIRECTION ADMINISTRATIVE, 255 rue de Vaugirard, 75719 PARIS CEDEX 15.

MUTUALITE
FRANCAISECHARGÉ D'ÉTUDES
CONFIRMÉ

Banque de gestion, banque d'affaires, banque de marché, nous sommes la filiale française d'un important groupe financier européen. Nous recherchons un

Adjoint du responsable de l'unité ETUDES et PROCEDURES au sein de la direction de la comptabilité, vous serez chargé, en relation avec les services opérationnels, de l'élaboration et de la mise en place des procédures comptables, du suivi de la réglementation bancaire et des législations comptables et fiscales et d'études sur ces différents domaines.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole supérieure de commerce et DECS) et votre première expérience des opérations bancaires vous permet d'être immédiatement opérationnel.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, cv et prétentions sous réf. M 12/10 à la Direction des Relations Sociales - BGP - 26, rue de la Baume 75008 PARIS.

BANQUE DE GESTION PRIVEE-SIB

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

promouvoir
notre région

Tresorier Groupe

UTILISER VOS CONNAISSANCES STATISTIQUES
COMME MOYEN D'AIDE À LA DÉCISION

C'est ce que propose
l'une des premières sociétés françaises
d'ASSURANCES I.A.R.D.,
qui recherche pour son siège parisien,

UN CHARGÉ D'ÉTUDES
STATISTIQUES

Intégré au Service Statistiques, il se verra confier les
missions suivantes :

- Adapter les tarifs produits de la société en fonction
des résultats des analyses statistiques.
- Concevoir, élaborer les tarifs nouveaux produits.
- Participer à l'évolution du système d'informations
statistiques et des tableaux de bord nécessaires à la
maîtrise des risques.

Ce poste convient à un candidat de formation supé-
rieure économique et/ou statistiques • débutant à
potentiel ou justifiant d'une première expérience pro-
fessionnelle.

Les qualités clés requises pour le poste sont : esprit
d'analyse et de synthèse, ouverture d'esprit, discerne-
ment, sens des initiatives, précision, capacités de com-
munication, goût des contacts et sens du service. Une
connaissance ou une pratique informatique et bureau-
tique est nécessaire.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite
motivant votre candidature, C.V. détaillé, photo et
prétentions, sous référence CESM.1 à

Marie-France KLEIN
20 avenue des Tillands
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
(discretion absolue garantie pour les personnes en poste).

contrôleur de gestion

Rejoignez un grand groupe de communication
et devenez le principal collaborateur du DAF de
l'une de ses filiales (500 MF, 80 collaborateurs).

Vous prenez en main le reporting, élaborez les
budgets et analysez les chiffres. Vous assurez de
plus l'évolution de notre système de gestion
en créant une base de données économiques
et financières.

Dynamique, la trentaine, avec une bonne
formation supérieure (école de gestion + DECS),
vous avez déjà exercé vos talents en contrôle
de gestion et maîtrisez parfaitement l'outil
informatique (mini et micro).

Vos perspectives d'évolution sont à la hauteur de
vos réussites.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous
recommande de lui écrire (réf. 5339LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
14, RUE ROYALE - 75001 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

adidas France

2,3 milliards de C.A., 2 000 personnes, leader mondial de la
production d'articles de sport, recherche pour son siège près
de Strasbourg

2 CONTRÔLEURS DE GESTION INDUSTRIELLE :

1 senior + 1 junior (ingénieur, HEC, ESSEC, ESCP...) rattachés au
directeur de production chaussures Europe

Leur mission :

- Concevoir, proposer, mettre en place des systèmes permet-
tant de mesurer les performances des fonctions approvi-
sionnement et production chaussures ;
- Unifier ces systèmes au niveau européen ;
- Piloter les études de rentabilité des investissements clés ;
- Élaborer les standards comme outils du « management by
objectives » ;
- Établir les tableaux de bord.

Le poste « senior » (réf. 1 000) aura l'entière responsabilité de
ces activités et nécessitera environ 5 ans d'expérience du
contrôle de gestion de production.

Le poste « junior » (réf. 2 000) aura la responsabilité d'assister le
senior et peut être confié à un débutant ou avec 1 à 2 ans
d'expérience.

1 CONTRÔLEUR DE GESTION MARKETING VENTES
SENIOR

(HEC, ESSEC, ESCP...) (réf. 3 000) rattaché au responsable du contrôle
de gestion.

Sa mission :

- Responsable de l'élaboration et du suivi des budgets et
plans marketing-ventes ;
- Procéder à toutes les études de gestion relatives à l'identi-
fication et à la mise en place d'actions d'amélioration de la
rentabilité ;
- Développer le système d'information et les procédures pour
la mise en place des améliorations proposées ;
- Participer à l'amélioration des tableaux de bord et du
reporting vers la maison-mère.

Ces postes impliquent des déplacements à l'étranger. Naturel-
lement, vous maîtrisez parfaitement l'allemand et/ou
l'anglais.

Votre réussite orientera votre évolution de carrière
dans le groupe.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + photo, en précisant la
référence choisie, à la Direction des relations humaines et du
personnel — adidas saci — route de Saasolheim, LANDER-
SHEIM, B.P. 67/67702 Saverne, Cedex.



SOPHIA ANTIPOLIS

AMADEUS DEVELOPMENT COMPANY

Filiée du groupe Amadeus récemment créé par 4 compagnies aériennes leaders (Air France, Iberia, Lufthansa, SAS),
Amadeus Development Company a pour vocation le développement d'un système global d'information et de services
pour l'industrie du voyage dans un contexte de forte compétition internationale. L'investissement initial est estimé à
USD 350 millions et en 1990 plus de 600 personnes seront employées dans le Groupe. La croissance extrêmement rapide
des activités conduit aujourd'hui à rechercher :

Financial Controller

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes responsable du processus budgétaire, du contrôle de gestion, de la
trésorerie, de la comptabilité ainsi que de la paie (personnels de différentes nationalités aujourd'hui implantés aux U.S.A. et en France).
Vous superviserez également le reporting à la holding située à Madrid. Agé d'environ 35 ans, parfaitement bilingue français-anglais, vous
êtes diplômé d'une école de commerce ou d'un niveau expertise comptable. Vous avez acquis depuis 5 ans une solide expérience similaire
de la fonction financière dans un contexte international.

Assistant Controller

Vous assisterez le Financial Controller dans l'ensemble de ses responsabilités, et vous serez plus particulièrement chargé des comptabilités
généralistes et analytiques ainsi que de la paie. Parfaitement bilingue français-anglais, vous avez un diplôme d'enseignement supérieur en comptabilité-
finances. Vous avez acquis depuis 3 ans minimum une bonne expérience de la comptabilité et de la paie dans un contexte international.

Ces deux postes nécessitent des déplacements à l'étranger.

Vous êtes motivés par le développement d'un projet européen leader de haute technologie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous référence 810.01.M à Monique Herbet,
Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris - La Défense 2

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL



X, MINES, CENTRALE, MBA, HEC

5 à 7 ans d'expérience professionnelle

CONSULTANTS SENIORS
EN MANAGEMENT

GESTION - FINANCES - MARKETING - STRUCTURES ET RESSOURCES HUMAINES

La CEGOS est le 1^{er} Groupe européen de Conseil en Management et de Formation, 500 Consultants CEGOS exercent leurs activités
auprès des entreprises dans 15 pays. Nos clients sont des sociétés performantes de toutes dimensions et secteurs d'activité. Nous les
conseillons sur toutes les composantes de leur management jusqu'à la mise en œuvre.

Nous recherchons des INGENIEURS de HAUT NIVEAU (X, Mines, Centrale, MBA, HEC), confirmés (5 à 7 ans d'expérience
professionnelle) pour leur confier des missions complexes de conseil dans les domaines suivants :

- Management : audit de compétitivité, projet stratégique d'entreprises,
- Gestion : systèmes d'informations de gestion, études économiques,
- Finances : conseil financier, gestion de trésorerie, restructuration du financement et pérennité,
- Marketing : définition des politiques et plans d'action marketing,
- Structures et Ressources Humaines : gestion prévisionnelle des besoins et des compétences, organisation des structures internes,
systèmes de rémunération et d'intéressement, évolution de la culture d'entreprise.

Si vous nous apportez la preuve d'une réelle compétence dans l'un de ces domaines et si votre motivation et vos capacités peuvent
faire de vous un consultant de grande valeur, prenez contact avec nous.

Nous vous offrons l'opportunité d'accroître votre polyvalence, de développer des activités nouvelles, d'encadrer une équipe.

Pour entrer en relation avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la réf. 820/M à
Ch. DEFECHE - CEGOS/DRH, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex.



Leader du marché des cigarettes en France, nous employons près de 7000 personnes, réparties dans 40 établissements et réalisons un
chiffre d'affaires hors taxes de plus de 8 milliards de Francs. Nous souhaitons intégrer des Contrôleurs de Gestion.

Contrôleur de gestion «siège»

basé à Paris

Réf. 3134 M

Au sein du Contrôle de Gestion Central, vous êtes chargé de l'interface avec la Direction Marketing-Ventes et la Direction de la Recherche
et du Développement. Vous adaptez et suivez la mise en œuvre des procédures budgétaires, assurez la coordination, menez des actions
d'animation et de conseil auprès de ces directions, réalisez des études économiques spécifiques.

ESC ou maîtrise de gestion, après une première expérience de 3 à 4 ans, acquise de préférence dans un établissement industriel, votre
connaissance du « terrain » vous aidera à mieux comprendre les préoccupations concrètes des différentes directions.

Contrôleur de gestion «usine»

basé à Riom (63) ou Lille

Réf. 3135 M

Dans le cadre de notre Unité de Production, vous élaborez les budgets annuels, établissez un contrôle budgétaire et de gestion et présentez
mensuellement les résultats nécessaires à la bonne marche de l'usine, en validant la fiabilité des données et en contrôlant la cohérence
des chiffres. Bien intégré à l'équipe dirigeante, vous serez associé à la résolution des problèmes de l'usine.

ESC ou maîtrise de gestion, débutant ou fort d'une première expérience proche du terrain, vous avez une bonne connaissance de la
comptabilité analytique et vous sentez très attiré par les applications informatiques liées au contrôle de gestion.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence choisie (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe)
79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Peret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

AMIENS - CLERMONT-FERRAND - LILLE

GROUPE FIDUCIAIRE d'implantation nationale
recherche EXPERTS COMPTABLES DIPLOMES
pour postes de

DIRECTEURS REGIONAUX

Connaissance clientèle agricole appréciée pour AMIENS.

Adressez dossier de candidature sous réf. 4039 M à préciser sur l'en-
veloppe à l'Agence AFFLUENTS-49, avenue Trudaine 75009 PARIS -
qui transmettra.

Établissement Financier, Filiale d'un grand groupe bancaire, spécialisée dans le
Crédit à la consommation et les cartes de paiement recharge :

UN(E) ASSISTANT(E) PROMO

Chargé(e) d'élaborer, de lancer et d'assurer le succès sur le terrain, des opé-
rations d'animation d'un réseau de plusieurs milliers de points de vente.
Cet(e)l, accrocheur, qualités relationnelles, formation supérieure exigée, expé-
rience en agence ou chez l'annonceur de 3 à 4 ans.

UN ASSISTANT MARKETING DIRECT PRODUITS

Chargé(e) d'initier et de prendre en main le lancement et la logistique de nou-
veaux services ou produits financiers proposés aux clients. Formation supérieure
exigée. Expérience indispensable de 3 à 4 ans en agence ou chez l'annonceur.

Adressez :

Curriculum Vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle.
A Profil, 59 rue Quincampoix, 75004 Paris, sous référence F22 qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Créer sa fonction et grandir avec la société...

C'est ce que vous propose cette entreprise, émanation d'un grand groupe, qui verra son effectif passer de 15 personnes aujourd'hui, à plus de 1 000 dans quelques années, répartis en 25 unités. L'urgent est naturellement de choisir le Responsable d'une

Administration du personnel
320 000 F

qui, basé à Paris, crédibilisera sa fonction par ses interventions tant techniques que de conseil. Mettra en place les outils administratifs classiques (contrats-règlements-fichiers...), préparera et suivra la paie informatisée, le bilan social, les statistiques, participera au fonctionnement du CE et des DP, à l'harmonisation des recrutements, de la formation, de l'information et puis adaptera l'ensemble à l'évolution attendue, voilà un programme intéressant.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. Z/AP/UM, à notre Conseil.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes une Société de Conseil en Information

Nous délivrons, immédiatement, l'information utile à la prise de décision de nos 12 000 clients: chefs d'entreprise, consultants...

Nous recherchons

un fiscaliste

Vous êtes spécialiste en fiscalité des entreprises et notamment en T.V.A. Vous êtes titulaire d'un DESS et possédez une expérience de plusieurs années ou vous sortez de l'école des Impôts et avez une pratique de quelques années.

Venez rejoindre notre équipe

Adressez votre candidature à
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP, 54, rue de Monceau
75384 PARIS Cedex 08.



Recherchons pour poste en
AFRIQUE FRANCOPHONE

CONTROLEUR
DE GESTION

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat devra avoir une expérience dans un poste similaire du secteur public ou para-public, ainsi qu'une bonne pratique de l'INFORMATIQUE (mini et/ou micro).

Rémunération annuelle de 380 000 à 420 000 F, ainsi que les avantages habituels liés à l'expatriation (logement, congés en France voiture de service).

12, rue Brancion
75737 PARIS CEDEX 15.

AGENCE DE PRESSE spécialisée (cadre de vie, collectivités locales, etc.) cherche
JEUNES JOURNALISTES
Adr. c.v. chez HUGO,
1, rue Clotilde, 75006 Paris.

GESTION PATRIMOINE
étude de notaire en développement recherche

**CONSEILLER
EN GESTION
DE PATRIMOINE**

possédant la maîtrise de sciences économiques ou de droit + DESS option « gestion de patrimoine » ou dipl. ou exp. équivalent.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous n° 8 806 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CENTRE HOSPITALIER d'ORLÉANS

recherche

**INGÉNIEUR
EN ORGANISATION
ET MÉTHODES**

Formation supérieure, expérience suffisante. Brut annuel 115 à 200 M.

Adresser le dossier au Directeur général du Centre Hospitalier d'Orléans, B.P. 2439, 45032 ORLÉANS CEDEX.

J.P. MORGAN

UNE BANQUE AMÉRICAINE POUR RÉUSSIR

**ASSISTANT
BACK OFFICE**

ITS-OUT GESTION COMPTA DÉBUTANT OU 1^{er} EXP.

Nous vous formons au traitement des opérations de banque française ou étrangère, de trésorerie et de gestion de portefeuille. Vous serez chargé d'effectuer les opérations de comptabilité et de gestion de portefeuille.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous n° 8 807 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

41 a. DES DROITS, direct. Natl.

41 a. DES DROITS, direct. Natl. des Antilles, St. Pierre, prop. s/les Antilles, Amérique latine, Canada. Adresser sous n° 8 808 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 809 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 810 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 811 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 812 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 813 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 814 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 815 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 816 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 817 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Centre de formation professionnelle VIVE (200 places) réalise sa mutation et recherche un

**DIRECTEUR ADJOINT
PERFORMANT (H/F)**

bac + 4, ayant une exp. de situation complexes, bilingue angl.-franç. Exp. Dir. Centre VIVE, 54, rue de Montessuy, 94117 ARCEUIL Cedex.

MINGO S.A. rech.

CONDUCT. TRVX NEUFS

plombarie-chauffage. Tél.: 69-38-01-03.

DEMANDES
D'EMPLOIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sciences économiques, expérience FRANCE, ÉTRANGER, sociétés multinationales, avec responsabilités de Direction Vente, Marketing, Finance, secteur Informatique, Télécommunications, bilingue français-anglais.

CHERCHE

DIRECTION GÉNÉRALE

Ecr. s/n° 8792, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SECRÉTAIRE, 50 ans

steno/TTX, Visio 40, rech. poste emploi versé, PROCHE GARE ST-LAZARE, 8, rue de Montessuy, 92210 SAINT-CLLOUD.

J.H. maîtrise échanges internationaux

maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 800 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

F. 38 ans, prof. lettres

F. 38 ans, prof. lettres, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 801 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

41 a. DES DROITS, direct. Natl.

41 a. DES DROITS, direct. Natl. des Antilles, St. Pierre, prop. s/les Antilles, Amérique latine, Canada. Adresser sous n° 8 802 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 803 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 804 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 805 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 806 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 807 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 808 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, excellentes réf.

J.F. 38 ans, excellentes réf. de travail, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français, maîtrise de l'anglais, anglais et français.

Adresser sous n° 8 809 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

14^e arrdt

RUE SARRETTE (près)

3 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 720.000 F. 46-28-88-04.

15^e arrdt

CHATELAIN (près)

2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

16^e arrdt

EXELMANS

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

17^e arrdt

COURCELLES

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

18^e arrdt

MONTMARTRE

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

Province

IMMO MARCADET

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

locations

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

RÉSIDENCE CITY

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

EMBASSY SERVICE

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

APPT'S DE GRANDE

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

CLASSE, belles réceptions

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

avec minimum 5 chambres.

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

TEL : (1) 45-62-70-80.

terrains

A vendre terrain viabilisé

dans montagne, pays de châteaux à Rive à GIBRALTAR, Algérie, Espagne, 3 113 m² + 3 000 m² de terrain.

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

immeubles

REUIL N13

IMMEUBLE USAGE MOCTE 200 m² PROX: 170 000 F. Tél.: 47-28-06-06.

maisons individuelles

PRÈS ANET 75 KM

QUEST PARIS, villa 5/8 p., grand, dépendances, terr. 2.700 m² bordée RIVER, ch. bon état. 46-35-12-99.

immobilier information

FONCIAL 45-55-86-18

47, AVENUE BOSQUET (M) Spécialiste, 48 ans d'expérience. Etude gratuite personnelle. Avantages fiscaux. Rente indicée.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Beau séjour + ch. et ch. 2 p., occupé 1 pers., app. bel imm. pierre de t., revêt. 1.180.000 F. 46-28-88-04.

DOMICILIATION 2^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 3^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 4^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 5^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 6^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 7^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 8^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 9^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 10^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 11^e

bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60.

DOMICILIATION 12^e

SOMMAIRE

■ Lors d'un entretien accordé au Monde, M. Protsenko, président du Comité d'Etat pour l'énergie nucléaire soviétique, envisage une collaboration sur la future génération de réacteurs à eau pressurisée avec le Commissariat à l'énergie atomique et Framatome (lire ci-contre).

■ L'année 1988 enregistrera la plus forte production d'acier dans le monde depuis 1979 (lire ci-dessous).

■ Alors que le bâtiment connaît une reprise très vive et que, dans ce secteur, les offres d'emplois ne sont pas remplies de manière satisfaisante en nombre et en qualité, la fédération patronale veut lancer une négociation sur un vaste plan social (lire page 43).

■ Quel rôle peut encore jouer une chambre de commerce et d'industrie aujourd'hui, alors que les collectivités locales développent leur action économique ? Peut-elle être plus qu'une assemblée de notables ? (lire page 45).

La consommation mondiale d'acier va battre tous les records en 1988

La consommation mondiale d'acier va battre en 1988 tous les records, avec un volume de 782 millions de tonnes, soit 34 millions de tonnes de mieux que le niveau maximum enregistré antérieurement (748 millions de tonnes en 1979). Ce boom de la demande, qui s'explique par la bonne conjoncture internationale, ne devrait pourtant pas se maintenir l'an prochain : les experts de l'Institut international du charbon et de l'acier (IISI) tablent sur une baisse de 1 % ramenant la production à 774 millions de tonnes. D'ici à 1995, ils s'attendent à un taux de croissance positif mais bien plus modeste que celui de cette année : 1 %, ce qui porterait à 789 millions de tonnes la consommation mondiale en 1995.

Les performances extraordinaires de cette année s'expliquent par la reprise de la demande d'acier dans le monde occidental, et plus particulièrement dans les pays industrialisés (+ 7 %). Cette évolution, qui tranche avec celle des années précédentes, est enregistrée dans tous les pays. Aux Etats-Unis, la consommation augmentera de 4,3 % s'élevant à 110 millions de tonnes, dans la CEE elle affichera une progression de 6 % (111 millions de tonnes), et au Japon, la hausse s'élèvera à 13 % (87 millions de tonnes).

Malheureusement, un retournement de tendance est attendu dès l'an prochain. En 1989, la consommation globale des pays industrialisés baissera de 5 %, à 343 millions de tonnes. Le déclin sera limité en Europe (-1,4 %) mais plus marquée aux Etats-Unis et au Japon (-7,5 %). Pour 1995, elle devrait continuer sur cette pente pour ne plus atteindre que 323 millions de tonnes.

Rise évidemment, les pays en développement ont continué et continueront à voir leur demande progresser. Mais toutes les régions ne connaissent pas exactement la même évolution au fil des ans. La hausse s'élèvera en moyenne à 4 % en 1988 mais on verra la consommation de l'Amérique latine baisser de 3,8 % cette année. Néanmoins, la région devrait retrouver l'an prochain un taux de croissance positif (+4 % à 32 millions de tonnes). Les pays asiatiques en voie de développement connaîtront cette année des hausses supérieures à la moyenne : +15 % en Inde et à Taïwan et 8 % en Corée. Ces tendances devraient se poursuivre l'an prochain, la région affichant globalement un taux de croissance de 8,3 % en 1989 (7 % pour l'ensemble des pays en développement).

Enfin, l'IISI estime à 2 % l'augmentation de l'utilisation domestique d'acier en URSS, en République populaire de Chine et dans les autres économies centralisées cette année.

L'URSS souhaite que la France coopère à son programme

Un entretien avec le responsable de l'énergie nucléaire soviétique

Alors que les Soviétiques annoncent leur intention de raser la ville de Tchernobyl (Ukraine), faute d'avoir décontaminé la région proche de la centrale du même nom, détruite accidentellement en avril 1986 (lire en dernière page), M. Alexandre Protsenko, président du comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, qui met en œuvre l'ensemble du programme électro-nucléaire soviétique, est venu en France participer à un colloque international sur la sûreté des installations nucléaires. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il pré-

cise que désormais la sécurité a pris le pas sur la rentabilité économique, et il reconnaît que les modifications apportées à la sécurité du parc de centrales après l'accident de Tchernobyl ont entraîné un ralentissement sensible du programme d'équipement.

Au-delà des échanges existants dans le domaine de la sûreté, M. Protsenko révèle que l'URSS veut aujourd'hui s'ouvrir aux techniques européennes pour les nouvelles générations de réacteurs actuellement é-

diées. Sans exclure une coopération économique et commerciale, il souhaite notamment que la France participe à la conception — voire à la réalisation — d'une nouvelle série de réacteurs à eau pressurisée. Enfin, il annonce que l'Union soviétique envisage à terme de se lancer, comme la France, dans la vente de services de retraitement de combustible irradié, et propose d'ores et déjà à ses clients étrangers de reprendre le combustible brûlé dans leurs centrales.

RFA, et nous nous engageons à reprendre le combustible irradié.

— Mais nous ne proposons pas encore de services de retraitement à l'étranger. A terme, nous nous y préparons en faisant des recherches. Lorsque cela sera rentable et que cela pourra se faire sur grande échelle, nous y viendrons. Dans ce domaine aussi, des travaux peuvent être menés en commun avec les Français.

— Avez-vous en URSS des difficultés avec l'opinion anti-nucléaire ?

— Cette opposition existe et se développe. Le problème est que l'accident de Tchernobyl a coïncidé avec une véritable « explosion » de l'opinion publique liée à la « perestroïka ». On a découvert alors que les avions pouvaient s'écraser, les bateaux couler ailleurs que dans les pays occidentaux ! C'est une période de jeunesse de l'opinion publique. C'est pour cela que nous nous attachons d'abord à améliorer la sécurité et aussi, désormais, à informer la presse comme nous le faisons aujourd'hui.

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Contrairement aux réacteurs de type VVER, semblables à ceux construits en France, les centrales de type RBMK, dont faisait partie Tchernobyl, sont des réacteurs graphite-eau brûlant de l'uranium légèrement enrichi comme combustible.

— Au moment où nombre de pays ralentissent leurs programmes nucléaires ou même arrêtent tout investissement dans ce domaine, pensez-vous que l'énergie nucléaire puisse être l'énergie du siècle prochain ?

— C'est vrai que l'énergie nucléaire se développe moins rapidement qu'on ne l'avait pensé il y a quelques années. Mais c'est également le cas de l'énergie prise dans son ensemble. Il n'en reste pas moins que l'opinion a changé sur le nucléaire et qu'il nous faut, comme l'ont montré les travaux de la conférence sur la sûreté des réacteurs nucléaires, que je viens de suivre à Arignon, développer encore et toujours la sûreté. Car j'ai la conviction qu'en dépit de Tchernobyl et de ses tentes et son morts, l'énergie nucléaire est la moins dangereuse de toutes les formes d'énergie et donc, à ce titre, l'énergie du futur.

— Compte tenu des problèmes de sûreté rencontrés à la suite de l'accident de la centrale de Tchernobyl et de la baisse des prix des hydrocarbures, l'Union soviétique va-t-elle maintenir son programme d'équipement nucléaire au même rythme ?

— On ne peut pas dire que le prix des hydrocarbures ait une influence sur le développement de l'énergie nucléaire en Union soviétique. Certes, les secteurs pétrolier et gazeux reçoivent des subventions de la part de l'Etat, ce qui leur permet d'afficher des prix de production relativement bas. Mais cette situation devrait changer car ces subventions vont être supprimées, ce qui rendra le prix du kilowatt-heure d'origine nucléaire plus concurrentiel. S'il n'est pas encore aussi bas que celui obtenu par les Français dans leurs centrales, il est quand même 20 à 30 % moins cher que celui produit par les sources d'énergies traditionnelles. Et nous espérons rapidement faire mieux encore.

Un programme ralenti

— Pour ce qui concerne le rythme de construction de nos centrales nucléaires, il avait été prévu, en 1983, que l'on disposerait d'une capacité de 30 000 mégawatts installés en 1985 et qu'on la multiplierait par cinq ou par sept pour atteindre à l'horizon 2000 un parc de 150 000 à 200 000 mégawatts, soit un rythme de construction de 8 à 12 tranches par an. Mais nous n'avons pas tenu les objectifs du plan en raison, à la fois, des modifications apportées après l'accident de Tchernobyl aux réacteurs de type RBMK (1) et de celles faites sur les réacteurs à eau pressurisée VVER. Actuellement, nos deux usines de construction de réacteurs produisent moins de dix tranches par an alors que l'atelier Jorjki de Leningrad peut en fabriquer trois par an et celui d'Atomenergostroi de Volgograd peut en faire dix. Il faudra qu'on se débrouille pour remplir le plan. Mais la puissance du parc installée à la fin du siècle en Union soviétique sera plus proche de la fourchette basse des prévisions (150 000 mégawatts) que de la fourchette haute (200 000 mégawatts), ce qui correspond à environ 150 réacteurs en fonctionnement en l'an 2 000 au lieu de 210.

— Que devient dans ces conditions la filière RBMK à laquelle appartenait le réacteur de Tchernobyl ? Le programme de modernisation de ces installations est-il achevé ?

— En ce qui concerne les réacteurs RBMK, ceux dont la construction est engagée seront achevés. Aujourd'hui, il en reste encore cinq à construire et quinze sont en service. Depuis l'accident de Tchernobyl qui a coûté, au total, 8 milliards de roubles à l'Union soviétique, nous avons apporté de nombreuses modifications aux réacteurs de cette filière. Nous avons volontairement diminué leurs capacités pour améliorer leur sûreté, ce qui a coûté quelques dizaines de millions de roubles par réacteur. C'est ainsi que nous avons mis en place de nouveaux absorbeurs de neutrons pour mieux contrôler la bonne marche de ces centrales, fait passer le taux d'enrichissement de l'uranium de 2 % à 2,4 % pour obtenir un fonctionnement plus stable, et modifié le système de chute des barres en cas d'urgence : elles peuvent, désormais, tomber en deux secondes au lieu de dix-huit secondes et bientôt on fera expérimenter sur deux réacteurs de la centrale d'Igarka. Ce dernier système devrait d'ailleurs être installé sur

tous les réacteurs RBMK d'ici à deux ans.

— Est-ce à dire que la sûreté nucléaire l'emporte sur la notion de productivité ?

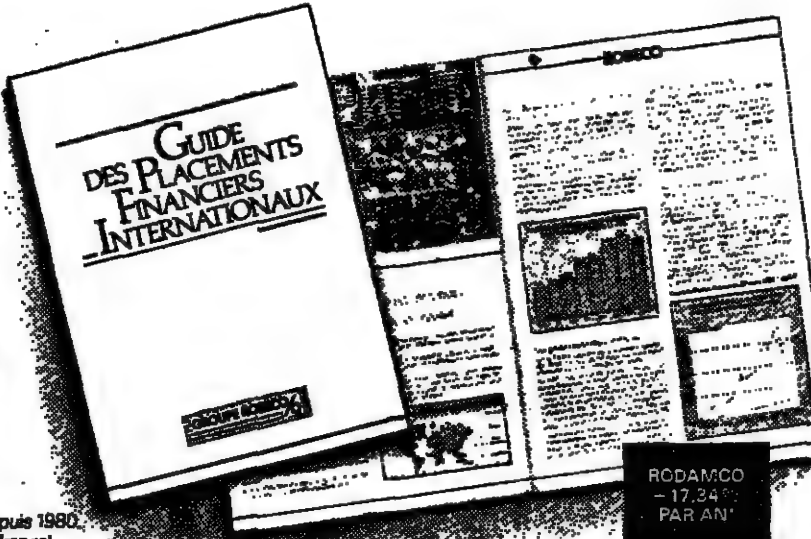
— Assurément oui. A telle enseigne que pour la future génération de réacteurs à eau pressurisée VVER-98, dont le projet sera achevé l'année prochaine et la construction des premiers exemplaires lancée en 1993, nous avons privilégié la sûreté aux dépens de la rentabilité économique. Il coûte plus cher. Nous travaillons sur ce programme avec Siemens, firme avec laquelle nous n'excluons pas la possibilité de créer, comme avec d'autres, des entreprises mixtes profitables, pour réaliser certaines parties du projet.

Nous avons également l'intention de mener à bien d'ici à la fin de 1993 le projet d'un autre réacteur à eau pressurisée, le VVER-92, qui serait encore plus sûr et, cette fois, plus économique. Nous souhaitons discuter de ce sujet avec les Français et il n'est pas exclu que nous établissons une collaboration sur certains systèmes avec le Commissariat à l'énergie atomique et Framatome. Il est probable qu'une coopération économique et commerciale sera établie avec Framatome ou EDF dans certains domaines. Pour le moment, la puissance exacte des réacteurs VVER-92 n'est pas encore définie avec précision, mais nous comptons les installer à partir de l'an 2000. A plus long terme,

ACCÉDEZ A L'INTERNATIONAL EN TOUTE SÉCURITÉ AVEC LE GROUPE ROBECO

50 ANS D'EXPERIENCE

4 TITRES COTÉS EN BOURSE



* Moyenne annuelle depuis 1980, dividendes inclus (en francs).

Nous vous invitons à recevoir gratuitement le "Guide des Placements Financiers Internationaux". Il vous montrera qu'avec le Groupe Robeco vous pouvez accéder facilement et en toute sécurité à la diversification internationale, ce qui est indispensable à tout investisseur avisé.

Créé aux Pays-Bas en 1929, aujourd'hui premier investisseur privé européen, le Groupe Robeco gère plus de 100 milliards de francs dans le monde. Les actions de ses quatre sociétés de portefeuille sont cotées auprès de 19 Bourses (Tokyo, Paris, Londres, Amsterdam...).

En choisissant une de ses actions, vous accédez aux placements internationaux en actions (Robeco, Rolinco), en obligations (Rorento) ou dans l'immobilier commercial (Rodamco). La répartition des actifs de ces quatre sociétés

vous protège grâce à une double diversification : géographique et sectorielle (plus de 300 entreprises et 200 immeubles dans 20 pays).

Vous bénéficiez des excellentes performances du Groupe à moyen et long terme. De plus, vous profitez d'une gestion rigoureuse, car les frais de structure (0,3 % des actifs nets) sont parmi les plus bas de la profession.

Vous pouvez désormais investir directement auprès de Robeco France en ouvrant un Compte d'Actions nouvellement créé. Pour recevoir gratuitement votre Guide des Placements Financiers Internationaux, renvoyez la demande ci-dessous ou demandez-le par téléphone au (1) 49.00.33.44, ou par minitel (tapez 3615 code CD puis ROBECO).



DEMANDE PERSONNELLE

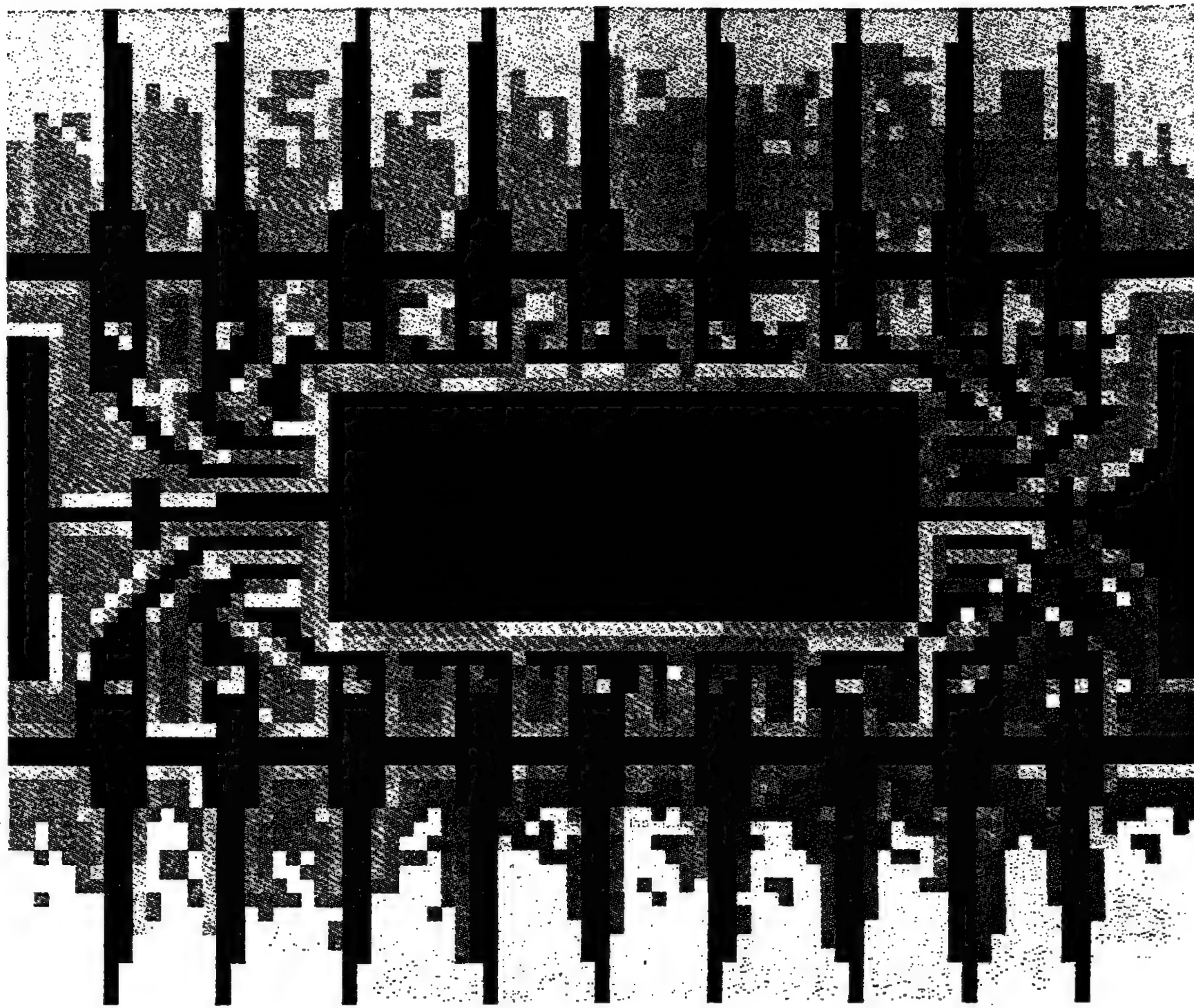
A compléter, détacher et retourner sans affranchir à ROBECO FRANCE, Libre réponse n° 640-92, 92089 PARIS-LA DÉFENSE 2.

Veillez m'adresser sans engagement de ma part un exemplaire gratuit du GUIDE DES PLACEMENTS FINANCIERS INTERNATIONAUX.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom : _____
Prénom : _____
N° _____ Rue : _____ Code postal : _____
Ville : _____ TEL : _____



SIEMENS



L'avenir à pas de géant: Technologie Méga de Siemens.

En microélectronique, l'innovation passe aujourd'hui par la technologie Méga. Celle-ci favorise l'éclosion de nouveaux produits qui stimulent le marché de l'électronique et renforcent la compétitivité de nombreux secteurs industriels.

Grâce à une nouvelle technologie de fabrication, il est désormais possible de produire des puces dans la dimension submicronique. Le composant-mémoire 1 mégabit de Siemens comprend 2,2 millions d'éléments sur 45 mm² et peut mémoriser le contenu de 64 pages de machine à écrire. Il s'agit donc d'une évolution considérable — et même d'une révolution — dans la technologie de semiconducteurs. Siemens y a contribué pour une large part grâce à d'énormes investissements dans la recherche et à son incomparable capital de connaissances et d'expérience en microélectronique.

Aujourd'hui Siemens est le seul producteur européen de la puce de 1 mégabit. Et le prochain "saut technologique" est déjà en chantier.

Dès 1989, la puce de 4 mégabits pourra être fabriquée en série.

La révolution-Méga est en marche. Elle concerne l'ensemble des composants, depuis la puce-mémoire jusqu'aux très complexes composants logiques. Elle va accélérer l'innovation et donner naissance à d'innombrables nouveaux produits en

- Techniques de l'information
 - Electronique industrielle
 - Electronique automobile
 - Electronique de loisirs
- et dans bien d'autres secteurs encore.

Si vous souhaitez savoir ce que la technologie Méga de Siemens peut d'ores et déjà apporter à vos propres applications, ou connaître le programme Siemens à Electronica 88 de Munich du 8 au 12/11/88, Hall 23, Stand A4, tapez sur votre Minitel 3616 SIEMS.

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Pour rattraper le temps perdu La Fédération du bâtiment veut négocier « un vaste plan social »

Frileuse à l'égard des négociations sociales, de son propre avou, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) ouvre, le 10 octobre, une série de discussions qui devraient conduire, d'ici au premier trimestre 1989, à un accord que son vice-président, M. Jean Domange, « souhaite global ».

Il était temps. Le dernier « contact vraiment sérieux » de la profession avec les responsables syndicaux remonte à 1982, et à une convention sur les modalités d'horaires de travail « qui ne nous conviennent pas et que les entreprises n'appliquent pas ». La grille de classification a été établie de 1972 à 1976, et seules des négociations départementales ont permis de faire évoluer les niveaux des salaires minimaux. Quant à la convention collective, elle date de 1954 avec des avenants dont les plus récents ont été signés dans les années 70.

La comparaison devenait défavorable avec l'organisation patronale jumelle mais néanmoins rivale, la Fédération nationale des travaux publics (FNTTP). Dirigée par son bouillant président, M. Jean-Louis Girard, celle-ci n'a cessé de développer une politique contractuelle qui faisait défaut en face. Ce même 10 octobre, la FNTTP poursuivait d'ailleurs son cycle de conversations, après avoir été l'une des rares branches professionnelles à obtenir un accord sur l'aménagement du temps de travail, antérieur même à la loi Séguin de 1987.

● Emplois supprimés chez Chiffoteaux et Maury. — Cinq cents à six cents emplois devraient être supprimés, sur 1 460, dans les trois années à venir chez Chiffoteaux et Maury, principalement à l'usine de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), a-t-on annoncé au cours d'une réunion du comité d'entreprise, début octobre. Ces suppressions d'emplois sont rendues nécessaires selon la direction, par les « structures lourdes » de l'entreprise et les faibles financements. Un plan de relance doit être présenté le 20 décembre prochain. Selon la CGT, principal syndicat dans l'entreprise, 180 millions de francs auraient été versés aux banques en quatre ans et le principal actionnaire de la société, le Groupe d'investissement du Maghreb et du Moyen-Orient (GIMMO), n'aurait apporté que 80,9 millions de francs sur les 180 prévus lors de la reprise de la société.

Plusieurs raisons poussent aujourd'hui les responsables patronaux du bâtiment à rechercher une entente avec leurs partenaires syndicaux. Non seulement les textes et les règles qui organisent la profession ont vieilli, après une aussi longue absence, mais les conditions sociales et professionnelles ont terriblement changé. L'évolution des métiers du bâtiment a rendu caduques les anciennes définitions. Des besoins nouveaux en qualification et en formation sont apparus que des références vestimentaires ne permettent pas de satisfaire facilement. Enfin, et surtout, le retard pris empêche ce secteur d'activité de profiter pleinement de la reprise, très forte, qui se manifeste depuis 1986.

La reprise

Après une terrible récession, la profession connaît un emballement qui met en évidence ses handicaps. Les entreprises embauchent à un tel rythme leurs offres d'emploi représentent la moitié de celles de l'industrie et progressent plus vite que dans l'ensemble de l'économie. Depuis 1987, où le bâtiment a créé des postes supplémentaires, dont 10 000 dans le second œuvre, la tendance se poursuit. Les recrutements ont augmenté de 0,4 % au premier trimestre de 1988, de 0,8 %, selon l'INSEE, au deuxième trimestre. Le recours à l'intérim a porté sur l'équivalent de 34 000 postes de travail en 1988, 43 000 en 1987. De 1986 à 1987, le BTP a globalement augmenté ses effectifs de 6 000 cadres.

Parallèlement, la profession rencontre des difficultés. La mauvaise image s'attache au métier. La crise récente et plus encore l'abandon des filières de formation ont tari les ressources en main d'œuvre. Le bâtiment manque de candidats pour répondre à sa demande, notamment pour les maçons, les menuisiers, les peintres, les électriciens, les métalliers et les monteurs en installation sanitaires. Les jeunes qui ne sont détachés du bâtiment, après 1974, font maintenant cruellement défaut. Les offres ne sont plus satisfaites en nombre et, plus préoccupant, en qualité. Des qualifications et donc des formations, devenues nécessaires, ne sont pas assurées. On se rend maintenant compte que le filtre de l'apprentissage ne fournit pas assez de personnel qualifié dont 10 % seulement d'apprentis en provenance

des entreprises de plus de dix salariés, et qu'il faudrait élever le niveau de formation.

C'est dans ce contexte délicat que la FNB s'est donc décidée, à la suite de discussions internes commencent au début de 1987, à envisager d'aboutir à ce qu'elle nomme elle-même « un vaste plan social ».

Trois volets ont été retenus, après consultation des organisations syndicales, soucieuses pour leur part d'obtenir des contreparties : la refonte des accords collectifs ouvriers pour « déboucher sur une convention collective », la révision et la modernisation de la grille des classifications qui comprendraient une « revalorisation progressive des salaires », et la modulation du temps de travail qui inclurait un aménagement du régime d'indemnisation en cas d'intempérie, dont le coût s'élève à 4 milliards de francs sur les trois dernières années pour l'ensemble de la profession.

A l'origine, les syndicats n'étaient pas très « preneurs » d'une telle discussion, reconnaît M. Domange. Ils n'en ont accepté le principe que contre la promesse d'obtenir une convention collective étendue.

Un effort portant sur plusieurs années

De fait, la négociation intervient « un peu tard » ainsi que l'avoue lui-même M. Domange. Il y a beaucoup « voire trop » d'éléments à modifier pour que la profession s'adapte, et ce, alors que l'urgence commande de bouger vite. Ancré dans les comportements, le système d'indemnisation pour cause d'intempérie sera peu aisé à réformer, même s'il faut, par la modulation d'horaires, répondre aux besoins d'une clientèle aux exigences plus saisonnières qu'autrefois. La question des salaires n'est pas des plus commodes à régler. L'écart entre les « mini », définies par départements, et les « réels », n'excède pas 5 % pour les salaires de base. La redéfinition des classifications se heurte à de nombreux obstacles. « Il faudrait que tout cela soit progressif, mûr », explique M. Domange, qui imagine un effort portant sur « plusieurs années ». La situation propre au bâtiment ne laisse pas être pas autant de temps à ses responsables, soumis à des exigences bien immédiates. La succession des campagnes publicitaires pour en améliorer l'image en est la preuve.

ALAIN LEBEAUC.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

« Nous ne pouvons pas relâcher la politique salariale qui est conduite »

déclare M. Strauss-Kahn

Interrogé au « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 9 octobre, M. Dominique Strauss-Kahn, député socialiste et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a donné son sentiment sur les conflits en cours :

« Je pense comme vous n-ai déclaré : le climat social est tendu, la situation est pour le moins difficile. Cela dit, la période est une période traditionnelle de discussions salariales ».

« Ce sur quoi il faut s'interroger, c'est sur les marges de manœuvre possibles et la politique sociale qu'il faut conduire. A ce sujet, je crois que nous ne pouvons pas relâcher la politique salariale qui est conduite. Quand je dis nous, c'est l'ensemble du pays. Les marges, de ce point de vue, sont très étroites — les résultats du commerce extérieur enregistrés très récemment le montrent, tout le monde les connaît. Dans ces conditions, les gains de pouvoir d'achat que l'on peut espérer doivent être recherchés plus par la désinflation que par les augmentations de salaires (...). La politique que nous devons donc conduire est une politique dans laquelle il y ait des gains de pouvoir d'achat qui ne soient pas repris immédiatement par l'inflation (...). »

« Il reste qu'on comprend bien qu'un certain nombre de catégories trouvent que leur situation devient difficilement tenable. Vous parlez des infirmières. Je crois que c'est tout à fait clair : elles font un métier particulièrement difficile et mal rémunéré. Au-delà des problèmes de rémunération, il y a certainement des problèmes de statut, d'organisation du travail, et on peut donc comprendre les revendications de ces catégories ».

« Mais il faut bien distinguer la politique salariale d'ensemble qui peut être conduite et la possibilité de réduire un certain nombre d'inégalités criantes, comme celles que vous évoquiez. »

Les partenaires sociaux vont chercher à améliorer les stages d'initiation à la vie professionnelle

Des dispositions pour améliorer les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) pourraient être discutées la semaine prochaine dans le cadre du groupe technique paritaire qui assure le suivi du dispositif de formation en alternance. Les modifications éventuelles pourraient faire ensuite l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux qui, à l'exception de la CGT, avaient, en 1983, donné naissance aux trois formules de SIVP, de contrats d'adaptation et de contrats de qualification.

Cette procédure répondrait au souhait de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui a mené une concertation avec les partenaires sociaux afin d'apporter des modifications à

un système critiqué, avec des nuances, de toutes parts.

Selon M. Yves Lemoine, vice-président de la commission sociale du CNPF qui participait à la rencontre avec M. Soisson le 7 octobre, le ministre du travail souhaite « aller très vite » et « prendre des mesures » dans un délai de quinze jours. La CNPF accepte d'envisager une discussion et veut apporter plus de garanties aux SIVP mais, a précisé M. Lemoine, « nous ne sommes pas d'accord pour enseigner les SIVP dans un contrôle et un établissement de quotas qui décourageraient les chefs d'entreprise ». « Si on assassine les SIVP, il y aura des répercussions sur l'ensemble de la chaîne du système contractuel de la formation en alternance », a-t-il ajouté.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Un comité d'entreprise « européen » à Airbus Industrie ?

Le premier comité d'entreprise européen va-t-il être créé à la suite d'une décision de justice ? Après une action intentée par les syndicats FO, CFDT et CGC, le tribunal d'instance de Toulouse a rendu un jugement, le 6 octobre, estimant que les salariés détachés par Deutsch Airbus, British Aerospace, Casa espagnole et l'Aérospatiale au Groupement d'intérêt économique (GIE) d'Airbus Industrie « doivent être compris dans les effectifs » et « participer aux élections pour la constitution du comité d'entreprise du GIE ».

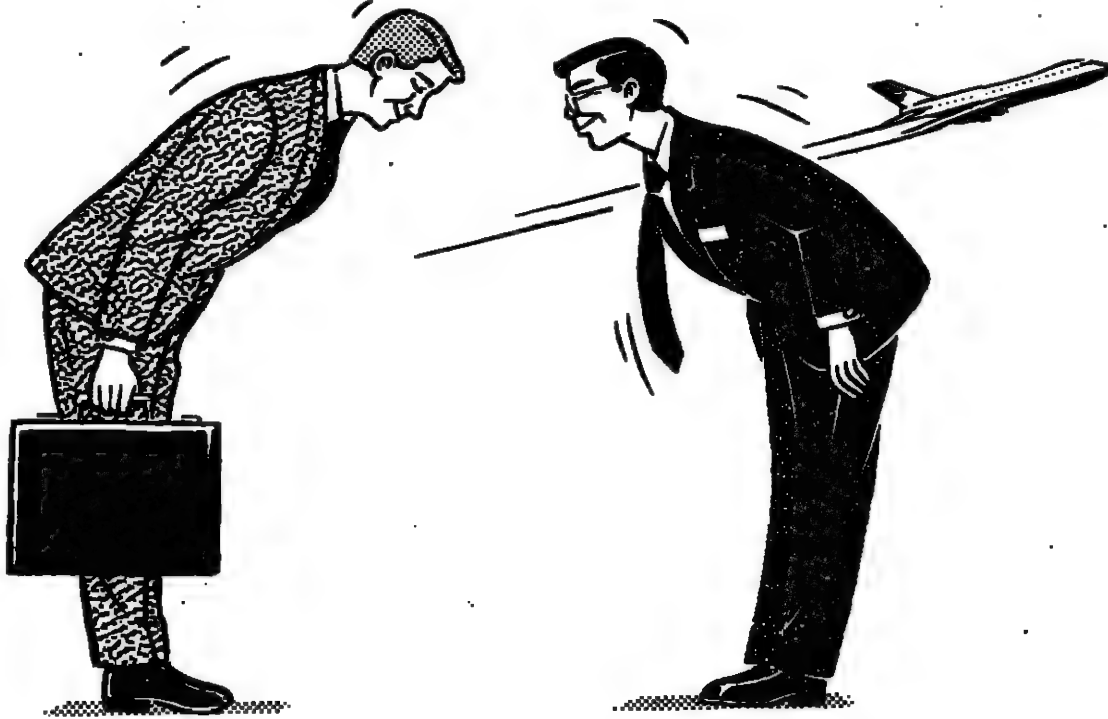
Le jugement étant exécutoire — mais sans délai, — Airbus Industrie devrait constituer un CE, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes. Sur les mille deux cents salariés du GIE, 50 % sont des salariés « directs » et 50 % sont « détachés » par les quatre sociétés qui le composent. Les salariés directs et ceux qui sont détachés par l'Aérospatiale bénéficient de la part du CE de la société française exactement des mêmes prestations que les salariés de l'Aérospatiale. Quant aux salariés anglais, allemands et espagnols, dont les sociétés ne participent pas au financement du CE de l'Aérospatiale, ils bénéficient déjà de conditions préférentielles. La constitution d'un CE risque de poser de nombreux problèmes à Airbus Industrie quant au financement et à la gestion des œuvres sociales d'une institution regroupant des salariés de nationalités et de statuts différents.

● Cadres bilingues chez Moët et Chandon. — Pour se mettre davantage à l'heure européenne, Moët et Chandon, qui réalise 75 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, va créer un laboratoire de langues pour tous les cadres et employés. L'objectif est d'arriver à ce que tous les cadres deviennent impérativement bilingues — par l'acquisition de l'anglais — d'ici au 1^{er} janvier 1989, et si possible trilingues avec, en plus, l'acquisition de l'espagnol. Dès 1990-1991, ils devraient pouvoir participer à des réunions de travail en anglais.

● Le personnel de la RATP a de l'écho. — La direction du personnel de la RATP vient de réaliser une enquête globale sur les attentes de son personnel (39 950 agents au 31 décembre

1987). Les questionnaires, portant sur les relations avec la hiérarchie, les conditions de travail et la perception de la politique de la régie, ont été envoyés à domicile. Un échantillon (représentatif) de deux mille cinq cents réponses est en cours de dépouillement. Considérée comme un outil pour le management social, cette enquête pourrait être renouvelée chaque année. En 1987, déjà, au regard du bilan social, le climat semble avoir été un peu moins tendu que précédemment : le nombre de jours d'absence est tombé, en moyenne par agent, de 12,6 en 1986 à 11,5. Et le nombre de jours de grève est passé de 45 009 en 1986 (année très conflictuelle) à 38 315 en 1987.

Si vos négociations en Extrême-Orient n'aboutissent pas aujourd'hui, revenez demain. Ou après-demain. Ou le surlendemain.



Vos affaires vous appellent de plus en plus en Asie ? British Airways vous offre 45 vols par semaine à destination de l'Extrême-Orient : Paris - Tokyo* : 12 vols/semaine. Paris - Hong Kong* : 15 vols/semaine. Sur ces vols vous pouvez bénéficier de la classe Club World.

BRITISH AIRWAYS

(* via London Heathrow)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
DE PROPULSION « SEP »

Le conseil d'administration, réuni le 4 octobre, a examiné les comptes de la SEP et du groupe pour le premier semestre 1988, qui font ressortir les éléments suivants :

— Pour la maison mère, un chiffre d'affaires de 1 516 MF en progression de 67 % par rapport au premier semestre 1987 et un résultat avant impôt et participation des salariés de 60,8 MF, contre 40,7 MF au 30-6-87.

— Pour le groupe SEP, un chiffre d'affaires de 1 567 MF et un résultat consolidé avant impôt et participation de 57,4 MF, la part du groupe s'établissant à 58,5 MF.

Le conseil d'administration a également décidé :

— de reporter la date du 7 novembre pour réaliser la division par quatre de la valeur nominale des actions, ramenant ainsi de 120 F à 30 F ;

— de procéder, à compter du 8 novembre, à une distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour 12 actions anciennes ;

— de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 13 décembre aux fins d'approuver le projet de fusion-absorption de la Société NUMEC SA par la Société EUROPÉENNE DE PROPULSION et d'informer les actionnaires du regroupement envisagé des activités traitées d'images de la SEP avec celles de la Société MATRA.

AGF 5000
LA PERFORMANCE
DANS LA DUREE

SICAV MONORY CEA •

Investissement au 1.1.79 :

Fr 100

Valeur de l'investissement au 23.09.88 :

Fr 704,95

soit 604,95% de plus value

Année	Performance annuelle (en %)	Période de l'investissement	Performance cumulée (en %)
1988	+ 25,48	du 1/1/88 au 23/9/88	+ 25,48
1987	+ 16,41	du 1/1/87 au 23/9/88	+ 4,89
1986	+ 48,88	du 1/1/86 au 23/9/88	+ 56,16
1985	+ 58,90	du 1/1/85 au 23/9/88	+ 149,70
1984	+ 14,25	du 1/1/84 au 23/9/88	+ 185,28
1983	+ 33,48	du 1/1/83 au 23/9/88	+ 280,79
1982	+ 22,24	du 1/1/82 au 23/9/88	+ 365,48
1981	+ 8,20	du 1/1/81 au 23/9/88	+ 327,31
1980	+ 22,52	du 1/1/80 au 23/9/88	+ 423,54
1979	+ 34,65	du 1/1/79 au 23/9/88	+ 604,95

Souscription : Banque Générale du Phénix
31, rue La Fayette - 75009 PARIS
aux guichets des banques
et chez tous les agents de change.

* Classement Paribas au 23/09/88
et au 31/12 de chaque année (dividende net réinvesti)
* Loi du 13 juillet 1978
SICAV composée de 60% minimum
en actions françaises.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

All these Notes have been sold. This announcement appears as a matter of record only.



Commerzbank Overseas Finance N.V.

(Incorporated with limited liability in the Netherlands Antilles)

FF 500,000,000

9 per cent. Notes due 1992

Issue Price: 101 %

guaranteed by

COMMERZBANK
AKTIENGESellschaft

Crédit Lyonnais Commerzbank Aktiengesellschaft

Banque Paribas Capital Markets Limited Caisse des Dépôts et Consignations

Merrill Lynch International & Co. Société Générale

Banco Hispano Americano, S.A. Bank Brussel Lambert N.V. Bankers Trust International Limited
Banque Française du Commerce Extérieur Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank Aktiengesellschaft Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft
BNP Capital Markets Limited Crédit Commercial de France Credit Suisse First Boston Limited
Deutsche Bank Capital Markets Limited Dresdner Bank Aktiengesellschaft LTOB International Limited
Morgan Stanley International Nomura International Limited SBCI Swiss Bank Corporation Investment banking
Shearson Lehman Hutton International Union Bank of Switzerland (Securities) Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale Yamaichi International (Europe) Limited

September 1988

Note d'information - visa COB n° 88-309 en date du 13 septembre 1988 disponible auprès des intermédiaires financiers.

Économie

SOCIAL

Pas de modification statutaire à la CFDT
avant l'élection de la nouvelle direction

Les syndicats de la CFDT, présents au congrès confédéral de Strasbourg du 22 au 26 novembre, devraient élire le nouveau bureau national, d'où est issue la commission exécutive (gouvernement de la centrale), en appliquant les règles statutaires actuellement en vigueur. Ce nouveau bureau national devrait donc élire comme membres de la nouvelle commission exécutive les huit candidats qui avaient été retenus par le bureau national sortant du 31 août : M. Kaspar, futur secrétaire général, M. Notat, M.M. Mandray, Speech, Jacquier, Troglie, Masson et Chapin. A condition qu'ils aient obtenu lors de l'élection du bureau national une majorité absolue des suffrages exprimés.

Le bureau national sortant de la CFDT, maître de l'ordre du jour du congrès, vient en effet de décider de

renvoyer le débat sur un amendement du statut général des transports de Côte-d'Or à la fin des travaux, après l'élection du nouveau bureau national (1). Or, cet amendement proposait une modification statutaire visant à accorder au congrès le droit de se prononcer sur l'ensemble des candidatures présentées au vote du bureau national sortant, même sur celles qui n'avaient pas été retenues (le Monde du 21 septembre). M.M. Héritier et Nodin qui avaient été battus lors du vote du 31 août auraient ainsi pu, si cet amendement avait été adopté, être réintroduits parmi les candidats au nouveau bureau national.

(1) Sur une trentaine de présents, le vote à propos de cette décision a recueilli cinq voix contre et trois abstentions.

● RER : grève sur les lignes A et B. — La grève des conducteurs du RER à l'appel de la CGT et du syndicat autonome traction a été plus sensible, lundi 10 octobre, sur la ligne A (est-ouest) que sur la ligne B (nord-sud). La circulation des trains était normale vers 9 heures du matin sur la ligne B, malgré 15,25 % de grévistes, tandis que le trafic n'était assuré qu'à 60 % sur la ligne A, ce qui représentait déjà une amélioration par rapport au début de la matinée (15 % avant 7 heures, 50 % avant 8 heures). Les arrêts de travail ont lieu en début et en fin de service (vers 5 h, 11 h, 12 h, 17 h).

● Accord à Air France pour le pilotage des futurs Boeing-747-400. — Un accord technique a été signé le 6 octobre entre les syndicats du personnel navigant technique (pilotes et mécaniciens) et la direction d'Air France pour la composition des équipages dans le cockpit des futurs Boeing-747-400. Pendant une « période d'insertion », dont la durée n'est pas déterminée, cet équipage sera de trois hommes. Air France a posé comme condition de quinze appareils de ce type destinés à accomplir des vols directs très longs, le premier devant être livré à la fin de 1990. Cet accord technique est la conséquence d'un protocole de principe signé en janvier dernier.

ÉTRANGER

Le secteur bancaire américain
reste vulnérable

Le secteur bancaire américain reste vulnérable. A l'occasion de la réunion, qui s'est tenue le dimanche 9 octobre à Houston, de la conférence annuelle de l'association des banques américaines, les responsables monétaires l'ont reconnu. L'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, M. Robert Heller, a estimé que, l'an prochain, le nombre des faillites serait du même ordre que cette année, sans doute 200, dont près de la moitié au Texas. Les cas de faillites bancaires, pratiquement inexistantes entre 1940 et 1980, se sont multipliés depuis lors pour atteindre 184 établissements en 1987.

Pour le contrôleur des monnaies, M. Robert Clarke, la situation actuelle est préoccupante, 325 institutions de crédits sont notées « quatre ou cinq » sur l'échelle de un à cinq établissant la solidité des banques, la

note « un » étant la meilleure. Le fait que la liste des établissements en position difficile ne se soit pas allongée depuis dix-huit mois constitue une maigre consolation. D'autant que la nouvelle chute des cours du pétrole ne facilitera pas un nouveau départ économique du Texas, l'Etat le plus touché par les difficultés bancaires.

Le cas de MCorp, la deuxième banque texane, ne fait que le confirmer. Cette banque, dont les actifs sont de 20 milliards de dollars, vient à son tour de demander l'assistance du Federal Deposit Insurance Corp (FDIC) après avoir accumulé les pertes. Le renflouement de cet institut prendra du temps, surtout si, comme l'espère MCorp, une opération de sauvetage est recherchée de façon à garder le caractère texan de la banque.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 30 septembre, la société Rémy & Associés a acquis auprès d'un groupe d'actionnaires majoritaires 217 340 actions de la société Piper Heidsieck au prix de 2 600 F par titre.

Cette cession de bloc de contrôle a été autorisée par la Société des Bourses françaises.

La société Rémy & Associés, qui détient à ce jour 54,8 % du capital de Piper Heidsieck, s'est engagée à acquérir du 4/10/1988 au 24/10/1988 inclus au prix de 2 600 F par titre toutes quantités d'actions Piper Heidsieck présentées sur le marché.

Elle s'est également engagée à acquérir toutes quantités de certificats d'investissement pendant la période au prix minimal de 1 420 F.

Par cette opération, Rémy & Associés entend obtenir un large contrôle de Piper Heidsieck et avoir ainsi la majorité au conseil d'administration, qui restera présidé par M. François d'Anlan.

La famille propriétaire de Piper Heidsieck, tenant compte des regroupements au niveau mondial dans le secteur des vins et spiritueux, a trouvé en Rémy & Associés un groupe français et familial qui correspond à l'attente d'une grande marque de champagne, garantissant un développement dans le temps, un suivi des relations humaines, ainsi qu'une évolution harmonieuse des activités commerciales, dans le respect des accords existants.

saudi lebanese bank

Des informations ont paru récemment dans la presse concernant la banque Al Saudi, société de droit français dont le siège est au 49-51, avenue George-V, 75008 Paris. Suite à diverses demandes d'explications et afin d'éviter toute confusion, nous tenons à préciser que la Saudi Lebanese Bank for the Middle East SA, dont le siège est au 125, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, est une entité de droit français totalement indépendante de la banque Al Saudi, et n'a aucune relation d'affaires ni aucun lien de quelque nature que ce soit avec la banque.

Constructions Industrielles
de la Méditerranée

Les prévisions de résultats pour l'exercice 1988 (résultat net, après amortissements, toutes provisions nécessaires, impôts et participation) font ressortir un chiffre de 42 millions de francs (contre 38 en 1987).

Le chiffre d'affaires de la société (I.T.) sera d'environ 880 millions de francs (contre 839 MF en 1987).

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4330

مركز من الأصل

ENTREPRISES

Les assises nationales de Bordeaux

Les chambres de commerce cherchent à relever les défis de l'économie moderne

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

C'est à un véritable examen de conscience et à une autocritique sans fard que se sont livrés les responsables des cent soixante et une chambres locales et vingt et une chambres régionales de commerce et d'industrie réunies les 6 et 7 octobre à Bordeaux pour leurs septièmes Assises nationales.

« Le monde change rapidement autour de nous, et nous devons nous aussi nous changer », a déclaré, dès l'ouverture des journées, M. Pierre Netter, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), ce qui signifiait que trop d'institutions consulaires s'étaient encore laissées vivre au rythme confortable de l'époque pas si lointaine où la France restait repliée sur l'Hexagone et où, avant la décentralisation, les collectivités locales (villes, départements et régions) ne s'impliquaient qu'épisodiquement dans l'activité économique, laissant ce terrain aux chambres de commerce.

Le secrétaire général de la chambre d'Alençon a été encore plus franc et a déclaré que, dans l'Orne, on s'efforçait d'adopter « un style décapant et d'engager un processus de déstabilisation des institutions consulaires : on ne s'envoie plus du monsieur le directeur général par-là ». Un langage de vérité qui a pu irriter les tenants, encore nombreux, d'une philosophie des corps intermédiaires selon laquelle le président de la chambre de commerce, à l'instar du préfet, du procureur de la République ou du trésorier-payeur général fait partie, dans nos provinces, du dernier quarton des personnalités incontournables.

Bref, la grande famille des chambres de commerce avec leurs élus et leurs techniciens et fonctionnaires s'est interrogée sur son utilité et sa capacité à répondre aux défis modernes de l'économie.

Quelle est notre légitimité ? Avons-nous des méthodes de travail adaptées ? Savons-nous communiquer avec nos ressortissants et avec l'extérieur ? Savons-nous entretenir nos réseaux et nos ramifications à travers

toute la France ? Telles furent les questions résumées par M. Jean Lalitue, président de la chambre de commerce de Dieppe, soulevées au cours des forums. Mais, à ces interrogations, il faut en ajouter trois autres qui n'ont pas toujours fait l'objet de débats de fond alors qu'elles l'auraient mérité.

La coopération avec les collectivités

Maintenant que les collectivités locales, depuis la décentralisation, sont devenues de véritables entreprises avec à leur tête des patrons, comment peut s'organiser la coopération avec les chambres de commerce ? Ve-t-on, au contraire, assister à une compétition ? Villes, départements et régions gèrent ensemble des budgets qui dépassent 500 milliards de francs. Ces collectivités créent des agences de développement, organisent des missions de prospection à l'étranger, accordent des primes, édifient des technopoles, construisent des usines-relais, participent à des sociétés d'économie mixte.

Parfois, à Boulogne-sur-Mer, dans les Ardennes, dans le Doubs ou à Béthune, par exemple, tout le monde tire dans le même sens. Mais, ailleurs, les trahissements et les surenchères s'exportent, et les créateurs d'entreprises désemparés ne savent où s'adresser tant les guichets qui s'ouvrent devant eux sont nombreux.

Les chambres de commerce prétendent représenter toutes les entreprises, des secteurs de l'industrie, des services et du commerce, et elles n'ont pas tort. Mais le CNPF a les mêmes ambitions, et il n'a pas tort non plus. Il mise, lui aussi, sur ses réseaux avec les unions patronales locales, de qualité variable, qui labourent les mêmes terrains que les chambres : compétitivité, exportation, innovation, formation, aménagement du territoire. Les mêmes patrons se retrouvent parfois dans les deux instances, ce qui provoque des ambiguïtés ou des synergies selon les cas.

Comme pour les entreprises et comme pour les communes, les chambres de commerce se trouvent confrontées à des questions de « sens » et de tailles limites, donc de réorganisation. La chambre de Paris, avec un budget

de 2,27 milliards de francs, huit cent fois supérieur à la plus petite chambre, celle d'Amboise dans le Puy-de-Dôme, est en elle-même une puissance. Celle de Marseille (la plus ancienne, puisqu'elle est née en 1599) gère un aéroport très important, celle de Calais gagne beaucoup d'argent avec les car-ferries de la Manche, mais les trois chambres du Tarn n'auraient-elles pas intérêt à se regrouper ? Est-il normal qu'il demeure sept chambres indépendantes en Seine-Maritime ? Et pourquoi certains départements de l'Île-de-France, importants, ne sont-ils couverts que par une « délégation » de la chambre de Paris ?

Une nouvelle équipe

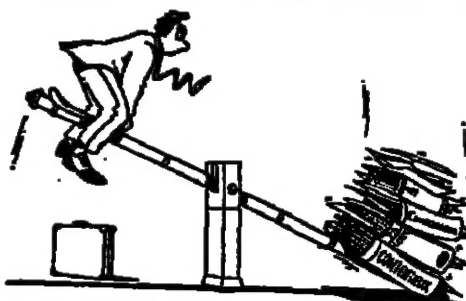
Les congressistes ont accueilli avec une satisfaction modérée les propos de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, qui a annoncé l'ouverture d'une négociation pour que les chambres bénéficient d'une autonomie accrue dans l'établissement de leur budget annuel, notamment pour la fixation de l'impôt additionnel à la taxe professionnelle, qui leur rapportent chaque année près de 4 milliards de francs. Mais il faut pour cela une loi, et celle de 1987 donnant satisfaction aux requêtes des chambres avait été invalidée par le Conseil constitutionnel.

Les négociations, en tout cas, ne seront pas menées par M. Netter, qui quittera l'APCCI après les élections aux chambres consulaires le 21 novembre. M. Laurent Chazal, directeur général de l'APCCI, fera de même et se consacrera à la gestion de sa petite commune des Bouches-du-Rhône.

Les noms de leurs successeurs respectifs courent déjà sur toutes les lèvres. M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce de Paris et Jacques Corbon, préfet, ancien directeur de cabinet de M. Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Une preuve que les chambres de commerce, si elles personnifient les entreprises, se situent bien aussi à la charnière des collectivités locales, de l'économie et de la politique.

FRANÇOIS GROSCHARD.

QUI GERE VOTRE CONTENTIEUX ?

SFAC
VOTRE
PARTENAIRE
ASSURANCE
CREDIT.

A LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE PASSE AVANT TOUT PAR LA TRANQUILLITÉ D'ESPÉRER. MAIS COMMENT RESTER SÉRÉNÉ LORSQUE LES DÉLAIS DE PAIEMENT ACCORDÉS À VOS CLIENTS NE SONT PAS RESPECTÉS ? COMMENT NE PAS SE PERDRE DANS LE DÉDALE JURIDIQUE DES AFFAIRES CONTENTIEUSES ? EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC NE SE LIMITE PAS À LA SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS. ELLE VOUS OFFRE AUSSI LA POSSIBILITÉ DE LUI CONFIER LE RECOURS À LA RECOURS DE VOS CRÉANCES. PLUS DE PROBLÈMES CONTENTIEUX À RÉSOUDRE, PLUS DE TEMPS PERDU ET PLUS DE RISQUE DE VOIR VOS RELATIONS COMMERCIALES SE DÉGRADER. ET SI, CEPENDANT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDEMNISÉS ! CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE. C'EST DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT. POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE EULER - 75008 PARIS. TEL. (1) 40.70.50.50.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

REPÈRES

Conjoncture

Croissance proche de 3,5 % en 1988

La croissance du produit intérieur brut marchand a progressé, en France, durant le deuxième trimestre, de 0,5 % sur la base « du niveau élevé », 1,2 %, du premier trimestre, indique l'INSEE dans ses comptes nationaux trimestriels. Cette expansion économique recouvre une vive reprise des importations, en hausse de 2,4 %, alors que les exportations augmentent de 1,2 % seulement. La reconstitution des stocks tire cette croissance, alors que la consommation des ménages est en repli et que l'investissement ne progresse que de 0,3 %. Mais le dynamisme du début de l'année est tel que 1988 devrait confirmer ses promesses : d'ores et déjà, les prévisions gouvernementales, une hausse de 3,2 % du PIB, semblent devoir être dépassées, le cap des 3,5 % paraissant de plus en plus probable.

Salon de l'automobile 1988

Plus d'un million de visiteurs

La soixante-quatrième édition du Salon de l'automobile de Paris, rebaptisé cette année Mondial de l'automobile, qui s'est tenu du 29 septembre au 9 octobre, a été un succès. Avec 1,01 million de visiteurs, 1988 aura été une année record. En 1986, il n'y avait eu que 870 000 visiteurs, un chiffre bas qui

s'expliquait en partie par la peur des attentats. En 1984, leur nombre avait atteint 1,1 million, mais en tenant compte des 150 000 personnes de la moto, qui, cette année, auront leur propre Salon du 10 au 20 novembre.

L'engouement des Français pour la voiture est d'ailleurs confirmé par une enquête récente de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), qui constatait que la France arrivait en tête de tous les pays européens en terme d'équipement automobile. On y compte environ deux voitures pour cinq habitants et un peu moins d'une voiture pour deux personnes en âge de conduire.

Finances publiques

Plus de 1 000 milliards de lires de déficit en Italie

Le déficit public italien a franchi le seuil historique – et psychologique – de 1 000 milliards de lires pour représenter, au début de septembre 1 010 milliards de lires (4,54 milliards de francs), a indiqué le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Ciampi. Ce nombre à seize chiffres représente 94,5 % du produit intérieur brut. Un pourcentage d'autant plus inquiétant, selon M. Ciampi, que l'économie italienne connaît l'une des croissances les plus élevées d'Europe. Pour le gouverneur de l'Institut d'émission, le pays continue cette année à « rouler sur deux rails » : la production s'accroît alors que l'Etat dépense toujours beaucoup trop et mal. La baisse du prix du pétrole constitue, selon lui, une « occasion unique » de combattre le mal à la racine.

Gagner un an sur les quatre à six que demande un arbre pour donner des premiers fruits, plus nombreux et meilleurs, c'est ce que recherchent les producteurs. C'est ce que leur apporte DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens.

En liaison avec la Station Expérimentale des Producteurs de Fruits aux

Pays-Bas, les chercheurs de DSM ont mis au point un procédé inédit en Europe du Nord, alliant fertilisation et irrigation : la Fertigation.

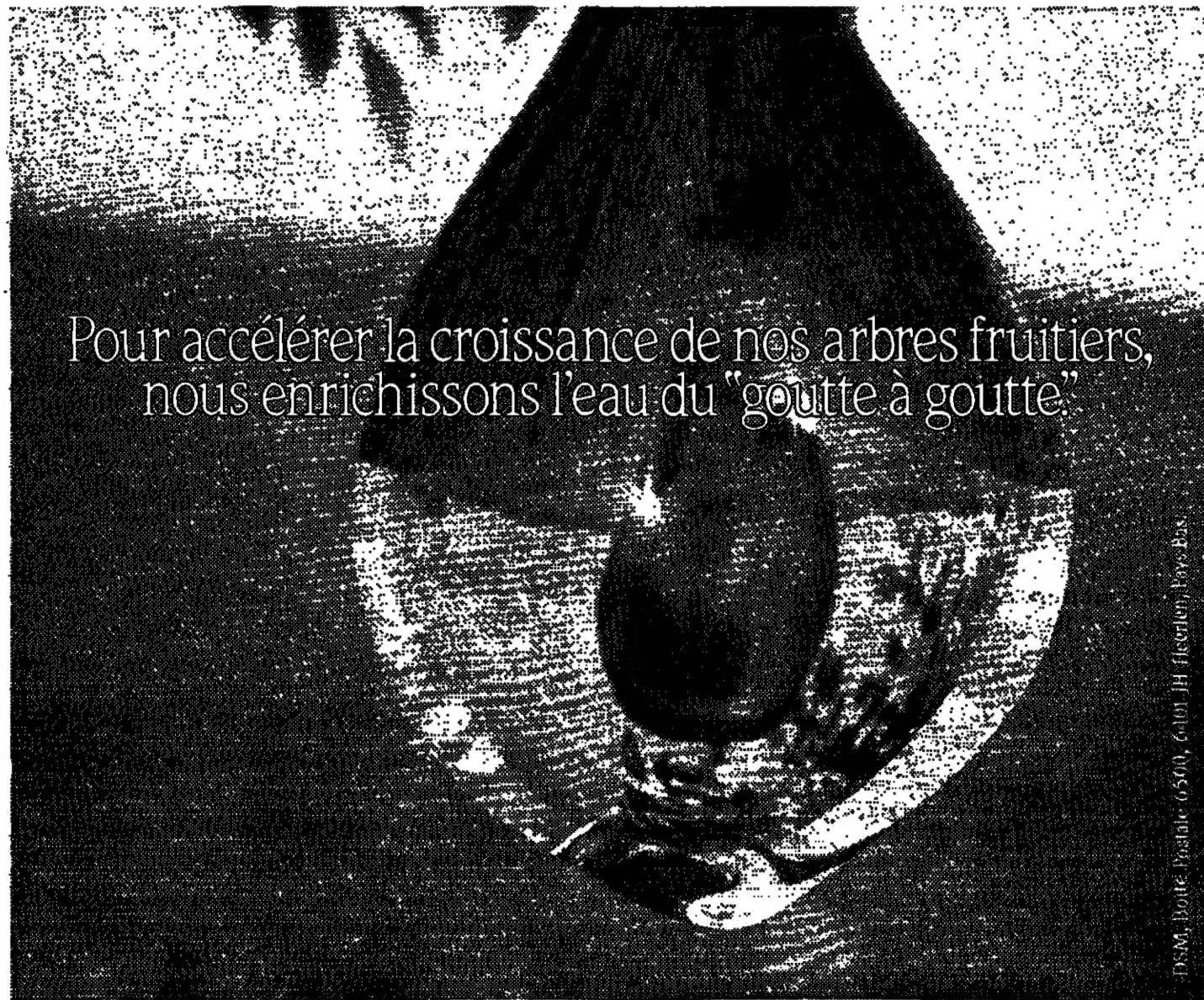
Un engrais soluble spécialement équilibré enrichit l'eau d'irrigation qui, du même coup, goutte à goutte, fournit aux racines de l'arbre humidité et éléments nutritifs.

Bien qu'en avance d'un an, les fruits obtenus affichent déjà de réels progrès de productivité et de qualité gustative. La Fertigation : certainement, parmi nos technologies, l'une des plus fructueuses.



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

Pour accélérer la croissance de nos arbres fruitiers, nous enrichissons l'eau du "goutte à goutte".



DSM, Boite Postale 6500, 6000 JH Heerlen, Pays-Bas.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITELE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURSE DU 7 OCTOBRE

**Cours relevés
à 17 h 34**

Règlement mensuel																		
Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	
3820	C.A.E. 25 *	3720	3720	3880	- 1 98	Competition	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	1740	Deutsche Bank	1731	1891	1884	+ 0 73	
1010	B.L.P. 25 *	1046	1046	1006	- 0 38	2500	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	1750	Dresdner Bank	1741	1882	1882	+ 0 01	
1125	B.C.F. 25 *	1127	1127	1129	+ 0 18	2500	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	1750	Dresdner Bank	1741	1882	1882	+ 0 01	
1223	Ed. Lyons 25 *	1150	1150	1150	...	2500	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	1750	Dresdner Bank	1741	1882	1882	+ 0 01	
1230	Rennet 25 *	1283	1283	1287	+ 1 01	355	SESE Inc. 25 *	576	567	578	+ 0 52	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
1238	Comp. Fin. P.T. 25 *	1670	1680	1680	- 0 50	400	SESE Inc. 25 *	576	567	578	+ 0 52	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
1241	St-Gobain 25 *	1240	1240	1245	+ 0 41	400	SESE Inc. 25 *	576	567	578	+ 0 52	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
1248	Thomson 25 *	1240	1240	1245	+ 0 41	400	SESE Inc. 25 *	576	567	578	+ 0 52	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
480	Alex. 25 *	536	536	534	- 0 37	180	D.P. 25 *	1850	1850	1850	...	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
540	Al-Liquid 25 *	534	530	533	- 0 19	180	D.P. 25 *	1850	1850	1850	...	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
2100	Al-Liquid 25 *	2270	2270	2270	...	180	D.P. 25 *	1850	1850	1850	...	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
1300	Al-Liquid 25 *	1426	1426	1426	...	180	D.P. 25 *	1850	1850	1850	...	3120	Lagardet *	3125	3110	3123	- 0 08	
300	A.L.S.P. 25 *	316 90	316 90	316 10	- 0 25	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
340	Al-Liquid 25 *	372	372	376 80	+ 1 29	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	2189	2176	2180	- 0 06	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122	2102	2122
950	Al-Liquid 25 *	1000	1000	1000	...	2118	2102	2122	2102	212								

Comptant (sélection)**SICAV** (select

VALEURS	% du max.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Exp. 8.30 % 77	126 20	3 327	Compagnie (B)	145 10	152	Loire Valley	620	620	Toutin-Angelus	197	198	A.A.A.	500 19	678 23	Francis Higgins	1042 01	1011 88	Panor	813 17	595 31
9.80 % 78/83	103 10	2 383	C.I.C. (Fin. de)	152	153	Loire Valley (S&L)	2030	2040	Tour Eiffel	347	340	Adelin	212 80	207 10	Francis Higgins	1042 01	1011 88	Panor	813 17	595 31
10.00 % 79/84	106 45	1 000	C.I. Maritim	720	680	Louis	1300	1300	Union S.M.A.	197	198	Adelin	454 40	447 80	Francis Higgins	27 80	27 21	Francis Higgins	27 80	27 21
10.25 % 80/80	106 45	4 010	Charm (B)	2200	2200	Macdonald	136	137	U.A.P.	325	334	Adelin	564 15	545 70	Francis Higgins	32 62	32 14	Francis Higgins	32 62	32 14
10.50 % 81/80	106 45	10 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	11 007	Colmar (B)	1330	1130	Magnien Dupuis	136	136	U.T.A.	2130	2070	Adelin	694 48	672 97	Francis Higgins	11042 79	11042 79	Francis Higgins	72824 23	72824 23
10.50 % 82/80	106 25	1																		

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3-4 Les émeutes en Algérie. 4 La séminaire franco-espagnol à Lyon. 5 Un entretien avec le président chypriote. — Nouvelle vague de violences dans les territoires occupés. 6 RFA : le congrès du parti libéral.	8 M. Rocard face à l'agitation sociale. 9 Les petits ruisseaux de l'ouverture peuvent-ils alimenter le Rubicon ? 11 La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	12 Le voyage de Jean-Paul II dans l'est de la France. 13 Les infirmières à nouveau en grève. 20 Menaces de grèves et de manifestations dans les lycées et les universités.	16 Créations lyriques à Strasbourg et à Niort. — Jean-Michel Jarre à Londres. 17 Le budget de la culture en hausse. 18 COMMUNICATION : crise à la rédaction de FR 3.	41 Un entretien avec le responsable de l'énergie nucléaire soviétique. 43 La Fédération du bâtiment veut négocier « un vaste plan social ». 45 Les chambres de commerce face aux défis de l'économie moderne. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 à 40 Campus 20 Cartes 20 Loterie, Loto 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 Spectacles 18	• L'Algérie, le Chili en direct 24 heures sur 24. FLASH • Bourse : faites vos comptes • Bourse : faites vos comptes • Abonnez-vous au Monde. ABO 36-15 tapez LEMONDE • Une semaine à travers le monde JOUR • Jouez avec le Monde JEU 36-15 tapez LM

La grève continue à l'usine Renault du Mans

A l'atelier 81 de l'usine Renault du Mans, qui fabrique les trains arrière pour la plupart des véhicules modèles d'automobiles, la grève continuait lundi 10 octobre sur le poste du matin. 80 % des salariés étaient en grève. Mais le travail avait lieu normalement dans le reste de l'usine. D'autres part, les usines de montage de Sandouville, de Billancourt, de Flins et de Maubeuge étaient en chômage technique par suite de cette grève. Seule l'usine de Douai, qui construit les R-19, pouvait travailler.

La perte de pouvoir d'achat : 30 %, 5 % ou 0 % ?

Les salariés de la Régie Renault ont-ils perdu 30 % de leur pouvoir d'achat depuis 1982, comme l'affirmait M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT jeudi 7 octobre ? Ce chiffre semble excessif. On peut comparer l'évolution de la masse salariale entre les années 1982 et 1987 et celle des prix : la première a augmenté de 26,58 % (par salarié) en francs courants entre l'année 1982 et l'année 1987, tandis que la hausse des prix en moyenne annuelle, selon l'indice INSEE, a été de 31,85 % : la perte de pouvoir d'achat serait donc d'un peu plus de 5 points.

Pour sa part, la Régie a calculé l'évolution de la rémunération réelle des vingt-deux mille ouvriers de la fabrication salariés de la Régie en 1980 et toujours présents à la fin de 1987. Selon cette étude, la rémunération de ces salariés (y compris les primes, l'ancienneté, les promotions) aurait augmenté de 67 % en francs courants, alors que la hausse des prix n'a été que de 81 % sur la même période : soit un gain de 6 points en pouvoir d'achat individuel moyen. Mais, si l'on prend comme point de départ l'année 1982, la comparaison est moins flatteuse, puisque la progression de la rémunération serait de 128, comme celle des prix. Mais cela signifie quand même un maintien du pouvoir d'achat, avec les promotions toutefois.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 octobre

Hausse sensible

L'indicateur instantané était en progression de 0,70 %, lundi 10 octobre, en milieu de matinée après s'être inscrit à +0,57 % à l'ouverture de la séance. Les principales hausses sont : UIC (+7 %), Fives Lille (+5 %), Guyenne-Gascogne (+5 %), Bouygues (+5 %), Valloire (+4 %). Notons en baisse : Straford (-4 %), Roussel-Uclaf (-3 %), UFB-Localab (-2 %), CSEB (-2 %), Luchaire (-2 %).

Le numéro du « Monde » daté 9-10 octobre 1988 a été tiré à 534 974 exemplaires

(Publicité)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE : boutiques, bureaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
En vente partout 5,30 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 46-55-30-30

Langues & Affaires
anglais - allemand - espagnol - italien - russe...
DIPLOMES DE LANGUES / BTS + LANGUES
Rentabilisez vos connaissances en langues, augmentez vos chances, préparez un diplôme professionnel à votre rythme.
Préparations complètes ou entraînements spécifiques, en formation personnalisée chez vous, à distance. Inscriptions toute l'année.
Formations intra-entreprises toutes langues.
Documentation gratuite sur diplômes et cours à :
LANGUES & AFFAIRES, Service 4809, BP 95 - 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88

URSS

Polémique sur une éventuelle destruction de la ville de Tchernobyl

L'agence locale chargée de la décontamination de la zone entourant la centrale nucléaire de Tchernobyl, où se produisit le 26 avril 1986 la catastrophe nucléaire, aurait décidé de raser la ville de Tchernobyl. A l'origine de cette décision, il y aurait l'impossibilité de débarrasser la zone proche du réacteur accidenté de sa contamination radioactive. L'annonce faite par cette agence, créée au lendemain de cet accident qui fit 31 morts et entraîna le déplacement de 135 000 personnes, a déclenché une vive polémique en Union soviétique.

La Pravda estime en effet dans son édition du samedi 8 octobre que l'agence locale le Kombinat aurait outrepassé ses droits dans cette affaire, et qu'il est surprenant qu'une décision d'une telle importance, qui doit en principe revenir à l'Etat, ait été prise par les ingénieurs d'une agence provisoire. C'est un affront, écrit ce journal, à la politique de transparence (glasnost), qui fait fi des 994 personnes

qui sont retournées, sans aucune autorisation, dans leurs villages situés dans la zone contaminée de 30 kilomètres autour de la centrale.

Le sort de Tchernobyl, affirme la Pravda, doit être discuté « tous les niveaux » de l'Etat et du gouvernement. Quelques maisons peuvent être détruites, mais les habitants doivent être dédommages et relogés « petit à petit, sans négligence ni indifférence », ajoute le quotidien, qui rappelle que des maisons situées dans la zone contaminée de la République voisine de Biélorussie ont été rénovées et que leurs habitants ont été autorisés à rentrer chez eux. « Le Kombinat ne doit pas oublier, conclut l'auteur de l'article, que le ministère de l'énergie (devenu depuis ministère de l'énergie atomique) n'a ni le droit moral ni le droit légal d'oublier sa culpabilité vis-à-vis de cette région. » — (AFP)

(Lire nos autres informations page 41.)

Indépendance syndicale

Les syndicats de la CGT ont reçu, en vue de sa distribution, un tract intitulé « se rassembler et agir pour la satisfaction des revendications ». Rien d'étonnant à cela. Ce qui l'est plus en revanche, c'est qu'il ait été édité sous la double en-tête de la Vie ouvrière, hebdomadaire de la CGT, et de... l'Humanité, quotidien du PCF, avec en surtitre : « déclaration commune de la Confédération générale du travail et du Parti communiste français ».

Illustré par trois photos de luttes, il reproduit intégralement le texte de la déclaration commune PCF-CGT, à l'issue de leur rencontre au sommet du 14 septembre dernier (à laquelle ne participait pas M. François Duteil, qui est pourtant à la fois membre du bureau politique du PCF et du bureau confédéral de la CGT).

Autre « surprise » de ce tract, qui, selon un dirigeant cégétiste, a été diffusé à 1,5 million d'exemplaires : il contient *in fine* un bulletin d'abonnement à la Vie ouvrière et un bulletin d'abonnement de trois mois (« à l'essai... ») à l'Humanité. Un bon moyen de montrer la par-

faite osmose PCF-CGT dans la conjoncture actuelle. La déclaration ne fait état que de convergences.

La délégation du PCF, conduite par M. Georges Marchais, tout en soulignant « combien il était à ses yeux important que les travailleurs disposent d'une organisation syndicale de classe et de masse qui regroupe les travailleurs de toutes origines et de toutes les sensibilités », a « renouvelé son attachement inébranlable aux principes de l'indépendance du mouvement syndical ».

Quant à la délégation de la confédération, conduite par M. Henri Krasucki, elle a indiqué que « c'est parce qu'elle est indépendante que la CGT s'exprime sur les enjeux sociaux, économiques et politiques majeurs ». Il reste à savoir si le PS, qui rencontre actuellement tous les syndicats, bénéficiera d'une pareille publicité lorsqu'il rencontrera prochainement la CGT. Les convergences seront peut-être alors moins naturelles.

M. N.

Echecs

Joël Lautier (quinze ans) champion du monde junior

Joël Lautier, quinze ans, a remporté le championnat du monde junior d'échecs, qui vient de se terminer à Adélaïde (Australie).

Joël Lautier est le plus jeune vainqueur de cette épreuve depuis sa création, en 1951, et le premier Français à devenir champion du monde junior. Il triompha huit ans après Garry Kasparov, vainqueur en 1980, à Dortmund (RFA).

Lautier a remporté la victoire au nombre des parties gagnées (huit

sur les treize possibles), ne concédant que deux nulles et trois défaites. Au nombre de points (9 au total), il est premier *ex aequo* avec les Soviétiques Vassili Ivantchouk (dixième joueur mondial senior) et Boris Guelfand (treize-troisième mondial senior).

Joël Lautier avait obtenu le titre de champion du monde des moins de quatorze ans en 1986, à Porto-Rico. En 1988, il est devenu maître international senior.

Renseignements publicités
Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

Initié !
Précisez VOLVIC.
« Et je ne suis pas le seul !...
Chez mes amis sommeliers, VOLVIC fait des adeptes, au grand plaisir des connaisseurs... »
VOLVIC au
RELAIS LOUIS XIII
Paris 6
Tél. : 43 26 75 96
Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

M. Francis Bouygues pourrait abandonner la présidence de TFI

M. Francis Bouygues devrait annoncer mardi 11 octobre, au cours d'un conseil d'administration de TFI, sa décision d'abandonner la présidence de la chaîne. C'est l'actuel vice-PDG de TFI, M. Patrick Le Lay, patron opérationnel de la Une, qui lui succéderait à son poste.

Devenu PDG de TFI en avril 1987, alors que son groupe venait d'acquiescer 25 % de la chaîne mise en vente par l'Etat, M. Bouygues s'était fortement impliqué dans sa gestion dans les mois qui ont suivi la privatisation. La passion de pouvoir entre MM. Bouygues et Le Lay n'entraînerait aucune autre modification notable dans l'organisation et l'organigramme de la Une.

La nouvelle intervient quelques jours après une violente bataille boursière, qui a provoqué une flambée du titre Bouygues et suscité maintes interrogations sur l'identité du ou des raiders (le Monde des 1^{er} et 4 octobre). Elle ne serait cependant aucunement liée à cette actualité mais prévue, selon certaines sources, de longue date. M. Bouygues pourrait d'ailleurs profiter de cette annonce pour réaffirmer son attachement à TFI et démentir ainsi certaines rumeurs sur son intention de se séparer de la Une.

Sur le vif

Silence, on tue

Hé là ! Vous avez vu un peu ce qui se passe en Algérie ? C'est une vraie boucherie. On tue, on extermine. On ramasse par centaines les cadavres et les blessés. Les blindés occupent les rues. L'armée tire à vue. Pas au gaz lacrymogène, à la mitrailleuse. Elle charge, la balafre emmanchée au canon des kalachnikov. A Oran, en Kabylie, partout. Et ici, personne ne dit rien ! Pas une protestation, pas un cri !

Sinon celui de « Chedli assassiné ! » poussé par une cinquantaine de jeunes bours venus manifester hier leur colère à la Goutte-d'Or. Tout seuls, les mecs. Pas une voix pour leur faire écho. Pour hurler non à la dictature militaire, pardon, la dictature des « frères frères frères », écrasés, écrasés une fois, par le socialisme d'Etat. On la boucle. Muséifiée, la patrie des droits de l'homme.

Pourquoi ? C'est insensé ! Si ça c'était passé au Chili ou en Corée du Sud, vous imaginez un peu le tollé ! Est-ce que ce serait un effet de notre vieux réflexe de gauche ? On condamne plus volontiers Pinochet que Men-

guistu. La preuve, je parie que vous ne savez même pas qui c'est ! C'est le tyran, le tueur mandaté-féministe qui se faisait livrer du caviar et du whisky pendant que nos murs se couvraient d'affiches communistes : Vous devez 5 F à l'éthiopie. Non, c'est pas ça : on a tous pris fait et cause pour la Pologne dressée contre cette ordure de Januszelski.

On a mauvaise conscience ? On se refuse le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays trop longtemps asservi par la France coloniale ? Tu parles ! Il y a plus d'un quart de siècle qu'ils nous ont vus, et c'est pas moi qui le regretterais. Ils ont eu bien raison. Mais, bon, maintenant, il y a prescription. C'est à cause des huit cent mille travailleurs immigrés venus chercher chez nous le gagne-pain qu'ils ne trouvent pas chez eux ? Je vois vraiment pas le rapport. Au contraire, ce serait plutôt une bonne raison de s'inquiéter de ce qui ne va pas là-bas.

Alors, c'est quoi ? Je comprends pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Visite à Paris de M. Felber nouveau ministre suisse des affaires étrangères

BERNE
de notre correspondant

M. René Felber était attendu, lundi 10 octobre à Paris, pour son premier déplacement dans une capitale étrangère depuis son accession, en janvier dernier, à la tête de la diplomatie helvétique où il a succédé à M. Pierre Aubert. Les contacts entre Berne et Paris se sont régulièrement intensifiés ces dernières années, surtout depuis la visite officielle en avril 1983 de M. François Mitterrand, premier président français à se rendre à ce titre en Suisse depuis 1910.

En principe, les ministères des affaires étrangères des deux pays se rencontrent chaque année alternativement à Paris et à Berne. En 1987, M. Aubert, qui occupait alors pour un an la présidence de la Confédération, n'avait pu se rendre dans la capitale française, mais il s'était entretenu avec M. Mitterrand venu à Zurich inaugurer un festival culturel, puis avec M. Chirac de passage au CERN à Genève.

Les derniers contentieux majeurs ont pu être réglés de manière satisfaisante. Ainsi, en est-il « des tracasseries bancaires et douaniers qui ont eu tendance à s'apaiser », indique-t-on à Berne. Les mesures d'amnistie fiscale, la libéralisation des changes et l'abandon de « certaines pratiques policières du côté français » ont contribué à créer un climat plus serein, ajoute-t-on.

Les deux pays entretiennent de solides relations humaines, économiques et culturelles. Quelque cent mille Suisses résident en France, soit

la plus forte colonie helvétique à l'étranger, et près de cinquante mille Français dans la confédération. En tenant compte d'au moins soixante mille frontaliers, la Suisse accueille environ quatre-vingt-dix mille salariés français. La France est à la fois le deuxième fournisseur et le deuxième client de la Suisse qui lui assure son plus important excédent commercial. Les investissements helvétiques en France se situent autour de 1 milliard de francs suisses par an. Le renforcement de la coopération entre les deux pays s'est traduit par la création, en octobre 1985, d'un centre culturel suisse à Paris.

Les entretiens entre les deux ministères des affaires étrangères devaient être essentiellement consacrés aux questions internationales et à l'intégration européenne. Si la Suisse n'envisage pas d'adhérer à la CEE pour l'instant, elle se préoccupe fortement des répercussions à attendre du grand marché de 1993.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Balle perdue à Noisy-le-Sec

Un gardien de la paix est gardé à vue après le décès d'une adolescente

Un gardien de la paix, M. Lafarge, quarante-deux ans, a été interpellé et placé en garde à vue après un incident qui a coûté la vie à une adolescente de treize ans, samedi 8 octobre, à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis.

La victime, Malika, se trouvait à la fenêtre de l'appartement de ses parents, cité de la Renardière, lorsqu'elle a été atteinte par une balle perdue. Transportée à l'hôpital, elle y a succombé peu après.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble qu'une tentative de vol de cyclomoteur soit à l'origine d'altercations qui, samedi 8 octobre, ont opposé plusieurs personnes dans la cité. Le concierge serait allé chercher un voisin gardien de la paix, M. Lafarge. Hors service, ce dernier serait intervenu en tirant en l'air des coups de feu d'intimidation pour séparer les protagonistes. Une balle perdue aurait touché Malika au visage.

L'inspection générale des services (IGS) a été saisie. M. Lafarge est planton à la préfecture de police de Paris.

Offre exceptionnelle
Salon de l'Auto :
votre 205,
votre 309
en livraison immédiate *
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
du 1^{er} au 31 octobre



NEUBAUER
* En fonction des options choisies.

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Minitel 36-15 code NEUBAUER